



BULLETIN

DE LA

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Publication mensuelle

LXVIII^e année, n° 2
Février 1993

SOMMAIRE

Rapport présenté par le Gouverneur au nom du Conseil de régence	3
Statistiques	1
Législation économique	189
Liste des « Cahiers » parus	197
Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique	199

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

RAPPORT PRESENTE PAR LE GOUVERNEUR AU NOM DU CONSEIL DE REGENCE

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La modeste accélération, de 0,8 p.c. en 1991 à 1,5 p.c. en 1992, du taux de croissance de l'ensemble des économies des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques n'a pas été suffisante pour concrétiser les attentes, longtemps reportées, d'une reprise de l'économie mondiale. En dépit de ce développement encourageant, l'évolution économique durant l'année écoulée a été perçue comme médiocre, surtout en Europe.

Le regain d'activité s'est, il est vrai, presque exclusivement limité aux Etats-Unis, où il n'est d'ailleurs réellement devenu apparent qu'au cours du quatrième trimestre. L'économie japonaise, qui était généralement restée assez abritée des précédents ralentissements conjoncturels, a enregistré une réduction sensible de son rythme d'expansion. Dans l'ensemble de la Communauté, la croissance économique s'est encore affaiblie. Les effets stimulants du processus de réunification de l'Allemagne se sont estompés, spécialement au cours de la seconde moitié de l'année, affectant l'activité dans plusieurs Etats membres dont les économies sont très dépendantes de ce pays. Le Royaume-Uni n'a pas encore pu sortir de sa récession. Les signes de reprise restent donc isolés et dégagent immanquablement une impression de fragilité.

Dans le déroulement du cycle économique, un retournement de tendance devait forcément succéder à l'accélération de la croissance qui s'était produite durant la seconde moitié de la décennie précédente. Cette inflexion a pu être d'autant plus brusque que l'effondrement de la demande en provenance des pays d'Europe de l'Est a pris des proportions inattendues. Le contexte actuel diffère cependant des deux creux conjoncturels antérieurs auxquels on le compare assez spontanément. Les ralentissements de la croissance au milieu des années septante puis au début des années quatre-vingt avaient été, sinon provoqués, du moins aggravés par un événement extérieur sur lequel les pays industrialisés avaient peu de prise. Dans le cas présent, la hausse des prix des produits énergétiques entraînée par la guerre du Golfe a été de courte durée et n'a influé que faiblement sur l'évolution de la conjoncture. Les causes de l'anémie qui affecte aujourd'hui l'économie mondiale doivent être recherchées ailleurs. Elles semblent, pour une bonne part, émaner de certains développements spécifiques à la période d'expansion précédente.

C'est ainsi que dans les principaux pays anglo-saxons, au Japon et dans plusieurs Etats scandinaves, la volonté des ménages et des entreprises de réduire leur degré élevé d'endettement a continué à exercer des effets déflationnistes. La dette qui s'était accumulée au cours des années quatre-vingt avait contribué à soutenir l'activité économique. Elle avait cependant aussi pris la forme d'emprunts, parfois excessifs, contractés

en vue de l'acquisition d'actifs financiers ou immobiliers. Lorsque les prix et les cours de ces actifs patrimoniaux ont chuté, au début de la présente décennie, les débiteurs se sont retrouvés en possession d'avoirs dont la valeur de marché et le rendement attendu n'étaient plus en rapport avec les charges financières qu'ils avaient assumées pour les acquérir. Les agents économiques qui ne s'étaient pas endettés se sont eux-mêmes sentis appauvris par les moins-values ayant affecté leur patrimoine. Pour corriger ces déséquilibres, les ménages ont accru leur taux d'épargne et les entreprises ont réduit leur taux d'endettement, ce qui a freiné la consommation et provoqué des reports d'investissements.

La détérioration de la situation financière du secteur privé n'est évidemment pas restée sans conséquence pour les établissements de crédit. Au cours des années quatre-vingt, la forte augmentation du taux d'endettement des particuliers et sociétés était allée de pair avec le développement de nouveaux produits facilitant les financements directs entre agents économiques. Si la part relative, sur les marchés financiers, des organismes de crédit s'était de ce fait réduite, ces derniers étaient néanmoins parvenus, à la suite de l'expansion rapide de ces marchés, à accroître leur volume d'activité. Toutefois, un grand nombre d'institutions n'avaient atteint un tel résultat qu'en procédant à des opérations plus risquées ou en profitant du processus de décloisonnement et de déréglementation pour s'introduire dans de nouveaux créneaux, qui leur étaient beaucoup moins familiers. Les corrections parfois brutales des valeurs de nombreux actifs financiers ont donc touché un secteur bancaire déjà fragilisé.

Les difficultés rencontrées par certains établissements de crédit, voire par des groupes d'intermédiaires financiers, telles les caisses d'épargne aux Etats-Unis, ont certainement accru la nécessité de renforcer les règles prudentielles. Au demeurant, ce besoin se faisait déjà sentir sous la pression d'autres développements, en particulier la libéralisation des mouvements internationaux de capitaux et, à l'intérieur de la CE, la libre prestation des services financiers. Pour ces diverses raisons, l'imposition, sur le plan international, de critères de solvabilité stricts et uniformisés n'est plus guère contestée aujourd'hui. Elle soumet néanmoins les intermédiaires financiers à des obligations assez exigeantes, même si les efforts à accomplir pour les respecter sont plus lourds dans certains pays que dans d'autres. Dans de nombreux cas, les établissements de crédit sont amenés à se montrer plus sélectifs dans l'octroi de prêts et à se ménager des marges d'intérêt plus élevées. Ce comportement, combiné à celui d'un secteur privé cherchant lui-même à limiter son endettement, a pesé sur l'activité économique.

Les problèmes auxquels le secteur des services financiers a dû faire face l'ont contraint à procéder à d'importantes restructurations; il n'a donc pas pu, comme au cours des récessions précédentes, rester abrité des pertes d'emploi qu'entraînent inévitablement les ralentissements de l'activité économique. Ce phénomène illustre une autre différence importante par rapport aux deux retournements conjoncturels antérieurs. Au milieu des années septante et au début des années quatre-vingt, les réductions d'emploi avaient été très importantes et même souvent plus nombreuses qu'aujourd'hui. Elles s'étaient cependant surtout concentrées sur certaines tranches de la population active, telle la main-d'œuvre plus âgée ou moins qualifiée, et sur des secteurs industriels astreints à de lourds efforts d'assainissement. Au cours de la période récente, en revanche, le chômage a aussi touché des personnes qui auraient pu s'en croire abritées par leur niveau de qualification ou le type même d'emploi qu'elles occupaient dans des entreprises parfois très spécialisées. Les pertes d'emploi, en se propageant, ont fortement accentué un sentiment, latent, d'insécurité. S'y est ajouté, surtout en Europe, un certain découragement au vu de l'asymétrie observée dans les évolutions du marché du travail au cours des deux dernières phases conjoncturelles. La reprise assez vigoureuse qui

s'est affirmée au cours de la seconde moitié de la décennie précédente n'a entraîné qu'une baisse très graduelle du taux de chômage comparée à la hausse beaucoup plus rapide provoquée par le ralentissement récent de l'activité.

A ces motifs individuels d'incertitude ont répondu de nombreuses raisons plus collectives. L'enthousiasme initial soulevé par les changements de régime politique en Europe de l'Est a été fortement tempéré par les énormes difficultés économiques des différents Etats de cette région du monde. Les problèmes de l'ancienne Allemagne de l'Est, qui semblait pourtant a priori disposer de solides appuis pour se ménager une transition harmonieuse vers l'économie de marché, laissent à suffisance entrevoir l'ampleur de la tâche qui attend plusieurs autres de ces pays, moins privilégiés.

Le retournement conjoncturel a également accentué certains réflexes protectionnistes. Cette réaction a provoqué des durcissements de position qui ont ralenti les négociations de l'Uruguay Round visant à arriver à un nouvel accord sur le commerce mondial. La conclusion rapide d'un compromis apparaît cependant indispensable pour rassurer quelque peu les agents économiques quant aux perspectives de développement du commerce international.

En Europe, la déconvenue du référendum danois sur le traité de Maastricht a fait douter de la possibilité de réaliser rapidement l'Union monétaire. Ce scepticisme a débouché sur la crise la plus sérieuse à laquelle le Système monétaire européen se soit trouvé confronté depuis sa création. On reviendra plus loin sur ce dernier aspect, qui est lourd de conséquences.

Les causes de la stagnation de l'économie mondiale en 1992 apparaissent ainsi nombreuses et fortement mêlées les unes aux autres. Le ralentissement de l'activité a amené plusieurs pays à infléchir la conduite de leur politique économique. Aux Etats-Unis et au Japon, en particulier, les autorités monétaires, qui avaient déjà considérablement assoupli leur politique en 1991, ont encore accentué le mouvement à la baisse des taux à court terme. Ceux-ci sont revenus au-dessous de 4 p.c. au Japon et se sont rapprochés de 3 p.c. aux Etats-Unis.

Le recours aux instruments traditionnels de la politique économique s'est cependant heurté à des limites étroites. En matière budgétaire, la plupart des pays industrialisés ont laissé jouer les mécanismes stabilisateurs qui, en cas de repli conjoncturel, provoquent un gonflement automatique de diverses dépenses publiques et une compression des recettes fiscales. Certains d'entre eux ont même amplifié ces mécanismes par des mesures discrétionnaires, de telle sorte que l'arsenal des instruments budgétaires a été en grande partie mobilisé. Seul parmi les grandes économies industrielles, le Japon semble disposer d'une marge de manœuvre apparente, car il est un des rares membres de l'OCDE à avoir encore enregistré un surplus budgétaire, combiné, en outre, à un excédent courant substantiel et en augmentation. Les autorités japonaises ont effectivement lancé, au mois d'août 1992, un important programme d'investissements publics, qui n'a toutefois été approuvé qu'au mois de décembre et dont les effets ne seront, de ce fait, ressentis qu'en 1993.

Le déficit public de l'ensemble des pays de l'OCDE a continué à s'élargir, pour atteindre 3,8 p.c. en 1992, alors qu'il ne s'élevait encore qu'à 1 p.c. en 1989. Cette aggravation accélérée a constitué un élément non négligeable d'incertitude, car les agents économiques sont à présent convaincus que l'assainissement des finances publiques ne pourra être indéfiniment reporté et postulera, à terme rapproché, une compression des dépenses des Etats et un alourdissement de la pression fiscale.

Certaines caractéristiques spécifiques du présent ralentissement conjoncturel sont également venues gêner les possibilités d'utilisation des mesures de relance monétaires. Il est clair que les effets stimulants d'une baisse des taux sont beaucoup plus lents à se faire sentir lorsque les emprunteurs ont spontanément tendance à réduire leur endettement et les prêteurs, à se montrer plus restrictifs dans l'octroi de crédits. Dans plusieurs pays, la relative rigidité des taux à long terme et la faiblesse des cours de bourse, défavorables aux émissions d'actions, ont eu pour conséquence que le repli des taux à court terme est loin d'avoir entraîné un allègement de même ampleur des conditions de financement des entreprises. Dans une telle situation, chercher à pallier l'insuffisance des investissements privés par des dépenses publiques doit inéluctablement amener les agents économiques à penser que les pouvoirs publics eux-mêmes risquent, si ce n'est déjà le cas, de se trouver dans une position où la détérioration de leur situation financière va les forcer à comprimer leur propre endettement.

Ces multiples contraintes ont incité les autorités à se montrer plus sélectives dans leurs interventions. C'est ainsi que le nouveau gouvernement américain veut réorienter les dépenses publiques dans le but spécifique de stimuler les investissements et la recherche. L'initiative de croissance européenne, prise par le Conseil européen au Sommet d'Edimbourg, se situe dans la même ligne. Ce plan cherche, entre autres, à favoriser le financement de travaux d'infrastructures transeuropéennes, grâce à la création d'un Fonds d'investissement européen et de nouveaux mécanismes temporaires d'emprunt. De tels projets cherchent à obtenir un effet de levier maximal en aiguillant les priorités vers les catégories de dépenses dont le rendement économique ou social est le plus élevé, tout en limitant l'incidence sur les budgets publics.

A ces diverses mesures destinées à renouveler et accroître le capital physique, doivent, plus particulièrement en Europe, s'en ajouter d'autres, visant à une meilleure utilisation du capital humain. Face au chômage, les réactions ne peuvent se limiter à la mise en place de simples dispositifs de garanties de ressources. C'est une politique active qui doit être poursuivie en vue d'accroître les perspectives d'emploi pour les chômeurs et de promouvoir la flexibilité du marché du travail. Par ailleurs, ces efforts devront être relayés par des actions destinées à améliorer la qualité de l'enseignement et la formation qui ne porteront évidemment leurs fruits que si de nouveaux emplois sont effectivement offerts.

A plus court terme, on peut espérer qu'une réduction des tensions inflationnistes en Allemagne, s'appuyant sur la maîtrise du déficit public et une atténuation des pressions salariales, permettra aux autorités monétaires de ce pays d'accentuer l'assouplissement d'une politique monétaire qui a déjà été quelque peu infléchie vers la fin de l'année. Compte tenu des liens étroits existant entre les principales monnaies de la Communauté, un tel développement ne pourrait être que bénéfique, car toute baisse des taux allemands devrait se répercuter assez rapidement sur les marchés monétaires de la plupart des autres pays européens.

CRISE DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Comme il ressort abondamment de ce qui précède, les difficultés récentes ont souvent été amplifiées par des éléments ayant ébranlé la confiance des agents économiques et assombri leurs anticipations. Durant l'année 1992, il n'y a sans doute guère eu de

circonstances où ces facteurs psychologiques ont joué avec plus d'intensité que lors des événements ayant conduit à la crise du SME. Il serait cependant erroné de réduire l'analyse à cette unique dimension, car les turbulences qui ont agité le marché des changes ont des causes beaucoup plus fondamentales.

Cinq longues années de stabilité du mécanisme de change du SME avaient peut-être fini par faire perdre de vue que les conditions économiques nécessaires pour assurer une telle fermeté se trouvaient de moins en moins réunies. De fait, en dépit d'une convergence progressive, les évolutions respectives des prix et des coûts intérieurs des Etats membres étaient encore loin de s'être alignées. Ces écarts annuels, même réduits, continuaient évidemment à s'ajouter à ceux des années antérieures. En s'accumulant, à un rythme il est vrai progressivement plus lent, ils accentuaient peu à peu les inégalités existant entre les positions compétitives des divers pays.

Dans un premier temps cependant, ces distorsions ont pu passer à l'arrière-plan. Le repli passager du cours du mark, consécutif à la réunification de l'Allemagne, a peut-être été assimilé par certains à un signe de faiblesse intrinsèque et a pu, par contrecoup, conduire à exagérer la solidité des devises d'autres Etats membres.

Ces derniers trouvaient, certes, de réels avantages à un tel paradoxe. Le renforcement de leurs cours de change venait atténuer la pression de taux d'intérêt élevés ; plus fondamentalement, il leur permettait, par une réduction du coût de leurs achats au reste du monde, de capturer à leur profit une source de stabilité des prix. Pour beaucoup, l'attrait du SME se trouvait ainsi singulièrement renforcé. L'engagement formel de respecter les règles du système devenait plus facile et se traduisait par des déclarations sans concession des autorités politiques et une grande confiance en une transition harmonieuse vers l'Union économique et monétaire dans le respect des délais fixés par le traité de Maastricht. Ces facteurs impressionnaient les marchés financiers eux-mêmes, ce qui conduisait à une hausse supplémentaire des cours des devises traditionnellement faibles du SME et contribuait à renforcer davantage ce processus spontané de consolidation du mécanisme de change. Le comportement de ces marchés pouvait donner l'impression que la stabilité des parités était accordée à crédit, crédit d'autant plus généreux qu'il était approvisionné par la libéralisation des mouvements de capitaux.

La position de l'Allemagne était, en revanche, moins aisée. Ce pays, qui avait souvent pu se servir de l'appréciation de sa monnaie comme un moyen privilégié de lutte contre la hausse des prix, se voyait dès lors privé de cet instrument pour enrayer une inflation intérieure rendue plus virulente par des pressions salariales et une aggravation du déficit public.

Cet équilibre, relatif, a commencé à être fragilisé par le retournement conjoncturel. Celui-ci n'a pas été synchronisé à l'intérieur de la CE. Dans les pays initialement les plus touchés, des voix se sont élevées pour amener l'ensemble des partenaires européens à déclencher un mouvement concerté à la baisse des taux. Pour les raisons qui viennent d'être évoquées, ils se sont cependant heurtés à la détermination des autorités monétaires allemandes. La discipline est devenue, pour certains, plus pesante et la volonté d'accepter toutes les règles de fonctionnement du SME, moins évidente.

Dans ce contexte, un incident pouvait à tout moment provoquer un réveil brutal. Cet événement fortuit a été le rejet danois du traité de Maastricht. Soudainement, les doutes se sont amoncélés et les débats très vifs ayant précédé l'acceptation de justesse de ce traité par la France n'ont rien fait pour les dissiper. La date même du référendum français a servi de catalyseur cristallisant toutes les pressions spéculatives.

L'évolution du cours du dollar n'a fait qu'aggraver les pressions à l'intérieur du système. Durant le premier semestre, cette devise n'avait enregistré que des fluctuations relativement limitées et assez erratiques. A partir du milieu de l'année, le dollar s'est nettement déprécié vis-à-vis du mark et, par extension, des monnaies les plus fortes du SME. Comme c'est devenu assez traditionnellement le cas, cette modification des cours de change n'a pas revêtu la même ampleur pour les devises plus faibles, qui ont ainsi été attaquées par un ferment de tension supplémentaire.

Les épisodes de la crise de change sont éloquentes dans leur sécheresse : trois vagues de réalignements entre le milieu du mois de septembre et la fin du mois de novembre ; la sortie du mécanisme de change, au moins momentanée, de la livre sterling et de la lire italienne ; l'abandon par la Suède, la Norvège et la Finlande d'un objectif de change rattachant leurs monnaies à l'écu.

A posteriori, avec l'assurance que procure la connaissance des événements passés, il est sans doute aisé de démontrer les enchaînements qui ont conduit à la crise du SME. Il est, en revanche, beaucoup plus délicat d'en tirer les leçons et d'y proposer des remèdes.

Une première constatation s'impose. Une stabilité prolongée des parités à l'intérieur du mécanisme de change ne peut, en tant que telle, être assimilée à une preuve de son bon fonctionnement. L'utilisation des marges de fluctuation, les interventions sur le marché des changes, les variations de taux d'intérêt et les réalignements constituent une gamme indissociable de moyens d'action, même s'il reste vrai que le dernier de ces instruments ne peut être mis sur le même pied que les trois autres, d'un usage plus régulier. Lorsqu'une utilisation trop intensive des trois instruments les plus usuels ou encore une euphorie passagère des marchés en viennent à dissimuler l'apparition de déséquilibres fondamentaux, il est préférable de procéder sans attendre à un réalignement plutôt que de s'accrocher à une position indéfendable. S'il reste sans doute utopique d'espérer pouvoir effectuer systématiquement des réaménagements à froid, un changement de parité aura cependant d'autant plus de chances de succès que les autorités auront gardé une meilleure maîtrise du déroulement de l'opération.

Plus fondamentalement, il ressort très clairement que la fermeté d'une monnaie repose sur deux conditions essentielles, dont aucune ne peut, à elle seule, être considérée comme suffisante. L'engagement de défendre une parité n'est pas crédible sans de solides soubassements macroéconomiques. Une détérioration importante des données économiques par rapport aux partenaires doit être corrigée sans délai. Il s'agit d'une obligation de résultat. Inversement, et cette observation est sans aucun doute plus décevante, les performances économiques les plus évidentes ne sont pas suffisantes si le marché croit déceler une faille, réelle ou supposée, dans le consensus des autorités à défendre leur monnaie. Une unité de vue, au-delà des clivages politiques, garantie par une structure institutionnelle confiant les clefs de la politique monétaire à un organisme autonome, constitue un gage supplémentaire de réussite.

Idéalement, un consensus national autour de la politique budgétaire et monétaire requise pour assurer la stabilité du cours de change devrait trouver un relais dans le reste de la Communauté et se matérialiser par des appuis mutuels. Accordées à bon escient, ces aides parviendront à démontrer aux marchés qu'ils peuvent aussi se tromper dans leurs anticipations et viendront ainsi renforcer le mécanisme de change du SME.

Reste enfin un enseignement important. L'ampleur inédite des mouvements de capitaux, affranchis par la libéralisation des marchés, a encore compliqué la difficile coexistence de cours de change stables et de politiques monétaires autonomes. Si ce dilemme doit

être résolu par le passage à l'Union économique et monétaire, les difficultés resteront, dans l'intervalle, d'autant plus grandes que l'approche des échéances fixées pour la réalisation de l'UEM pourrait encourager des pressions spéculatives. Ceci devrait constituer un argument décisif pour ne pas rediscuter les modalités de ce processus et ne pas en reporter les délais pour les monnaies en mesure de s'intégrer rapidement à une telle Union.

ACTIVITE ECONOMIQUE EN BELGIQUE

En 1991, dans une phase de ralentissement conjoncturel affectant la plupart des pays industrialisés, la Belgique avait encore pu largement tirer parti d'une poursuite de la croissance en Allemagne, son principal partenaire commercial. Cet atout a disparu depuis lors. Le retournement de la conjoncture allemande a fortement ralenti la progression des exportations de biens et services, qui n'a atteint que 0,6 p.c. en 1992, au lieu de 3,1 p.c. l'année antérieure.

Contrairement à la demande en provenance de l'étranger, les dépenses intérieures ont continué à progresser au même rythme qu'en 1991. En particulier, la réduction des taux des crédits hypothécaires, encore accentuée par les actions promotionnelles de divers intermédiaires financiers, a stimulé la demande de logements, qui s'est accrue de près de 10 p.c. Les effets de cette baisse des taux ont été d'autant plus rapides que l'endettement des ménages reste très faible en Belgique comparativement aux autres pays industrialisés et que le marché immobilier n'a pas connu, au cours de la période antérieure de croissance conjoncturelle, des mouvements spéculatifs analogues à ceux observés à l'étranger. La situation patrimoniale très saine des ménages a également soutenu la consommation privée sans pour autant la stimuler, celle-ci ayant augmenté de 2,2 p.c. en 1992, contre 2,5 p.c. l'année antérieure. Dans un climat économique incertain, les particuliers n'ont pas cherché à compenser le ralentissement de la hausse de leur revenu disponible par une réduction de leur taux d'épargne, tandis que les investissements des entreprises se sont réduits de 2 p.c., tout en se maintenant, en pourcentage du PIB, au niveau des autres pays de la CE.

L'accroissement de l'activité s'étant plutôt appuyé sur la demande des résidents que sur celle du reste du monde, les importations ont progressé davantage que les exportations. Cette divergence d'évolution a évidemment pesé sur la croissance du produit intérieur brut qui, revenue de 1,9 à 0,8 p.c., a été insuffisante pour préserver l'emploi. De fait, celui-ci ne paraît pouvoir être stabilisé que pour autant que le taux de croissance dépasse quelque peu les 2 p.c. Encore ce pourcentage ne semble-t-il s'appliquer qu'à la période récente, au cours de laquelle le travail à temps partiel s'est accru et la modération des coûts salariaux a peut-être permis d'éviter qu'une détérioration du coût relatif du facteur travail par rapport à celui du facteur capital ne multiplie les investissements de rationalisation, défavorables à l'emploi, comme ce fut davantage le cas lors du creux conjoncturel du début des années quatre-vingt.

L'augmentation de l'emploi, permanente depuis 1985, s'est donc interrompue en 1992 et le taux de chômage, défini selon les normes européennes harmonisées, est remonté de 7,5 à 8,2 p.c. de la population active.

Il est vrai que cette détérioration, d'origine essentiellement conjoncturelle, a été commune à l'ensemble de la CE, où le taux de chômage moyen est passé de 8,8 à 9,5 p.c.

Il est également vrai que la perte de 19.000 emplois en 1992 fait suite à la création, au cours des sept années antérieures, de 233.000 emplois correspondant à un peu plus de 150.000 postes de travail à temps plein. L'aggravation du chômage est néanmoins venue raviver une plaie qui n'était pas cicatrisée et risque d'entraver les efforts qui restent à accomplir pour surmonter les handicaps structurels du marché du travail ; en particulier, le nombre de chômeurs de longue durée pourrait de nouveau s'accroître rapidement.

Compte tenu du lien étroit existant entre activité et emploi, la marge de manœuvre est faible, d'autant plus que les pouvoirs publics ne disposent pas des moyens financiers qui seraient nécessaires pour atténuer les répercussions, sur la demande, du ralentissement conjoncturel. Il leur est, en revanche, possible de s'attaquer aux rigidités du marché du travail. C'est dans une telle optique qu'il convient d'interpréter la récente mise en place d'une structure destinée à faire bénéficier tous les chômeurs de moins de 46 ans et sans emploi depuis plus de 9 mois d'un plan d'accompagnement individuel. Conjointement, plusieurs dispositions ont été prises pour limiter certains abus de systèmes généreux d'octroi de revenus de remplacement. En outre, l'âge de la prépension va progressivement être relevé, tandis que les indemnités versées aux travailleurs à temps partiel involontaires et aux personnes en interruption de carrière ou de chômage ont été diminuées.

Plus fondamentalement, pour éviter les risques d'une recrudescence du chômage, il convient en tout premier lieu de préserver la compétitivité, qui est une condition essentielle pour assurer la défense de l'emploi dans une petite économie très ouverte. En raison de l'existence de mesures généralisées d'indexation, l'évolution des prix à la consommation constitue un des facteurs qui vont directement conditionner le maintien de cette compétitivité. La réussite a été, ici, incontestable. Avec une hausse annuelle revenue de 3,2 à 2,4 p.c. en 1992, la Belgique s'est maintenue largement en deçà, non seulement de la moyenne de la Communauté, mais également de celle de ses trois principaux voisins et partenaires commerciaux.

La réduction du taux d'inflation a évidemment été facilitée par la baisse des prix des biens et services importés consécutive à l'appréciation du franc. En l'absence de cette dernière, les coûts à l'importation ne se seraient pas réduits de 1,5 p.c. comme ce fut effectivement le cas, mais se seraient, au contraire, accrus de quelque 0,5 p.c. Le renforcement du franc a aussi induit une réduction des prix, exprimés en franc, des produits exportés, dans la mesure où les exportateurs ont dû laisser inchangés leurs prix en monnaies étrangères. A terme, ces sacrifices consentis sur les marchés extérieurs seront cependant compensés par une baisse des coûts, car le jeu des mécanismes d'indexation aura pour effet de répercuter la réduction des prix à l'importation consécutive à l'appréciation du franc sur l'ensemble des coûts intérieurs. Pour autant que ces derniers fassent preuve de suffisamment de flexibilité, ce report devrait être intégral et, ainsi, neutraliser les répercussions initiales de la hausse du cours de change sur la rentabilité des entreprises. Toutefois, cet enchaînement ne s'opère pas nécessairement de manière identique dans toutes les branches d'activité. Certains indices, qu'il convient de vérifier avec soin, semblent indiquer qu'au cours des dernières années, les prix et les coûts intérieurs auraient, en moyenne, évolué moins favorablement pour les sociétés soumises à une forte concurrence internationale que pour celles qui en sont mieux abritées. Cette évolution pourrait avoir accentué les pertes de parts de marché de l'économie belge. Si celles-ci sont en partie inévitables lorsqu'une série de pays, notamment asiatiques, développent progressivement leur commerce international, elles semblent cependant avoir été plus prononcées que chez la plupart des partenaires européens.

Les coûts intérieurs se composent, en ordre principal, des salaires, dont l'évolution est restée au centre des préoccupations en 1992. En se référant au critère retenu par la loi du 6 janvier 1989, dite de sauvegarde de la compétitivité du pays, l'augmentation des coûts salariaux, exprimés en monnaie commune, apparaît, sur l'ensemble de la période s'étendant de 1987 à 1992, plus élevée en Belgique que dans le groupe des sept principaux partenaires commerciaux, même si l'écart demeure limité par rapport au sous-groupe des cinq pays européens.

Pour la seule année 1992, ces coûts ont progressé à peu près dans la même mesure que chez les partenaires, ce qui n'a évidemment pas permis de compenser la détérioration enregistrée en 1990 et 1991. Durant ces années-là, le rythme des adaptations conventionnelles des rémunérations ne s'est pas accéléré, mais, en revanche, les majorations de traitements ou autres avantages financiers convenus par négociations directes entre employeurs et employés semblent avoir été plus importantes que ce n'est habituellement le cas. Il serait certainement très utile de vérifier cette hypothèse et, dans l'affirmative, de préciser comment cet accroissement extra-conventionnel des salaires réels s'est réparti entre les secteurs ouverts sur l'étranger et ceux qui sont davantage orientés vers le marché intérieur.

Cette difficulté de jauger l'évolution des coûts salariaux n'est pas nouvelle et illustre les problèmes que soulèvent la collecte des données statistiques ainsi que les comparaisons internationales. Il ne faudrait pas en arriver à déconsidérer la procédure paritaire d'évaluation des coûts salariaux par le Conseil central de l'économie sous prétexte qu'une analyse technique qui se réfère, de manière justifiée, à des indicateurs précis, conduirait en apparence à des querelles stériles. Il appartient aux partenaires sociaux d'évaluer avec rigueur et sans parti pris la marge de manœuvre effective dont ils disposent. Au surplus, l'analyse ne peut se limiter aux salaires, mais doit aussi accorder toute l'attention requise à l'évolution des coûts des biens et services importés, directement ou indirectement, ainsi qu'à celle des coûts financiers.

Les partenaires sociaux ont effectivement signé en décembre, pour les années 1993 et 1994, un accord interprofessionnel qui devrait se traduire par une majoration assez modérée des coûts salariaux. Il reste cependant indispensable que cette modération imprègne les négociations tant sectorielles que d'entreprises. Cette condition apparaît d'autant plus impérative que c'est surtout à ce dernier niveau que la détérioration observée en 1991 semble avoir trouvé son origine.

Les débats qui entourent les négociations salariales ont évidemment tendance à devenir plus laborieux lorsque la faiblesse de l'activité freine la progression globale des revenus. Une telle évolution a été observée tant pour les sociétés que pour les ménages. Les premières n'ont enregistré qu'une hausse marginale de leur revenu disponible qui, exprimé en pourcentage du PIB, a continué de se contracter pour la troisième année consécutive. Les seconds n'ont plus bénéficié d'une augmentation de la masse salariale comparable à celle de l'année antérieure, de telle sorte que la croissance de leur revenu disponible s'est affaiblie. En dépit de ce ralentissement, les particuliers ont encore légèrement accru leur taux d'épargne, ce qui leur a permis de préserver le rythme d'accroissement tendanciel de leur patrimoine.

En revanche, les changements dans la composition de ce patrimoine, déjà largement amorcés au cours des deux années antérieures, se sont encore poursuivis en 1992. L'arrimage très étroit de la monnaie nationale aux devises les plus fortes du SME et la réduction du taux du précompte mobilier ont provoqué un regain de succès pour les actifs en franc. Les réaménagements de portefeuille qui en ont résulté ont eu des

incidences positives, non seulement sur la balance des paiements, comme on le montrera plus loin, mais aussi sur l'activité de l'ensemble des intermédiaires financiers belges, qui interviennent évidemment bien davantage dans la récolte et le remplacement des fonds en franc qu'en devises.

L'élargissement du marché potentiel de ces organismes est cependant allé de pair avec une forte réduction des marges. A l'approche de l'entrée en vigueur du marché unique, la compétition pour la collecte de l'épargne s'est nettement intensifiée, tant du fait de petites institutions ou de filiales belges de banques étrangères cherchant à accroître leur part de marché, que des grands établissements de crédit nationaux s'efforçant de préserver la leur. Ces évolutions ont combiné leurs effets à d'autres, telles la diminution du précompte mobilier ou la mise en place d'une gestion plus active de la dette publique, qui ont également affecté la rentabilité des intermédiaires financiers.

Ceux-ci doivent dès lors faire face au défi des nombreuses et profondes transformations structurelles de l'environnement dans lequel ils opèrent. Certes, à de rares exceptions près, circonscrites aux activités exercées sur certains marchés étrangers, les institutions belges n'ont pas souffert de multiples défaillances de débiteurs ou de fortes réductions de valeur d'actifs boursiers ou immobiliers. Elles n'en ont pas moins été soumises à une concurrence que la liberté de prestation des services financiers dans l'ensemble de la Communauté ne pourra qu'intensifier. Le secteur financier belge dispose cependant d'atouts d'autant plus exploitables qu'il a su, au cours des années antérieures, mieux préserver sa solidité que ce ne fut le cas dans d'autres pays.

ASSAINISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES

Etant donné que les pouvoirs publics sont un acteur central de la vie économique du pays, il est fatal qu'ils subissent de plein fouet les conséquences d'un ralentissement de l'activité. En Belgique, comme ailleurs, la sensibilité des finances publiques au cycle conjoncturel n'est évidemment pas neuve. Elle s'est cependant imposée avec une rigueur toute particulière en 1992. Elle a aussi pu être ressentie avec un certain sentiment de frustration au cours d'un exercice budgétaire où des efforts ont pourtant été accomplis pour corriger une dégradation qui s'était produite durant l'année antérieure, dans un meilleur environnement économique.

Les effets des mesures prises au cours de l'année 1992 ont été presque intégralement annulés par les moins-values fiscales et les augmentations d'allocations de chômage qui ont découlé du retournement de la conjoncture. En fait, les majorations d'impôts indirects et de cotisations sociales décidées en cours d'année, de même que diverses mesures prises pour réduire les dépenses, à l'exclusion des charges d'intérêts, se seraient traduites, si la croissance économique s'était poursuivie au rythme moyen des sept années précédentes, par un accroissement de plus de 1 p.c. du PIB de l'excédent budgétaire hors charges d'intérêts.

Ces charges, quant à elles, ont encore progressé de 0,6 p.c. en 1992. Durant le premier semestre, période où se concentrent les besoins de financement de l'Etat, les taux à court terme ont été supérieurs à leur niveau moyen de 1991. Néanmoins, dans l'attente d'un repli général des taux, qui s'est effectivement dessiné à partir du troisième trimestre, le Trésor a privilégié, en début d'année, le financement par émission de cer-

tificats de trésorerie. Il n'a donc plus procédé à un allongement d'échéancier comparable à celui qui lui avait permis, en 1991, de reporter une partie des versements d'intérêts sur l'exercice ultérieur. Compte tenu de cette dernière catégorie de dépenses, le déficit budgétaire s'est légèrement accru, passant de 6,7 p.c. en 1991 à 6,9 p.c. en 1992.

Un autre facteur a contribué à obscurcir les effets des mesures prises par les pouvoirs publics. Des changements de nature statistique ont eu pour conséquence de modifier la valeur initiale de certains paramètres qui régissent la situation des finances publiques. Ils ont consisté, à la fois, en une révision à la hausse, par l'Institut national de statistique, du déficit public et en une réduction du produit intérieur brut, l'ancienne définition nationale du PIB ayant été remplacée par une définition européenne harmonisée, qui correspond en fait à un montant moins élevé. Cette double adaptation s'est traduite par un accroissement de près de 3 p.c. du rapport entre la dette publique et le PIB et une majoration de 0,4 p.c. du PIB du déficit budgétaire de 1991. Elle a évidemment rehaussé d'autant la base de départ à prendre en compte tant pour évaluer les résultats budgétaires de 1992 que pour échelonner les assainissements à réaliser d'ici à 1996 dans le cadre du plan pluriannuel que le gouvernement a adopté récemment. Pour l'exécution de ce plan, dont les modalités seront détaillées plus loin, il serait donc logique de répartir uniformément l'incidence de cette correction statistique entre la fin de 1992 et la fin de 1995.

Certes, les autorités sont parvenues à circonscrire l'augmentation du déficit à 0,2 p.c. en des circonstances comparables à celles qui ont provoqué un accroissement de 0,8 p.c. du déficit public de l'ensemble des pays de la CE. Toutefois, ce résultat ne peut porter à la complaisance. En des temps meilleurs, ces mêmes pouvoirs publics avaient été crédités de succès imputables, en partie, à une croissance économique soutenue qui avait été insuffisamment exploitée pour améliorer en profondeur les finances publiques. De même, une seule année de faible conjoncture ne permet pas d'expliquer pourquoi le déficit budgétaire se trouve toujours à son niveau de 1988.

Les raisons d'agir sont nombreuses et semblent même se multiplier de manière inquiétante.

En premier lieu, il est inconcevable que l'action des autorités soit abandonnée, durant une trop longue période, au jeu d'un processus automatique d'accumulation de la dette publique par gonflement des charges d'intérêts. Des trois leviers qui agissent sur ce mécanisme, à savoir le niveau des taux d'intérêt, le rythme de croissance de l'économie et le surplus budgétaire hors charges d'intérêts, seul ce dernier peut être actionné, en toute autonomie, par les autorités. Certes, le respect d'un objectif de change très strict autorise les taux d'intérêt les plus bas possible, tandis que la sauvegarde de la compétitivité met l'économie à même de profiter directement du moindre mouvement de reprise de la demande étrangère. Ce n'est cependant qu'en maîtrisant l'évolution du solde budgétaire hors charges d'intérêts que les pouvoirs publics pourront avoir une prise réelle sur le cours des événements.

Il est, ensuite, capital de satisfaire aux critères requis pour s'intégrer dans le groupe des pays qui pourront devenir, dès l'origine, membres à part entière de l'UEM. La Belgique répond amplement à la plupart de ces conditions, mais n'a pas encore atteint le double objectif assigné aux finances publiques. En 1996, le déficit doit avoir été ramené à 3 p.c. du PIB, tandis que l'encours de la dette publique doit se rapprocher de 60 p.c. du PIB. Ces deux contraintes ne se posent cependant pas en des termes identiques. Si la réduction du déficit est une exigence absolue, il serait en revanche utopique d'espérer réduire de moitié, en 4 ans, une dette publique qui, dans sa définition harmonisée pour la rendre comparable à celle des autres pays de la Com-

munauté, s'élevait, à la fin de 1992, à 121 p.c. du PIB ; les partenaires communautaires en sont conscients, mais il importe que la démarche soit entamée de manière crédible.

A la contrainte de l'effet « boule de neige » et aux impératifs liés à la participation à l'UEM, s'est plus récemment ajouté le besoin de provisionner des dépenses qui, pour n'être pas immédiates, n'en sont pas moins inévitables à terme. Le vieillissement progressif de la population va soumettre le système de la sécurité sociale à des pressions à côté desquelles les difficultés actuelles paraissent sans doute aisées à résoudre. En outre, les besoins d'infrastructure du pays, que les décisions antérieures de limitation des investissements publics n'ont pas toujours permis de rencontrer, vont également devoir être couverts.

La réduction du déficit public s'impose avec urgence. Cette nécessité rendrait dérisoires, en Belgique, toute politique de relance de la demande par recours à l'instrument budgétaire et tout report de l'effort d'assainissement. C'est dans un tel état d'esprit que doit être examiné le plan pluriannuel dit « de convergence » préparé par le gouvernement durant l'été 1992 et approuvé, depuis lors, par le Conseil des ministres de la CE.

Par ce plan ambitieux, le gouvernement s'est fixé un objectif, assigné trois règles de conduite et, enfin, donné une série de moyens en arrêtant des mesures structurelles dont les effets devraient s'étaler sur plusieurs années.

L'objectif de limiter le déficit public à 3 p.c. du PIB n'est pas seulement dicté par les exigences de l'UEM, mais aussi par les impératifs, spécifiques à la Belgique, qui viennent d'être rappelés. La réduction annuelle que le gouvernement s'est ainsi imposée est à peu près identique au résultat moyen des dix années antérieures ; il s'agit certes d'un effort soutenu, mais néanmoins réalisable. Par ailleurs, en ramenant leur déficit global à 3 p.c., les pouvoirs publics pourront non seulement interrompre, mais inverser l'effet « boule de neige », ce qui devrait permettre de substituer aux charges d'intérêts d'autres dépenses répondant directement aux besoins collectifs de l'ensemble des citoyens.

Les trois règles de conduite, en balisant l'ensemble de l'activité du pouvoir national et de la sécurité sociale, sous-tendent une vision globale du problème des finances publiques.

Selon la première de ces normes, la sécurité sociale est amenée à préserver son équilibre sans accroissement, en termes nominaux, des subventions reçues du Trésor. Dans l'hypothèse d'une progression des cotisations au même rythme que le PIB, cette condition implique de plafonner la croissance du volume des dépenses à 1,6 p.c. par an. Cette limite pourrait sembler très accessible au vu de l'augmentation annuelle moyenne inférieure à 1 p.c. enregistrée entre 1982 et 1990. Elle est en fait très stricte, car elle implique d'interrompre les mécanismes qui ont provoqué un accroissement annuel des dépenses sociales de près de 5 p.c. au cours des deux dernières années.

Les deux autres règles concernent le pouvoir national, qui doit à la fois s'assurer que les recettes fiscales augmentent au même rythme que le produit national brut et maintenir inchangées, en termes réels, ses dépenses hors charges d'intérêts. Cette dernière prescription ne s'assimile cependant pas à un blocage sans discrimination. Le plafonnement des subventions à verser à la sécurité sociale, de même qu'un rationnement plus sévère de diverses charges, en particulier les subsides à certaines entreprises publiques et le budget de la défense nationale, doivent permettre de dégager les moyens nécessaires pour continuer à étendre des interventions jugées indispensables.

Enfin, un certain nombre de mesures structurelles ont déjà été introduites pour concrétiser le projet du gouvernement. Outre les réductions de dépenses spécifiques qui viennent d'être mentionnées, diverses dispositions ont été prises pour maîtriser les transferts en matière de remboursements des soins de santé et les paiements d'allocations de chômage. Pour les recettes, l'indexation des barèmes fiscaux sera suspendue durant quelques années et des ventes d'actifs détenus par les pouvoirs publics devraient rapporter 60 milliards à un horizon de 4 ans.

En concordance avec les recommandations du Conseil supérieur des finances, le plan de convergence assigne aux communautés et régions un objectif de stabilisation à moyen terme du taux d'endettement. Ces entités ont accepté de se conformer à cette orientation de politique budgétaire, ce qui implique qu'elles contribuent, entre 1993 et 1996, à la réduction du déficit public à concurrence de quelque 0,6 p.c. du PIB. Les moyens supplémentaires qui leur seraient attribués ne doivent pas servir à contre-carrer la démarche collective d'assainissement. Il convient d'y veiller en recourant, le cas échéant, aux mécanismes prévus par la loi de financement.

Le plan des pouvoirs publics apparaît cohérent. Il est cependant très astreignant et ne tolère, de ce fait, aucune dérobade. Les estimations effectuées par la Banque indiquent que l'objectif sera atteint pour autant qu'au cours des quatre années à venir, le surplus hors charges d'intérêts s'accroisse, en moyenne, de 0,5 p.c. du PIB par an, ce qui correspond à peu près au double de la moyenne des cinq dernières années.

Il va de soi que les autorités publiques — tant nationales que communautaires et régionales — doivent respecter la discipline qu'elles se sont imposée, ce qui réclamera vraisemblablement l'adoption de mesures complémentaires. En outre, pour éviter tout dérapage, il sera sans doute nécessaire de perfectionner les procédures qui permettent de détecter au plus tôt les écarts par rapport à la ligne tracée, afin que des corrections puissent y être apportées sans retard. Le mandat donné, en ce domaine, au Conseil supérieur des finances par le plan de convergence revêt une importance capitale.

Enfin, toute amélioration de l'environnement international, qu'elle prenne la forme d'une expansion de la croissance économique ou d'une réduction des taux d'intérêt, doit être mise à profit pour accélérer l'assainissement, en aucun cas pour le ralentir. L'expérience des années récentes prouve à suffisance que tout relâchement impose, à bref délai, un effort redoublé.

POLITIQUE MONETAIRE ET DE CHANGE

Tout en s'adaptant promptement, dans ses modalités d'application, aux circonstances changeantes de l'environnement international, la politique monétaire a été marquée au sceau de la continuité de ses lignes de force. Il y a longtemps que, eu égard au caractère extrêmement ouvert de l'économie belge, elle est conduite en fonction d'un objectif de change. En juin 1990, celui-ci a été précisé par l'engagement pris par les autorités de lier fermement le franc aux monnaies du SME considérées comme ancrées de stabilité, en l'occurrence, le mark allemand. Il a été atteint sans faille en 1992.

Le choix d'un objectif de change s'impose lorsque le contenu importé, direct et indirect, de la dépense finale atteint quelque 40 p.c. et qu'existent de nombreux mécanismes, formels ou informels, de liaison des revenus aux prix. Il s'inscrit par ailleurs tout

naturellement dans une participation à la construction européenne. Certes, dans un contexte de parfaite liberté des mouvements de capitaux, il exclut la poursuite autonome d'objectifs internes — par exemple, de normes pour l'expansion de la masse monétaire nationale —, puisque l'action de la banque centrale sur les taux d'intérêt doit être réservée à la politique de change. Il permet cependant de viser la stabilité des prix, pour autant qu'il soit suffisamment ambitieux. Ainsi, du fait de l'objectif de change, la Banque emprunte aujourd'hui sa politique, pour l'essentiel, à la politique monétaire allemande, qui a fait de la stabilité des prix son but principal et qui est mieux à même de s'orienter — de façon pragmatique — au moyen de normes pour la croissance d'un agrégat monétaire.

Si elle est ambitieuse, la politique de change repose aussi sur de solides fondements. Au cours des dernières années, la discipline observée en matière de prix et de coûts a permis tout à la fois une croissance quelque peu supérieure à la moyenne des pays membres de la CE et, depuis 1985, l'accumulation continue de créances nettes de l'économie belgo-luxembourgeoise sur le reste du monde.

Le surplus des transactions courantes de l'UEBL avec l'étranger est demeuré substantiel en 1992 : plus de 2 p.c. du PIB de l'Union. L'amélioration des termes de l'échange de marchandises a compensé la détérioration en volume du commerce extérieur, due principalement au net ralentissement de l'expansion de la demande en provenance d'Allemagne, qui avait été particulièrement vive l'année précédente. Le surplus des prestations de services et celui des revenus se sont aussi maintenus à peu près à leur niveau de l'année précédente. L'importance grandissante prise par le secteur tertiaire dans l'économie s'est traduite, depuis plusieurs années, par un développement des échanges extérieurs de services plus rapide que celui des exportations et importations de biens. En outre, la contribution positive apportée par les services à la balance courante a eu tendance à s'élargir, grâce à la croissance des dépenses de fonctionnement des institutions européennes établies en UEBL et, plus récemment, à celle de divers services financiers ou de gestion, fournis, entre autres, par les centres de coordination et les sociétés d'assurances. Quant aux revenus du capital reçus du reste du monde, ils alimentent le surplus courant à raison des excédents courants passés, qui ont permis la constitution de créances extérieures nettes. Parmi ces revenus figurent ceux que la Banque tire de ses réserves de change et que la substitution de créances en devises à des avoirs en or est susceptible d'accroître. La Banque a procédé à un tel arbitrage au deuxième trimestre de 1992, en vue de ramener la part des actifs en or dans les réserves de change à un niveau qui corresponde à la proportion observée dans les pays voisins. Conformément à la loi du 23 décembre 1988, la plus-value réalisée sur l'or a été bloquée dans un compte de réserve indisponible, au passif du bilan de la Banque, de sorte que l'opération n'a donné lieu à aucun « financement monétaire » des pouvoirs publics.

Les créances nettes de l'UEBL sur le reste du monde sont la résultante de multiples avoirs et engagements extérieurs. Jusqu'en 1989, la constitution d'avoirs extérieurs à long terme par les résidents du secteur privé, surtout sous la forme d'obligations libellées en monnaies étrangères, dépassait le surplus courant et les acquisitions d'actifs financiers à long terme en UEBL par les non-résidents : le solde de la « balance de base » — soit la somme des opérations courantes et des mouvements de capitaux privés à long terme — était négatif. Ce déficit devait être financé par des entrées nettes de capitaux privés à court terme, provoquées par un écart de taux d'intérêt vis-à-vis des placements en mark allemand, dont l'ampleur témoignait parfois d'un manque de confiance dans le maintien des parités. Il fallait, en outre, que la Banque intervienne de temps à autre sur le marché des changes au moyen de devises puisées dans ses réserves ou empruntées par l'Etat. Cependant, à mesure que s'amélioraient les performances de l'économie

belge, les différentiels d'intérêt à court terme requis pour assurer l'équilibre spontané du marché des changes s'amenuisaient. La confiance croissante dans le franc et l'abaissement du taux du précompte mobilier ont provoqué un renversement spectaculaire du solde des transactions sur titres en 1990. Depuis lors, le surplus de ces opérations — conforté par le développement du marché des obligations linéaires de l'Etat belge — s'ajoutant au surplus courant, la balance de base s'est soldée par un excédent considérable.

Dans ces conditions, la politique de change annoncée en juin 1990 a pu être poursuivie sans peine. Qui plus est, cet engagement public des autorités a renforcé la confiance des opérateurs dans le franc. Le cours de change de celui-ci a pu demeurer constamment très proche du cours-pivot vis-à-vis du mark allemand et le différentiel d'intérêt à court terme par rapport aux placements dans cette monnaie a pu être éliminé très rapidement. Le surplus de la balance de base a eu pour contrepartie des sorties nettes de capitaux privés à court terme et, dans une mesure sensiblement moindre, des remboursements de la dette en devises des pouvoirs publics et une accumulation de réserves de change. A cet égard, les huit premiers mois de 1992 ont été semblables aux deux années précédentes. Afin que se poursuivent les sorties nettes de capitaux privés à court terme destinées à compenser le surplus croissant de la balance de base, la Banque a même permis, à partir d'avril, que s'élargisse quelque peu le différentiel d'intérêt légèrement négatif par rapport aux placements à court terme en mark allemand, qui était apparu dès 1991. Sachant que les marchés, en dépit d'un surcroît temporaire d'inflation en Allemagne, ne s'attendaient guère à une dépréciation du mark allemand et qu'en l'absence de telles attentes, la réaction des mouvements de capitaux aux écarts de taux d'intérêt pouvait être très vive, elle s'est cependant montrée prudente et n'a toléré que des différentiels d'intérêt limités. Pendant cette période, l'action sur les taux d'intérêt s'est appuyée sur la gestion de la liquidité du marché monétaire. En été, la Banque s'est en outre associée aux relèvements de taux décidés par la Bundesbank.

Une telle prudence a été interprétée par les marchés comme un signe de fermeté dans la poursuite de la politique de change. Quand survint la crise du SME, la crédibilité de cette politique fut confirmée. Contrairement aux périodes de tension des années quatre-vingt, le franc s'est trouvé, aux côtés du mark allemand et du florin des Pays-Bas, parmi les monnaies fortes. A l'excédent de la balance de base se sont ajoutées d'importantes entrées nettes de capitaux privés à court terme. Il eût été dangereux de vouloir les décourager au moyen d'une baisse unilatérale des taux d'intérêt, au risque de compromettre à moyen terme la crédibilité de la politique de change. La Banque a donc été amenée à participer, pour des montants considérables, aux achats de soutien d'autres monnaies à leurs cours-limites d'intervention.

La « balance des règlements officiels » — soit la somme de la balance de base et des opérations en capital à court terme du secteur privé — s'est soldée par un surplus de 255 milliards en 1992, qui s'est traduit en partie par la diminution de la dette en devises des pouvoirs publics, en partie par l'accumulation de réserves de change. Les remboursements de la dette publique en monnaies étrangères ont été limités par des considérations d'échéancier : ils ont atteint 100 milliards. Les autorités se trouvent désormais dans une situation diamétralement opposée à celle des années 1978 à 1989, au cours desquelles l'Etat empruntait les devises nécessaires aux interventions de soutien du franc auxquelles la Banque était contrainte. Nul doute que la réduction de la part des devises dans la dette publique se poursuivra en 1993, d'autant plus que la réputation internationale des obligations en franc est à présent excellente, comme en témoigne l'attribution récente par une des principales agences d'évaluation des risques, de sa meilleure cote aux emprunts de l'Etat belge libellés dans la monnaie nationale.

En émettant davantage de titres en franc belge dans le marché afin d'acquérir auprès de la Banque les monnaies étrangères nécessaires au remboursement de dettes exprimées dans ces monnaies, le Trésor a contribué à neutraliser l'incidence, sur le marché monétaire, des interventions sur le marché des changes. En l'absence de mesures de « stérilisation » de ce type, les achats massifs de devises par la Banque auraient fourni aux intermédiaires financiers d'abondantes liquidités en franc belge susceptibles d'être affectées au remboursement de leurs dettes envers la Banque ou de gonfler leurs dépôts de fin de journée. Un effet d'éviction, à l'actif du bilan de la Banque, des créances en franc par des avoirs en devises, était déjà exercé, vu la stagnation de la monnaie fiduciaire et l'inexistence de réserves monétaires obligatoires, par l'encaissement de revenus sur les réserves de change. En vue de freiner cette évolution, le ministre des Finances et la Banque étaient convenus, dès avant la crise de change, que l'Etat affecterait sa part dans le produit des réserves de change au remboursement de dettes en devises. Les interventions ont posé le problème à une échelle beaucoup plus vaste. Leur incidence sur la liquidité en franc belge devait être neutralisée de telle sorte que la Banque garde toute son emprise sur les taux d'intérêt. Il s'imposait à cet effet de maintenir les intermédiaires financiers « en Banque » et de conserver la possibilité d'agir quotidiennement sur le marché monétaire en renouvelant des créances en franc sur ces établissements. Comme les remboursements de dettes en devises des pouvoirs publics n'ont pas suffi à compenser l'effet des interventions sur le marché des changes, la Banque a soustrait des liquidités en franc belge au marché monétaire au moyen d'opérations de swap en devises : des monnaies étrangères ont été ainsi placées temporairement dans le marché à concurrence de 135 milliards. La Banque a aussi diminué l'encours de ses créances en franc de durée relativement longue et de moindre importance pour la gestion du marché monétaire, à savoir les effets de commerce mobilisés et les crédits octroyés par adjudication.

Cette stérilisation des apports de liquidités liés aux interventions n'a pas empêché la Banque d'assouplir sa politique de taux dès la mi-septembre. Comme en Allemagne et aux Pays-Bas, les taux d'intérêt sur le marché monétaire ont baissé rapidement de plus de 1 p.c., effaçant la légère hausse enregistrée au cours des huit premiers mois de 1992. Un nouveau mouvement de baisse s'est produit à la fin de l'année et au début de 1993. A 8,40 p.c. le 25 janvier 1993, le taux des adjudications de crédit de la Banque était inférieur de 0,90 p.c. à son niveau du début de 1992. Les taux des facilités de fin de journée ont été diminués dans la même mesure. Le taux d'escompte et le taux des avances hors plafond, à valeur plus symbolique, ont été abaissés en plusieurs étapes, respectivement de 8,50 à 7,50 p.c. et de 11,50 à 10 p.c. Quant aux taux d'intérêt à long terme, ils sont demeurés au-dessous des taux courts, comme en Allemagne où cette situation reflète la confiance des marchés dans la maîtrise de l'inflation. En outre, l'écart qui, pour diverses raisons, telle la moindre notoriété des obligations en franc, s'était maintenu par rapport aux taux de rendement des placements en mark allemand, s'est fortement réduit après que le franc eut traversé la crise de change avec le succès que l'on sait : il est devenu inférieur à 0,50 p.c. à partir de décembre.

Des taux d'intérêt parmi les plus bas d'Europe sont le fruit de la crédibilité de la politique de change qui s'est manifestée avec éclat lors de la crise du SME. Cette confiance repose sur la santé de l'économie belge, en particulier sur la compétitivité de ses entreprises, ainsi que sur une politique monétaire qui n'a jamais laissé planer le moindre doute quant à l'absolue priorité de l'objectif de change et qui bénéficie d'un large consensus. Elle sera sans doute renforcée par les modifications de la loi organique de la Banque que le gouvernement, anticipant les prescriptions du traité sur l'Union européenne, a soumises au Parlement : selon ce projet, l'indépendance de la Banque sera confirmée par la suppression du droit actuellement reconnu au ministre

des Finances et au commissaire du gouvernement, de s'opposer à l'exécution de décisions ou d'opérations de la Banque concernant la politique monétaire ou de change; les facilités de financement accordées à l'Etat et au Fonds des Rentes, qui avaient déjà été strictement limitées lors de la réforme de janvier 1991, seront abolies. Plus fondamentalement, le maintien de la crédibilité de la politique de change requiert une évolution des coûts qui ne mette pas en péril la position concurrentielle des entreprises et une gestion des finances publiques qui ne déçoive pas les attentes des marchés.

PERSPECTIVES ET DEFIS

L'économie belge devra faire face, en 1993, à trois problèmes majeurs. Elle ne pourra guère bénéficier d'impulsions en provenance de l'étranger, car la croissance devrait rester très lente dans la plupart des autres pays, en particulier dans la Communauté européenne. Elle devra préserver sa position sur des marchés mondiaux en très faible expansion, alors que certaines données semblent indiquer qu'elle est déjà handicapée par une hausse des coûts salariaux qui, sous les effets d'adaptations négociées en dehors des conventions collectives du travail, a été plus rapide que chez les principaux partenaires commerciaux en 1990 et 1991. Elle restera enfin soumise aux impératifs de l'assainissement en profondeur des finances publiques.

Le déroulement du cycle conjoncturel représente une contrainte sur laquelle un petit pays comme la Belgique a d'autant moins de prise que la situation précaire de ses finances publiques lui interdit de mettre en œuvre des mesures de relance de la demande. Il est, en revanche, possible et indispensable d'affermir la structure de l'économie belge et de préserver la compétitivité des entreprises. D'une part, le ralentissement de l'activité va inévitablement exacerber la concurrence sur les différents marchés, ce qui pèsera sur les prix et rendra les sociétés très vulnérables à tout alourdissement des coûts de production, en particulier des coûts salariaux. D'autre part, tous les signes précurseurs semblent confirmer que la reprise trouvera son origine aux Etats-Unis, qui ne sont pas un des clients importants de l'économie belge; plusieurs mois seront donc nécessaires pour que ce regain de croissance puisse se répercuter d'abord sur les principaux membres de la Communauté, puis, dans leur sillage, sur la Belgique, qui ne peut guère espérer accélérer ce processus qu'en consolidant sa capacité concurrentielle.

Cette dernière condition apparaît ainsi primordiale pour garantir l'emploi. Une intervention financière des autorités pour mettre sur pied un cadre spécifique de création de postes de travail ou encore une augmentation des effectifs des administrations publiques se heurterait immédiatement aux contraintes budgétaires et ne dispenserait en aucun cas de l'obligation de défendre la compétitivité. La promotion de l'emploi doit d'abord être assurée par une modération des revenus, une diminution des autres coûts de la main-d'œuvre ne pouvant être opérée qu'à condition de rester neutre pour les finances publiques. Dans la mesure du possible, un meilleur partage du volume de travail disponible devrait aussi y contribuer. Quoi qu'il en soit, il est nécessaire que les efforts accomplis par les partenaires sociaux pour aboutir au récent accord interprofessionnel national trouvent un relais dans les secteurs et les entreprises individuelles.

Les pouvoirs publics doivent, quant à eux, concentrer leurs moyens sur la réduction du déficit. C'est un objectif sans doute ingrat, mais essentiel, car sa réalisation déterminera les conditions mêmes du développement futur de l'économie belge.

Le plan de convergence du gouvernement montre clairement la voie à suivre et indique, sans ambiguïté, que les efforts doivent être équilibrés et porter tant sur les recettes que sur les dépenses. Pour les premières, des mesures destinées à accroître de manière structurelle les rentrées fiscales peuvent être complétées par la réalisation d'actifs et de participations des pouvoirs publics. Les secondes sont obérées par de lourdes charges d'intérêts, liées à la dette accumulée, qui atteignent, en pourcentage du PIB, le double de celles du reste de la Communauté. Cette contrainte oblige à réduire les autres dépenses. En vue de réaliser l'équilibre financier de la sécurité sociale, les dépenses de ce secteur doivent être maîtrisées sans mettre en danger l'essence d'un système qui constitue la base du consensus socio-économique en Belgique.

L'ampleur de la tâche qui attend tous les acteurs de la vie économique ne doit pas faire perdre de vue les atouts réels dont notre pays dispose. En particulier, la poursuite d'une politique de change ambitieuse a permis de limiter l'accroissement des coûts de l'ensemble des entreprises et d'atteindre des taux d'intérêt les plus bas possible. Cet objectif a pu être respecté dans un environnement international pourtant très tourmenté, mais il reste, dans une large mesure, tributaire du maintien de la compétitivité de l'économie et de la poursuite de l'assainissement des finances publiques. Ce succès constitue donc un incontestable encouragement, mais aussi une incitation à la rigueur économique.

Bruxelles, le 27 janvier 1993

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux	Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.		
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	
3. Affectation du produit national :		
a) Estimations à prix courants	I - 3a	
b) Estimations aux prix de 1985	I - 3b	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	
b) Industrie manufacturière :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	
— résultats bruts par région	I - 4b.4	
c) Industrie de la construction :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	
— résultats bruts par secteur	I - 4c.3	
d) Commerce :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	
II. — Population, emploi, chômage.		
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	
III. — Agriculture et pêche.		
1. Agriculture	III - 1	
2. Pêche maritime	III - 2	
IV. — Industrie.		
1. Production industrielle	IV - 1	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	
3. Energie	IV - 3	
4. Métallurgie	IV - 4	
5. Construction	IV - 5	
6. Production industrielle des pays de la CEE	IV - 6	
V. — Services.		
1. Transports :		
a) Activités de la SNCB et de la Sabena	V - 1a	
b) Navigation maritime	V - 1b	
c) Navigation intérieure	V - 1c	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	
3. Commerce intérieur :		
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	
4. Chambres de compensation :		
a) Nombre d'opérations	V - 4a	
b) Montant des opérations	V - 4b	
VI. — Revenus.		
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	
VII. — Indices de prix.		
1. Matières premières	VII - 1	
2. a) Indice des prix à la production et à l'importation et ses composantes	VII - 2a	
b) Indice des prix à la production industrielle	VII - 2b	
3. Prix à la consommation en Belgique :		
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	
VIII. — Commerce extérieur de l'UEBL.		
1. Tableau général	VIII - 1	
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	
4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	
b) Volume	VIII - 4b	
5. Orientation géographique	VIII - 5	
IX. — Balance des paiements de l'UEBL.		
1-2-3. Balance sur base des transactions :		
— Chiffres annuels	IX - 1	
— Soldes trimestriels	IX - 2	
— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3	
4. Balance sur base de caisse	IX - 4	
5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 5	
6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6	
X. — Marché des changes.		
1. Cours de change indicatifs :		
a) Pays CEE	X - 1a	
b) Pays autres que la CEE	X - 1b	
2. Système Monétaire Européen :		
a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 2a	
b) Prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge	X - 2b	
c) Indicateurs de divergence	X - 2c	
d) Composition et poids relatifs de l'Ecu; écarts de divergence	X - 2d	
3. Cours de change effectifs	X - 3	
XI. — Finances publiques.		
1. Situation officielle de la dette publique	XI - 1	
2. Variations nominales de la dette publique officielle et solde net à financer total du Trésor	XI - 2	
3. Composition du solde net à financer total du Trésor	XI - 3	
4. Détail des recettes du Trésor	XI - 4	
5. Déficit ou excédent financier net des divers sous-secteurs des pouvoirs publics	XI - 5	
6. a) Nouveaux engagements et formation d'actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 6a	
b) Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics	XI - 6b	
7. Encours des dettes et actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 7	
8. Recours direct et indirect (en franc belge) du Trésor à la Banque Nationale de Belgique	XI - 8	
XII. — Globalisations des comptes annuels des entreprises non financières.		
1. Ensemble des entreprises non financières		
a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 1a	
b) Globalisation des flux de résultats		
1. Schémas complets et abrégés	XII - 1b.1	
2. Schémas complets	XII - 1b.2	
c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 1c	
d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 1d	
2. Industrie manufacturière		
a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 2a	
b) Globalisation des flux de résultats		
1. Schémas complets et abrégés	XII - 2b.1	
2. Schémas complets	XII - 2b.2	
c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 2c	
d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 2d	
3. Commerce		
a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 3a	
b) Globalisation des flux de résultats		
1. Schémas complets et abrégés	XII - 3b.1	
2. Schémas complets	XII - 3b.2	
c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 3c	
d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 3d	
4. Services non financiers privés		
a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 4a	

- b) Globalisation des flux de résultats
 - 1. Schémas complets et abrégés XII - 4b.1
 - 2. Schémas complets XII - 4b.2
- c) Globalisation des flux d'investissements XII - 4c
- d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels XII - 4d

XIII. — Comptes financiers.

- 1. Flux de fonds par secteur XIII - 1
- 2. Mouvements des créances et des engagements en 1991 - synthèse XIII - 2
- 3. Mouvements des créances et des engagements dans l'économie belge en 1991 XIII - 3

XIV. — Intermédiaires financiers.

- 1. a) Bilans de la Banque Nationale de Belgique XIV - 1a
- b) Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique XIV - 1b
- 2. Réserves de change nettes au comptant de la Banque Nationale de Belgique XIV - 2
- 3. Situation globale des Banques XIV - 3
- 4. Situation globale des Banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964 XIV - 4a,b,c
- 5. a) Caisse Générale d'Epargne et de Retraite-Banque XIV - 5a
- b) Caisse Générale d'Epargne et de Retraite-Assurance XIV - 5b
- 6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie XIV - 6
- 7. Crédit Communal de Belgique XIV - 7
- 8. Comptes de chèques postaux XIV - 8
- 9. Fonds des Rentes XIV - 9
- 10. Compagnies d'assurances sur la vie XIV - 10
- 11. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux XIV - 11

XV. — Actifs financiers.

- 1. Agrégats monétaires XV - 1
- 2. Ventilation de M1 XV - 2
- 3. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers XV - 3
- 4. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :
 - a) Variations XV - 4a
 - b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux XV - 4b
- 5. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs à plus d'un an XV - 5
- 6. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs en franc belge et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :
 - a) Variations XV - 6a
 - b) Encours XV - 6b

XVI. — Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles.

- 1. Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles XVI - 1
- 2. Engagements contractés par les particuliers, les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers belges :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 2a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 2b
- 3. Engagements contractés principalement par les particuliers — ventilation par créancier :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 3a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 3b
- 4. Ventes à tempérament, prêts personnels, cartes de banque et cartes de crédit :
 - 1) Résultats généraux XVI - 4.1
 - 2) Contrats non honorés XVI - 4.2
- 5. Demandes de crédits hypothécaires et inscriptions hypothécaires :
 - 1) Demandes de crédits hypothécaires, pour le financement du logement introduites auprès des principaux intermédiaires financiers nationaux XVI - 5.1
 - 2) Inscriptions hypothécaires XVI - 5.2

- 6. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers belges :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 6a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 6b
- 7. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des banques :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 7a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 7b
- 8. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964 :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 8a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 8b
- 9. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des établissements de crédit du secteur public :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 9a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 9b
- 10. Engagements des sociétés à l'égard de l'étranger XVI - 10
- 11. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel aux entreprises et particuliers et à l'étranger :
 - 1) Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un résident belge XVI - 11.1
 - 2) Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un non-résident XVI - 11.1

XVII. — Marché des capitaux.

- 1. Obligations en franc belge à plus d'un an émises par les pouvoirs publics XVII - 1
- 2. Obligations et bons de caisse en franc belge à plus d'un an par secteur émetteur XVII - 2
- 3. Obligations et bons de caisse en franc belge à plus d'un an : émissions nettes et acquisitions nettes par les particuliers et les sociétés XVII - 3
- 4. Obligations et bons de caisse en franc belge à plus d'un an : Ventilation par secteur émetteur et par secteur détenteur XVII - 4
- 5. Localisation des obligations linéaires dématérialisées XVII - 5
- 6. Emissions publiques d'obligations en franc belge à plus d'un an par le secteur public XVII - 6
- 7. Adjudications d'obligations linéaires XVII - 7
- 8. Emissions d'actions XVII - 8
- 9. Activité boursière XVII - 9
- 10. Emissions publiques en Belgique de parts ou d'actions d'organismes de placement collectif XVII - 10
- 11. Nombre et valeur d'inventaire des organismes de placement collectif de droit belge XVII - 11

XVIII. — Marché monétaire.

- 1. Incidence des opérations de la Banque Nationale de Belgique sur le marché monétaire XVIII - 1
- 2. Régulation du marché monétaire par la Banque Nationale de Belgique XVIII - 2
- 3. Lignes de crédit individuelles des intermédiaires financiers auprès de la Banque Nationale de Belgique pour couvrir les déficits de fin de journée XVIII - 3
- 4. Plafonds pour les mobilisations d'effets de commerce par les établissements de crédit auprès de la Banque Nationale de Belgique XVIII - 4
- 5. Adjudications de crédits par la Banque Nationale de Belgique XVIII - 5
- 6. a) Emission de certificats de trésorerie à trois mois XVIII - 6a
- b) Emission de certificats de trésorerie à un, six et douze mois XVIII - 6b
- 7. Transactions sur le marché secondaire des titres dématérialisés enregistrées par le système de clearing de la Banque Nationale de Belgique XVIII - 7
- 8. Localisation des certificats de trésorerie dématérialisés XVIII - 8

XIX. — Taux d'intérêt.

1. Taux de la Banque Nationale de Belgique et de l'Institut de Réescote et de Garantie	XIX - 1
2. Taux de référence des certificats de trésorerie sur le marché secondaire	XIX - 2
3. Taux d'intérêt sur le marché interbancaire	XIX - 3
4. Taux d'intérêt débiteurs des intermédiaires financiers belges	XIX - 4
5. Taux d'intérêt créditeurs des intermédiaires financiers belges	XIX - 5
6. Taux de rendement à long terme sur le marché secondaire des obligations du secteur public	XIX - 6
7. Taux d'intérêt des dépôts en euro-devises à trois mois	XIX - 7
8. Taux de rendement bruts à long terme sur le marché secondaire : comparaison internationale	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
--------------------------	---------------

GRAPHIQUES.

PNB calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Courbes synthétiques de l'industrie de la construction ..	I - 4c.2
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de PC = chèques postaux	XIV - 11

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

CEE	BNB	Banque Nationale de Belgique.
	CGER	Communauté Economique Européenne.
	CNCP	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
FECOM		Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
FMI		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
	INCA	Fonds Monétaire International.
	INS	Institut National de Crédit Agricole.
	IRES	Institut National de Statistique.
	IRG	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	MAE	Institut de Réescote et de Garantie.
	OCCH	Ministère des Affaires Economiques.
OCDE	OCP	Office Central de Crédit Hypothécaire.
		Office des Chèques Postaux.
ONU	ONEM	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
		Office National de l'Emploi.
	RTT	Organisation des Nations Unies.
	SABENA	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SNCB	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	SNCI	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	SNL	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
UEBL	TVA	Société Nationale du Logement.
		Taxe sur la Valeur Ajoutée.
		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.	
.	donnée non disponible.	
%	pour cent.	
*	provisoire ou estimation.	
!	rectifié.	
... 0 0,0	} néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.	
p.m.		pour mémoire.

REMARQUE GENERALE

Les totaux indiqués peuvent différer de la somme des rubriques, et ce en raison des arrondis.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, X-1 et 3, XV-1 à 6 et XIX-1, dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « VAP - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de TVA pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : INS.

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	1.330,1	1.372,9	1.380,8	1.404,2	1.459,3	1.571,5	1.706,9	1.829,8
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	63,2	66,2	68,7	70,0	71,5	72,9	76,2	78,7
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	368,0	422,8	441,9	478,3	497,4	536,2	575,0	619,7
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	650,3	684,2	741,9	741,1	744,5	790,4	838,6	891,2
5. Corrections et compléments	128,1	137,6	163,5	186,2	200,3	197,2	201,9	207,7
Ajustement statistique	5,6	- 10,2	22,8	- 2,3	19,3	- 21,0	21,3	9,0
Total ...	2.545,3	2.673,5	2.819,7	2.877,3	2.992,3	3.147,0	3.419,9	3.636,0
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	72,5	69,8	68,9	62,0	66,9	92,3	81,2	76,3
2. Professions libérales ¹	138,7	155,6	169,4	186,6	205,3	233,7	253,1	275,5
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	256,6	266,8	284,5	299,2	317,1	335,5	351,4	358,1
4. Revenu des sociétés de personnes ²	25,5	31,8	41,6	46,2	52,5	65,8	60,3	54,8
Ajustement statistique	1,1	- 2,0	4,6	- 0,5	4,2	- 4,8	4,7	1,9
Total ...	494,4	522,0	569,0	593,5	645,9	722,4	750,7	766,6
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	463,4	500,9	517,5	514,9	523,4	548,9	606,9	670,6
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	144,8	159,3	173,8	190,0	203,3	214,0	223,7	235,8
3. Dividendes, tantièmes, dons	145,2	178,9	189,3	211,4	250,4	344,1	380,0	429,2
Total ...	753,4	839,2	880,6	916,3	977,1	1.106,9	1.210,6	1.335,5
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	88,5	139,3	212,9	228,7	264,0	341,1	268,0	198,2
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	132,7	148,4	156,6	164,3	177,6	182,0	187,6	185,3
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,7	58,4	63,0
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 9,4	- 4,5	- 15,5	- 13,9	- 21,4	- 11,2	- 4,0	5,2
Total ...	23,8	31,5	23,9	30,0	28,3	45,5	54,4	68,2
G. Intérêts de la dette publique	-441,6	-510,5	-569,5	-560,1	-571,9	-639,4	-703,6	-710,3
Revenu national net au coût des facteurs	3.596,5	3.843,4	4.093,1	4.250,1	4.513,4	4.905,5	5.187,7	5.479,6
H. Amortissements	423,3	455,8	471,5	497,0	553,4	598,0	622,8	667,4
Revenu national brut au coût des facteurs	4.019,8	4.299,2	4.564,6	4.747,0	5.066,9	5.503,5	5.810,5	6.147,0
I. Impôts indirects	535,4	560,8	578,1	618,2	659,8	725,7	762,8	792,6
J. Subventions	- 61,8	- 64,7	- 68,0	- 55,9	- 64,0	- 63,7	- 63,8	- 84,2
Produit national brut aux prix du marché	4.493,4	4.795,4	5.074,8	5.309,3	5.662,7	6.165,5	6.509,6	6.855,4

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

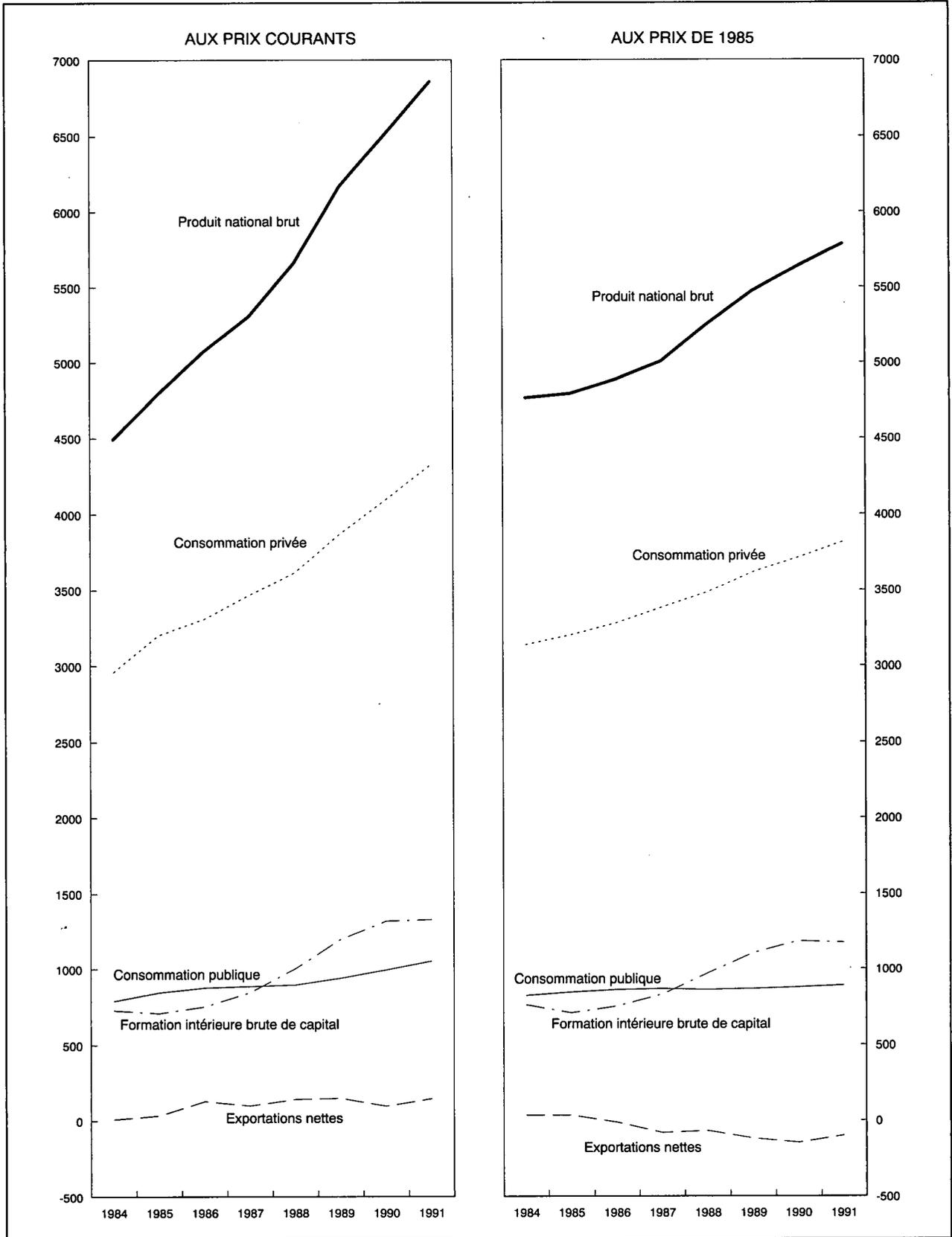
Source : INS.

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
1. Agriculture, sylviculture et pêche	112,3	112,2	114,2	108,3	113,3	139,9	125,5	130,8
2. Industries extractives	22,4	22,2	17,4	15,6	14,8	15,9	16,0	17,2
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	208,6	221,3	228,6	228,7	225,1	240,2	252,9	267,2
b) Textiles	47,4	51,2	59,5	59,7	50,5	50,4	52,7	48,6
c) Vêtements et chaussures	24,7	26,2	27,1	27,6	26,3	28,8	33,7	35,9
d) Bois et meubles	41,6	45,0	47,4	49,9	53,0	63,9	65,5	71,1
e) Papier, impression, édition	54,6	59,5	65,1	67,9	77,6	83,4	89,7	88,5
f) Industrie chimique et activités connexes	145,3	159,1	182,0	158,8	180,5	193,1	192,7	193,3
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	40,8	39,9	44,4	48,0	53,7	59,3	61,6	58,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux	68,4	73,4	76,5	71,3	100,9	125,9	113,6	86,9
i) Fabrications métalliques et constructions navales	252,1	294,5	291,0	301,6	337,2	358,2	374,2	338,1
j) Industries non dénommées ailleurs	158,5	168,2	177,2	184,5	203,9	229,7	260,0	275,0
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>1.041,9</i>	<i>1.138,4</i>	<i>1.198,9</i>	<i>1.198,1</i>	<i>1.308,6</i>	<i>1.433,0</i>	<i>1.496,6</i>	<i>1.462,5</i>
4. Construction	241,5	252,3	261,9	272,6	312,4	353,4	387,8	409,3
5. Electricité, gaz et eau	160,9	176,4	167,6	175,7	181,0	181,7	191,3	203,8
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	870,9	955,0	1.049,4	1.126,3	1.181,1	1.249,4	1.376,7	1.439,8
b) Services financiers et assurances	256,1	279,6	325,2	355,0	358,6	368,5	345,9	377,1
c) Immeubles d'habitation	257,9	277,8	294,7	314,9	335,6	357,1	377,8	401,0
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>1.384,9</i>	<i>1.512,4</i>	<i>1.669,3</i>	<i>1.796,1</i>	<i>1.875,3</i>	<i>1.975,1</i>	<i>2.100,3</i>	<i>2.217,9</i>
7. Transports et communications	359,4	390,5	385,6	411,4	457,1	489,3	523,9	562,9
8. Services	1.339,8	1.419,4	1.508,0	1.568,5	1.657,5	1.820,3	1.946,8	2.067,0
9. Correction pour investissements par moyens propres	6,1	6,8	7,1	7,6	9,3	10,2	11,7	11,6
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 72,9	- 79,1	- 92,3	- 92,3	- 88,9	- 87,0	- 82,4	- 87,6
11. TVA déductible sur la formation de capital	- 77,6	- 85,5	- 94,2	- 102,6	- 115,3	- 129,5	- 143,4	- 148,3
Ajustement statistique	23,3	- 7,7	- 19,5	- 10,1	- 17,9	- 4,9	- 6,6	29,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	4.541,9	4.858,4	5.124,0	5.348,9	5.707,2	6.197,5	6.567,5	6.877,0
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	- 48,5	- 63,0	- 49,2	- 39,6	- 44,5	- 32,0	- 57,9	- 21,6
Produit national brut aux prix du marché	4.493,4	4.795,4	5.074,8	5.309,3	5.662,7	6.165,5	6.509,6	6.855,4

I - 3. — PNB CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : IN.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : INS.

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	560,2	593,3	607,2	614,3	625,6	651,7	679,2	706,6
2. Boissons	123,8	128,6	132,7	138,3	142,6	149,2	167,5	171,7
3. Tabac	53,4	54,4	55,6	54,6	55,7	57,2	58,2	60,8
4. Vêtements et effets personnels	224,2	237,7	250,9	263,7	278,6	291,2	319,3	340,0
5. Loyers, taxes, eau	340,9	364,9	386,5	410,8	434,9	461,1	486,1	516,9
6. Chauffage et éclairage	202,9	220,5	183,0	167,5	155,0	161,6	171,9	184,9
7. Articles ménagers durables	242,8	258,5	292,4	314,2	337,5	365,3	394,5	417,9
8. Entretien de la maison	120,0	125,6	132,1	135,3	136,9	142,6	148,7	155,1
9. Soins personnels et hygiène	324,8	347,2	368,2	387,2	410,1	437,6	465,6	501,8
10. Transports	351,6	372,5	374,9	394,3	425,7	466,2	511,6	539,5
11. Communications : PTT	26,2	28,4	30,3	33,2	35,1	37,0	39,5	41,2
12. Loisirs	272,7	291,3	306,4	326,8	356,6	384,0	417,5	444,8
13. Enseignement et recherches	6,6	7,1	7,5	7,9	8,3	8,7	9,1	9,4
14. Services financiers	137,5	148,8	172,9	190,6	193,2	201,3	200,1	212,4
15. Services divers	25,2	28,0	30,1	34,7	37,2	44,3	47,1	52,0
16. Dépenses personnelles à l'étranger ...	93,3	100,7	107,1	121,0	138,8	139,7	148,5	155,9
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	-121,0	-124,8	-124,5	-137,2	-152,6	-149,8	-153,2	-154,8
Ajustement statistique	-24,0	16,3	-6,5	10,3	-4,3	23,4	-14,7	-31,1
Total ...	2.961,3	3.199,1	3.306,8	3.467,6	3.614,8	3.872,4	4.096,6	4.324,9
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	582,4	620,0	642,9	640,3	645,2	680,8	723,2	768,1
2. Achats courants de biens et services ..	158,1	172,7	178,2	183,0	178,4	176,8	183,2	193,7
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7	56,7	58,4	63,0
4. Loyer payé	5,8	6,7	7,3	7,5	8,1	8,1	8,9	9,4
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	8,6	9,3	10,1	11,3	12,7	14,5	14,9	16,1
6. Amortissement mobilier et matériel ...	4,2	4,4	4,7	5,0	4,9	5,2	5,2	5,2
Total ...	792,4	849,1	882,5	890,9	898,9	942,1	993,8	1055,5
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	17,4	18,0	19,6	21,2	20,3	20,1	23,1	20,6
2. Industries extractives	5,0	4,0	3,6	1,4	3,3	6,5	8,0	8,1
3. Industries manufacturières	140,3	157,5	178,4	191,5	237,7	299,5	349,6	344,9
4. Construction	11,3	12,6	15,1	15,2	22,9	25,0	28,3	27,9
5. Electricité, gaz et eau	45,5	47,8	41,0	37,8	37,9	46,3	45,8	49,2
6. Commerce, banques, assurances	101,7	113,7	129,2	147,2	174,0	197,9	213,0	220,4
7. Immeubles d'habitation	138,3	152,2	163,8	183,6	230,4	288,4	322,4	325,8
8. Transports et communications	102,7	93,0	87,9	89,5	84,9	93,8	101,8	109,9
9. Pouvoirs publics et enseignement ...	103,1	95,9	89,5	84,9	91,5	89,0	94,0	105,7
10. Autres services	43,5	46,3	55,5	62,8	80,5	100,7	112,3	118,4
11. Variations de stocks	25,7	-34,7	-27,4	10,1	23,4	27,1	25,4	8,0
Ajustement statistique	-5,9	3,6	-1,5	2,5	-1,2	7,3	-4,7	-9,6
Total ...	728,6	710,0	754,7	847,7	1.005,7	1.201,4	1.318,9	1.329,3
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	596,3	710,7	635,2	611,5	728,9	1.088,1	1.212,4	1.427,9
2. Exportations de biens et services	3.336,6	3.479,1	3.366,9	3.476,7	3.907,2	4.513,1	4.638,8	4.763,0
Exportations totales ...	3.932,9	4.189,8	4.002,1	4.088,2	4.636,1	5.601,2	5.851,2	6.190,9
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	644,8	773,7	684,4	651,1	773,4	1.120,1	1.270,3	1.449,5
4. Importations de biens et services	3.276,9	3.379,0	3.186,9	3.334,1	3.719,4	4.331,5	4.480,6	4.595,7
Importations totales ...	3.921,7	4.152,7	3.871,3	3.985,2	4.492,8	5.451,6	5.750,9	6.045,2
Exportations nettes ...	11,2	37,1	130,8	103,0	143,3	149,6	100,3	145,7
Produit national brut aux prix du marché ...	4.493,4	4.795,4	5.074,8	5.309,3	5.662,7	6.165,5	6.509,6	6.855,4

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

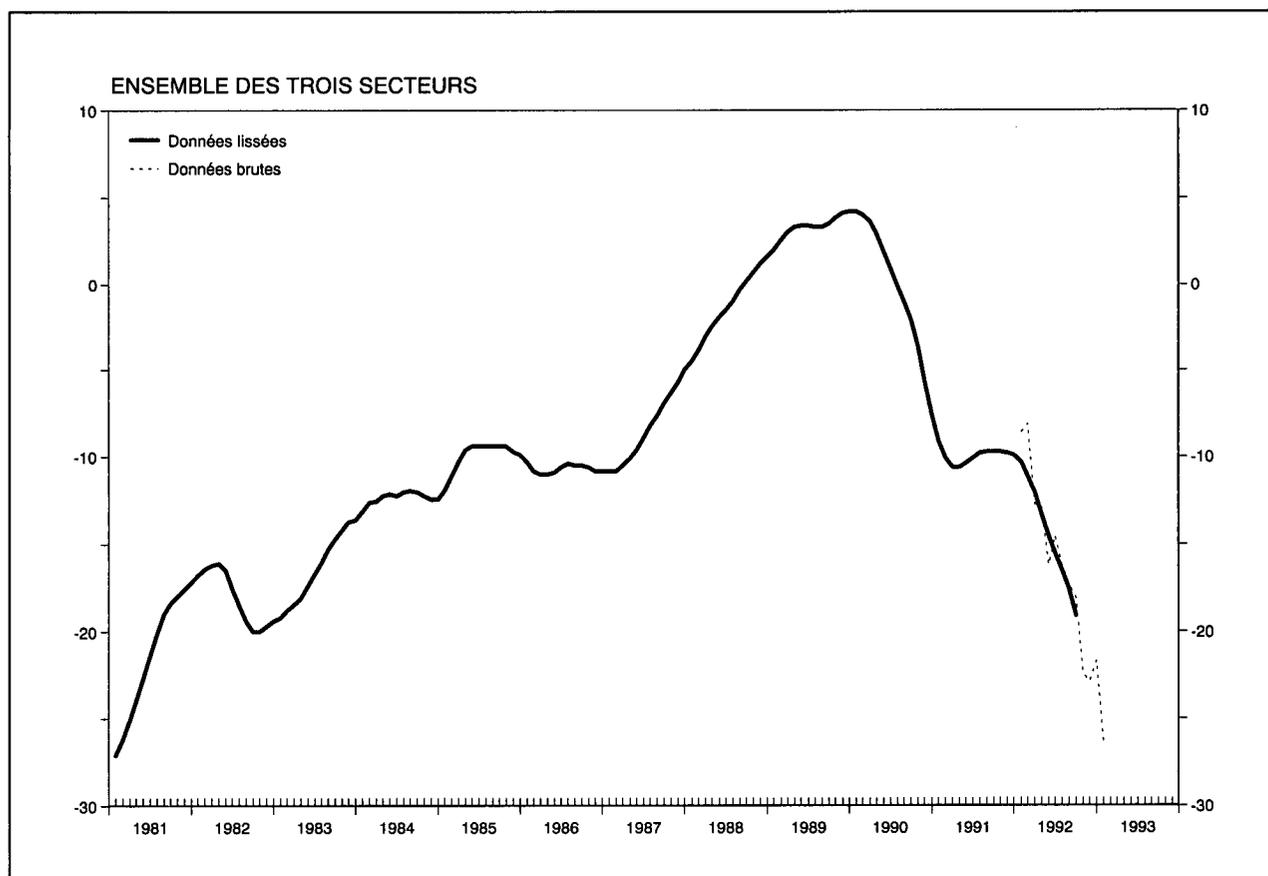
Estimations aux prix de 1985 — Indices 1985 = 100

Source : I.N.S.

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	98	100	101	103	104	106	107	110
2. Boissons	100	100	100	104	106	108	115	113
3. Tabac	107	100	96	90	91	86	83	84
4. Vêtements et effets personnels	101	100	99	99	100	102	109	113
5. Loyers, taxes, eau	98	100	102	104	107	110	112	115
6. Chauffage et éclairage	96	100	98	100	95	94	97	103
7. Articles ménagers durables	98	100	109	115	122	130	138	143
8. Entretien de la maison	101	100	101	101	101	103	105	106
9. Soins personnels et hygiène	98	100	101	103	108	112	114	115
10. Transports	99	100	104	107	113	118	125	127
11. Communications : PTT	96	100	103	112	119	126	130	137
12. Loisirs	100	100	101	104	112	117	122	124
13. Enseignement et recherches	98	100	102	104	106	108	109	111
14. Services financiers	98	100	112	127	134	142	143	149
15. Services divers	95	100	102	114	120	140	144	153
16. Dépenses personnelles à l'étranger ...	99	100	101	112	125	121	122	120
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	103	100	95	102	111	105	101	97
<i>Total ...</i>	98	100	103	106	109	113	116	119
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	98	100	101	101	101	102	103	104
2. Achats courants de biens et services ...	95	100	103	105	101	97	97	100
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	96	100	105	111	119	129	129	135
<i>Total ...</i>	98	100	102	102	102	103	104	105
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	100	100	107	116	109	104	116	101
2. Industries extractives	127	100	88	35	81	151	181	180
3. Industries manufacturières	91	100	112	120	147	179	204	197
4. Construction	93	100	117	118	175	181	198	189
5. Electricité, gaz et eau	99	100	86	79	78	91	88	92
6. Commerce, banques, assurances	93	100	113	128	149	162	169	170
7. Immeubles d'habitation	96	100	105	113	138	164	178	176
8. Transports et communications	114	100	94	96	89	94	100	104
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	112	100	102	107	122	114	112	129
10. Enseignement	111	100	83	67	57	52	60	61
11. Autres services	98	100	119	135	169	202	219	226
<i>Total ...</i>	108	100	106	118	137	156	167	166
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	89	100	86	81	96	137	148	169
2. Exportations de biens et services	99	100	105	113	123	133	139	144
Exportations totales ...	97	100	102	108	119	134	141	148
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	89	100	85	80	93	129	142	157
4. Importations de biens et services	99	100	107	118	128	140	146	150
Importations totales ...	97	100	103	111	121	138	146	152
Produit national brut aux prix du marché ...	99	100	102	104	110	114	118	121

I - 4. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques



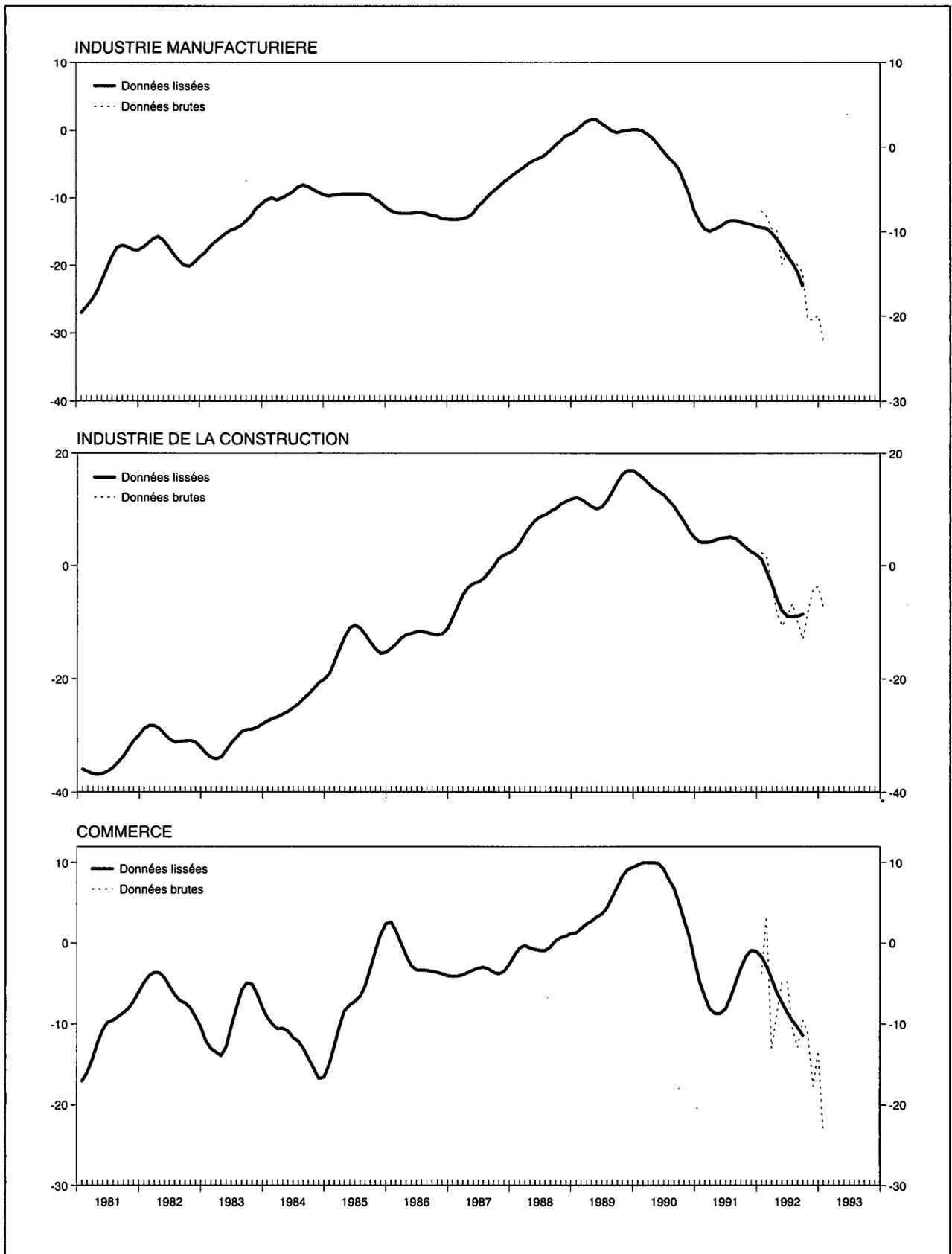
Résultats du mois de janvier

L'indicateur synthétique brut de la Banque Nationale, après une brève amélioration le mois précédent, a repris durant le mois de janvier son mouvement baissier. La détérioration sensible du climat conjoncturel est attribuable aux 3 branches d'activité couvertes par les enquêtes de conjoncture, à savoir l'industrie, la construction et le commerce. Elle a été plus particulièrement prononcée dans le commerce.

L'indicateur synthétique lissé, qui, par l'élimination des points extrêmes, indique la tendance fondamentale de la conjoncture, est toujours orienté à la baisse, tant pour l'ensemble que pour chacune des branches d'activité. Seul l'indicateur lissé de la construction n'a pas varié, pour le 3ème mois consécutif.

I - 4. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (suite 1)

Courbes synthétiques



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

	Industrie manufacturière		Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers		Commerce		Courbe globale		Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers ¹	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1990 Janvier	+ 0,1	+ 1,8	+16,4	+25,7	+ 9,7	+ 6,8	+ 4,2	+ 6,1	+10,4	+18,9
Février	- 0,1	+ 1,5	+15,6	+14,0	+10,0	+10,0	+ 4,0	+ 4,7	+ 9,6	+10,0
Mars	- 0,6	- 1,1	+14,7	+15,4	+10,0	+10,2	+ 3,6	+ 3,1	+ 8,8	+ 8,4
Avril	- 1,2	- 3,1	+13,8	+ 7,7	+10,0	+ 9,8	+ 2,9	+ 0,5	+ 7,8	+ 0,9
Mai	- 2,1	+ 0,1	+13,2	+13,6	+ 9,9	+10,7	+ 1,9	+ 3,7	+ 6,9	+ 5,8
Juin	- 3,1	- 4,3	+12,6	+14,1	+ 9,2	+ 5,2	+ 0,9	- 0,1	+ 6,5	+ 7,6
Juillet	- 4,0	- 2,1	+11,6	+12,1	+ 8,0	+12,2	- 0,1	+ 2,2	+ 6,0	+ 7,1
Août	- 4,8	- 4,8	+10,5	+ 8,9	+ 6,8	+ 5,2	- 1,0	- 1,2	+ 5,2	+ 3,7
Septembre	- 5,8	- 5,4	+ 9,2	+ 6,0	+ 5,0	+ 9,2	- 2,1	- 1,5	+ 4,4	+ 1,9
Octobre	- 7,5	- 6,0	+ 7,6	+10,9	+ 2,8	- 0,8	- 3,7	- 2,7	+ 3,0	+ 6,8
Novembre	- 9,6	-10,0	+ 6,1	+ 8,1	+ 0,8	- 1,8	- 5,6	- 6,1	+ 1,5	+ 3,1
Décembre	-11,8	-12,4	+ 5,0	+ 1,0	- 2,1	+ 6,5	- 7,6	- 7,6	+ 0,6	- 3,8
1991 Janvier	-13,5	-14,5	+ 4,3	+ 4,0	- 4,8	- 4,0	- 9,1	-10,2	- 0,2	- 0,5
Février	-14,6	-17,0	+ 4,2	+ 2,3	- 6,6	-12,8	-10,1	-13,5	- 0,4	- 3,8
Mars	-14,9	-15,6	+ 4,3	+ 9,0	- 8,1	- 8,7	-10,6	-10,9	- 0,2	+ 6,0
Avril	-14,6	-12,9	+ 4,6	+ 5,3	- 8,7	- 8,5	-10,6	- 9,5	0,0	+ 3,9
Mai	-14,2	-15,4	+ 4,8	+ 4,4	- 8,7	- 8,7	-10,4	-11,4	+ 0,2	- 0,2
Juin	-13,6	-13,9	+ 5,0	+ 2,6	- 8,1	- 9,2	-10,1	-10,7	+ 0,4	- 0,2
Juillet	-13,3	-11,6	+ 5,1	+ 5,1	- 6,7	- 1,7	- 9,8	- 7,6	+ 0,5	+ 0,5
Août	-13,3	-13,0	+ 4,8	+ 6,3	- 4,9	- 4,3	- 9,7	- 8,8	+ 0,3	+ 3,8
Septembre	-13,5	-13,3	+ 4,1	+ 5,9	- 3,1	- 9,0	- 9,7	- 9,8	- 0,1	+ 2,1
Octobre	-13,7	-13,9	+ 3,3	+ 2,3	- 1,6	- 1,3	- 9,7	- 9,6	- 0,4	- 1,1
Novembre	-13,9	-18,3	+ 2,5	+ 2,0	- 0,9	+ 0,3	- 9,8	-12,5	- 0,8	- 1,0
Décembre	-14,2	-14,9	+ 2,0	+ 1,4	- 1,0	0,0	- 9,9	-10,2	- 1,0	- 1,3
1992 Janvier	-14,3	-11,9	+ 1,1	+ 2,3	- 1,7	- 3,8	-10,3	- 8,6	- 1,3	+ 1,3
Février	-14,5	-12,6	- 0,9	+ 1,7	- 2,8	+ 3,3	-11,1	- 8,1	- 2,4	+ 0,7
Mars	-15,1	-14,6	- 3,4	- 3,4	- 4,4	-13,0	-12,0	-12,7	- 4,0	- 3,0
Avril	-16,1	-14,8	- 5,9	- 8,3	- 6,1	- 8,7	-13,3	-12,9	- 5,7	- 7,3
Mai	-17,3	-19,8	- 8,0	-10,7	- 7,3	- 4,8	-14,5	-16,2	- 7,4	- 9,3
Juin	-18,6	-17,8	- 8,9	- 8,9	- 8,6	- 4,8	-15,5	-14,5	- 8,4	- 7,9
Juillet	-19,6	-19,4	- 9,0	- 6,7	- 9,6	-10,5	-16,5	-16,2	- 8,7	- 8,1
Août	-21,0	-19,9	- 8,9	- 9,9	-10,4	-12,8	-17,6	-17,3	- 9,0	-10,9
Septembre	-23,0	-21,0	- 8,6	-12,9	-11,4	- 9,5	-19,1	-18,1	- 8,8	-13,4
Octobre .....	.	-27,9	.	- 8,3	.	-11,0	.	-22,4	.	- 9,0
Novembre .....	.	-28,0	.	- 4,1	.	-17,7	.	-22,9	.	- 4,8
Décembre .....	.	-27,3	.	- 3,7	.	-13,3	.	-21,7	.	- 4,6
1993 Janvier .....	.	-31,0	.	- 7,6	.	-23,3	.	-26,3	.	- 6,7

¹ Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 p.c.) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 p.c.). Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun

de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1991 Janvier	- 5,4	- 4	- 9,1	-10	-13,0	-11	-21,0	-21	-26,6	-29	+ 5,4	+ 4	-13,3	-17	-13,6	-20	-13,5	-14,5	- 1,8	- 5	+ 4,5	+ 4
Février	- 6,1	-10	-10,1	- 9	-14,8	-19	-23,4	-28	-28,6	-31	+ 5,8	+10	-13,0	-14	-13,0	-15	-14,6	-17,0	- 1,8	+ 1	+ 3,1	+ 4
Mars	- 6,5	- 6	-10,8	-12	-15,8	-22	-24,9	-26	-29,6	-32	+ 6,1	+ 7	-11,6	-14	-11,6	- 6	-14,9	-15,6	- 2,1	0	+ 1,9	+ 2
Avril	- 6,5	- 7	-11,3	- 7	-15,0	-17	-25,8	-24	-29,8	-29	+ 6,3	+ 6	- 9,9	- 7	-10,0	- 6	-14,6	-12,9	- 2,8	- 2	+ 0,6	0
Mai	- 6,4	- 5	-11,8	-18	-13,0	-13	-26,0	-31	-29,6	-30	+ 6,3	+ 6	- 8,1	- 8	- 9,0	-12	-14,2	-15,4	- 3,3	- 4	- 0,5	- 4
Juin	- 6,3	- 7	-11,6	-16	-11,0	- 9	-26,0	-26	-29,4	-26	+ 6,3	+10	- 7,1	- 7	- 8,8	-10	-13,6	-13,9	- 3,8	- 4	- 1,1	- 1
Juillet	- 6,4	- 5	-10,9	- 6	- 9,5	- 9	-26,1	-25	-29,5	-32	+ 6,4	+ 3	- 6,9	- 6	- 9,1	- 7	-13,3	-11,6	- 4,0	- 4	- 1,3	- 1
Août	- 6,5	- 7	-10,5	-12	- 9,0	- 9	-26,5	-27	-30,1	-26	+ 7,0	+10	- 6,8	- 5	- 9,8	- 8	-13,3	-13,0	- 4,4	- 8	- 0,9	- 3
Septembre	- 6,3	- 3	-10,3	- 7	- 8,8	-19	-27,0	-25	-30,9	-29	+ 8,0	+ 5	- 6,9	- 7	-10,0	-11	-13,5	-13,3	- 4,9	-12	+ 0,1	- 2
Octobre	- 5,4	- 7	-10,1	- 9	- 8,3	- 7	-27,5	-28	-31,6	-32	+ 8,9	+ 7	- 7,1	-10	- 9,8	-11	-13,7	-13,9	- 5,0	0	+ 1,3	+ 3
Novembre	- 4,1	- 9	-10,9	-20	- 7,8	-22	-27,9	-31	-31,9	-38	+ 9,6	+10	- 7,5	- 6	- 9,3	-10	-13,9	-18,3	- 5,1	- 4	+ 2,3	+ 3
Décembre	- 2,9	- 2	-11,8	-15	- 7,1	- 7	-28,0	-30	-31,6	-38	+10,0	+11	- 8,5	- 8	- 8,8	- 8	-14,2	-14,9	- 5,0	- 7	+ 2,8	+ 2
1992 Janvier	- 2,5	0	-12,5	-10	- 6,6	- 3	-28,0	-27	-31,4	-31	+10,0	+11	- 9,9	- 8	- 8,6	- 5	-14,3	-11,9	- 4,8	- 5	+ 2,6	+ 7
Février	- 3,1	+ 2	-13,6	- 7	- 6,5	- 6	-28,0	-28	-31,1	-31	+10,0	+10	-11,3	-13	- 9,4	- 8	-14,5	-12,6	- 5,0	- 4	+ 2,0	+ 5
Mars	- 3,9	- 6	-14,5	-14	- 7,3	- 7	-28,3	-28	-31,3	-29	+10,0	+ 9	-13,0	-13	-10,8	-11	-15,1	-14,6	- 5,4	- 5	+ 1,0	+ 2
Avril	- 4,6	- 5	-15,3	-15	- 8,9	- 5	-28,8	-26	-32,1	-30	+10,1	+10	-14,4	-14	-12,6	-13	-16,1	-14,8	- 5,6	- 6	- 0,3	- 6
Mai	- 5,0	- 5	-16,3	-18	-10,8	-26	-29,5	-30	-33,5	-37	+10,8	+11	-15,3	-17	-14,8	-14	-17,3	-19,8	- 5,9	- 9	- 1,8	- 4
Juin	- 5,3	- 3	-17,1	-16	-12,6	-13	-30,6	-32	-35,0	-36	+11,9	+ 9	-16,1	-16	-16,8	-17	-18,6	-17,8	- 6,0	- 6	- 3,6	- 1
Juillet	- 5,9	- 5	-18,0	-20	-13,8	-15	-31,9	-30	-36,4	-33	+13,3	+14	-16,8	-17	-19,0	-21	-19,6	-19,4	- 7,3	- 4	- 6,6	- 1
Août	- 7,3	- 7	-18,8	-18	-14,1	-13	-34,1	-33	-37,9	-38	+14,6	+15	-17,5	-16	-21,6	-19	-21,0	-19,9	-10,0	- 6	-10,0	-10
Septembre	- 9,4	- 8	-20,0	-16	-15,6	-14	-37,1	-35	-39,9	-37	+15,6	+16	-18,5	-18	-24,1	-24	-23,0	-21,0	-13,0	-20	-13,0	-19
Octobre	.	-14	.	-33	.	-25	.	-43	.	-43	.	+16	.	-21	.	-28	.	-27,9	.	-16	.	-16
Novembre	.	-16	.	-26	.	-25	.	-43	.	-48	.	+17	.	-20	.	-29	.	-28,0	.	-19	.	-19
Décembre	.	-13	.	-20	.	-14	.	-49	.	-50	.	+21	.	-22	.	-29	.	-27,3	.	-18	.	-13
1993 Janvier	.	-20	.	-34	.	-26	.	-48	.	-46	.	+21	.	-25	.	-28	.	-31,0	.	.	.	- 6

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes à l'exportation ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1992				1993	1992				1993	1992				1993
	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
Ensemble des industries	- 28	- 31	- 36	- 50	- 50	- 31	- 35	- 37	- 51	- 46	+ 9	+ 11	+ 13	+ 17	+ 21
I. Biens de consommation	- 25	- 35	- 35	- 42	- 39	- 29	- 32	- 32	- 40	- 26	+ 10	+ 19	+ 17	+ 19	+ 26
II. Biens d'investissement	- 26	- 30	- 34	- 47	- 50	- 33	- 27	- 33	- 48	- 51	+ 6	+ 14	+ 18	+ 15	+ 15
III. Biens intermédiaires	- 33	- 35	- 45	- 60	- 60	- 33	- 41	- 47	- 60	- 57	+ 17	+ 6	+ 10	+ 19	+ 17
Industrie textile	- 27	- 41	- 48	- 47	- 51	- 41	- 51	- 53	- 49	- 52	+ 21	+ 27	+ 25	+ 28	+ 33
dont : Laine	- 37	- 56	- 68	- 67	- 87	- 47	- 63	- 68	- 63	- 83	+ 22	+ 20	+ 17	+ 19	+ 32
Coton	- 5	- 38	- 49	- 52	- 43	- 37	- 54	- 55	- 60	- 58	+ 22	+ 26	+ 27	+ 33	+ 32
Bonneterie	- 34	- 20	- 31	- 30	- 39	- 52	- 17	- 40	- 30	- 47	+ 1	+ 16	+ 12	+ 8	+ 11
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 16	- 25	- 34	- 44	- 51	- 18	- 3	- 18	- 44	- 27	+ 3	+ 8	+ 4	+ 15	+ 11
dont : Chaussures	+ 1	- 19	- 29	- 24	- 30	- 47	- 52	- 69	- 69	- 75	+ 10	+ 12	- 6	+ 12	- 5
Habillement	- 19	- 26	- 35	- 48	- 56	- 16	+ 1	- 13	- 42	- 24	+ 3	+ 9	+ 5	+ 15	+ 14
Industrie du bois et du meuble en bois	- 27	- 50	- 48	- 55	- 50	- 13	- 53	- 50	- 53	- 44	+ 12	+ 32	+ 29	+ 27	+ 33
dont : Bois	- 31	- 49	- 49	- 61	- 56	- 16	- 59	- 62	- 76	- 66	0	+ 14	+ 20	+ 27	+ 30
Meubles en bois	- 24	- 50	- 49	- 50	- 46	- 11	- 51	- 43	- 40	- 31	+ 20	+ 44	+ 35	+ 27	+ 35
Papiers et cartons	- 36	- 34	- 32	- 56	- 51	- 63	- 37	- 43	- 55	- 30	+ 5	+ 25	+ 26	+ 23	+ 20
dont : Production de papier et carton	- 65	- 54	- 33	- 62	- 30	- 74	- 44	- 46	- 57	- 19	+ 14	+ 49	+ 40	+ 55	+ 37
Transformation de papier et carton	- 15	- 21	- 31	- 51	- 66	- 35	- 18	- 37	- 50	- 57	- 2	+ 7	+ 15	- 2	+ 8
Industrie du cuir	- 14	- 33	- 16	- 34	- 94	- 9	- 12	- 9	- 21	- 96	+ 14	+ 16	+ 16	+ 17	+ 14
Transformation de matières plastiques	- 10	- 8	- 18	- 70	- 84	- 4	- 32	- 25	- 65	- 94	+ 1	+ 11	+ 13	+ 40	+ 1
Raffinage de pétrole	0	- 13	- 13	- 26	- 39	0	- 13	- 13	- 13	- 39	0	+ 13	+ 13	0	+ 39
Production et première transformation des métaux	- 44	- 47	- 66	- 75	- 68	- 45	- 54	- 64	- 73	- 60	+ 28	- 8	+ 2	+ 12	+ 11
dont : Métaux ferreux	- 51	- 49	- 68	- 73	- 64	- 41	- 53	- 67	- 70	- 54	+ 34	- 8	+ 4	+ 12	+ 2
Métaux non ferreux	- 23	- 40	- 58	- 82	- 86	- 64	- 56	- 54	- 82	- 86	+ 3	- 12	- 7	+ 14	+ 38
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 24	- 21	- 16	- 29	- 38	- 21	- 8	- 19	- 30	- 17	+ 8	+ 16	+ 16	+ 13	+ 6
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 27	- 22	- 18	- 32	- 44	- 30	- 6	- 25	- 42	- 38	+ 9	+ 17	+ 15	+ 11	+ 6
Industrie chimique	- 11	+ 7	+ 2	- 20	- 20	- 4	+ 6	+ 5	- 14	- 13	- 6	- 2	- 1	+ 1	+ 9
Production de fibres artificielles et synthétiques	-100	- 68	- 84	- 87	- 85	- 38	- 57	- 49	- 81	- 85	+ 87	+ 70	+ 59	+ 90	+ 85
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 34	- 36	- 47	- 58	- 57	- 25	- 17	- 30	- 47	- 51	- 12	+ 18	+ 17	+ 23	+ 26
Construction de machines et de matériel mécanique	- 40	- 52	- 60	- 69	- 72	- 49	- 59	- 67	- 72	- 77	+ 40	+ 30	+ 24	+ 24	+ 35
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 89	- 88	- 88	- 90	- 94	- 92	- 88	- 90	- 93	- 94	+ 90	+ 79	+ 86	+ 94	+ 94
Machines-outils	- 50	- 72	- 80	- 74	- 84	- 51	- 66	- 83	- 74	- 84	+ 30	+ 61	+ 31	+ 30	+ 31
Machines textiles	- 55	- 74	- 92	- 92	- 97	- 59	- 74	- 91	- 88	- 97	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 2	- 12	- 34	- 43	- 42	- 16	- 28	- 40	- 51	- 57	+ 8	- 10	- 14	- 9	+ 19
Construction électrique et électronique	- 12	- 39	- 36	- 52	- 41	- 23	- 41	- 27	- 53	- 43	- 11	+ 2	+ 13	+ 14	+ 12
dont : Construction électrique d'équipement	- 11	- 29	- 33	- 52	- 57	- 31	- 28	- 16	- 54	- 66	- 13	0	+ 13	+ 17	+ 13
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 7	- 67	- 49	- 58	- 9	- 3	- 69	- 49	- 58	- 4	+ 15	+ 46	+ 23	+ 24	+ 7
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 47	- 31	- 26	- 44	- 54	- 48	- 32	- 36	- 45	- 40	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 28	- 18	- 25	- 29	- 18	- 53	- 40	- 41	- 42	- 41	+ 47	+ 26	+ 10	- 6	+ 51
dont : Construction navale	- 64	- 57	- 67	- 70	- 65	- 98	- 96	- 98	- 99	- 99	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	- 65	- 81	- 87	- 94	- 45	-100	-100	-100	-100	-100	+ 47	+ 26	+ 10	0	+ 51

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1991		1992			1991		1992			1991		1992			1991		1992		
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Ensemble des industries	18	24	22	20	14	70	66	67	70	77	4	5	6	4	3	3	4	2	2	2
I. Biens de consommation	17	23	22	19	16	73	68	70	74	77	8	6	5	5	5	4	2	2	2	2
II. Biens d'investissement	26	30	28	28	18	58	55	54	55	68	5	7	9	7	6	4	8	5	5	5
III. Biens intermédiaires	14	23	22	18	12	74	70	70	76	82	3	3	5	3	1	1	1	1	1	1
Industrie textile	9	16	16	17	13	72	76	75	74	79	9	8	9	10	9	3	2	2	1	0
dont : Laine	5	18	8	11	15	65	77	89	86	85	20	0	1	0	0	10	5	3	3	0
Coton	7	6	6	9	11	70	90	87	85	87	5	16	15	9	10	0	0	2	0	0
Bonneterie	12	16	15	5	0	67	66	60	59	70	20	9	16	37	27	6	0	4	2	0
Industrie des chaussures et de l'habillement	17	21	25	18	13	67	65	59	74	74	14	9	8	4	6	0	0	1	0	7
dont : Chaussures	36	60	60	25	26	64	40	40	75	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34
Habillement	12	13	17	17	10	68	70	64	74	82	18	12	10	4	8	0	0	2	0	2
Industrie du bois et du meuble en bois	21	20	17	5	6	65	64	73	85	85	12	15	5	6	6	5	4	1	2	2
dont : Bois	24	24	21	5	1	56	57	59	81	81	9	12	6	7	4	1	1	1	1	4
Meubles en bois	18	17	15	6	11	71	69	82	87	87	15	16	4	6	8	8	6	1	3	0
Papiers et cartons	3	14	3	17	21	84	71	70	77	71	4	6	16	14	0	2	2	2	2	2
dont : Production de papier et carton	0	0	5	30	24	98	91	86	61	76	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de papier et carton	5	23	3	7	19	74	58	58	89	67	8	10	28	25	1	4	3	4	4	4
Industrie du cuir	0	1	21	0	0	100	77	79	100	100	0	0	0	0	0	14	63	14	14	14
Transformation de matières plastiques	40	33	32	56	9	27	62	68	11	60	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	15	35	32	21	16	79	58	58	76	78	0	0	5	0	0	0	1	0	0	0
dont : Métaux ferreux	18	40	39	26	19	75	51	50	71	74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Métaux non ferreux	1	15	8	9	8	99	85	87	91	92	0	0	25	0	0	0	3	0	0	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	37	51	62	64	28	48	39	29	35	69	2	1	0	0	0	5	6	6	0	2
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	40	51	65	67	29	45	38	25	32	70	2	0	0	1	1	3	7	7	1	0
Industrie chimique	0	0	0	0	0	98	98	98	98	99	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	63	63	47	47	0	37	37	53	53	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	25	29	30	21	17	57	60	61	71	80	8	3	3	2	1	15	10	4	3	0
Construction de machines et de matériel mécanique	16	19	14	15	10	75	66	67	69	82	8	5	7	8	4	2	4	3	4	1
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	5	8	4	3	100	94	91	91	97	0	1	1	4	0	1	0	0	0	0
Machines-outils	42	0	0	9	0	47	88	87	91	90	11	9	9	0	10	0	0	0	0	0
Machines textiles	0	44	0	0	0	100	56	100	100	100	2	1	1	1	2	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	12	27	27	30	24	80	47	37	55	73	6	0	11	0	2	10	7	12	0	0
Construction électrique et électronique	17	14	13	12	13	74	68	74	65	69	0	14	20	14	14	0	13	7	13	14
dont : Construction électrique d'équipement	21	13	13	11	16	66	61	69	55	59	1	20	30	21	20	0	19	11	20	20
Appareils électroménagers, radio, télévision	5	6	2	3	0	95	94	97	97	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	35	54	55	56	56	49	46	45	44	44	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	9	32	7	0	0	58	60	44	55	47	12	7	12	3	4	0	1	0	0	0
dont : Construction navale	17	0	6	0	0	64	88	53	68	53	19	10	7	1	0	0	3	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	0	36	19	0	0	100	64	81	100	100	0	0	36	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1991		1992			1991		1992			1992				1993
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
Ensemble des industries	+ 29	+ 33	+ 31	+ 39	+ 50	77,5 ²	78,2 ²	78,6 ²	76,7	74,7	3,5	3,5	3,4	3,2	3,1
I. Biens de consommation	+ 31	+ 35	+ 41	+ 45	+ 52	79,0	79,1	79,4	76,5	74,3	2,2	2,3	2,1	2,0	2,0
II. Biens d'investissement	+ 28	+ 29	+ 27	+ 30	+ 40	75,6	79,3	80,2	79,3	77,9	5,6	5,6	5,5	5,0	4,8
III. Biens intermédiaires	+ 33	+ 38	+ 34	+ 44	+ 57	77,1	76,1	76,0	73,9	71,4	2,0 ²	1,9	1,9	1,9	1,9 ²
Industrie textile	+ 34	+ 44	+ 44	+ 48	+ 52	74,0	73,4	72,2	69,7	70,0	2,0	2,0	1,8	1,7	1,8
dont : Laine	+ 45	+ 60	+ 67	+ 64	+ 73	79,3	75,0	72,3	67,2	68,2	2,0	1,9	1,6	1,4	1,5
Coton	+ 29	+ 49	+ 41	+ 42	+ 46	71,0	72,4	70,3	69,7	67,2	2,5	2,3	2,3	2,3	2,2
Bonneterie	+ 16	+ 19	+ 29	+ 17	+ 49	73,6	74,2	72,8	70,9	69,7	1,9	2,5	1,9	1,8	1,7
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 36	+ 50	+ 43	+ 52	+ 69	76,7	75,9	78,5	79,8	71,9	1,9	2,2	1,8	1,8	1,6
dont : Chaussures	+ 76	+ 43	+ 43	+ 23	+ 40	72,1	78,6	78,3	80,4	73,7	1,7	1,9	1,3	2,0	1,6
Habillement	+ 28	+ 52	+ 44	+ 58	+ 74	77,7	75,4	78,6	79,7	71,5	1,9	2,3	2,0	1,7	1,6
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 30	+ 28	+ 45	+ 46	+ 50	84,1	82,9	81,5	79,9	78,4	1,6	1,4	1,4	1,4	1,4
dont : Bois	+ 51	+ 34	+ 42	+ 54	+ 58	82,7	80,7	82,0	78,2	74,9	1,6	1,6	1,7	1,5	1,5
Meubles en bois	+ 15	+ 23	+ 47	+ 40	+ 44	85,0	84,5	81,2	81,2	80,9	1,6	1,3	1,3	1,2	1,3
Papiers et cartons	+ 70	+ 64	+ 56	+ 46	+ 62	78,3	82,2	82,0	85,1	78,7	1,0	1,1	1,1	0,9	0,9
dont : Production de papier et carton	+ 82	+ 69	+ 66	+ 59	+ 76	79,8	83,7	83,6	91,5	81,9	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7
Transformation de papier et carton	+ 61	+ 61	+ 49	+ 34	+ 50	77,1	81,1	80,9	80,1	76,3	1,1	1,3	1,2	1,0	1,1
Industrie du cuir	0	0	- 8	+ 49	+ 9	83,3	81,2	77,3	79,1	79,4	2,7	2,1	2,6	2,5	1,7
Transformation de matières plastiques	- 28	- 30	- 30	- 62	+ 46	83,0	82,8	81,1	83,9	79,3	2,8	3,0	2,9	2,8	2,3
Production et première transformation des métaux	+ 41	+ 42	+ 37	+ 67	+ 64	76,5	73,9	73,5	68,6	67,8	1,7	1,7	1,8	1,8	1,9
dont : Métaux ferreux	+ 43	+ 45	+ 40	+ 66	+ 61	76,2	71,7	70,7	64,1	65,8	1,7	1,6	1,8	1,7	1,9
Métaux non ferreux	+ 37	+ 31	+ 24	+ 71	+ 75	77,6	82,0	83,4	85,2	75,9	2,2	2,0	1,9	1,9	1,9
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 30	+ 30	+ 27	+ 8	+ 28	82,1	85,7	85,8	86,2	84,2	2,1	2,1	2,1	2,0	2,0
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 28	+ 29	+ 28	+ 9	+ 31	80,9	84,9	85,6	85,7	83,5	2,1	2,1	2,2	2,0	2,0
Industrie chimique	+ 22	+ 31	+ 22	+ 23	+ 42	77,8	76,5	78,7	78,3	73,9	-	-	-	-	-
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 12	+ 49	+ 85	+ 85	+ 38	95,7	95,6	94,7	89,1	87,4	2,3	1,8	1,8	1,8	1,9
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 31	+ 34	+ 26	+ 43	+ 58	73,9	74,8	77,8	75,5	71,0	4,6	5,4	5,0	4,3	3,9
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 47	+ 45	+ 44	+ 50	+ 50	70,8	74,7	75,9	73,8	71,7	4,4	4,4	4,2	3,8	3,6
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 97	+ 86	+ 91	+ 90	+ 96	51,6	62,2	62,9	56,7	51,3	6,7	6,7	6,6	6,7	6,6
Machines-outils	+ 35	+ 67	+ 74	+ 73	+ 30	69,5	71,2	71,7	73,4	82,3	4,8	3,4	3,4	3,2	2,9
Machines textiles	+ 81	+ 83	+ 97	+ 97	+ 97	81,5	77,1	77,7	78,8	80,6	4,8	4,2	4,2	3,5	3,2
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 14	+ 27	+ 10	+ 32	+ 30	74,4	79,9	79,5	76,9	75,2	5,6	6,4	5,8	5,2	4,9
Construction électrique et électronique	+ 4	+ 27	+ 14	+ 29	+ 44	75,7	80,4	77,9	77,9	78,4	4,9	4,8	4,6	4,4	4,3
dont : Construction électrique d'équipement	- 11	+ 2	- 4	+ 11	+ 34	77,6	84,2	82,6	81,8	82,2	5,8	5,9	5,8	5,7	5,5
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 39	+ 88	+ 62	+ 74	+ 74	71,0	71,1	66,1	66,3	68,7	2,7	2,1	1,9	1,7	1,7
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 31	0	+ 31	+ 30	+ 30	89,0	88,1	90,6	79,1	80,1	3,7	3,9	3,9	4,0	3,9
Construction d'autre matériel de transport	+ 34	+ 56	+ 56	+ 61	+ 68	62,5	68,0	69,4	68,0	71,4	16,6	15,0	14,8	13,4	13,7
dont : Construction navale	+ 77	+ 88	+ 88	+ 89	+ 89	64,3	59,3	58,0	56,8	68,0	15,5	11,8	12,2	8,4	6,0
Construction de cycles et motocycles	+ 47	+ 46	+ 45	+ 64	+ 100	48,9	74,8	71,6	60,2	46,5	1,4	1,3	1,1	1,0	1,3

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² Série recalculée à partir de 1980.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1992				1993	1992				1993	1992				1993
	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
Ensemble des industries	- 6	- 17	- 24	- 35	- 28	- 7	- 14	- 16	- 26	- 26	+ 5	- 7	- 12	- 16	- 5
I. Biens de consommation	+ 5	- 20	- 15	- 30	- 22	- 8	- 20	- 21	- 29	- 26	+ 12	- 1	+ 2	+ 7	+ 5
II. Biens d'investissement	- 11	- 17	- 25	- 36	- 35	- 16	- 17	- 19	- 28	- 33	+ 4	- 2	- 7	- 4	- 4
III. Biens intermédiaires	- 11	- 19	- 29	- 43	- 33	- 4	- 11	- 15	- 24	- 22	+ 4	- 11	- 25	- 37	- 9
Industrie textile	- 4	- 16	- 21	- 33	- 36	- 4	- 14	- 23	- 21	- 28	+ 11	- 2	- 11	- 14	- 14
dont : Laine	- 13	- 54	- 51	- 73	- 54	- 17	- 27	- 37	- 49	- 61	+ 26	- 5	- 31	- 36	- 33
Coton	+ 2	- 16	- 17	- 31	- 42	+ 6	- 12	- 16	- 18	- 21	- 3	- 13	- 17	- 25	- 22
Bonneterie	- 4	- 13	- 25	- 40	- 33	- 15	- 5	- 23	- 24	- 25	+ 24	+ 18	+ 10	+ 13	+ 4
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 2	- 28	- 24	- 34	- 32	- 14	- 20	- 27	- 37	- 42	+ 15	+ 10	+ 5	+ 11	+ 14
dont : Chaussures	+ 9	- 17	+ 30	- 3	+ 26	- 15	- 2	+ 8	- 3	- 10	+ 5	+ 6	+ 15	+ 1	+ 18
Habillement	- 5	- 31	- 36	- 41	- 45	- 14	- 24	- 34	- 44	- 49	+ 18	+ 11	+ 4	+ 13	+ 12
Industrie du bois et du meuble en bois	- 14	- 43	- 40	- 40	- 38	- 9	- 24	- 26	- 34	- 29	+ 15	- 3	+ 6	+ 3	+ 4
dont : Bois	+ 2	- 42	- 42	- 49	- 49	- 8	- 13	- 25	- 41	- 42	+ 18	- 14	- 1	- 26	- 2
Meubles en bois	- 26	- 43	- 39	- 34	- 30	- 9	- 33	- 27	- 28	- 21	+ 13	+ 5	+ 10	+ 23	+ 7
Papiers et cartons	- 43	0	- 19	- 43	- 32	- 27	- 4	- 22	- 42	- 32	- 34	- 5	- 22	- 52	- 47
dont : Production de papier et carton	- 65	+ 6	- 17	- 47	+ 2	- 65	- 23	- 37	- 48	- 22	- 75	- 15	- 28	- 72	- 37
Transformation de papier et carton	- 27	- 5	- 22	- 39	- 58	+ 2	+ 10	- 12	- 37	- 39	- 1	+ 2	- 18	- 38	- 54
Industrie du cuir	0	- 9	+ 2	- 19	- 70	0	- 5	+ 2	- 16	- 70	0	- 4	- 5	- 12	- 9
Transformation de matières plastiques	- 21	- 9	- 42	- 52	- 50	+ 5	- 31	- 35	- 42	- 1	+ 4	- 3	0	- 2	- 8
Raffinage de pétrole	0	0	0	- 16	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 17	- 29	- 41	- 63	- 33	- 3	- 4	- 6	- 19	- 19	+ 9	- 13	- 43	- 55	+ 8
dont : Métaux ferreux	- 13	- 38	- 54	- 68	- 27	0	+ 1	- 7	- 22	- 22	+ 17	- 18	- 52	- 61	+ 16
Métaux non ferreux	- 27	+ 1	+ 5	- 42	- 57	- 17	- 24	- 1	- 11	- 9	+ 19	+ 9	- 13	- 33	- 23
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 7	- 10	- 15	- 33	- 38	- 19	- 26	- 24	- 35	- 32	+ 4	- 7	- 14	+ 7	+ 5
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 1	- 14	- 19	- 40	- 48	- 20	- 28	- 25	- 35	- 33	+ 6	- 3	- 11	+ 9	+ 5
Industrie chimique	+ 10	+ 5	- 12	- 3	+ 3	- 1	- 1	- 1	- 1	0	+ 8	- 7	- 14	- 19	- 17
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 37	- 2	+ 28	+ 10	- 38	+ 13	- 10	- 23	- 15	0	+ 50	- 53	- 10	- 31	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 18	- 16	- 29	- 52	- 57	- 4	- 18	- 29	- 46	- 53	- 2	- 14	- 19	- 32	- 30
Construction de machines et de matériel mécanique	- 42	- 34	- 44	- 47	- 51	- 33	- 30	- 32	- 42	- 41	+ 3	- 5	0	- 11	- 13
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 89	- 87	- 90	- 97	- 48	- 87	- 39	- 59	- 63	- 49	0	- 1	+ 25	- 46	+ 2
Machines-outils	- 58	- 23	- 29	- 49	- 81	- 7	- 29	- 16	- 22	- 65	- 4	- 3	- 5	+ 6	- 13
Machines textiles	- 71	- 66	- 75	- 77	- 75	- 83	- 47	- 34	- 39	0	- 81	- 19	- 16	- 14	- 8
Moteurs, compresseurs, pompes	- 24	- 11	- 34	- 40	- 45	- 22	- 13	- 34	- 41	- 35	+ 13	- 12	- 2	+ 4	- 22
Construction électrique et électronique	+ 26	- 22	- 13	- 30	- 20	- 12	- 15	- 17	- 19	- 40	+ 2	- 7	0	+ 8	+ 6
dont : Construction électrique d'équipement	+ 21	- 11	- 13	- 21	- 8	- 12	- 6	- 10	- 7	- 18	- 3	+ 9	+ 7	+ 9	+ 4
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 41	- 52	- 15	- 55	- 50	- 15	- 39	- 35	- 48	- 94	+ 4	- 48	- 18	+ 1	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 16	0	+ 14	- 28	+ 5	0	- 24	- 7	- 35	+ 5	+ 14	0	+ 14	+ 10	0
Construction d'autre matériel de transport	- 11	- 17	- 22	- 11	+ 4	+ 21	+ 6	+ 12	+ 18	- 8	+ 1	+ 1	- 18	+ 7	+ 22
dont : Construction navale	- 6	- 9	- 16	- 35	- 34	- 13	- 29	+ 5	+ 26	- 8	+ 15	+ 7	- 3	+ 40	+ 37
Construction de cycles et motocycles	- 36	- 69	- 81	- 95	- 9	+ 36	- 20	- 76	- 53	0	- 36	- 12	+ 4	+ 14	+ 15

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1991 Janvier	- 9,0	- 6	- 5,3	- 8	-10,5	- 6	-25,0	-23	-25,4	-24	+ 8,3	+ 7	-14,4	-18	-14,1	-26	-14,1	-14,8	+ 3,4	+ 4	+10,1	+10
Février	-11,3	-14	- 6,0	- 5	-12,8	-15	-28,4	-37	-29,0	-33	+ 9,0	+12	-15,3	-18	-13,9	-20	-15,9	-19,3	+ 2,5	+ 1	+ 8,4	+ 7
Mars	-12,8	-17	- 7,8	- 2	-14,8	-20	-30,9	-33	-31,8	-35	+ 9,8	+ 8	-14,8	-16	-12,5	- 9	-16,9	-17,5	+ 1,3	+ 4	+ 7,0	+ 6
Avril	-12,9	-14	- 9,5	-11	-15,8	-16	-32,0	-32	-32,4	-36	+10,5	+10	-13,1	- 6	-10,8	-10	-17,1	-16,9	- 0,3	- 1	+ 6,5	+ 7
Mai	-11,5	-11	-10,4	-15	-15,4	-17	-32,0	-32	-31,6	-30	+11,5	+12	-11,0	-13	- 8,6	-13	-16,6	-17,9	- 1,5	- 2	+ 6,8	+ 5
Juin	- 9,5	- 6	- 9,6	-13	-14,4	-11	-31,4	-27	-30,8	-29	+12,3	+22	- 9,4	-12	- 6,8	- 7	-15,7	-15,9	- 2,3	- 3	+ 7,4	+ 6
Juillet	- 8,3	-11	- 7,9	- 2	-13,4	-11	-30,9	-35	-30,0	-32	+12,8	+ 7	- 8,1	- 7	- 5,4	- 3	-14,9	-13,5	- 2,5	- 4	+ 8,1	+14
Août	- 7,6	- 2	- 6,8	- 4	-12,8	-15	-31,1	-39	-29,8	-28	+13,0	+18	- 7,6	- 5	- 4,4	- 4	-14,3	-14,4	- 2,5	- 2	+ 8,3	+ 9
Septembre ..	- 7,5	- 6	- 6,5	- 9	-12,0	-13	-30,6	-26	-29,8	-30	+12,6	+14	- 7,9	- 8	- 3,9	- 4	-14,0	-13,8	- 2,5	- 7	+ 7,5	+10
Octobre ...	- 8,0	-10	- 7,4	0	-11,0	- 7	-30,0	-22	-29,8	-29	+11,8	+10	- 8,5	-14	- 3,5	- 7	-13,8	-12,4	- 2,5	- 1	+ 6,5	+ 5
Novembre ..	- 8,1	- 9	- 9,4	-15	-10,0	-20	-29,3	-33	-29,6	-30	+11,0	+12	- 9,4	- 6	- 3,0	0	-13,4	-15,6	- 2,6	+ 1	+ 5,6	+ 2
Décembre ..	- 8,0	- 8	-11,0	-17	- 9,0	- 9	-27,8	-33	-29,4	-36	+10,5	+11	-10,0	-13	- 2,6	- 3	-13,0	-16,3	- 2,9	- 8	+ 5,4	+ 2
1992 Janvier	- 7,4	- 3	-12,0	+ 7	- 8,5	- 4	-26,6	-27	-29,0	-29	+10,1	+ 6	-10,4	- 9	- 2,6	- 2	-12,6	- 9,1	- 3,0	- 3	+ 5,6	+ 6
Février	- 6,8	+ 3	-12,8	-11	- 9,3	- 3	-25,9	-24	-28,6	-25	+10,3	+10	-10,5	-12	- 4,3	- 2	-12,7	-10,5	- 2,9	- 3	+ 6,1	+ 8
Mars	- 6,8	- 8	-13,0	-13	-10,6	- 9	-25,6	-24	-28,4	-25	+10,8	+ 7	-10,6	-10	- 7,4	- 4	-13,6	-12,5	- 2,6	+ 1	+ 6,8	+ 8
Avril	- 7,0	-13	-13,6	-34	-11,9	-13	-25,9	-29	-28,3	-34	+11,5	+20	-11,0	- 8	-10,5	-16	-14,9	-20,9	- 2,5	+ 3	+ 6,9	+ 4
Mai	- 8,1	+ 1	-14,6	-13	-13,1	-14	-26,5	-23	-28,4	-28	+12,5	+12	-11,8	-12	-13,4	-15	-16,1	-14,5	- 2,6	- 4	+ 6,6	+ 5
Juin	- 9,4	- 8	-15,6	-11	-14,5	-23	-27,5	-28	-28,6	-29	+13,5	+12	-12,8	-14	-15,0	-14	-17,2	-17,4	- 3,0	- 2	+ 5,4	+ 8
Juillet	-10,4	-10	-17,0	-18	-15,9	-19	-28,8	-28	-29,4	-24	+14,8	+14	-14,0	-11	-15,6	-16	-17,8	-17,5	- 4,3	- 3	+ 2,1	+ 8
Août	-11,6	-11	-18,0	-19	-17,4	- 8	-31,4	-27	-31,6	-29	+16,1	+18	-15,4	-16	-16,8	-15	-19,0	-17,9	- 6,3	- 4	- 1,8	- 1
Septembre ..	-13,1	-13	-18,8	-16	-19,3	- 3	-35,5	-34	-34,9	-33	+17,8	+16	-16,4	-19	-18,3	-21	-21,1	-19,4	- 8,4	-10	- 5,3	-11
Octobre ...	.	-21	.	-20	.	-21	.	-43	.	-42	.	+19	.	-17	.	-18	.	-25,1	.	-11	.	- 9
Novembre ..	.	-15	.	-20	.	-28	.	-46	.	-42	.	+22	.	-18	.	-23	.	-26,8	.	-15	.	-10
Décembre ..	.	-17	.	-33	.	-26	.	-53	.	-49	.	+25	.	-17	.	-25	.	-30,6	.	-15	.	- 5
1993 Janvier .....	.	-21	.	-21	.	-22	.	-49	.	-44	.	+27	.	-14	.	-18	.	-27,0	.	-13	.	- 4

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1991 Janvier	- 5,9	- 8	-19,9	-25	-13,3	- 4	-31,8	-32	-33,4	-36	+11,8	+12	-18,0	-19	-26,3	-27	-18,6	-20,4	-13,3	-12	- 9,5	- 5
Février	- 3,4	+ 1	-22,4	-12	-12,5	-14	-32,4	-35	-33,9	-33	+11,8	+16	-16,4	-11	-25,8	-23	-18,8	-17,9	-12,4	- 9	-11,5	- 8
Mars	- 1,9	+ 6	-22,0	-31	-11,8	- 8	-33,1	-31	-34,0	-34	+11,3	+10	-14,6	-12	-25,4	-12	-18,9	-16,5	-11,8	-15	-15,1	-11
Avril	- 1,0	-17	-20,0	-17	-11,1	-24	-34,1	-32	-34,4	-34	+10,3	+12	-13,1	-18	-25,4	-25	-18,9	-22,4	-11,1	-11	-19,3	-28
Mai	- 0,6	+ 9	-18,5	-28	-12,1	- 7	-35,4	-37	-35,3	-43	+ 8,5	+ 6	-12,4	-13	-26,4	-26	-18,7	-18,9	-11,5	- 3	-23,1	-27
Juin	- 1,4	-16	-17,6	+ 9	-13,4	-15	-36,3	-35	-36,3	-34	+ 6,6	+10	-12,1	- 9	-28,1	-26	-18,9	-17,0	-12,5	-15	-25,0	-20
Juillet	- 2,3	0	-17,5	-14	-15,1	- 8	-36,9	-40	-37,3	-37	+ 4,8	+ 3	-11,9	-12	-29,8	-39	-19,1	-19,1	-13,5	- 9	-24,0	-30
Août	- 2,3	- 4	-18,3	-21	-17,0	-17	-37,4	-37	-38,0	-38	+ 3,3	+ 4	-11,5	-13	-31,1	-33	-19,2	-20,9	-14,5	-15	-19,9	-26
Septembre	- 2,3	+ 6	-18,5	-27	-18,0	-19	-37,6	-35	-38,4	-38	+ 2,5	- 2	-11,1	-11	-31,3	-32	-19,2	-19,3	-14,8	-19	-13,8	-19
Octobre	- 2,3	- 9	-18,0	-12	-17,6	-25	-37,9	-38	-38,6	-39	+ 2,3	- 1	-11,0	- 8	-29,6	-23	-19,2	-19,1	-13,6	-16	- 8,1	- 2
Novembre	- 2,0	- 2	-17,8	-19	-14,8	-24	-38,0	-41	-38,6	-42	+ 2,6	+ 2	-11,5	- 8	-27,8	-31	-19,2	-21,1	-11,9	+ 3	- 3,0	+12
Décembre	- 1,6	+ 1	-17,4	-23	-10,4	0	-37,8	-39	-38,0	-42	+ 3,4	+11	-12,6	-11	-26,0	-28	-18,6	-19,1	-10,3	-13	- 0,5	- 2
1992 Janvier	- 1,3	- 2	-16,9	+ 2	- 6,0	+ 4	-37,3	-35	-37,0	-35	+ 3,9	+ 9	-13,9	-15	-24,4	-20	-17,5	-13,8	- 9,0	+ 1	- 0,8	+ 4
Février	- 1,1	+ 6	-17,5	- 1	- 3,1	-10	-37,0	-38	-36,3	-37	+ 4,0	+ 3	-15,1	-17	-24,1	-20	-17,0	-15,0	- 9,4	- 8	- 2,6	+ 1
Mars	- 1,1	- 3	-18,1	-29	- 2,3	- 3	-37,6	-36	-37,0	-34	+ 4,0	+ 5	-15,9	-16	-25,6	-26	-17,3	-19,0	-11,1	-21	- 6,5	- 4
Avril	- 2,0	+ 5	-18,0	-18	- 4,8	+ 2	-39,1	-32	-39,4	-26	+ 4,0	-13	-16,5	-16	-28,9	-23	-19,0	-11,9	-12,4	- 9	-10,9	-12
Mai	- 3,3	- 6	-18,1	-23	-10,3	-43	-41,5	-43	-42,1	-45	+ 4,5	+ 3	-17,5	-15	-33,6	-40	-22,0	-27,3	-13,5	-15	-15,4	-17
Juin	- 4,8	- 1	-18,4	-15	-15,8	- 1	-44,4	-48	-44,9	-46	+ 5,6	+ 5	-18,9	-20	-38,6	-35	-24,8	-21,4	-14,6	-18	-19,4	-25
Juillet	- 7,4	- 5	-18,9	-17	-21,3	-27	-47,0	-43	-47,4	-46	+ 7,1	+ 7	-21,3	-23	-42,6	-44	-27,6	-26,5	-15,8	- 7	-23,1	-19
Août	-10,4	- 9	-19,6	-21	-24,6	-20	-49,8	-49	-49,6	-55	+ 8,9	+ 8	-23,8	-20	-45,3	-48	-30,0	-28,8	-19,1	-12	-27,1	-23
Septembre	-13,4	-20	-20,6	-19	-25,4	-33	-52,6	-53	-51,8	-54	+10,4	+14	-26,0	-28	-46,4	-52	-31,8	-34,1	-24,0	-21	-30,4	-36
Octobre	.	-19	.	-40	.	-23	.	-55	.	-48	.	+12	.	-28	.	-45	.	-33,8	.	-36	.	-34
Novembre	.	-16	.	-28	.	-30	.	-59	.	-55	.	+14	.	-31	.	-49	.	-35,3	.	-34	.	-37
Décembre	.	-16	.	+12	.	+ 1	.	-61	.	-57	.	+11	.	-30	.	-43	.	-25,6	.	-33	.	-32
1993 Janvier	.	-22	.	-24	.	-35	.	-61	.	-54	.	+ 7	.	-31	.	-38	.	-34,0	.	-32	.	-11

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1992				1993	1992				1993
	Janvier	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Janvier	Janvier	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Janvier
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 28	- 24	- 30	- 50	- 50	+ 5	+ 14	+ 16	+ 21	+ 25
I. Biens de consommation	- 29	- 26	- 30	- 52	- 45	+ 8	+ 15	+ 16	+ 16	+ 29
II. Biens d'investissement	- 35	- 39	- 45	- 64	- 67	- 2	+ 17	+ 20	+ 22	+ 24
III. Biens intermédiaires	- 25	- 12	- 19	- 41	- 41	+ 5	+ 11	+ 8	+ 17	+ 17
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 18	- 33	- 43	- 43	- 47	+ 19	+ 21	+ 21	+ 25	+ 28
Industrie de la transformation du bois	- 26	- 49	- 50	- 52	- 50	+ 15	+ 34	+ 29	+ 27	+ 37
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 24	- 32	- 14	- 46	- 54	+ 19	+ 17	+ 5	+ 14	+ 17
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 9	+ 4	- 1	- 30	- 28	- 7	+ 1	+ 1	+ 7	+ 9
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 2	- 22	- 21	- 32	- 44	- 16	+ 1	- 10	+ 2	- 13
Industrie des fabrications métalliques	- 43	- 36	- 39	- 68	- 63	+ 4	+ 17	+ 25	+ 28	+ 35
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 37	- 43	- 49	- 61	- 63	+ 12	+ 1	+ 8	+ 10	+ 9
I. Biens de consommation	- 29	- 5	- 3	- 45	- 43	- 5	+ 2	+ 12	+ 6	+ 13
II. Biens d'investissement	- 25	- 24	- 23	- 41	- 42	0	+ 3	+ 11	+ 14	+ 9
III. Biens intermédiaires	- 45	- 57	- 72	- 73	- 77	+ 26	+ 1	+ 8	+ 9	+ 16
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 80	- 72	- 77	- 83	- 100	+ 30	+ 32	+ 45	+ 31	+ 17
Industrie de la transformation du bois	- 63	+ 5	+ 42	- 86	- 88	+ 1	0	0	- 1	0
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 25	- 55	- 65	- 14	- 61	- 2	+ 69	+ 62	+ 46	+ 82
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 28	- 11	- 22	- 36	- 44	+ 4	- 3	+ 2	+ 2	+ 12
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 11	+ 1	- 14	- 27	- 29	- 7	+ 10	+ 23	+ 15	+ 14
Industrie des fabrications métalliques	- 36	- 42	- 39	- 54	- 56	+ 6	- 3	+ 3	+ 8	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1991	1992				1991	1992				1992				1993
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries²	+ 28	+ 32	+ 34	+ 38	+ 48	79,1	80,0	81,2	77,6	75,5	3,2	3,2	3,1	2,8	2,7
I. Biens de consommation	+ 25	+ 18	+ 33	+ 25	+ 39	81,8	82,8	84,7	76,5	74,4	1,9	1,8	1,6	1,5	1,6
II. Biens d'investissement	+ 39	+ 49	+ 45	+ 58	+ 59	74,4	76,7	78,0	76,4	75,3	5,7	5,5	5,4	4,9	4,7
III. Biens intermédiaires	+ 17	+ 29	+ 21	+ 20	+ 44	80,3	79,0	80,3	80,7	76,1	2,3	2,4	2,4	2,1	2,0
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 21	+ 37	+ 35	+ 50	+ 52	77,8	77,4	77,4	74,4	73,4	2,2	2,2	2,0	1,9	2,0
Industrie de la transformation du bois	+ 25	+ 31	+ 46	+ 41	+ 45	84,4	82,3	81,1	80,0	79,5	1,7	1,5	1,5	1,5	1,5
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 55	+ 74	+ 68	+ 52	+ 62	74,7	75,5	78,7	82,0	76,1	1,3	1,4	1,3	1,1	1,1
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 16	+ 30	+ 20	+ 48	+ 32	82,8	82,1	85,2	83,1	79,6	2,7	2,9	2,6	2,4	2,4
Industrie des fabrications métalliques	+ 37	+ 34	+ 40	+ 39	+ 52	76,7	79,3	81,5	75,2	73,2	4,4	4,2	4,2	3,7	3,6
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries²	+ 43	+ 44	+ 42	+ 58	+ 59	72,3	72,7	74,5	69,6	67,7	3,1	3,3	3,2	2,9	2,9
I. Biens de consommation	+ 31	+ 22	+ 18	+ 37	+ 63	78,0	82,3	86,3	79,3	68,3	1,8	1,8	1,6	1,5	1,3
II. Biens d'investissement	+ 40	+ 36	+ 34	+ 35	+ 41	71,9	76,0	79,5	78,6	76,3	5,0	5,7	5,4	4,9	4,6
III. Biens intermédiaires	+ 46	+ 47	+ 44	+ 64	+ 71	73,0	70,7	70,4	64,9	63,2	1,6	1,5	1,5	1,4	1,5
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 64	+ 47	+ 64	+ 95	+ 72	73,4	70,2	71,3	65,4	63,9	1,2	1,0	0,8	1,1	1,1
Industrie de la transformation du bois	+ 14	+ 7	+ 14	+ 19	+ 77	83,6	87,4	88,8	80,0	55,4	1,0	1,2	1,1	1,0	0,8
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 63	+ 61	+ 53	+ 33	+ 32	79,3	84,6	81,7	84,6	81,3	1,7	1,5	1,4	1,2	1,0
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 19	+ 8	+ 10	- 8	+ 24	83,5	83,6	84,0	84,8	82,2	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5
Industrie des fabrications métalliques	+ 44	+ 43	+ 38	+ 50	+ 51	68,5	73,8	76,9	74,8	72,1	5,2	5,9	5,6	5,0	4,7

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ¹					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1992				1993	1992				1993	1992				1993
	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 2	- 13	- 17	- 25	- 16	- 9	- 10	- 15	- 20	- 13	+ 8	+ 1	- 2	- 5	- 2
I. Biens de consommation	+ 3	- 12	- 8	- 14	0	- 4	- 6	- 8	- 16	+ 3	+ 12	+ 2	+ 8	+ 11	+ 2
II. Biens d'investissement	- 4	- 17	- 31	- 34	- 22	- 22	- 14	- 22	- 28	- 28	+ 6	+ 7	+ 4	+ 2	+ 9
III. Biens intermédiaires	- 6	- 10	- 12	- 27	- 24	- 3	- 8	- 11	- 19	- 15	+ 4	- 4	- 12	- 24	- 12
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bon- neterie)	+ 4	- 18	- 20	- 25	- 38	- 4	- 16	- 28	- 26	- 29	+ 9	+ 1	- 7	- 4	- 8
Industrie de la transformation du bois	- 18	- 44	- 41	- 37	- 32	- 13	- 27	- 27	- 29	- 26	+ 15	+ 1	+ 10	+ 13	+ 8
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 43	- 10	- 15	- 46	- 35	- 23	- 10	- 21	- 31	- 34	- 28	- 17	- 19	- 48	- 42
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 2	+ 1	- 13	- 8	- 2	0	- 7	- 7	- 9	0	+ 11	- 2	- 13	- 16	- 12
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 4	- 8	- 32	- 42	- 39	+ 3	- 2	- 24	- 34	- 20	+ 15	0	- 7	- 1	+ 8
Industrie des fabrications métalliques	0	- 16	- 15	- 27	- 7	- 15	- 7	- 12	- 22	- 9	+ 5	+ 5	+ 7	0	0
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 21	- 35	- 46	- 51	- 36	- 14	- 15	- 25	- 34	- 30	+ 3	- 18	- 32	- 34	- 6
I. Biens de consommation	- 7	- 16	- 33	- 36	- 33	- 8	- 17	- 34	- 35	- 31	+ 19	+ 2	- 1	+ 18	+ 3
II. Biens d'investissement	- 19	- 28	- 27	- 42	- 33	- 28	- 23	- 29	- 41	- 38	- 4	- 14	- 12	- 15	- 22
III. Biens intermédiaires	- 20	- 33	- 52	- 52	- 36	- 3	- 7	- 18	- 28	- 23	- 2	- 24	- 48	- 56	- 1
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 34	- 43	- 47	- 55	- 49	- 9	- 16	- 31	- 17	- 14	+ 49	- 11	- 31	- 24	- 4
Industrie de la transformation du bois	- 34	- 25	- 54	- 58	- 84	+ 5	- 20	- 62	- 64	- 63	+ 24	+ 8	+ 18	+ 9	+ 3
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 25	+ 42	+ 14	+ 16	+ 28	- 23	- 2	- 15	- 5	0	- 47	- 12	- 32	- 59	- 25
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 7	- 2	- 25	- 19	- 10	- 1	- 3	- 12	- 15	- 9	- 7	- 9	- 11	- 22	- 24
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 8	- 4	- 5	- 27	- 36	- 26	- 21	- 29	- 42	- 34	- 11	- 4	- 2	+ 12	- 15
Industrie des fabrications métalliques	- 31	- 37	- 37	- 49	- 42	- 23	- 23	- 28	- 43	- 42	0	- 22	- 21	- 24	- 25

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

Gros œuvre de bâtiments

	Evolution								Appréciation de la durée d'activité assurée		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹			
	rythme d'activité		carnet de commandes		emploi		matériel				emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée^{2}	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée^{2}	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée^{2}	Série brute dessaisonnalisée
1991 Janvier	- 2,6	- 2	+ 0,8	- 4	+ 6,9	+14	+15,1	+15	+ 8,4	+ 9	+10,5	+ 7	- 3,8	-11	+ 4,3	+ 4,0	+10,4	+ 8	+14,9	+13
Février	- 4,4	-32	- 1,8	+ 3	+ 4,8	+ 3	+15,4	+13	+ 8,1	+ 4	+11,5	+15	+ 0,3	+10	+ 4,2	+ 2,3	+10,4	+ 9	+16,5	+14
Mars	- 6,1	+11	- 2,9	0	+ 3,3	+ 6	+15,6	+18	+ 8,0	+ 8	+12,8	+16	+ 4,3	+ 4	+ 4,3	+ 9,0	+10,9	+11	+18,5	+20
Avril	- 7,4	- 7	- 3,1	- 4	+ 2,6	+ 3	+15,5	+16	+ 8,0	+ 9	+12,5	+13	+ 6,6	+ 7	+ 4,6	+ 5,3	+11,6	+19	+20,5	+32
Mai	- 7,6	-11	- 2,1	- 3	+ 2,4	+ 2	+14,9	+16	+ 7,9	+ 7	+11,5	+13	+ 6,4	+ 7	+ 4,8	+ 4,4	+12,1	+13	+21,6	+26
Juin	- 5,9	-14	- 0,4	- 3	+ 2,1	+ 2	+14,0	+12	+ 7,6	+14	+10,4	+ 9	+ 4,8	- 2	+ 5,0	+ 2,6	+12,3	+11	+21,5	+22
Juillet	- 3,6	- 4	+ 1,4	+ 4	+ 2,1	0	+13,1	+11	+ 6,9	+ 7	+ 8,9	+ 9	+ 3,0	+ 9	+ 5,1	+ 5,1	+11,5	+14	+21,0	+13
Août	- 1,9	0	+ 2,6	+13	+ 2,6	+ 3	+12,8	+13	+ 5,5	+ 8	+ 7,6	+ 8	+ 1,3	- 1	+ 4,8	+ 6,3	+10,0	+12	+20,5	+20
Septembre	- 0,9	+ 7	+ 2,0	+ 9	+ 3,6	+ 5	+12,5	+13	+ 3,8	+ 2	+ 6,9	+ 3	- 0,1	+ 2	+ 4,1	+ 5,9	+ 8,6	+ 7	+19,9	+21
Octobre	- 1,1	+ 3	0	0	+ 4,9	+ 1	+12,1	+10	+ 1,4	+ 3	+ 6,3	+ 5	- 0,5	- 6	+ 3,3	+ 2,3	+ 7,4	+ 7	+19,0	+18
Novembre	- 2,1	- 6	- 2,4	- 4	+ 6,0	+ 8	+11,8	+13	- 0,9	- 4	+ 6,0	+ 6	- 0,8	+ 1	+ 2,5	+ 2,0	+ 6,3	+ 7	+17,8	+20
Décembre	- 3,4	- 3	- 4,8	- 7	+ 6,6	+ 7	+11,3	+11	- 2,9	- 4	+ 6,1	+10	- 1,4	- 4	+ 2,0	+ 1,4	+ 5,1	+ 3	+15,8	+16
1992 Janvier	- 5,1	- 5	- 6,6	- 4	+ 6,3	+ 9	+10,8	+11	- 5,8	- 1	+ 6,3	+ 7	- 2,1	- 1	+ 1,1	+ 2,3	+ 3,8	+ 6	+13,4	+14
Février	- 7,4	+ 2	- 9,0	- 8	+ 5,0	+ 6	+ 9,8	+14	- 9,4	- 7	+ 6,1	+ 5	- 2,9	0	- 0,9	+ 1,7	+ 2,3	+ 2	+10,9	+ 9
Mars	- 9,4	-12	-11,6	-11	+ 3,0	+ 3	+ 8,3	+ 9	-13,3	-15	+ 5,4	+ 6	- 4,3	- 4	- 3,4	- 3,4	+ 1,1	0	+ 8,0	+ 5
Avril	-11,3	-25	-13,8	-16	+ 0,4	+ 1	+ 6,8	- 1	-16,9	-20	+ 3,6	+ 7	- 6,1	- 4	- 5,9	- 8,3	0	+ 1	+ 5,3	+10
Mai	-12,4	-13	-15,6	-27	- 2,0	- 3	+ 5,8	+ 5	-19,0	-21	+ 1,5	- 2	- 8,3	-14	- 8,0	-10,7	- 1,4	- 4	+ 2,8	- 1
Juin	-12,0	- 8	-16,8	-23	- 4,0	- 7	+ 5,8	+ 5	-19,5	-19	- 0,5	+ 1	-10,6	-11	- 8,9	- 8,9	- 3,3	- 4	+ 0,6	+ 2
Juillet	-10,9	- 7	-16,9	-12	- 5,3	- 5	+ 6,3	+ 9	-19,1	-21	- 2,3	- 2	-12,3	- 9	- 9,0	- 6,7	- 5,8	0	- 0,8	0
Août	- 9,3	-15	-16,6	-15	- 5,5	- 5	+ 6,8	+ 9	-18,3	-19	- 3,5	- 5	-13,0	-19	- 8,9	- 9,9	- 7,8	-11	- 1,6	- 2
Septembre	- 6,8	-16	-15,9	-18	- 5,8	-12	+ 6,9	+ 7	-17,4	-17	- 4,6	-10	-13,0	-24	- 8,6	-12,9	- 9,3	-10	- 2,8	- 2
Octobre	.	- 5	.	-20	.	- 8	.	+ 7	.	-16	.	- 3	.	-13	.	- 8,3	.	-10	.	- 3
Novembre	.	- 1	.	-11	.	+ 5	.	+ 6	.	-16	.	- 6	.	- 6	.	- 4,1	.	- 9	.	- 7
Décembre	.	+ 1	.	- 1	.	+ 4	.	+ 5	.	-16	.	- 7	.	-12	.	- 3,7	.	-11	.	-12
1993 Janvier	.	0	.	-13	.	- 7	.	+ 6	.	-16	.	-11	.	-12	.	- 7,6	.	-13	.	-15

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes (suite 1)

Travaux de génie civil et travaux routiers

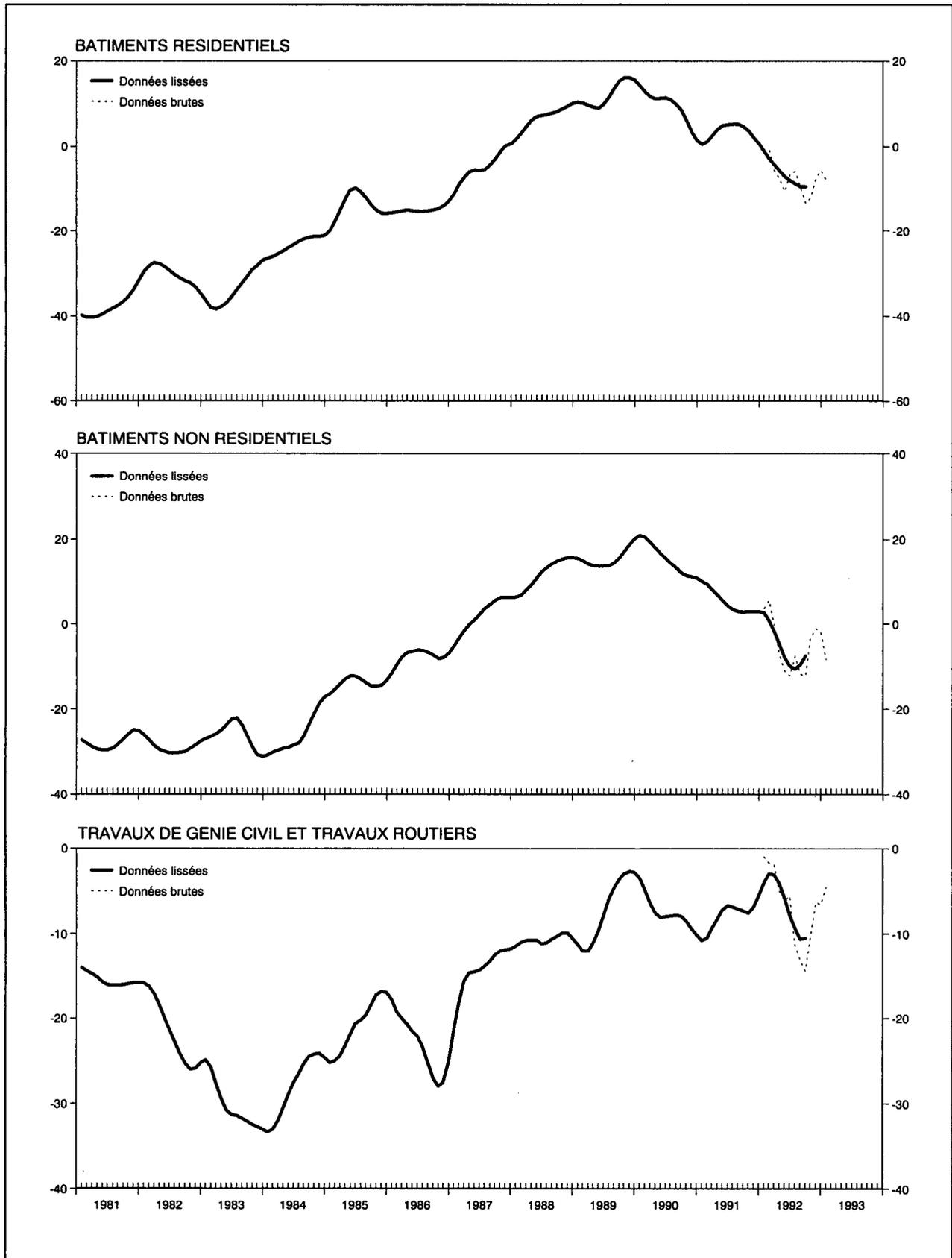
	Evolution								Appréciation de la durée d'activité assurée		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹			
	montant des travaux exécutés		nombre de soumissions et devis		montant des travaux à exécuter		nombre de contrats conclus				emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1991 Janvier	- 7,3	-17	- 7,3	- 9	-11,3	- 6	+ 4,3	+ 4	-41,6	-38	- 5,5	-13	+ 5,5	+ 1	-10,8	-11,1	- 3,1	- 4	+ 2,3	- 3
Février	-10,0	-48	- 5,5	-23	-14,8	-27	+ 4,8	-15	-39,9	-38	- 3,5	+ 4	+ 8,5	+22	-10,5	-17,9	- 1,9	- 3	+ 3,1	+ 1
Mars	-10,5	-11	- 2,5	+14	-17,4	-22	+ 5,3	+12	-38,6	-40	- 1,8	+ 3	+10,6	+14	- 9,4	- 1,1	- 1,1	- 1	+ 4,4	+ 4
Avril	-10,5	0	+ 0,5	+25	-18,4	- 3	+ 5,3	+14	-37,9	-44	- 1,0	- 1	+10,4	+13	- 8,3	+ 0,6	- 0,6	+ 2	+ 5,4	+ 8
Mai	- 9,3	-24	+ 2,0	- 1	-17,8	-20	+ 4,4	+ 6	-37,4	-36	- 1,0	- 4	+ 8,6	+ 3	- 7,2	-10,9	- 0,4	+ 1	+ 6,1	+ 6
Juin	- 7,0	-11	+ 2,0	+ 3	-16,3	-10	+ 3,0	+ 2	-37,1	-34	- 0,1	- 2	+ 6,9	+ 5	- 6,7	- 6,7	- 0,1	- 6	+ 6,6	+11
Juillet	- 5,5	- 7	+ 1,5	- 4	-15,0	-23	+ 1,4	- 7	-37,0	-37	+ 1,6	- 1	+ 6,1	+ 6	- 6,9	-10,4	0,0	0	+ 6,9	+ 6
Août	- 4,5	+ 5	+ 1,0	+14	-14,8	-14	+ 0,3	0	-37,3	-37	+ 3,4	+11	+ 6,4	+ 8	- 7,1	- 1,9	0,0	- 7	+ 7,0	+ 7
Septembre ...	- 3,5	0	+ 1,5	-18	-15,3	- 8	- 0,1	+ 1	-37,9	-41	+ 4,0	+ 8	+ 6,6	+11	- 7,3	- 6,7	+ 0,1	0	+ 6,9	+ 9
Octobre	- 3,0	- 3	+ 2,5	+ 3	-15,8	-18	- 0,3	- 2	-38,5	-41	+ 2,6	+ 6	+ 6,6	- 7	- 7,6	- 8,9	+ 0,4	+ 1	+ 6,0	+ 7
Novembre ...	- 1,5	- 4	+ 4,0	- 1	-15,4	-16	+ 0,1	- 1	-38,8	-37	+ 0,4	- 3	+ 6,5	+ 7	- 6,9	- 7,9	+ 0,5	+ 4	+ 4,5	+ 6
Décembre ...	+ 1,5	- 6	+ 5,5	+18	-14,1	-18	+ 0,8	0	-38,3	-39	- 1,9	- 3	+ 6,6	- 5	- 5,5	- 7,6	+ 0,4	0	+ 3,0	0
1992 Janvier	+ 4,5	+12	+ 5,6	+17	-12,9	-10	+ 1,3	+13	-37,1	-40	- 2,5	- 7	+ 7,1	+ 8	- 4,0	- 1,0	- 0,5	+ 1	+ 1,6	+ 1
Février	+ 6,9	+20	+ 4,1	+ 7	-11,6	-11	+ 1,8	+ 4	-36,0	-34	- 1,5	- 3	+ 8,1	+ 5	- 3,0	- 1,7	- 2,0	- 1	+ 1,0	+ 1
Mars	+ 6,6	+ 9	+ 1,9	- 4	-11,0	- 6	+ 1,5	+ 2	-35,5	-32	- 0,5	+ 1	+ 9,1	+17	- 3,1	- 1,9	- 3,4	- 5	+ 0,8	- 3
Avril	+ 3,9	0	- 0,4	0	-11,5	-15	+ 0,5	+ 2	-35,9	-35	0	+ 3	+ 9,5	+10	- 4,1	- 5,0	- 4,6	- 5	+ 0,3	+ 2
Mai	+ 0,6	- 4	- 2,3	- 6	-13,3	-11	- 1,0	- 6	-36,8	-38	- 0,8	+ 7	+ 9,1	+15	- 5,8	- 6,1	- 5,4	- 6	- 0,3	+ 1
Juin	- 2,5	+ 4	- 3,0	- 2	-15,8	- 1	- 2,5	- 2	-37,8	-39	- 2,5	- 7	+ 8,4	+ 8	- 7,8	- 5,6	- 5,6	- 9	- 0,8	- 1
Juillet	- 5,8	- 4	- 3,6	- 2	-18,3	-26	- 2,9	-14	-38,3	-37	- 4,3	- 3	+ 7,6	+ 7	- 9,3	-11,3	- 5,8	- 5	- 1,1	- 1
Août	- 8,8	-14	- 4,9	- 7	-19,1	-26	- 2,6	- 1	-38,4	-43	- 5,3	- 8	+ 6,9	+ 7	-10,6	-13,1	- 5,6	- 7	- 1,5	- 3
Septembre ...	-10,9	- 8	- 5,0	-12	-17,6	-21	- 1,9	- 9	-38,1	-39	- 5,3	- 5	+ 6,1	- 7	-10,5	-14,4	- 5,1	- 6	- 1,9	- 2
Octobre .....	.	-14	.	- 2	.	- 8	.	- 1	.	-36	.	- 8	.	- 5	.	-10,6	.	- 1	.	+ 2
Novembre ...	.	-15	.	-10	.	- 9	.	+ 8	.	-36	.	- 3	.	+21	.	- 6,3	.	- 5	.	- 3
Décembre ...	.	-11	.	0	.	-12	.	+15	.	-40	.	- 3	.	+ 5	.	- 6,6	.	- 3	.	- 3
1993 Janvier .....	.	+17	.	+ 2	.	-20	.	- 3	.	-34	.	+ 2	.	+ 4	.	- 4,6	.	- 2	.	+ 3

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Courbes synthétiques



I - 4c.3 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1992				1993
	Janvier	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Janvier
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 30	- 15	- 14	- 20	- 22
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 34	- 7	- 10	- 17	- 28
Bâtiments non-résidentiels	- 27	- 22	- 19	- 23	- 16
Génie civil et travaux routiers	-	-	-	-	-
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	-	-	-	-	-
dont :					
Bâtiments résidentiels	-	-	-	-	-
Bâtiments non-résidentiels	-	-	-	-	-
Génie civil et travaux routiers	- 34	- 36	- 39	- 38	- 22
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	- 11	- 15	- 15	- 21	- 24
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 18	- 8	- 11	- 17	- 23
Bâtiments non-résidentiels	- 5	- 23	- 20	- 23	- 27
Génie civil et travaux routiers	- 39	- 36	- 40	- 39	- 34
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	+ 5	+ 4	- 5	- 14	- 14
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 3	- 2	- 7	- 11	- 11
Bâtiments non-résidentiels	+ 8	+ 11	- 2	- 16	- 18
Génie civil et travaux routiers	- 2	+ 4	- 6	- 12	+ 5
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 14	+ 2	- 1	- 9	- 15
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 22	+ 9	+ 2	- 7	- 8
Bâtiments non-résidentiels	+ 6	- 5	- 4	- 12	- 20
Génie civil et travaux routiers	+ 2	+ 2	- 3	- 1	+ 3

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution		Appréciation				Prévisions						Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	ventes		ventes		stocks		commandes aux fournisseurs belges		commandes aux fournisseurs étrangers		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1991 Janvier	+ 5,5	+11	- 4,4	+ 1	+15,4	+ 9	- 7,4	- 9	- 3,9	- 4	+ 1,9	-14	- 4,8	- 4,0	+ 8,8	0	+13,8	+14
Février	+ 2,1	-27	- 8,3	-19	+18,1	+17	- 8,1	- 9	- 7,6	-12	+ 2,1	+ 7	- 6,6	-12,8	+ 8,5	+ 4	+13,8	+24
Mars	- 0,6	+ 1	-11,6	- 9	+20,4	+25	- 8,3	- 8	-10,1	-11	+ 2,6	0	- 8,1	- 8,7	- 8,5	+15	+13,9	+13
Avril	- 2,1	- 3	-13,6	-14	+22,1	+20	- 8,1	- 5	-10,9	-12	+ 3,0	+ 3	- 8,7	- 8,5	+ 8,3	+ 9	+14,0	+16
Mai	- 2,4	- 4	-14,3	-18	+23,5	+24	- 8,3	-11	- 9,9	+ 2	+ 3,0	+ 3	- 8,7	- 8,7	+ 7,9	+ 7	+13,8	+14
Juin	- 1,4	- 2	-13,6	-15	+23,5	+27	- 8,4	- 5	- 8,1	-10	+ 2,6	+ 4	- 8,1	- 9,2	+ 7,3	+12	+13,3	+ 9
Juillet	+ 0,4	+26	-12,1	+ 7	+22,0	+24	- 8,1	-12	- 6,4	-14	+ 1,9	+ 7	- 6,7	- 1,7	+ 6,0	+ 6	+12,8	+15
Août	+ 2,0	+ 4	-10,8	-10	+20,0	+13	- 7,9	- 7	- 4,4	0	+ 1,1	0	- 4,9	- 4,3	+ 4,8	+ 5	+12,3	+ 6
Septembre	+ 3,5	- 6	- 9,8	-14	+18,0	+16	- 5,9	-14	- 3,3	- 4	+ 1,0	0	- 3,1	- 9,0	+ 3,9	+ 1	+12,0	+12
Octobre	+ 4,4	+18	- 8,9	+ 1	+16,8	+20	- 1,9	- 6	- 3,5	- 1	+ 2,4	0	- 1,6	- 1,3	+ 3,3	+ 1	+12,0	+13
Novembre	+ 4,4	+ 5	- 8,9	- 7	+16,8	+12	+ 2,4	+12	- 4,0	- 6	+ 4,6	+10	- 0,9	+ 0,3	+ 3,0	+ 3	+11,9	+11
Décembre	+ 4,3	+ 2	- 9,5	-10	+17,5	+16	+ 5,8	+10	- 4,9	+ 3	+ 6,4	+11	- 1,0	0,0	+ 2,8	+ 3	+11,6	+18
1992 Janvier	+ 4,6	+ 4	-10,0	-12	+19,1	+18	+ 5,5	+ 4	- 5,9	- 6	+ 7,0	+ 5	- 1,7	- 3,8	+ 2,3	+ 5	+11,4	+12
Février	+ 5,3	+27	-10,1	- 4	+21,1	+20	+ 1,8	+15	- 6,4	- 7	+ 6,4	+ 9	- 2,8	+ 3,3	+ 1,8	0	+11,1	+11
Mars	+ 5,9	-11	-10,3	-27	+22,9	+32	- 2,9	- 9	- 7,0	- 3	+ 5,1	+ 4	- 4,4	-13,0	+ 1,3	- 1	+10,9	+ 6
Avril	+ 6,6	+ 7	-10,5	-17	+23,8	+25	- 7,0	- 8	- 8,0	-13	+ 3,5	+ 4	- 6,1	- 8,7	+ 1,0	+ 1	+10,6	+10
Mai	+ 6,4	+ 7	-10,5	+ 2	+22,9	+25	- 9,1	- 8	- 8,9	-10	+ 1,3	+ 5	- 7,3	- 4,8	+ 1,0	+ 1	+10,1	+15
Juin	+ 4,8	+12	-11,3	- 6	+21,1	+18	- 9,9	-11	- 9,6	- 3	- 1,1	- 3	- 8,6	- 4,8	+ 1,0	+ 2	+ 9,4	+11
Juillet	+ 2,3	- 5	-12,6	-12	+19,4	+20	-10,9	-10	-10,4	-10	- 3,5	- 6	- 9,6	-10,5	+ 0,9	+ 3	+ 8,6	+ 8
Août	- 0,9	- 1	-13,9	-17	+18,3	+18	-12,0	-23	-11,1	-13	- 5,1	- 5	-10,4	-12,8	+ 0,6	0	+ 7,9	+ 7
Septembre	- 4,0	+ 2	-15,1	-12	+18,5	+15	-12,9	-11	-12,3	-13	- 5,8	- 8	-11,4	- 9,5	0,0	+ 1	+ 6,9	+ 1
Octobre .....	.	-10	.	-17	.	+15	.	-14	.	- 8	.	- 2	.	-11,0	.	0	.	+ 8
Novembre .....	.	-17	.	-23	.	+25	.	-14	.	-20	.	- 7	.	-17,7	.	- 3	.	+ 7
Décembre .....	.	- 6	.	-13	.	+22	.	-17	.	-16	.	- 6	.	-13,3	.	- 3	.	+ 3
1993 Janvier .....	.	-24	.	-35	.	+32	.	-23	.	-19	.	- 7	.	-23,3	.	- 8	.	- 7

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1990, p. 53-64.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la BNB			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la BNB ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	+ 14,9
1986	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	+ 11,9
1987	+ 13,9	+ 11,2	+ 4,7	+ 6,6	+ 10,9	+ 6,4
1988	+ 9,0	+ 16,7	+ 13,8	+ 19,8	+ 24,6	+ 28,3
1989	+ 19,9	+ 22,3	+ 13,6	+ 13,0	+ 15,4	+ 8,9
1990	+ 17,9	+ 23,0	+ 12,8	+ 14,5	+ 14,5	
1991	+ 4,1	+ 6,0	- 1,6	0	+ 0,5	
1992	+ 5,8	+ 3,6	+ 1,5			
1993	- 17,0					

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : INS.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n^o 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, INS, ONSS, ONEM.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988*
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	9.865	9.876	9.890
population active ²	4.094	4.120	4.138	4.132	4.112	4.108	4.115	4.126
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)³ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 24	+ 26	+ 18	- 6	+ 20	- 3	+ 6	+ 12
Hommes	- 6	- 4	- 9	- 22	- 34	- 24	- 18	- 13
Femmes	+ 30	+ 30	+ 27	+ 17	+ 15	+ 20	+ 25	+ 25
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁴ :								
Total	+ 14	+ 30	+ 24	+ 16	+ 14	+ 10	+ 6	+ 2
Hommes	+ 17	+ 28	+ 25	+ 17	+ 12	+ 6	+ 3	+ 1
Femmes	- 3	+ 2	0	- 1	+ 3	+ 4	+ 2	+ 1
1.2 du taux d'activité :								
Total	+ 10	- 4	- 6	- 22	- 34	- 13	0	+ 10
Hommes	- 23	- 32	- 34	- 39	- 46	- 30	- 21	- 14
Femmes	+ 33	+ 28	+ 27	+ 18	+ 12	+ 16	+ 22	+ 24
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	- 69	- 49	- 37	- 6	+ 20	+ 25	+ 18	+ 53
2.1 les entreprises								
- agriculture, sylviculture et pêche ...	- 72	- 50	- 31	- 13	+ 13	+ 5	+ 31	+ 51
- industrie ⁵	- 3	- 2	0	- 1	- 1	- 2	- 3	- 2
- construction	- 48	- 32	- 20	- 10	- 15	- 15	- 21	- 13
- services	- 29	- 22	- 19	- 14	- 1	+ 1	0	+ 8
- services non-marchands ⁶	+ 8	+ 5	+ 8	+ 11	+ 29	+ 20	+ 53	+ 58
2.2 les services non-marchands ⁶	+ 3	+ 2	- 6	+ 7	+ 8	+ 18	- 14	+ 3
2.3 l'étranger ⁷	0	0	0	- 1	0	+ 2	+ 2	0
3. Chômage (1 - 2) ⁸ :								
Total	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28	- 12	- 42
Hommes	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21	- 7	- 21
Femmes	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7	- 5	- 21

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁴ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁵ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁶ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁷ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁸ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ³	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²		Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³	
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total				Notifications reçues durant le mois ⁶	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite								
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		(a)	(b)	(c)		(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)
	milliers d'unités							milliers d'unités			
1985 Janvier-Mars	}137,1	325,0	50,8	}59,4	}21,4	598,5	14,6	—	}13,0	}18,4	
Avril-Décembre		292,0	36,5			544,8	13,2	42,1			
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,6	58,6	13,8	17,7	
1987	114,9	288,3	31,6	52,9	13,2	500,9	12,2	66,0	14,8	14,7	
1988	93,5	272,8	31,6	50,9	10,6	459,4	11,1	70,9	16,0	21,6	
1989	78,1	254,2	31,6	45,9	9,5	419,3	10,2	72,9	15,6	23,4	
1990	70,4	246,2	31,1	45,5	9,3	402,5	9,8	72,4	13,4	18,7	
1991	78,0	258,9	31,8	49,5	11,3	429,5	10,3	74,0	12,0	16,2	
1992	87,0	291,7	33,0	50,0	12,3	474,0	.	74,2	11,8	16,8	
1990 4 ^e trimestre	68,3	248,4	30,9	61,3	10,4	419,3	9,8	72,6	10,8	16,0	
1991 1 ^{er} trimestre	81,9	255,7	31,4	36,2	10,7	415,9	10,0	73,4	13,1	15,0	
2 ^e trimestre	75,6	249,1	31,3	26,0	10,9	392,9	10,2	73,8	12,6	16,2	
3 ^e trimestre	78,8	262,7	32,1	68,0	11,6	453,2	10,3	74,2	11,4	17,4	
4 ^e trimestre	75,7	268,2	32,3	67,6	12,1	455,9	10,6	74,4	11,1	16,3	
1992 1 ^{er} trimestre	88,5	278,1	32,8	40,4	12,0	451,8	.	73,8	14,4	16,9	
2 ^e trimestre	83,9	278,5	32,6	28,2	11,8	435,0	.	74,2	12,8	17,7	
3 ^e trimestre	88,9	299,2	33,2	65,7	11,8	498,8	.	74,2	10,7	19,2	
4 ^e trimestre	86,9	306,8	33,2	65,8	13,2	505,9	.	74,4	9,8	13,2	
1992 Février	88,5	278,0	32,8	40,1	12,0	451,4	.	73,7	13,5	16,6	
Mars	89,6	277,3	32,8	31,1	12,3	443,1	.	74,0	15,7	18,0	
Avril	87,2	278,5	32,7	28,1	12,3	438,8	.	74,0	13,3	16,0	
Mai	82,8	276,6	32,5	26,9	11,7	430,5	.	74,5	11,5	17,9	
Juin	81,7	280,3	32,6	29,7	11,4	435,7	.	74,1	13,7	19,2	
Juillet	89,4	296,3	33,1	57,5	12,0	488,3	.	74,2	9,7	20,0	
Août	90,5	302,3	33,3	68,3	11,4	505,8	.	74,1	9,8	20,0	
Septembre	86,7	299,0	33,2	71,2	12,2	502,3	.	74,2	12,7	17,7	
Octobre	84,9	301,1	33,1	68,8	13,0	500,9	.	74,4	12,6	14,3	
Novembre	86,6	303,0	33,1	65,3	13,4	501,4	.	74,7	9,4	13,0	
Décembre	89,3	316,3	33,4	63,2	13,3	515,5	.	74,2	7,5	12,4	
1993 Janvier	97,9	323,2	33,7	52,3	13,8	520,9	.	74,2	10,9	12,7	
Février	102,7	326,4	33,9	42,0	14,5	519,5	.	74,2	10,8	13,2	

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f); leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïonnalisé) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{\text{colonne (f) + colonne (h)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïonnalisés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LX^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : INS : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	177	180	181	185	186	203	205	200
Autres céréales panifiables	16	16	17	20	18	18	19	19
Céréales non panifiables	168	149	152	146	145	129	111	96
Betteraves sucrières	117	118	113	106	109	106	108	103
Autres plantes industrielles	17	16	13	16	16	17	19	20
Pommes de terre	36	41	40	45	41	42	48	51
Autres plantes et racines tuberculifères	15	15	14	14	12	12	12	12
Prés et prairies	678	669	661	652	647	638	633	630
Cultures maraichères	25	27	23	27	29	29	27	29
Cultures fruitières	11	11	11	11	12	12	13	14
Divers	136	148	158	155	154	156	162	176
Total ...	1.396	1.390	1.383	1.377	1.369	1.362	1.357	1.350
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	1.249	1.150	1.257	1.047	1.252	1.402	1.266	1.361
Avoine	92	94	59	60	70	45	34	36
Orge	873	685	793	678	738	647	534	495
Autres céréales	155	137	148	136	148	148	152	176
Betteraves sucrières	5.763	5.952	5.886	5.425	6.109	6.061	6.418	5.676
Pommes de terre	1.332	1.522	1.401	1.620	1.614	1.443	1.665	1.823
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	994	973	947	922	892	872	846	784
Autres bovidés	2.129	2.119	2.113	2.157	2.179	2.255	2.403	2.480
Porcs	5.230	5.365	5.585	5.861	6.278	6.474	6.700	6.550
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.961	3.037	3.197	3.043	2.960	3.033	2.952	2.955
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	1.036	1.033	1.053	1.094	1.111	1.116	1.094	1.281

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'Agriculture.

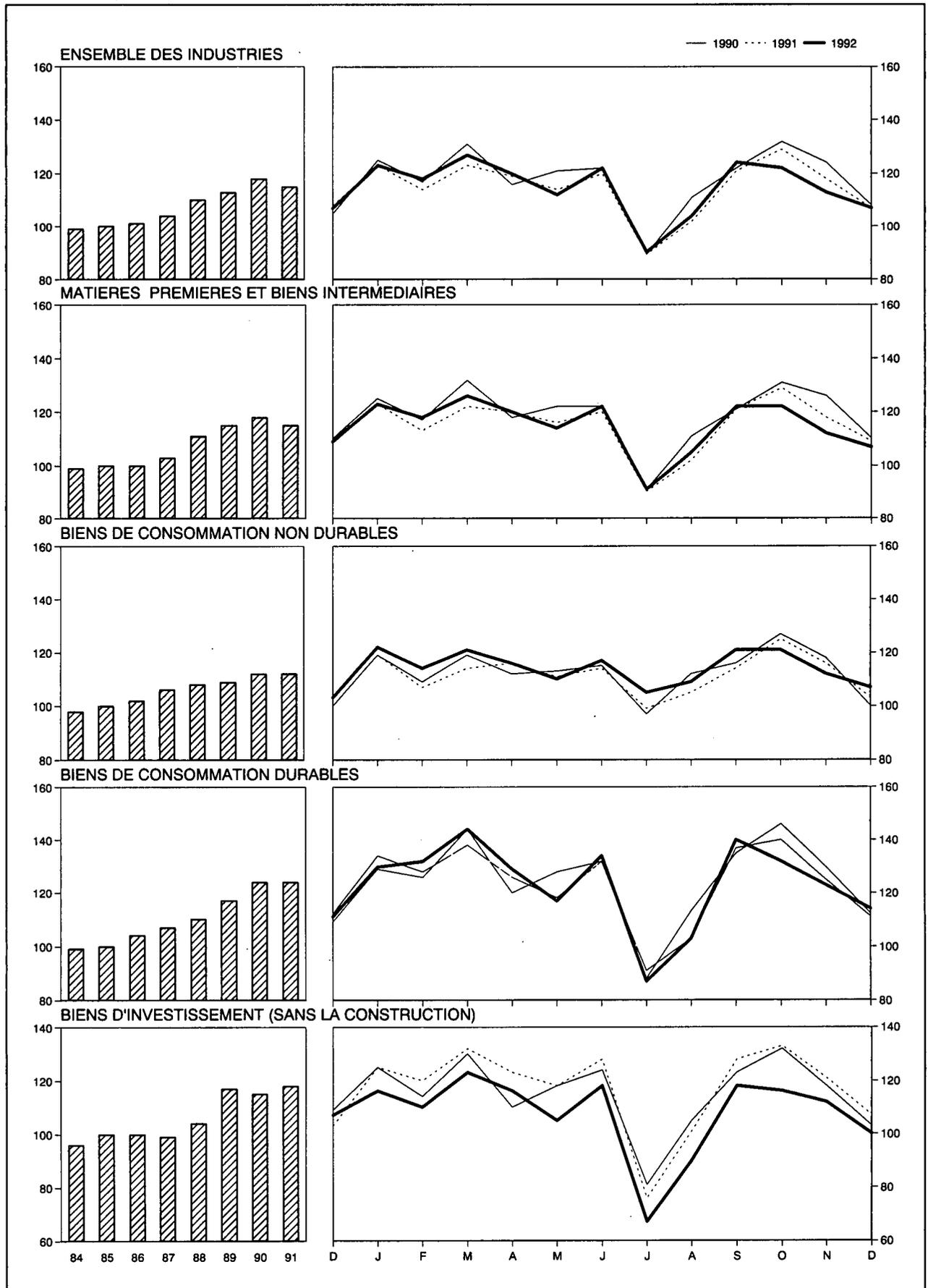
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Poissons de fond	24,9	27,8	27,7	28,0	27,7	29,1	29,3	26,6
Poissons pélagiques	9,3	5,4	4,1	3,1	0,5	0,1	0,0	0,4
Crustacés et mollusques	3,0	2,9	2,7	2,6	2,3	2,2	2,1	2,3
Total ...	37,2	36,1	34,5	33,7	30,5	31,4	31,4	29,4

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général non compris la construction	Dont :		Dont :				Indice général y compris la construction	Construction
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle à partir de 1988	100,0	97,7	2,3	56,9	19,4	12,5	11,2	—	—
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	101	101	89	100	102	104	100	101	101
1987	104	104	77	103	106	107	99	103	100
1988	110	111	67	111	108	110	104	110	111
1989	113	115	54	115	109	117	117	114	118
1990	118	120	38	118	112	124	115	122	143
1991	115	118	27	115	113	124	119	117	124
1992 *	115	119	19	115	115	124	108	121	148
1990 4 ^e trimestre	121	124	33	121	115	130	118	125	144
1991 1 ^{er} trimestre *	120	123	23	120	114	134	126	118	111
2 ^e trimestre *	118	122	30	119	116	126	124	122	139
3 ^e trimestre *	105	108	26	105	108	112	104	107	117
4 ^e trimestre *	117	120	28	118	114	127	122	119	127
1992 1 ^{er} trimestre *	123	126	23	122	119	135	117	127	147
2 ^e trimestre *	118	123	21	119	114	127	113	126	166
3 ^e trimestre *	106	109	16	106	112	110	92	112	137
4 ^e trimestre *	114	118	16	113	107	123	109	119	142
1991 Décembre *	107	107	20	109	103	111	108	105	94
1992 Janvier *	123	126	22	123	122	130	116	126	135
Février *	118	121	22	118	114	132	110	122	140
Mars *	127	131	25	126	122	144	123	134	166
Avril *	120	124	23	120	116	129	116	129	171
Mai *	112	116	19	114	110	117	105	119	149
Juin *	122	128	21	122	117	134	118	132	177
Juillet *	90	92	12	91	105	87	67	89	76
Août *	104	107	17	105	109	103	90	113	155
Septembre *	124	130	20	122	121	140	118	134	180
Octobre *	122	126	19	122	121	132	116	131	176
Novembre *	113	117	17	112	112	123	112	118	136
Décembre *	107	110	12	107	107	114	100	109	114

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étrépage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières à partir de 1988 ¹	28,4	17,9	6,1	2,0	2,4	10,1	9,4	4,8	5,3	4,4	2,6	2,5	2,2	0,8
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	101	103	92	94	98	102	102	102	101	104	105	102	98	143
1987	100	111	93	89	101	105	111	107	101	115	98	112	100	146
1988	108	120	106	95	111	108	114	120	102	120	94	123	100	156
1989	114	125	103	94	118	113	118	130	106	135	111	124	104	167
1990	121	128	108	91	122	118	124	130	112	135	118	130	101	156
1991	116	130	107	87	112	119	126	121	104	144	124	127	104	175
1992	113	143	98	.	109	119	125	126	107	135	126	131	106	181
1990 4 ^e trimestre	126	131	105	91	121	121	135	132	117	148	115	129	99	132
1991 1 ^{er} trimestre	123	135	111	97	124	114	137	116	114	143	145	133	101	180
2 ^e trimestre	121	135	113	96	116	121	119	126	108	155	112	130	104	179
3 ^e trimestre	102	120	97	71	102	122	112	114	86	124	121	119	109	167
4 ^e trimestre	119	130	108	83	107	121	135	129	109	154	120	126	101	174
1992 1 ^{er} trimestre	122	151	103	86	119	116	141	129	120	147	142	134	107	180
2 ^e trimestre	118	148	97	85	117	117	119	133	109	142	119	138	107	203
3 ^e trimestre	96	137	103	64	99	121	113	117	91	116	123	128	107	156
4 ^e trimestre	115	138	89	.	101	121	129	124	107	136	118	125	103	186
1991 Décembre	106	118	107	67	89	105	144	116	88	140	104	113	104	179
1992 Janvier	122	151	113	90	121	121	150	122	118	135	127	134	106	170
Février	115	146	98	79	112	108	137	126	119	141	144	126	106	181
Mars	129	155	98	90	123	119	136	138	122	165	154	141	108	189
Avril	121	148	95	90	122	118	123	138	113	146	119	133	104	184
Mai	110	146	92	80	105	109	117	127	101	129	107	135	110	256
Juin	124	149	105	87	124	123	116	135	115	151	132	147	108	170
Juillet	72	128	100	37	79	116	107	94	62	89	106	105	104	182
Août	93	133	104	71	93	117	112	120	85	108	116	130	108	181
Septembre	123	151	104	85	125	129	119	136	127	152	148	149	107	106
Octobre	122	144	107	90	111	130	134	138	115	147	124	131	104	195
Novembre	117	134	85	78	100	120	127	121	106	133	121	134	100	184
Décembre	106	137	76	.	92	114	127	115	101	127	109	112	105	179

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8%, 0,2% et 0,1% dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : MAE, Administration des Mines; autres données : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)		
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en UEBL	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure	Production nette
		Total ¹	Dont :										
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321		
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515		
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626		
1987	2.004	1.284	236	698	182	776	436	406	363	1.034	5.000		
1988	1.974	1.307	245	701	195	.	462	455	207	1.142	5.159		
1989	2.048	1.274	240	695	172	.	455	436	158	1.150	5.326		
1990	2.103	1.252	227	700	146	.	452	439	86	1.261	5.572		
1991	2.388	1.359	228	749	196	.	*408	*418	* 53	*1.183	*5.677		
1990 3 ^e trimestre	2.103	1.311	222	768	139	.	*451	*415	* 59	*1.059	5.134		
4 ^e trimestre	1.647	1.061	226	567	89	.	*439	*427	* 61	*1.384	6.099		
1991 1 ^{er} trimestre	2.504	1.468	205	881	208	.	*419	*433	* 62	*1.055	6.206		
2 ^e trimestre	2.449	1.215	221	631	179	.	*408	*427	* 60	*1.328	5.369		
3 ^e trimestre	2.287	1.202	239	647	127	.	*402	*410	* 44	*1.045	5.035		
4 ^e trimestre	2.312	1.548	247	837	271	.	*402	*400	* 47	*1.306	6.099		
1992 1 ^{er} trimestre	2.407	1.643	231	957	241	.	.	.	.	.	6.367
2 ^e trimestre	2.408	1.238	250	587	179	.	.	.	.	.	5.362
3 ^e trimestre	2.333	1.286	238	702	169	.	.	.	.	.	5.088
1991 Novembre	2.401	1.382	221	801	172	.	*397	*351	* 49	*1.200	6.084		
Décembre	2.416	1.847	263	939	459	.	*406	*438	* 33	*1.767	6.487		
1992 Janvier	2.259	1.817	237	1.107	275	.	.	.	.	.	6.753
Février	2.421	1.391	207	765	218	.	.	.	.	.	6.190
Mars	2.541	1.722	250	1.000	230	.	.	.	.	.	6.157
Avril	2.515	1.366	244	668	218	.	.	.	.	.	5.563
Mai	2.467	1.232	264	583	178	.	.	.	.	.	5.281
Juin	2.242	1.115	243	509	141	.	.	.	.	.	5.242
Juillet	2.371	1.093	248	551	156	.	.	.	.	.	4.813
Août	2.406	1.370	254	737	171	.	.	.	.	.	5.055
Septembre	2.222	1.396	210	817	180	.	.	.	.	.	5.395
Octobre	2.584	1.431	247	742	236	.	.	.	.	.	6.042
Novembre	2.490	1.366	222	741	233	.	.	.	.	.	5.738

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat; Fabrications métalliques : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1987	815	618	21,7	64,8	86,5	86,8
1988	935	731	24,5	71,1	95,5	94,4
1989	914	718	29,8	79,2	109,0	105,4
1990	955	761	32,1	82,7	114,8	112,7
1991*	946	749	30,1	78,1	108,2	107,5
1990 3 ^e trimestre	901	664	28,4	71,1	99,6	99,0
4 ^e trimestre	930	757	32,5	89,1	121,7	121,4
1991 1 ^{er} trimestre*	988	830	30,8	85,7	116,5	112,1
2 ^e trimestre*	1.002	803	31,5	81,5	112,9	113,4
3 ^e trimestre*	845	671	26,8	63,3	90,1	92,2
4 ^e trimestre*	948	691	31,5	81,7	113,2	112,3
1992 1 ^{er} trimestre*	910	.	32,2	87,4	119,6	116,7
2 ^e trimestre*	850	.	30,5	85,6	116,2	120,4
3 ^e trimestre*	887	.	26,8	64,5	91,3	92,1
1991 Octobre*	1.025	751	36,1	85,6	121,7	122,0
Novembre*	900	726	28,5	82,5	111,1	111,4
Décembre*	918	595	29,8	77,1	106,9	103,5
1992 Janvier*	989	.	31,4	84,0	115,5	110,0
Février*	873	.	31,2	83,2	114,4	112,7
Mars*	867	.	33,9	95,0	128,9	127,4
Avril*	830	.	30,5	89,7	120,2	126,3
Mai*	809	.	28,4	79,9	108,4	110,5
Juin*	912	.	32,7	87,3	120,0	124,5
Juillet*	861	.	19,9	54,5	74,4	75,6
Août*	896	.	27,8	57,9	85,7	82,9
Septembre*	905	.	32,7	81,1	113,7	118,0
Octobre*	945	.	31,5	81,3	112,9	120,3

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région); autres données : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1985 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	107
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	101
1986	1,9	2,5	1.536	2,0	1.275	0,4	0,6	2.115	0,5	1.673	102
1987	3,1	1.904	2,4	1.517	.	0,7	2.789	0,5	1.910	100
1988	3,8	2.292	3,0	1.817	.	0,7	3.383	0,6	2.818	111
1989	4,2	2.568	3,6	2.233	.	0,8	3.958	0,7	3.126	117
1990	4,3	2.646	3,4	2.154	.	0,8	4.338	0,7	3.058	143
1991	3,9	2.421	3,7	2.324	.	0,7	4.504	0,7	4.021	124
1990 3 ^e trimestre	4,2	2.581	3,0	1.891	.	0,8	4.386	0,6	2.238	—
4 ^e trimestre	4,0	2.469	3,3	2.051	.	0,7	3.833	0,7	3.227	—
1991 1 ^{er} trimestre	3,7	2.343	3,3	1.957	.	0,7	4.517	0,6	3.410	—
2 ^e trimestre	4,1	2.506	4,3	2.756	.	0,7	3.998	0,7	4.807	—
3 ^e trimestre	3,6	2.292	3,5	2.222	.	0,7	4.235	0,7	3.502	—
4 ^e trimestre	4,1	2.542	3,7	2.359	.	0,8	5.264	0,8	4.366	—
1992 1 ^{er} trimestre	4,4	2.759	3,6	2.256	.	0,7	3.655	0,6	3.531	—
2 ^e trimestre	4,1	2.524	4,7	3.041	.	0,7	3.706	0,8	4.129	—
3 ^e trimestre	4,1	2.648	3,2	2.057	.	0,8	3.769	0,6	2.500	—
1991 Septembre	4,1	2.651	4,4	2.679	.	0,8	4.322	0,8	4.552	* 127
Octobre	4,5	2.731	2,7	1.738	.	1,0	5.891	0,5	4.144	* 126
Novembre	3,6	2.174	4,5	2.943	.	0,7	5.844	0,9	4.269	* 124
Décembre	4,1	2.721	3,9	2.396	.	0,8	4.057	1,0	4.685	* 124
1992 Janvier	3,5	2.277	3,4	2.025	.	0,6	3.024	0,8	3.870	* 126
Février	4,6	2.985	2,9	1.850	.	0,6	3.930	0,4	2.574	* 132
Mars	5,1	3.015	4,6	2.894	.	0,8	4.012	0,7	4.151	* 133
Avril	4,3	2.679	5,7	3.570	.	0,7	4.057	0,8	4.407	* 135
Mai	3,4	2.118	4,1	2.822	.	0,6	2.763	0,7	4.665	* 138
Juin	4,5	2.775	4,2	2.731	.	0,9	4.299	0,8	3.315	* 140
Juillet	4,1	2.742	2,5	1.627	.	0,8	3.467	0,5	1.869	* 141
Août	4,2	2.713	3,3	2.241	.	0,7	4.330	0,6	3.084	* 143
Septembre	3,9	2.488	3,7	2.302	.	0,8	3.511	0,6	2.547	* 145

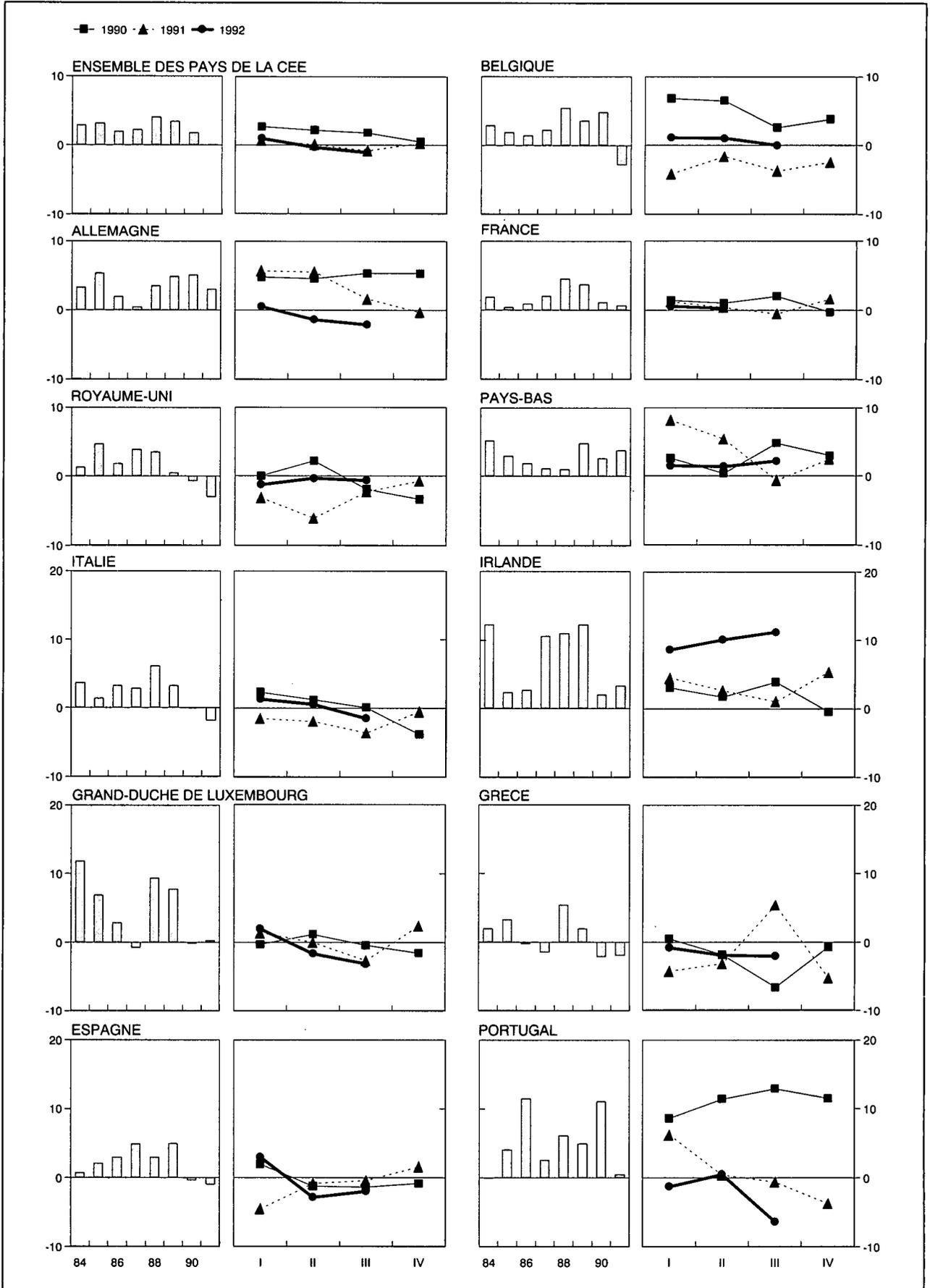
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non des-

saisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

(indices 1985 = 100)

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays CEE (11 pays ¹)	Belgique	Alle- magne	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1984	97	98	96	99	102	95	99	98	94	97	98	96
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	102	101	102	101	102	100	104	103	102	100	103	106
1987	104	103	103	103	106	101	107	111	101	98	108	112
1988	109	110	106	108	110	101	114	123	110	103	111	116
1989	113	113	112	112	110	107	119	138	119	104	116	124
1990	115	118	117	114	109	109	118	144	118	102	116	135
1991	115	115	121	114	106	113	115	149	119	101	115	135
1990 3 ^e trimestre	116	116	119	116	109	112	119	147	120	98	116	138
4 ^e trimestre	115	119	119	113	107	113	116	146	116	104	116	138
1991 1 ^{er} trimestre	115	116	121	114	107	113	117	148	118	101	113	137
2 ^e trimestre	115	116	122	114	105	114	115	144	121	100	115	134
3 ^e trimestre	115	114	121	115	106	113	114	149	118	103	116	137
4 ^e trimestre	115	116	119	114	106	113	116	154	118	99	117	134
1992 1 ^{er} trimestre	116	117	122	114	105	115	119	161	120	99	116	135
2 ^e trimestre	114	117	120	114	105	115	115	159	118	99	112	135
3 ^e trimestre	114	114	118	.	106	113	113	166	114	101	113	128
1991 Novembre	116	115	121	114	106	114	120	159	121	99	114	136
Décembre	113	120	116	113	106	113	113	149	118	98	115	131
1992 Janvier	116	118	122	114	105	115	117	161	117	102	112	136
Février	117	115	123	113	106	115	120	159	122	97	119	135
Mars	116	119	121	113	105	114	119	161	122	99	117	134
Avril	114	117	121	115	106	116	113	165	116	100	111	133
Mai	115	117	121	113	105	114	118	159	123	95	110	137
Juin	114	117	119	113	105	115	115	153	117	100	113	135
Juillet	115	114	119	113	106	116	116	163	112	103	116	133
Août	113	114	118	113	106	112	111	165	113	101	109	122
Septembre	113	113	118	114	106	112	111	170	118	97	115	129
Octobre	114	113	116	114	107	116	113	.	.	.	.	.
Novembre	113	.	113	109	106	110	.	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la SNCB et de la SABENA

Sources : SNCB et INS.

Moyennes mensuelles ou mois	SNCB					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
(millions)			(milliers de tonnes)			(millions)	
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1987	524	597	5.332	1.336	1.014	498	91
1988	529	641	5.482	1.218	1.081	544	105
1989	533	671	5.490	1.185	1.158	564	108
1990	545	696	5.594	1.254	1.075	631	114
1991	564	679	5.375	1.097	1.063	519	89
1990 3 ^e trimestre	537	650	5.128	1.164	1.036	788	128
4 ^e trimestre	566	739	5.898	1.287	1.044	578	109
1991 1 ^{er} trimestre	549	633	5.076	1.093	1.011	455	89
2 ^e trimestre	571	699	5.407	1.067	1.108	499	91
3 ^e trimestre	557	661	5.203	1.000	1.011	630	95
4 ^e trimestre	580	725	5.812	1.229	1.123	490	82
1992 1 ^{er} trimestre	*560	696	5.386	1.072	995	450	75
2 ^e trimestre	*587	715	5.613	995	1.108	509	80
3 ^e trimestre	*541	645	5.004	1.082	961	628	88
1991 Octobre	625	694	5.446	1.147	1.038	536	88
Novembre	559	664	5.306	1.154	1.059	459	80
Décembre	556	816	6.685	1.386	1.273	474	79
1992 Janvier	*573	614	4.944	916	955	471	75
Février	*523	796	5.879	1.336	1.099	414	73
Mars	*583	679	5.334	964	930	465	78
Avril	*562	661	5.520	967	905	503	79
Mai	*598	678	5.059	829	714	500	81
Juin	*601	805	6.259	1.190	1.704	523	81
Juillet	*545	642	4.891	1.088	1.001	644	88
Août	*503	630	4.985	1.092	862	662	89
Septembre	*576	664	5.137	1.065	1.021	578	87
Octobre	*606	715	5.448	1.017	1.058	525	83

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], INS (autres colonnes).

Source : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.458	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.315	3.051	1.728	1.523	414	3.478	418	272	7.943	434
1987	10.849	4.465	2.962	1.697	1.609	417	3.866	604	322	7.865	427
1988	11.278	4.792	3.231	1.789	1.406	365	4.128	617	349	8.263	453
1989		4.093	3.134	1.803	1.267	399	5.031	908	422	8.105	444
1990		4.514	3.267	1.983	1.413	344	5.590	1.141	463	8.331	454
1991		2.948	1.857	2.025	1.138	250	5.549	840	144	7.903	435
1990 1 ^{er} trimestre		3.456	2.756	1.996	1.293	417	5.126	1.120	522	8.323	463
2 ^e trimestre		4.781	3.614	1.870	1.280	269	5.777	1.134	405	9.071	481
3 ^e trimestre		5.518	3.594	2.032	1.261	276	5.728	1.026	431	7.960	425
4 ^e trimestre		4.299	3.102	2.033	1.819	411	5.728	1.285	496	7.972	447
1991 1 ^{er} trimestre		2.910	2.043	1.978	1.138	274	5.374	865	165	7.584	426
2 ^e trimestre		2.931	1.729	2.077	1.184	225	5.665	699	113	8.462	456
3 ^e trimestre		3.067	1.801	2.046	1.178	248	5.528	855	156	7.578	405
4 ^e trimestre		2.883	1.853	1.999	1.053	250	5.628	942	143	7.988	455
1992 1 ^{er} trimestre		5.158	4.124	1.921	1.567	314	5.849	1.710	560	7.606	428
1991 Mai		3.327	1.977	1.985	1.104	209	5.739	807	136	8.369	447
Juin		2.807	1.468	2.106	1.307	129	5.684	817	105	8.384	454
Juillet		3.485	1.629	2.001	529	218	5.386	571	178	7.093	372
Août		2.686	1.962	2.216	1.804	291	5.427	537	129	8.019	422
Septembre		3.031	1.813	1.921	1.201	236	5.772	1.458	161	7.621	420
Octobre		2.293	1.787	1.868	792	299	5.921	563	149	8.745	488
Novembre		3.282	1.752	1.938	1.158	225	5.680	829	137	8.107	465
Décembre		3.074	2.021	2.191	1.210	226	5.283	1.435	142	7.113	411
1992 Janvier		4.714	3.501	1.772	1.230	297	5.619	1.219	540	7.456	423
Février		4.318	3.834	1.966	1.519	287	5.640	2.276	660	7.422	433
Mars		6.442	5.038	2.026	1.952	357	6.288	1.635	480	7.939	427
Avril		4.541	3.943		1.091	220		870	432	7.473	426
Mai		3.778	3.013		1.300	466		1.922	975	7.138	402

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne	Etats-Unis
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1986	2.637	1.819	81	277	96	126	67
1987	2.565	1.727	81	299	90	131	61
1988	2.706	1.825	84	339	81	141	48
1989	2.997	1.983	101	374	99	164	49
1990	2.641	1.656	86	376	106	140	51
1989 3 ^e trimestre	5.314	3.871	106	694	120	197	55
4 ^e trimestre	1.272	591	62	223	78	98	42
1990 1 ^{er} trimestre	983	428	54	177	58	77	36
2 ^e trimestre	2.736	1.683	104	345	133	180	57
3 ^e trimestre	5.459	3.864	117	737	148	201	68
4 ^e trimestre	1.386	650	68	246	85	103	42
1991 1 ^{er} trimestre *	1.034	499	56	155	62	87	24
2 ^e trimestre *	2.433	1.529	91	278	112	162	47
3 ^e trimestre *	5.135	3.756	90	680	104	217	35
1990 Septembre	2.298	1.267	83	331	148	155	66
Octobre	1.673	762	74	313	118	149	54
Novembre	1.303	596	75	221	79	90	38
Décembre	1.182	592	56	205	58	71	33
1991 Janvier	727	309	43	126	37	59	25
Février	867	414	51	139	53	58	18
Mars	1.509	774	73	201	97	145	30
Avril	2.254	1.496	85	215	102	126	38
Mai	2.585	1.551	111	335	122	190	51
Juin	2.460	1.539	77	285	113	169	52
Juillet	6.608	5.114	81	856	88	228	23
Août	6.529	4.827	114	889	113	264	35
Septembre	2.267	1.327	75	296	112	158	48

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

(indices 1980 = 100)

Source : INS : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Super-marchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	140	140	125	32	144	162	154	127	143	101
1987	145	145	123	22	146	162	163	128	146	102
1988	146	150	122	23	147	161	170	138	150	105
1989	159	159	127	24	155	180	190	148	162	110
1990	180	169	131	22	164	199	195	164	174	113
1991	* 172	178	132	21	* 170	* 197	* 201	* 161	* 176	* 111
1990 3 ^e trimestre	169	159	132	24	161	187	181	149	164	107
4 ^e trimestre	192	184	136	22	173	227	218	166	187	120
1991 1 ^{er} trimestre	* 161	170	128	20	* 161	* 183	* 178	* 158	* 166	* 106
2 ^e trimestre	* 174	174	130	21	* 169	* 193	* 204	* 165	* 177	* 113
3 ^e trimestre	* 166	169	135	22	* 169	* 180	* 198	* 154	* 171	* 108
4 ^e trimestre	* 185	198	136	21	* 180	* 231	* 226	* 168	* 191	* 121
1992 1 ^{er} trimestre	* 169	177	127	26	* 166	* 191	* 198	* 165	* 175	* 110
2 ^e trimestre	* 181	188	131	19	* 174	* 220	* 210	* 172	* 186	* 118
3 ^e trimestre	* 163	175	131	20	* 169	* 191	* 203	* 142	* 169	* 107
1991 Septembre	* 169	163	127	21	* 167	* 195	* 200	* 149	* 171	* 108
Octobre	* 184	185	133	21	* 170	* 242	* 213	* 170	* 188	* 118
Novembre	* 167	185	130	20	* 169	* 203	* 205	* 152	* 174	* 110
Décembre	* 205	223	146	22	* 201	* 247	* 260	* 183	* 212	* 134
1992 Janvier	* 171	180	127	30	* 167	* 211	* 189	* 167	* 177	* 112
Février	* 165	170	126	15	* 162	* 159	* 204	* 166	* 170	* 107
Mars	* 172	181	128	32	* 170	* 203	* 201	* 162	* 178	* 112
Avril	* 187	190	129	22	* 171	* 228	* 210	* 187	* 191	* 121
Mai	* 175	188	133	19	* 175	* 232	* 196	* 158	* 182	* 115
Juin	* 181	186	131	17	* 177	* 200	* 225	* 170	* 186	* 117
Juillet	* 159	183	135	17	* 170	* 195	* 193	* 141	* 168	* 106
Août	* 155	169	132	13	* 170	* 157	* 201	* 134	* 162	* 102
Septembre	* 175	174	126	30	* 167	* 221	* 215	* 152	* 178	* 112

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 4. — CHAMBRE DE COMPENSATION

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assigna- tions et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domicilia- tions impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1988	2	272	8	21.227			22.107	2	43.618	833	44.451
1989	2	265	7	23.494			24.051	3	47.822	786	48.608
1990	1	242	6	25.993			25.897	2	52.141	709	52.850
1991	0	222	3	42	31	27.695	27.533	1	55.527	584	56.111
1992	0	195	38	55	143	29.263	29.318	0	59.012		
1990 4 ^e trimestre	2	205	6	45	23	27.630	27.288	0	55.199	646	55.845
1991 1 ^{er} trimestre	1	222	3	44	27	25.398	26.858	1	52.554	602	53.156
2 ^e trimestre	0	236	3	43	29	27.820	27.749	1	55.881	650	56.531
3 ^e trimestre	0	232	3	38	30	28.277	26.213	2	54.795	575	55.370
4 ^e trimestre	0	199	2	44	35	29.284	29.313	0	58.877	507	59.384
1992 1 ^{er} trimestre	0	200	7	57	141	27.694	28.975	0	57.074	485	57.559
2 ^e trimestre	0	213	45	51	134	29.426	29.053	0	58.922	531	59.453
3 ^e trimestre	0	193	48	53	147	29.391	27.796	0	57.628	469	58.097
4 ^e trimestre	0	175	53	60	149	30.540	31.447	0	62.424		
1992 Janvier	0	235	0	64	154	28.299	29.806	1	58.559	522	59.081
Février	0	173	0	50	134	25.205	27.293	0	52.855	443	53.298
Mars	0	192	20	57	135	29.577	29.826	0	59.807	490	60.297
Avril	0	225	46	57	157	29.382	28.989	0	58.856	535	59.391
Mai	0	161	40	40	113	26.560	26.605	0	53.519	440	53.959
Juin	0	252	51	55	132	23.337	31.564	0	64.391	617	65.008
Juillet	0	247	51	56	158	30.368	29.211	0	60.091	537	60.628
Août	0	168	42	49	145	28.981	25.836	0	55.221	433	55.654
Septembre	0	164	50	55	138	28.823	28.343	0	57.573	437	58.010
Octobre	0	186	52	61	165	30.190	30.123	0	60.777	476	61.253
Novembre	0	155	48	56	129	28.959	29.078	0	58.425		
Décembre	0	185	58	63	152	32.472	35.139	0	68.069		
1993 Janvier	0	195	49	58	166	27.693	29.887	0	58.048		

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome 1, n° 3, mars 1985, p. 19.

V - 4. — CHAMBRE DE COMPENSATION

b) Montant des opérations

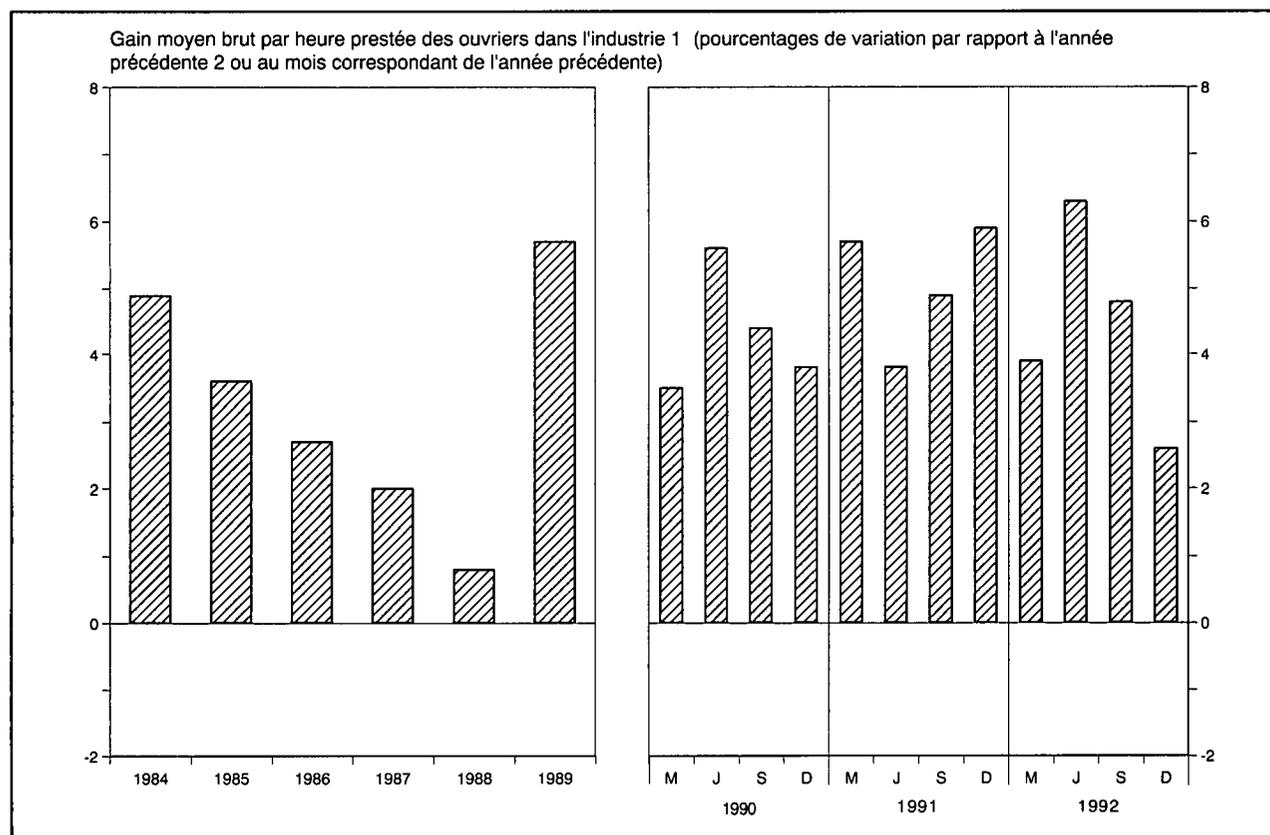
(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assigna- tions et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domicilia- tions impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1988	238	5	1.272	965			7.575	1.082	1.137	744	11.881
1989	256	5	1.352	1.125			9.080	1.820	3.638	773	14.411
1990	221	3	1.170	1.886			10.310	1.517	15.107	795	15.902
1991	636	3	987	15	1	1.659	12.363	659	16.323	489	16.812
1992	461	183	2.037	15	1	1.551	13.373	83	17.704		
1990 4 ^e trimestre	239	2	1.071	11	3	2.099	10.391	1.071	14.887	794	15.681
1991 1 ^{er} trimestre	623	3	1.133	14	1	1.998	12.362	1.014	17.148	698	17.846
2 ^e trimestre	717	4	1.023	11	1	1.670	12.456	675	16.557	462	17.019
3 ^e trimestre	696	4	1.001	8	1	1.397	12.294	503	15.904	409	16.313
4 ^e trimestre	509	3	789	27	1	1.571	12.341	444	15.685	386	16.071
1992 1 ^{er} trimestre	429	67	285	18	1	1.607	14.043	331	16.781	391	17.172
2 ^e trimestre	393	231	2.243	9	1	1.639	12.261	0	16.777	577	17.354
3 ^e trimestre	457	212	2.645	23	1	1.519	12.894	0	17.751	594	18.345
4 ^e trimestre	564	222	2.976	9	1	1.438	14.296	0	19.506		
1992 Janvier	432	3	0	20	1	1.597	15.114	465	17.632	419	18.051
Février	429	2	0	9	1	1.682	13.683	522	16.328	389	16.717
Mars	426	196	854	25	1	1.541	13.332	7	16.382	365	16.747
Avril	395	278	2.208	5	1	1.715	12.914	0	17.516	508	18.024
Mai	375	175	1.863	10	1	1.491	10.755	0	14.670	493	15.163
Juin	409	240	2.658	11	1	1.712	13.114	0	18.145	728	18.873
Juillet	445	272	2.696	46	1	1.637	12.917	0	18.014	653	18.667
Août	403	185	2.262	12	1	1.384	11.166	0	15.413	535	15.948
Septembre	524	179	2.977	10	1	1.535	14.599	0	19.825	593	20.418
Octobre	568	231	3.081	15	1	1.407	14.498	0	19.801	646	20.447
Novembre	535	189	2.724	5	1	1.468	13.769	0	18.691		
Décembre	590	248	3.122	7	1	1.438	14.620	0	20.026		
1993 Janvier	568	234	3.267	8	1	1.370	14.693	0	20.141		

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome I, n° 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	BNB			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
Indices 1975 = 100								
1985	203,0	197,0	202,0	213,0	205,7	202,0	191,5	187,6
1986	208,0	199,0	205,0	218,0	208,5	204,6	193,5	189,5
1987	212,0	201,0	207,0	226,0	210,4	206,5	194,9	191,5
Indices 1987 = 100								
1988	100,8	101,8	102,3	100,2	102,5	103,1	102,0	103,6
1989	106,5	105,5	106,6	106,0	106,7	107,4	106,9	107,5
1990	111,1	110,3	111,9	110,6	112,1	112,8	112,0	111,9
1991	116,8	116,1	117,8	116,3	118,2	118,8	117,0	116,6
1992	* 121,9	* 121,0	* 122,6	.	123,3	124,2	122,0	121,2
1990 Décembre	114,8	111,8	113,5	114,3	113,7	114,5	114,3	113,7
1991 Mars	114,3	114,5	116,4	113,8	116,4	117,4	115,9	115,3
Juin	115,2	115,6	117,0	114,7	117,8	118,1	116,3	116,1
Septembre	115,9	116,1	118,0	115,4	118,5	119,0	116,8	116,6
Décembre	121,6	118,1	119,8	121,3	120,1	120,8	118,8	118,4
1992 Mars	* 118,8	119,6	121,3	* 118,1	121,9	122,7	120,3	119,7
Juin	* 122,5	120,4	122,1	* 121,9	122,4	123,1	121,2	120,5
Septembre	* 121,5	* 121,5	* 123,2	* 120,9	124,0	125,2	123,0	122,3
Décembre	* 124,8	* 122,5	* 123,9	.	124,9	125,9	123,4	122,4

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport pour les indices 1975 = 100.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : INS.

Groupes et branches d'industrie	1989	1990	1990	1991	1991	1989	1990	1990	1991	1991
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	328	337	343	354	363	80,8	84,0	86,2	89,6	91,4
<i>Industrie extractive</i>	357	368	369	380	383	73,6	81,9	86,1	95,0	90,3
<i>Bâtiment et génie civil</i>	319	326	333	344	350	74,6	78,3	79,1	82,0	84,0
<i>Industrie manufacturière</i>	327	337	342	354	363	81,8	84,6	86,7	89,8	92,0
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport) ..	322	330	336	351	358	79,6	80,5	83,4	86,8	88,3
Construction de machines et de matériel mécanique	337	350	357	370	374	83,0	86,3	88,9	91,4	93,7
Construction électrique et électronique	323	336	342	355	363	85,0	87,9	90,2	93,6	96,2
Construction d'automobiles et pièces détachées	339	346	357	370	380	82,8	86,9	87,1	92,5	96,3
Construction d'autre matériel de transport	334	348	355	400	380	81,4	85,8	87,4	90,7	93,6
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	313	330	337	349	361	77,8	81,3	85,0	87,2	89,2
Métallurgie de base	402	422	427	444	452	96,2	100,7	102,2	105,8	107,9
Industrie chimique	398	412	421	438	451	95,7	98,2	100,8	105,4	108,0
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	311	319	325	334	346	76,4	78,8	80,7	84,2	86,9
Industrie textile	277	287	291	304	312	72,8	75,7	77,8	80,6	81,4
Industrie des produits minéraux non métalliques	340	351	359	373	376	83,2	85,2	87,3	90,6	92,8
Industrie du bois	286	299	302	314	319	65,5	66,7	68,8	72,0	73,7
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	244	248	252	260	267	60,1	61,2	62,9	65,7	66,8
Industrie du papier, imprimerie et édition	355	370	376	385	397	78,9	81,8	83,5	85,9	88,2
Raffineries de pétrole	525	553	590	620	606	115,6	124,2	127,4	130,0	131,3
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	96,9	100,7	101,8	105,2	107,3

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

(indices 1975 = 100)

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération ..	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	159,1	136,1	161,3
1987	149,2	123,8	91,2	67,2	91,6	104,5	148,6	167,1	150,3	106,4	164,0	152,8	165,1
1988	143,4	150,2	108,6	92,0	125,5	111,9	181,8	191,6	216,4	115,5	139,5	162,1	137,3
1989	158,0	150,7	104,3	98,2	110,6	105,5	186,0	191,3	223,5	125,5	162,3	158,2	162,7
1990	185,7	150,8	94,7	88,1	97,2	97,4	193,6	210,8	201,9	145,8	206,0	176,9	208,8
1991	161,8	136,4	89,0	84,4	98,4	88,2	172,5	182,0	174,5	149,5	176,6	173,3	176,9
1992	160,1	132,1	88,6	89,0	103,7	83,1	165,3	169,8	172,3	146,4	176,5	192,9	174,9
1990 4 ^e trimestre	225,1	150,5	89,9	77,4	99,0	93,7	196,7	215,2	196,5	156,9	268,6	184,6	276,6
1991 1 ^{er} trimestre	165,3	145,1	89,1	80,9	97,4	90,7	187,7	207,1	183,7	151,0	177,1	182,2	176,6
2 ^e trimestre	156,8	135,7	87,6	82,7	97,3	87,0	172,4	184,7	175,6	141,7	169,1	166,0	169,4
3 ^e trimestre	160,6	131,4	88,3	84,0	98,3	87,2	164,3	168,0	169,8	149,0	177,6	165,9	178,7
4 ^e trimestre	164,4	133,5	90,9	89,9	100,5	88,0	165,9	168,4	169,1	156,4	182,5	179,2	182,8
1992 1 ^{er} trimestre	151,0	131,6	91,0	96,0	105,9	82,9	162,6	166,1	167,5	148,6	162,3	186,1	160,1
2 ^e trimestre	163,8	133,9	90,6	91,9	107,7	83,7	167,0	173,7	173,5	144,0	181,2	189,5	180,5
3 ^e trimestre	167,6	136,2	86,3	84,5	100,9	82,3	174,1	177,7	184,6	152,6	185,9	204,0	184,1
4 ^e trimestre	158,1	126,7	86,6	83,7	100,3	83,4	157,3	161,6	163,4	140,1	176,4	192,1	174,9
1992 Février	151,3	130,8	90,4	97,3	105,2	81,2	161,6	165,0	168,5	145,4	163,2	189,0	160,8
Mars	151,1	131,3	90,4	95,2	107,2	81,8	162,4	166,2	170,7	143,5	162,6	185,5	160,4
Avril	157,8	132,3	89,3	91,5	105,2	82,3	165,1	171,7	171,8	142,1	172,7	186,6	171,4
Mai	162,6	133,8	90,5	92,6	109,0	82,8	166,7	173,9	172,8	143,2	179,4	188,7	178,5
Juin	171,0	135,7	91,9	91,6	108,9	86,0	169,2	175,5	175,9	146,8	191,6	193,2	191,5
Juillet	168,8	137,6	88,3	86,9	102,3	84,2	175,2	178,9	186,4	152,3	187,0	201,4	185,6
Août	165,9	136,4	85,2	82,2	99,8	81,8	175,3	178,8	186,2	153,6	183,1	205,7	180,9
Septembre	168,0	134,5	85,5	84,3	100,7	80,8	171,8	175,3	181,2	152,0	187,5	204,8	185,9
Octobre	165,5	130,3	84,7	82,1	97,9	81,6	165,0	170,4	167,7	149,8	186,1	199,0	184,9
Novembre	156,8	125,0	86,8	84,1	102,0	83,0	154,1	159,4	159,8	135,1	175,4	188,4	174,2
Décembre	151,9	124,9	88,3	85,0	101,0	85,6	152,9	154,9	162,8	135,5	167,7	189,0	165,7
1993 Janvier	148,1	124,2	88,2	86,1	103,5	84,0	151,6	151,1	163,9	136,4	162,1	185,9	159,8
Février	151,9	122,9	87,5	84,8	101,9	83,9	149,9	150,2	159,2	137,1	168,8	183,7	167,3

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollar des Etats-Unis.

VII - 2a. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION ET SES COMPOSANTES

(indices 1980 = 100)

	Prix des produits agricoles et horticoles	Prix à la production industrielle	Valeur unitaire des produits importés	Prix à la production et à l'importation
1984	137,1	140,8	155,3	148,6
1985	135,2	144,8	159,7	152,5
1986	125,1	131,6	138,3	135,0
1987	122,0	125,8	130,6	128,3
1988	121,3	127,4	133,4	130,4
1989	133,8	134,7	142,5	138,9
1990	127,1	135,5	140,0	137,5
1991	127,2	134,0	138,5	136,1
1990 3 ^e trimestre	124,0	136,2	139,0	137,1
4 ^e trimestre	123,7	136,5	142,9	139,4
1991 1 ^{er} trimestre	128,2	133,3	139,6	136,5
2 ^e trimestre	124,3	133,7	137,6	135,4
3 ^e trimestre	122,1	134,4	138,6	136,1
4 ^e trimestre	134,2	134,5	138,1	136,4
1992 1 ^{er} trimestre	131,7	133,7	136,4	135,1
2 ^e trimestre	126,0	135,3	135,6	135,0
3 ^e trimestre	117,9	134,4	133,5	133,1
1991 Octobre	132,6	135,2	137,1	136,1
Novembre	135,3	134,9	138,7	137,0
Décembre	134,6	133,3	138,3	136,1
1992 Janvier	133,3	133,3	135,7	134,6
Février	132,4	133,8	136,7	135,3
Mars	129,5	134,1	136,9	135,4
Avril	125,0	134,7	136,5	135,2
Mai	131,8	135,4	135,3	135,1
Juin	121,2	135,7	135,1	134,7
Juillet	114,8	135,1	134,1	133,5
Août	113,9	133,6	133,3	132,4
Septembre	125,0	134,4	133,3	133,3
Octobre	122,6	134,3	132,2	132,6

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV^e année, tome II, n^o 2-3, août-septembre 1989.

VII - 2b. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1980 = 100)

Source : MAE.

	Prix à la production industrielle	Prix par type de produits				Prix selon l'utilisation des produits		
		Energie et eau	Produits minéraux et chimiques	Produits métalliques électro-technique, machines, matériel de transport	Autres produits manufacturés	Produits intermédiaires	Produits destinés à la consommation	Produits destinés à l'investissement
1985	144,8	159,6	149,6	135,7	135,7	150,3	137,6	135,2
1986	131,6	115,1	141,7	138,5	136,0	126,7	138,2	138,4
1987	125,8	103,4	134,5	138,4	132,9	118,6	135,1	138,9
1988	127,4	99,3	142,9	140,1	135,2	119,7	137,0	140,9
1989	134,7	106,0	157,1	145,5	140,6	128,2	142,9	146,2
1990	135,5	110,6	152,8	149,2	140,0	128,9	142,7	150,2
1991	134,0	106,0	143,7	152,9	142,1	124,4	144,8	154,6
1992	134,3	103,0	141,1	156,1	145,0	122,1	148,9	158,3
1990 4 ^e trimestre	136,5	117,3	149,0	150,3	139,2	130,5	142,3	151,6
1991 1 ^{er} trimestre	133,3	105,7	145,5	151,3	140,4	124,3	143,5	152,8
2 ^e trimestre	133,7	104,8	144,8	152,8	141,9	124,4	143,9	154,4
3 ^e trimestre	134,4	107,6	143,5	153,5	142,1	125,1	144,6	155,3
4 ^e trimestre	134,4	105,9	141,1	154,0	144,1	123,8	147,1	156,0
1992 1 ^{er} trimestre	133,7	100,6	141,5	155,2	145,4	121,2	149,2	157,3
2 ^e trimestre	135,2	105,0	143,0	155,9	145,3	123,7	149,0	157,9
3 ^e trimestre	134,4	102,6	141,7	156,8	145,0	122,1	149,0	159,0
4 ^e trimestre	133,7	103,6	138,0	156,6	144,3	121,3	148,3	159,0
1991 Décembre	133,3	101,0	141,0	154,2	144,6	121,3	147,8	156,2
1992 Janvier	133,3	100,0	141,0	154,2	145,3	120,7	149,0	156,2
Février	133,8	100,9	141,0	155,6	145,5	121,2	149,3	157,9
Mars	134,1	101,1	142,5	155,6	145,5	121,8	149,2	157,9
Avril	134,7	103,6	142,4	155,6	145,1	122,9	148,8	157,9
Mai	135,4	105,4	143,1	156,0	145,2	124,0	149,0	158,1
Juin	135,7	106,0	143,5	155,9	145,5	124,3	149,3	157,9
Juillet	135,1	103,3	145,3	155,9	145,1	123,6	149,0	157,9
Août	133,6	101,7	138,7	157,3	144,8	120,8	148,8	159,5
Septembre	134,4	102,8	141,1	157,3	145,0	122,0	149,1	159,5
Octobre	134,3	104,5	138,8	157,3	144,7	121,9	148,9	159,5
Novembre	134,0	104,6	137,7	156,3	144,7	121,6	148,8	158,8
Décembre	132,8	101,9	137,6	156,3	143,5	120,3	147,2	158,8

Référence bibliographique : voir tableau VII-2a.

VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 1981 = 100					
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1987	133,60	133,90	130,43	136,52	140,72
1988	135,15	133,88	131,91	138,59	145,85
1989	139,35	138,07	136,37	142,14	151,24
1990	144,16	143,18	141,17	146,69	156,08
1990 4 ^e trimestre	146,51	145,02	144,57	148,16	157,24
Indices 1988 = 100¹					
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	18,985	39,675	34,165	7,175
1991	109,98	108,88	110,20	110,46	109,49
1992	112,66	108,75	111,86	115,07	115,93
1991 1 ^{er} trimestre	108,98	108,35	109,54	108,92	107,78
2 ^e trimestre	109,28	107,93	109,56	109,74	109,21
3 ^e trimestre	110,54	109,58	110,35	111,41	109,99
4 ^e trimestre	111,13	109,65	111,33	111,76	110,99
1992 1 ^{er} trimestre	111,61	109,67	110,73	113,22	113,99
2 ^e trimestre	112,26	108,30	111,44	114,72	115,61
3 ^e trimestre	113,10	108,71	111,98	116,10	116,66
4 ^e trimestre	113,65	108,31	113,28	116,23	117,47
1992 Février	111,72	110,03	110,88	113,14	114,12
Mars	111,75	108,81	110,86	113,76	114,90
Avril	111,87	108,35	110,77	114,38	115,28
Mai	112,28	108,44	111,48	114,66	115,56
Juin	112,64	108,11	112,07	115,12	115,98
Juillet	113,16	109,05	111,88	116,26	116,37
Août	112,97	108,29	111,67	116,32	116,60
Septembre	113,17	108,79	112,39	115,72	117,02
Octobre	113,41	108,35	113,10	115,77	117,26
Novembre	113,77	108,37	113,46	116,37	117,40
Décembre	113,76	108,21	113,29	116,54	117,75
1993 Janvier	114,53	108,99	113,66	117,66	119,07
Février	114,82	108,26	114,09	118,23	120,01

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires à 1,3410 ; produits non alimentaires à 1,3180 ; services à 1,3866 ; loyers à 1,4684.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Logement, chauffage et éclairage	Meubles, appareils, entretien	Dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 1981 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général .	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1987	133,60	135,35	143,27	122,38	135,37	137,47	127,41	140,57	142,54
1988	135,15	135,42	148,80	122,71	137,31	139,68	128,44	142,61	146,11
1989	139,35	139,91	153,39	126,92	140,09	143,13	134,17	144,80	150,20
1990	144,16	145,47	157,96	131,79	142,79	148,57	139,88	148,10	154,88
1990 4 ^e trimestre	146,51	147,25	160,14	135,81	143,85	149,98	143,48	149,46	156,12
Indices 1988 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général .	100,000	20,115	8,580	19,400	7,850	4,900	16,495	8,355	14,305
1991	109,98	109,38	110,43	110,77	106,65	112,27	110,80	106,49	111,64
1992	112,66	109,93	113,51	114,04	109,82	116,28	112,91	107,32	117,26
1991 1 ^{er} trimestre	108,98	108,82	109,06	110,31	105,37	111,30	109,60	105,87	109,63
2 ^e trimestre	109,28	108,45	110,14	109,72	106,27	111,94	110,22	106,19	110,84
3 ^e trimestre	110,54	110,04	110,61	111,19	107,06	112,63	111,29	106,46	113,04
4 ^e trimestre	111,13	110,22	111,92	111,88	107,91	113,20	112,08	107,45	113,05
1992 1 ^{er} trimestre	111,61	110,33	112,35	112,05	108,54	115,34	111,82	108,17	114,58
2 ^e trimestre	112,26	109,39	113,26	114,06	109,79	115,68	112,28	106,40	116,87
3 ^e trimestre	113,10	110,17	113,51	114,70	110,21	116,01	113,04	107,11	118,99
4 ^e trimestre	113,65	109,83	114,91	115,34	110,75	118,08	114,48	107,60	118,58
1992 Février	111,72	110,63	112,28	112,28	108,57	115,23	112,08	108,39	114,26
Mars	111,75	109,62	112,61	112,47	108,84	115,43	112,06	107,88	115,51
Avril	111,87	109,22	113,20	113,58	109,61	115,59	111,53	106,24	116,12
Mai	112,28	109,45	113,26	114,10	109,77	115,65	112,33	106,56	116,74
Juin	112,64	109,49	113,32	114,50	110,00	115,81	112,99	106,41	117,76
Juillet	113,16	110,47	113,33	114,82	110,12	115,89	112,74	106,80	119,53
Août	112,97	109,77	113,34	114,57	110,19	116,00	112,58	106,82	119,63
Septembre	113,17	110,26	113,86	114,72	110,32	116,13	113,80	107,71	117,80
Octobre	113,41	109,87	114,64	115,18	110,62	117,79	114,20	107,57	117,78
Novembre	113,77	109,89	115,01	115,47	110,76	118,02	114,69	107,51	118,95
Décembre	113,76	109,74	115,07	115,37	110,86	118,43	114,55	107,73	119,02
1993 Janvier	114,53	110,48	115,09	116,97	111,21	121,15	114,71	108,26	119,57
Février	114,82	109,89	115,13	117,45	111,51	121,48	115,43	108,78	120,38

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,3565 ; habillement et chaussures à 1,4850 ; logement, chauffage

et éclairage à 1,2274 ; meubles, appareils, entretien à 1,3751 ; dépenses de santé à 1,3963 ; transports et communications à 1,2937 ; culture et loisirs à 1,4261 ; autres biens et services à 1,4579.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

1. — TABLEAU GENERAL

Source : INS ; Calculs : BNB.

	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1985 = 100 ¹				Termes de l'échange ²
	Importations	Exportations	Balance commerciale		Volume		Valeurs unitaires		
					importations	exportations	à l'importation	à l'exportation	
1984	3.195,8	2.992,1	- 203,7	94	97,9	97,0	98,5	97,4	98,9
1985	3.317,8	3.167,7	- 150,1	95	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	3.065,2	3.070,3	+ 5,1	100	107,6	104,9	85,9	92,4	107,6
1987	3.110,1	3.100,1	- 10,0	100	115,7	111,6	81,1	87,6	108,0
1988	3.393,6	3.382,3	- 11,3	100	122,5	118,7	83,5	90,0	107,8
1989	3.883,9	3.943,1	+ 59,2	102	130,8	128,2	89,5	97,1	108,5
1990	4.011,6	3.944,5	- 67,1	98	137,6	132,4	87,9	94,1	107,1
1991	4.116,3	4.023,4	- 92,9	98	143,1	137,6	86,7	92,3	106,4
1990 3 ^e trimestre	930,9	912,8	- 18,1	98	128,1	122,9	87,6	93,7	107,0
4 ^e trimestre	1.035,9	1.022,3	- 13,6	99	138,4	138,7	90,3	93,1	103,1
1991 1 ^{er} trimestre	1.059,9	1.042,6	- 17,3	98	147,1	141,3	86,8	93,2	107,3
2 ^e trimestre	1.044,8	1.036,0	- 8,8	99	144,4	140,5	87,2	93,1	106,7
3 ^e trimestre	981,1	922,9	- 58,2	94	135,3	127,3	87,4	91,5	104,7
4 ^e trimestre	1.030,5	1.021,9	- 8,6	99	142,8	138,7	87,0	93,1	106,9
1992 1 ^{er} trimestre	1.086,7	1.028,7	- 58,0	98	151,5	139,2	86,5	93,3	107,9
2 ^e trimestre	1.028,7	1.033,9	+ 5,2	101	143,1	139,9	86,7	93,4	107,8
3 ^e trimestre	927,3	906,8	- 20,5	98	134,5	126,2	83,1	90,7	109,2
1991 Octobre	371,3	384,1	+ 12,8	103	155,2	158,0	86,5	92,1	106,4
Novembre	335,0	331,3	- 3,7	99	139,3	133,0	87,0	94,3	108,5
Décembre	324,2	306,5	- 17,7	95	133,9	125,2	87,6	92,7	105,9
1992 Janvier	345,8	337,0	- 8,8	97	146,3	137,5	85,5	92,8	108,6
Février	344,1	323,2	- 20,9	97	143,8	132,6	86,5	92,4	106,7
Mars	396,8	368,5	- 28,3	93	164,4	147,6	87,3	94,6	108,3
Avril	356,4	347,6	- 8,8	98	147,9	140,6	87,1	93,7	107,5
Mai	317,9	323,2	+ 5,3	102	132,3	130,0	86,9	94,2	108,4
Juin	354,4	363,1	+ 8,7	102	149,2	149,1	85,9	92,3	107,4
Juillet	307,0	316,0	+ 9,0	103	133,9	133,3	82,9	89,8	108,3
Août	279,0	241,1	- 37,9	86	122,4	100,3	82,5	91,1	110,4
Septembre	341,3	349,7	+ 8,4	102	147,1	145,0	83,9	91,4	108,8
Octobre	331,2	355,2	+ 24,0	107	144,2	148,8	83,1	90,4	108,9

N.B. Les données de l'INS sur le commerce extérieur font l'objet de révisions mensuelles, et ce durant 12 mois. Les indices se rapportant à la période d'avant 1988 ont été calculés par la BNB sur la base de ces données provisoires, à l'exclusion de corrections ultérieures. Les indices à partir de 1988 seront recalculés par la BNB sur la base des données définitives de l'INS.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIV^e année, tome II, n^o 2-3, août-septembre 1989.

$$^1 \text{ Indice de volume} = \frac{\text{évolution en valeur}}{\text{indice des valeurs unitaires}} \times 100.$$

$$^2 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{indice des valeurs unitaires à l'exportation}}{\text{indice des valeurs unitaires à l'importation}} \times 100.$$

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'UEBL — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : INS (classement BNB d'après le Classement type pour le Commerce International de l'ONU).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76
1985 4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
4 ^e trimestre	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 ^{er} trimestre	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
2 ^e trimestre	85,87	16,99	19,66	43,39	8,78	15,68	14,81	7,71	10,79	6,41	4,78	3,37	1,11	3,15	1,04	0,89	0,95	0,82	0,84	0,43	16,87	264,34
3 ^e trimestre	69,38	15,18	18,00	40,84	8,47	13,93	16,07	7,63	10,33	6,32	4,21	3,24	0,92	3,01	0,94	0,77	0,88	0,79	0,77	0,42	13,67	235,77
4 ^e trimestre	88,66	17,90	22,14	45,68	10,91	16,25	15,70	10,19	12,12	7,17	5,52	3,64	1,14	3,45	1,09	0,76	0,99	0,86	0,84	0,45	16,78	282,24
1986 12 mois	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 ^{er} mois	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89
6 premiers mois	81,62	16,32	19,56	42,50	8,31	15,18	14,76	8,04	10,36	6,34	4,56	3,24	1,07	3,00	0,91	0,69	0,94	0,77	0,75	0,33	17,04	256,29
7 premiers mois	80,51	16,32	19,54	42,59	8,40	15,14	15,75	8,13	10,35	6,30	4,53	3,24	1,06	3,03	0,92	0,71	0,91	0,77	0,77	0,36	16,79	256,12
8 premiers mois	77,21	15,60	18,71	41,87	8,24	14,85	14,65	8,03	10,25	6,20	4,37	3,16	1,02	2,96	0,91	0,70	0,89	0,77	0,75	0,35	16,05	247,54
9 premiers mois	77,57	15,94	19,04	42,01	8,37	14,77	15,19	7,91	10,36	6,33	4,45	3,24	1,02	3,00	0,92	0,72	0,92	0,78	0,76	0,36	15,93	249,59
10 premiers mois	78,96	16,20	19,51	42,49	8,61	14,94	15,47	8,45	10,59	6,46	4,59	3,32	1,04	3,05	0,95	0,74	0,93	0,78	0,77	0,37	15,97	254,19
11 premiers mois	79,27	16,33	19,66	42,61	8,83	14,98	15,44	8,35	10,63	6,51	4,66	3,36	1,05	3,08	0,96	0,74	0,94	0,78	0,78	0,38	16,07	255,41
12 mois	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'UEBL — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : INS — Calculs BNB.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				dura- bles		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1986	155,87	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	59,80	7,51	11,08	6,02	35,19	34,05	5,44	255,15
1987	155,47	48,36	5,32	10,27	15,08	2,17	0,68	2,88	0,53	4,67	1,26	9,82	6,79	6,92	21,87	4,58	14,27	63,06	7,76	10,55	6,68	38,07	35,27	4,47	258,27
1985 4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54
4 ^e trimestre ...	149,42	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	60,16	8,41	11,36	6,08	34,31	35,78	4,71	250,07
1987 1 ^{er} trimestre ...	155,00	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	61,86	7,25	9,94	6,13	38,54	35,47	5,11	257,44
2 ^e trimestre ...	153,03	48,64	5,48	10,06	13,68	2,23	0,77	2,91	0,52	5,02	1,28	8,58	6,31	5,97	22,31	4,81	14,46	62,49	8,08	10,87	6,50	37,04	35,14	5,04	255,70
3 ^e trimestre ...	144,08	43,85	4,49	8,98	14,84	2,06	0,51	2,68	0,52	4,60	1,08	10,48	7,06	6,02	20,51	4,31	12,09	60,13	7,32	9,99	6,23	36,59	32,40	3,43	240,04
4 ^e trimestre ...	167,70	53,03	5,92	11,24	15,51	2,23	0,74	3,04	0,50	5,10	1,39	10,36	7,06	7,84	23,17	4,79	15,78	66,98	8,36	11,62	7,15	39,85	39,36	4,71	278,75

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : INS — Calculs BNB.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985		1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	
IMPORTATIONS (CIF) — Répartition selon l'usage des produits																		
Biens de production	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	164,9	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6	165,6	168,3	165,6	
Biens de consommation	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	170,9	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2	168,0	170,5	169,8	
Biens d'équipement	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	164,8	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6	164,8	164,6	165,6	
Ensemble ...	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	178,9	167,1	203,7	193,7	181,2	170,9	172,4	167,5	167,5	168,9	167,3	
EXPORTATIONS (FOB) — Répartition selon la nature des produits																		
Sidérurgie	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	143,0	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7	142,4	142,5	146,7	
Fabrications métalliques	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	194,0	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2	194,2	192,9	194,4	
Métaux non ferreux	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	164,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5	159,0	166,2	178,1	
Textiles	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	154,0	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0	152,0	154,8	155,0	
Produits chimiques	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	156,6	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3	155,1	157,6	158,0	
Industrie houillère	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	156,7	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9	157,8	155,8	151,6	
Industrie pétrolière	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	170,6	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3	167,6	171,9	175,6	
Verres et glaces	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	150,9	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6	150,2	153,4	154,7	
Produits agricoles	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	148,6	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5	151,6	144,5	145,5	
Ciments	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	172,4	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7	168,6	171,3	181,3	
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	217,9	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6	213,4	220,5	216,2	
Carrières	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	194,3	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5	191,1	194,1	196,1	
Céramiques	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	240,2	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7	239,2	245,0	238,0	
Bois et meubles	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	159,7	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5	159,4	156,4	161,5	
Peaux, cuirs et chaussures ..	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	204,6	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0	206,6	206,1	211,7	
Papier et livres	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	157,8	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7	155,6	158,3	159,3	
Tabacs manufacturés	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	208,7	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4	206,1	211,1	207,4	
Caoutchouc	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	168,4	193,6	190,4	186,5	178,9	174,4	169,6	168,2	170,0	166,3	
Industries alimentaires	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	123,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5	123,1	125,0	125,9	
Divers	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	202,1	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1	215,9	187,5	178,6	
Ensemble ...	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	178,7	169,1	190,6	187,8	181,6	175,0	172,7	171,4	169,2	168,2	169,2	
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE²																		
Ensemble ...	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	99,9	101,2	93,6	97,0	100,2	102,4	100,2	102,3	101,1	99,6	101,2	

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (FOB)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (CIF)}} \times 100$.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME¹

Base 1975 = 100

Source : INS — Calculs BNB.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (CIF) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	149,5	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8	145,9	134,5	160,3
Biens de consommation	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	174,3	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0	176,9	168,0	187,9
Biens d'équipement	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	174,1	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7	178,5	158,3	196,6
Ensemble ...	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	146,8	158,7	143,9	146,8	149,7	138,4	149,7	156,0	157,8	145,6	171,5
EXPORTATIONS (FOB) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	111,8	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3	116,2	103,9	118,7
Fabrications métalliques	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	167,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0	179,2	145,3	182,8
Métaux non ferreux	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	142,1	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6	141,8	129,7	158,8
Textiles	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	151,1	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5	152,4	136,5	167,0
Produits chimiques	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	242,0	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6	247,6	228,6	254,1
Industrie houillère	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	168,6	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5	175,8	167,7	191,2
Industrie pétrolière	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	125,2	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2	115,3	111,7	146,3
Verres et glaces	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	219,9	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8	222,2	209,6	234,5
Produits agricoles	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	193,3	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6	198,0	187,9	215,0
Ciments	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	240,1	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4	276,6	265,0	262,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	108,1	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8	135,7	113,3	113,7
Carrières	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	133,3	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9	147,9	129,7	148,5
Céramiques	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	145,9	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9	157,8	141,8	158,6
Bois et meubles	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	174,4	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0	177,7	159,2	197,6
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	95,3	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2	99,8	85,4	98,2
Papier et livres	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	206,9	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8	205,8	198,6	225,6
Tabacs manufacturés	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	124,2	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4	126,5	115,8	131,6
Caoutchouc	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	154,5	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5	156,2	148,4	172,8
Industries alimentaires	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	265,5	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9	267,8	250,4	291,8
Divers	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	144,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5	144,7	131,7	163,5
Ensemble ...	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	158,1	168,7	160,8	154,7	158,7	143,0	173,7	161,3	173,9	154,0	184,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

(milliards de francs)

Source : INS.

Moyennes mensuelles	Allemagne ¹			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	- 15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	- 13,6
1986	59,1	50,5	- 8,6	40,5	51,2	+ 10,7	45,6	38,4	- 7,2
1987	63,0	51,2	- 11,8	40,7	52,8	+ 12,1	44,5	38,8	- 5,7
1988	69,1	54,8	- 14,3	43,5	56,3	+ 12,8	50,2	41,4	- 8,8
1989	76,0	62,1	- 13,9	48,2	67,2	+ 19,0	57,1	45,0	- 12,1
1990	79,8	69,7	- 10,1	53,0	66,5	+ 13,5	58,5	44,8	- 13,7
1991	80,8	79,6	- 1,2	54,1	63,9	+ 9,8	59,1	45,9	- 13,2
1990 3 ^e trimestre	74,6	65,8	- 8,8	47,4	60,4	+ 13,0	53,8	40,3	- 13,5
4 ^e trimestre	82,0	79,3	- 2,7	54,4	66,3	+ 11,9	62,0	45,7	- 16,3
1991 1 ^{er} trimestre	81,5	86,7	+ 5,2	55,7	67,0	+ 11,3	62,8	46,8	- 16,0
2 ^e trimestre	82,3	84,9	+ 2,6	54,8	65,9	+ 11,1	57,6	47,0	- 10,6
3 ^e trimestre	77,3	71,0	- 6,3	50,6	58,1	+ 7,5	56,2	42,2	- 14,0
4 ^e trimestre	82,0	75,9	- 6,1	55,5	64,8	+ 9,3	60,0	47,6	- 12,4
1992 1 ^{er} trimestre	88,5	82,1	- 6,4	59,9	67,4	+ 7,5	63,0	46,9	- 16,1
2 ^e trimestre	82,7	79,7	- 3,0	56,9	65,6	+ 8,7	58,1	47,3	- 10,8
3 ^e trimestre	71,6	67,8	- 3,8	49,6	58,0	+ 8,4	56,2	42,2	- 14,0
1991 10 mois	81,1	81,3	+ 0,2	54,2	64,5	+ 10,3	59,6	46,3	- 13,3
1992 10 mois	81,1	77,3	- 3,8	55,7	64,3	+ 8,6	59,2	45,7	- 13,5
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			CEE ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,3	+ 1,0	184,7	187,0	+ 2,3
1987	11,0	16,5	+ 5,5	20,4	21,8	+ 1,4	187,4	191,9	+ 4,5
1988	12,0	17,5	+ 5,5	21,6	26,3	+ 4,7	206,3	209,1	+ 2,8
1989	13,7	20,9	+ 7,2	25,5	30,9	+ 5,4	231,0	241,8	+ 10,8
1990	15,1	21,5	+ 6,4	27,7	28,5	+ 0,8	244,3	247,1	+ 2,8
1991	15,6	20,3	+ 4,7	28,7	25,9	- 2,8	250,0	252,2	+ 2,2
1990 3 ^e trimestre	14,6	17,5	+ 2,9	26,8	28,9	+ 2,1	226,5	227,1	+ 0,6
4 ^e trimestre	15,1	23,0	+ 7,9	29,0	28,1	- 0,9	253,5	258,3	+ 4,8
1991 1 ^{er} trimestre	15,9	22,5	+ 6,6	30,0	27,9	- 2,1	257,5	267,1	+ 9,6
2 ^e trimestre	15,0	20,6	+ 5,3	30,3	25,7	- 4,6	251,6	261,2	+ 9,6
3 ^e trimestre	15,5	16,4	+ 0,9	26,0	24,7	- 1,3	236,4	228,2	- 8,2
4 ^e trimestre	15,6	21,6	+ 6,0	28,6	25,5	- 3,1	254,1	253,0	- 1,1
1992 1 ^{er} trimestre	16,7	21,9	+ 5,2	29,0	26,9	- 2,1	269,6	263,6	- 6,0
2 ^e trimestre	15,5	21,1	+ 5,6	27,4	28,1	+ 0,7	252,6	261,5	+ 8,9
3 ^e trimestre	15,5	16,3	+ 0,8	23,2	25,0	+ 1,8	225,1	225,7	+ 0,6
1991 10 mois	15,7	20,3	+ 4,6	29,3	26,4	- 2,9	251,3	255,6	+ 4,3
1992 10 mois	15,3	19,9	+ 4,6	26,3	26,8	+ 0,5	249,0	252,2	+ 3,2

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'INS sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Jusqu'au mois de septembre 1990 : RFA.

² Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce, Espagne et Portugal (depuis 1986).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL (suite)

(milliards de francs)

Source : INS.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'OPEP ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986	12,9	13,6	+ 0,7	7,1	2,4	- 4,7	6,8	6,0	- 0,8
1987	12,3	13,4	+ 1,1	6,9	2,6	- 4,3	6,7	4,6	- 2,1
1988	12,0	14,0	+ 2,0	6,4	3,3	- 3,1	7,1	4,6	- 2,5
1989	15,3	15,8	+ 0,5	7,3	4,3	- 3,0	9,7	5,4	- 4,3
1990	15,2	14,2	- 1,0	7,0	4,4	- 2,6	9,2	5,9	- 3,3
1991	16,4	12,6	- 3,8	7,4	4,0	- 3,4	10,2	7,1	- 3,1
1990 3 ^e trimestre	14,1	14,0	- 0,1	6,3	4,5	- 1,8	8,6	5,9	- 2,7
4 ^e trimestre	15,5	13,4	- 2,1	6,5	3,9	- 2,6	8,7	6,0	- 2,7
1991 1 ^{er} trimestre	16,0	12,1	- 3,9	7,3	4,1	- 3,2	11,0	5,8	- 5,2
2 ^e trimestre	17,6	12,7	- 4,9	8,3	3,9	- 4,4	10,5	7,4	- 3,1
3 ^e trimestre	15,0	12,1	- 2,9	7,3	4,2	- 3,1	10,2	6,5	- 3,7
4 ^e trimestre	17,3	13,4	- 3,9	6,8	3,7	- 3,1	9,2	8,8	- 0,4
1992 1 ^{er} trimestre	15,9	11,5	- 4,4	7,7	3,8	- 3,9	8,5	7,3	- 1,2
2 ^e trimestre	15,2	12,9	- 2,3	8,8	3,4	- 5,4	8,3	6,6	- 1,7
3 ^e trimestre	13,2	12,8	- 0,4	7,1	3,2	- 3,9	9,0	6,5	- 2,5
1991 10 mois	16,9	12,7	- 4,2	7,7	4,1	- 3,6	10,4	6,9	- 3,5
1992 10 mois	14,8	12,6	- 2,2	7,7	3,5	- 4,2	8,5	6,9	- 1,6
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986	226,1	227,4	+ 1,3	21,9	21,1	- 0,8	6,6	5,3	- 1,3
1987	228,7	232,4	+ 3,7	23,0	19,8	- 3,2	6,4	4,2	- 2,2
1988	249,4	253,3	+ 3,9	26,1	21,9	- 4,2	6,5	4,7	- 1,8
1989	282,6	293,1	+10,5	34,1	27,7	- 6,4	6,7	5,4	- 1,3
1990	294,2	294,3	+ 0,1	31,0	26,4	- 4,6	7,0	4,4	- 2,6
1991	302,7	297,5	- 5,2	31,7	28,2	- 3,5	6,7	5,8	- 0,9
1990 3 ^e trimestre	271,4	272,0	+ 0,6	29,4	24,6	- 4,8	7,6	4,3	- 3,3
4 ^e trimestre	307,0	304,7	- 2,3	28,7	28,4	- 0,3	7,6	4,1	- 3,5
1991 1 ^{er} trimestre	311,9	311,4	- 0,5	31,1	25,4	- 5,7	7,3	4,9	- 2,4
2 ^e trimestre	307,9	308,8	+ 0,9	33,9	28,0	- 5,9	6,5	6,1	- 0,4
3 ^e trimestre	284,7	271,1	-13,6	32,4	27,7	- 4,7	6,4	6,1	- 0,3
4 ^e trimestre	308,1	300,3	- 7,8	29,6	31,9	+ 2,3	6,7	5,9	- 0,8
1992 1 ^{er} trimestre	324,4	309,7	-14,7	31,8	27,3	- 4,5	6,9	5,1	- 1,8
2 ^e trimestre	305,8	309,0	+ 3,2	30,7	28,1	- 2,6	5,4	5,7	+ 0,3
3 ^e trimestre	271,6	268,7	- 2,9	30,2	25,6	- 4,6	7,8	6,3	- 1,5
1991 10 mois	306,5	302,1	- 4,4	32,4	27,9	- 4,5	6,6	5,8	- 0,8
1992 10 mois	300,3	298,5	- 1,8	30,6	27,2	- 3,4	6,6	5,8	- 0,8

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'INS sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'UEBL — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'INS. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1970-1980. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE). Statistical Papers : Direction of International Trade (ONU), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 73,9	- 24,1	+ 25,3	- 6,5	+ 51,4	+ 27,2	3.682,0	3.692,7	- 10,7
1.12 Travail à façon	+ 58,9	+ 56,1	+ 77,8	+ 54,9	+ 54,3	+ 64,6	84,4	18,9	+ 65,6
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 25,5	+ 12,8	+ 25,9	+ 36,0	+ 21,3	+ 18,3	36,2	—	+ 36,2
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 14,5	+ 26,2	+ 29,1	+ 33,2	+ 44,0	+ 53,8	223,0	173,1	+ 49,9
1.3 Autres frais de transport	+ 3,0	- 5,1	- 9,2	+ 1,1	- 1,9	- 13,0	93,0	99,6	- 6,5
1.4 Déplacements à l'étranger	- 16,8	- 23,0	- 31,7	- 35,3	- 43,6	- 49,5	123,6	182,0	- 58,4
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 3,5	- 7,9	+ 5,2	+ 13,4	+ 11,7	+ 49,8	2.089,2	2.064,3	+ 24,8
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 54,6	+ 62,0	+ 71,4	+ 80,5	+ 84,5	+ 92,4	115,0	22,0	+ 93,0
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,4	+ 4,9	+ 6,1	+ 3,2	+ 3,1	+ 1,6	38,6	38,4	+ 0,2
1.72 Autres	- 19,4	- 18,8	- 17,7	- 21,9	- 20,7	- 29,1	481,0	484,0	- 3,0
Total 1 ...	+ 48,3	+ 83,1	+ 182,2	+ 158,6	+ 204,1	+ 216,2	6.966,1	6.774,9	+ 191,2
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 10,0	- 7,4	- 9,6	- 4,3	+ 1,5	+ 2,0	66,6	86,5	- 19,9
2.2 Transferts publics	- 40,9	- 34,4	- 33,9	- 51,7	- 71,6	- 78,5	59,1	110,7	- 51,6
Total 2 ...	- 50,9	- 41,8	- 43,5	- 56,0	- 70,1	- 76,5	125,7	197,3	- 71,5
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 2,6	+ 41,3	+ 138,7	+ 102,6	+ 134,0	+ 139,7	7.091,8	6.972,2	+ 119,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 74,9	+ 14,9	+ 60,9	+ 17,3	+ 92,5	+ 84,6	360,4	329,7	+ 30,7
3.12 Avoirs	- 6,7	- 5,3	- 6,1	- 5,9	- 3,6	- 9,3	0,9	6,6	- 5,8
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,8	- 2,8	- 12,8	- 2,8	- 2,4	- 1,5	24,9	29,7	- 4,8
Total 3 ...	+ 69,0	+ 6,8	+ 42,0	+ 8,6	+ 86,5	+ 73,8	386,2	366,0	+ 20,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	+ 0,5	- 18,0	+ 5,5	+ 1,6	- 12,1	+ 7,8	32,7	—	+ 32,7
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 5,6	- 5,0	- 6,6	- 6,4	- 3,2	- 9,7	15,1	22,4	- 7,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 1,9	- 12,8	- 23,4	+ 8,1	+ 30,1	- 10,1	24,5	74,5	- 50,0
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 110,5	- 122,1	- 165,5	- 138,6	- 379,7	- 567,1	—	306,4	- 306,4
4.2312 Investissements directs ..	- 16,3	- 13,7	- 72,7	- 100,1	- 132,7	- 240,9	81,8	280,8	- 199,1
4.2313 Immeubles	- 0,8	- 0,9	- 2,4	- 3,0	- 5,8	- 11,4	14,2	20,9	- 6,7
4.2314 Autres (chiffres nets)	- 5,8	+ 4,0	- 24,6	- 5,6	+ 14,6	- 15,1	73,4	—	+ 73,4
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 14,3	+ 27,6	+ 55,0	+ 82,1	+ 288,4	+ 432,6	263,4	—	+ 263,4
4.2322 Investissements directs ..	+ 20,8	+ 56,9	+ 28,2	+ 87,3	+ 183,5	+ 265,2	330,9	79,7	+ 251,2
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,9	+ 2,6	+ 0,2	+ 2,9	+ 11,9	22,1	7,3	+ 14,8
4.2324 Autres (chiffres nets)	+ 18,8	- 7,2	+ 29,8	+ 67,9	- 39,8	+ 41,5	159,4	—	+ 159,4
Total 4 ...	- 68,5	- 87,3	- 174,1	- 6,5	- 53,8	- 95,3	1.017,6	792,1	+ 225,5
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 12,0	- 5,4	+ 3,2	+ 3,2	- 4,5	- 24,1	—	52,2	- 52,2
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	- 10,6	0,0	- 2,6	—	0,4	- 0,4
Total 1 à 6 ...	- 14,1	- 44,6	+ 9,8	+ 97,3	+ 162,2	+ 91,3	8.495,5	8.182,9	+ 312,7
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois	- 33,4	- 29,2	+ 0,4	- 34,8	- 46,3	- 53,5	—	—	- 9,7
7.112 Monnaies étrangères	- 48,1	- 6,6	+ 2,0	+ 51,3	+ 183,5	+ 132,2	—	—	+ 305,8
7.12 Organismes divers	+ 0,2	- 0,4	+ 0,2	+ 0,1	- 0,2	+ 0,4	—	—	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	+ 80,7	+ 25,2	+ 12,3	—	—	+ 16,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1988	1989				1990			
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	+ 23,5	+ 8,2	+ 15,4	- 4,3	+ 8,0	- 10,2	+ 6,0	+ 1,9	- 8,4
1.12 Travail à façon	+ 15,2	+ 16,2	+ 16,6	+ 14,3	+ 17,5	+ 16,4	+ 17,7	+ 14,1	+ 17,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 7,4	+ 1,9	+ 4,9	+ 3,9	+ 7,5	+ 4,8	+ 15,3	+ 9,2	+ 6,9
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 10,5	+ 12,3	+ 13,5	+ 13,9	+ 14,2	+ 13,2	+ 12,3	+ 13,7	+ 10,6
1.3 Autres frais de transport	- 0,8	- 3,7	- 2,9	- 3,2	- 3,2	- 2,9	- 2,2	- 1,2	- 0,2
1.4 Déplacements à l'étranger	- 6,3	- 8,7	- 8,4	- 26,6	- 5,8	- 11,5	- 10,6	- 28,8	- 7,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 7,0	+ 9,2	+ 20,3	+ 8,5	+ 11,8	+ 13,7	+ 10,0	+ 3,5	- 2,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 22,4	+ 21,6	+ 23,4	+ 23,0	+ 24,4	+ 22,0	+ 24,7	+ 22,9	+ 23,4
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6	- 0,5
1.72 Autres	- 11,6	+ 2,3	- 12,4	- 5,9	- 13,1	- 3,1	+ 1,8	- 4,1	+ 2,3
Total 1 ...	+ 67,4	+ 59,8	+ 70,5	+ 24,4	+ 61,4	+ 42,3	+ 75,3	+ 31,8	+ 41,7
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 2,4	+ 1,3	- 1,4	- 0,5	+ 2,6	- 5,8	- 3,4	- 6,3	- 4,3
2.2 Transferts publics	- 22,4	- 18,5	- 16,2	- 18,5	- 25,4	- 17,2	- 17,7	- 12,2	- 4,5
Total 2 ...	- 20,0	- 17,2	- 17,6	- 18,9	- 22,8	- 23,1	- 21,1	- 18,5	- 8,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 47,4	+ 42,7	+ 53,0	+ 5,4	+ 38,6	+ 19,2	+ 54,1	+ 13,4	+ 32,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	- 7,1	+ 11,1	+ 1,9	+ 34,5	+ 37,1	- 4,1	+ 23,4	- 8,1	+ 19,6
3.12 Avoirs	- 1,5	- 3,3	- 1,7	- 0,5	- 3,8	- 0,5	- 0,2	- 0,1	- 5,0
3.2 Autres pouvoirs publics	- 4,2	- 0,6	- 0,3	0,0	- 0,7	+ 1,7	- 0,4	- 0,6	- 5,5
Total 3 ...	- 12,8	+ 7,2	- 0,1	+ 34,1	+ 32,6	- 3,0	+ 22,8	- 8,7	+ 9,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux	- 7,6	- 7,3	- 7,4	+ 29,1	- 6,6	- 9,9	+ 12,6	+ 12,9	+ 17,0
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 0,3	- 3,2	- 0,4	- 2,5	- 3,6	+ 0,4	- 3,0	- 2,2	- 2,5
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 31,3	- 54,0	+ 10,8	+ 16,5	+ 16,6	- 21,8	+ 16,9	- 40,2	- 5,0
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 138,5	- 155,3	- 73,2	- 265,4	- 73,2	+ 6,9	- 99,2	- 75,9	- 138,2
4.2312 Investissements directs ..	- 36,8	- 35,2	- 67,5	- 57,8	- 80,4	- 18,3	- 79,0	- 12,9	- 88,8
4.2313 Immeubles	- 0,9	- 4,2	- 3,8	- 1,0	- 2,5	- 3,1	- 1,3	- 0,7	- 1,6
4.2314 Autres	+ 28,4	- 26,2	- 56,6	+ 26,5	+ 41,3	- 17,2	+ 23,7	- 24,6	+ 91,5
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 157,1	+ 97,2	+ 72,6	+ 105,3	+ 157,6	+ 60,0	+ 73,0	+ 42,2	+ 88,1
4.2322 Investissements directs ..	+ 75,5	+ 55,3	+ 83,7	+ 60,6	+ 65,6	+ 57,7	+ 60,2	+ 40,3	+ 93,0
4.2323 Immeubles	+ 1,0	+ 1,2	+ 2,7	+ 3,8	+ 4,2	+ 3,0	+ 2,9	+ 4,7	+ 4,3
4.2324 Autres	+ 17,1	+ 9,4	+ 8,7	- 6,3	+ 29,7	+ 23,2	+ 9,9	+ 82,8	+ 43,6
Total 4 ...	+ 126,3	- 122,3	- 30,5	- 91,2	+ 148,6	+ 81,0	+ 16,8	+ 26,3	+ 101,3
5. Erreurs et omissions	- 1,2	- 19,6	+ 15,2	- 37,3	+ 17,5	- 27,7	- 6,1	- 26,7	+ 8,3
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	- 0,6	- 2,0	0,0	- 0,4	0,0	0,0
Total 1 à 6 ...	+ 159,7	- 92,0	+ 37,6	- 89,6	+ 235,4	+ 69,6	+ 87,2	+ 4,3	+ 151,6
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxembourgeois	+ 0,3	- 17,3	- 20,7	- 19,0	+ 3,4	+ 11,0	- 25,3	- 19,4	+ 24,0
7.112 Monnaies étrangères	+ 152,8	- 79,7	+ 59,6	- 79,1	+ 231,4	+ 55,1	+ 84,2	+ 42,6	+ 123,9
7.12 Organismes divers	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	+ 6,9	+ 4,7	- 1,4	+ 8,5	+ 0,5	+ 3,4	+ 28,4	- 18,9	+ 3,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1990					
	3 ^e trimestre			4 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	852,2	850,3	+ 1,9	941,9	950,3	- 8,4
1.12 Travail à façon	17,9	3,8	+ 14,1	22,0	4,5	+ 17,5
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	9,2	—	+ 9,2	6,9	—	+ 6,9
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	56,2	42,5	+ 13,7	56,5	45,9	+ 10,6
1.3 Autres frais de transport	24,1	25,3	- 1,2	24,4	24,6	- 0,2
1.4 Déplacements à l'étranger	40,3	69,1	- 28,8	28,2	35,7	- 7,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	503,6	500,1	+ 3,5	544,5	546,9	- 2,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	28,0	5,1	+ 22,9	28,4	5,1	+ 23,4
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	9,4	8,8	+ 0,6	10,3	10,8	- 0,5
1.72 Autres	111,0	115,1	- 4,1	142,4	140,1	+ 2,3
Total 1 ...	1.652,0	1.620,2	+ 31,8	1.805,5	1.763,9	+ 41,7
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	19,5	25,7	- 6,3	15,3	19,6	- 4,3
2.2 Transferts publics	12,8	25,0	- 12,2	25,4	29,9	- 4,5
Total 2 ...	32,3	50,8	- 18,5	40,7	49,5	- 8,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.684,3	1.670,9	+ 13,4	1.846,2	1.813,4	+ 32,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	66,5	74,5	- 8,1	88,9	69,3	+ 19,6
3.12 Avoirs	0,3	0,4	- 0,1	0,4	5,4	- 5,0
3.2 Autres pouvoirs publics	17,2	17,8	- 0,6	5,1	10,6	- 5,5
Total 3 ...	84,0	92,7	- 8,7	94,4	85,3	+ 9,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	12,9	—	+ 12,9	17,0	—	+ 17,0
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,0	2,2	- 2,2	14,5	17,0	- 2,5
4.22 Interméd. financiers du secteur public	11,9	52,1	- 40,2	15,5	20,5	- 5,0
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	75,9	- 75,9	—	138,2	- 138,2
4.2312 Investissements directs ..	32,5	45,4	- 12,9	15,1	103,9	- 88,8
4.2313 Immeubles	3,6	4,2	- 0,7	4,5	6,1	- 1,6
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	24,6	- 24,6	91,5	—	+ 91,5
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	42,2	—	+ 42,2	88,1	—	+ 88,1
4.2322 Investissements directs ..	58,9	18,6	+ 40,3	129,1	36,1	+ 93,0
4.2323 Immeubles	6,0	1,3	+ 4,7	6,3	2,0	+ 4,3
4.2324 Autres (chiffres nets)	82,8	—	+ 82,8	43,6	—	+ 43,6
Total 4 ...	250,8	224,3	+ 26,3	425,2	323,8	+ 101,3
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	26,7	- 26,7	8,3	—	+ 8,3
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6 ...	2.019,1	2.014,7	+ 4,3	2.374,1	2.222,5	+ 151,6
7. Financement du total :						
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.111 Francs belge et luxembourgeois	—	—	- 19,4	—	—	+ 24,0
7.112 Monnaies étrangères	—	—	+ 42,6	—	—	+ 123,9
7.12 Organismes divers :	—	—	0,0	—	—	0,0
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	—	—	- 18,9	—	—	+ 3,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE

(soldes en milliards de francs)

	1990	* 1991	* 1991				* 1992			
	Année		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	octobre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	octobre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	+ 18,8	- 1,8	- 26,2	+ 9,2	+ 3,9	+ 2,6	- 14,2	- 4,7	+ 11,2	+ 7,5
1.12 Travail à façon	+ 67,1	+ 73,0	+ 18,6	+ 20,7	+ 15,8	+ 4,7	+ 19,1	+ 19,3	+ 13,3	+ 5,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 37,9	+ 12,5	+ 6,9	+ 4,6	- 0,2	+ 0,7	+ 2,8	+ 9,5	+ 16,7	+ 3,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 49,9	+ 40,6	+ 11,0	+ 7,4	+ 9,7	+ 5,0	+ 12,0	+ 10,3	+ 10,3	+ 4,0
1.3 Autres frais de transport	- 6,5	- 2,4	- 1,4	- 0,1	- 0,6	- 1,4	+ 2,2	+ 1,0	+ 1,1	- 1,3
1.4 Déplacements à l'étranger	- 58,4	- 66,5	- 12,0	- 13,4	- 31,7	- 4,8	- 13,3	- 17,1	- 39,9	- 7,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 24,8	+ 52,2	- 15,2	+ 14,0	+ 30,9	+ 18,1	+ 0,1	+ 2,3	+ 32,6	+ 13,7
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 93,0	+ 111,1	+ 26,3	+ 26,7	+ 27,4	+ 9,9	+ 29,9	+ 31,8	+ 28,1	+ 10,8
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,2	- 2,4	- 0,6	- 0,1	- 0,8	+ 0,2	- 1,1	- 1,3	- 1,2	- 0,1
1.72 Autres	- 3,0	+ 8,9	+ 2,6	+ 1,7	+ 2,4	+ 0,2	- 3,3	+ 5,1	- 1,0	+ 1,4
Total 1 ...	+ 223,9	+ 225,2	+ 9,9	+ 70,7	+ 56,8	+ 35,2	+ 34,1	+ 56,2	+ 71,1	+ 37,8
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 19,9	- 9,7	- 2,8	- 2,7	- 3,4	+ 0,6	- 4,1	- 5,1	- 3,6	+ 1,1
2.2 Transferts publics	- 51,6	- 59,3	- 11,4	- 18,0	- 14,2	- 7,4	- 15,1	- 15,5	- 21,1	- 7,6
Total 2 ...	- 71,5	- 69,1	- 14,2	- 20,7	- 17,6	- 6,9	- 19,2	- 20,6	- 24,6	- 6,4
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 152,3	+ 156,1	- 4,3	+ 50,0	+ 39,2	+ 28,4	+ 14,9	+ 35,6	+ 46,5	+ 31,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 30,7	+ 83,6	+ 20,5	+ 78,4	- 15,9	- 0,8	- 25,5	- 3,0	- 29,4	- 10,3
3.12 Avoirs	- 5,8	- 14,4	- 4,5	- 9,9	+ 11,0	- 1,6	+ 3,8	- 8,5	- 1,1	- 1,6
3.2 Autres pouvoirs publics	- 4,8	- 5,3	- 0,4	- 1,1	+ 1,0	- 1,0	- 1,2	- 0,4	- 0,7	- 1,0
Total 3 ...	+ 20,2	+ 63,9	+ 15,6	+ 67,4	- 3,9	- 3,4	- 22,9	- 11,9	- 31,3	- 12,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 7,3	- 5,3	- 1,9	- 0,2	- 0,2	- 0,4	- 2,2	+ 15,2	- 1,8	- 0,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 50,0	- 27,7	- 17,7	+ 22,7	- 33,9	+ 4,4	- 21,4	+ 17,1	- 38,6	+ 5,3
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mobilières	- 306,4	- 1.014,6	- 148,0	- 222,5	- 296,8	- 141,2	- 298,2	- 259,5	- 453,6	- 257,7
4.2312 Investissements directs	- 199,1	- 207,2	- 32,6	- 68,6	- 35,9	+ 11,2	- 60,9	- 75,9	- 79,7	- 26,3
4.2313 Immeubles	- 6,7	- 3,6	+ 0,2	- 1,7	- 2,2	- 0,5	- 2,2	- 2,7	- 1,5	- 0,6
4.2314 Autres	+ 73,4	+ 112,2	+ 15,9	+ 26,9	- 6,9	+ 4,0	- 30,0	- 45,7	+ 15,0	+ 13,4
4.232 Investissements et placements étrangers en UEBL :										
4.2321 Valeurs mobilières	+ 263,4	+ 922,0	+ 298,4	+ 91,9	+ 214,8	+ 144,5	+ 315,0	+ 326,4	+ 420,1	+ 246,4
4.2322 Investissements directs ...	+ 251,2	+ 304,7	+ 58,1	+ 84,3	+ 33,5	+ 29,9	+ 64,6	+ 120,3	+ 73,6	+ 12,5
4.2323 Immeubles	+ 14,8	+ 12,7	+ 3,9	+ 2,6	+ 4,0	+ 0,7	+ 4,2	+ 2,7	+ 1,5	- 0,1
4.2324 Autres	+ 159,4	+ 319,7	- 16,6	+ 104,4	+ 136,2	+ 11,7	+ 45,5	+ 95,9	+ 145,6	+ 23,0
Total 4 ...	+ 192,8	+ 412,8	+ 159,6	+ 39,8	+ 12,5	+ 64,1	+ 14,4	+ 193,9	+ 80,7	+ 15,2
5. Erreurs et omissions	- 52,2	- 24,6	- 39,8	- 23,5	+ 36,7	+ 6,6	+ 1,3	+ 10,4	+ 10,6	- 4,6
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6 ...	+ 312,7	+ 608,3	+ 131,1	+ 133,7	+ 84,4	+ 95,8	+ 7,7	+ 228,0	+ 106,5	+ 29,0
7. Financement du total :										
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :										
7.111 Francs belge et luxembourgeois ..	- 9,7	+ 146,8	+ 34,5	+ 30,2	+ 21,6	+ 69,4	- 32,6	+ 43,2	- 39,4	- 5,4
7.112 Monnaies étrangères	+ 305,8	+ 443,9	+ 101,7	+ 96,1	+ 63,0	+ 20,0	+ 47,9	+ 173,1	+ 118,5	+ 51,0
7.12 Organismes divers	0,0	0,0	- 0,4	- 0,5	+ 0,9	- 0,6	- 0,2	- 0,1	+ 0,3	- 0,5
7.13 BNB (réserv. de change nettes)	+ 16,6	+ 17,5	- 4,7	+ 7,9	- 1,1	+ 7,0	- 7,4	+ 11,7	+ 27,1	- 16,1
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES
ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME**

(milliards de francs)

	1988	1989	1990	* 1991	* 1991		* 1992			
					3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	octobre
1. Opérations courantes ¹	+ 134,0	+ 139,7	+ 119,6	.	.	.	.	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur la base de caisse	+ 121,9	+ 147,5	+ 152,3	+ 156,1	+ 39,2	+ 71,2	+ 14,9	+ 35,6	+ 46,5	+ 31,4
2. Opérations en capital du secteur privé non financier ² :										
2.1 Crédits commerciaux.....	- 12,1	+ 7,8	+ 32,7	.	.	.	.	.	.	.
2.2 Avoirs nets en francs des non-résidents auprès des établissements de crédit résidents.....	+ 80,4	+ 53,9	+ 88,5	- 271,7	- 62,2	- 127,7	+ 20,0	- 80,4	+ 163,0	- 19,9
2.21 Au comptant.....	+ 57,6	+ 57,0	+ 18,4	- 113,4	- 78,5	- 59,2	+ 59,2	- 44,1	+ 58,3	+ 12,3
2.22 A terme.....	+ 22,8	- 3,1	+ 70,1	- 158,3	+ 16,3	- 68,6	- 39,2	- 36,4	+ 104,7	- 32,2
2.3 Avoirs nets des entreprises et particuliers résidents	- 67,3	- 38,3	- 246,8	+ 120,0	- 7,3	+ 85,4	- 61,4	- 68,9	- 114,3	+ 21,4
2.31 En francs à l'étranger	+ 8,3	- 21,0	- 20,7	+ 19,4	+ 7,3	+ 17,2	- 9,5	+ 5,2	- 36,9	+ 4,7
2.32 En monnaies étrangères	- 75,6	- 17,2	- 226,1	+ 100,6	- 14,6	+ 68,2	- 52,0	- 74,1	- 77,4	+ 16,8
2.321 Au comptant.....	- 111,1	- 94,0	+ 46,1	+ 97,3	- 30,2	+ 66,6	- 54,2	- 52,0	- 31,0	- 34,4
2.322 A terme.....	+ 35,5	+ 76,8	- 272,2	+ 3,3	+ 15,6	+ 1,6	+ 2,2	- 22,1	- 46,4	+ 51,2
2.4 Valeurs mobilières.....	- 137,7	- 205,8	+ 62,3	+ 58,8	+ 32,0	- 18,1	+ 10,4	+ 86,5	+ 31,7	+ 10,5
2.41 Actions.....	+ 37,5	- 47,5	+ 47,3	+ 13,0	+ 9,6	+ 11,2	- 1,2	+ 27,5	+ 8,9	+ 5,1
2.411 Avoirs de résidents	+ 18,5	- 78,1	+ 19,3	- 6,0	+ 1,4	+ 7,2	- 4,0	+ 18,6	+ 5,8	- 1,0
2.412 Avoirs de non-résidents	+ 19,0	+ 30,6	+ 28,1	+ 19,0	+ 8,2	+ 4,0	+ 2,8	+ 8,9	+ 3,1	+ 6,1
2.42 Titres à revenu fixe.....	- 175,2	- 158,3	+ 15,0	+ 45,8	+ 22,4	- 29,3	+ 11,6	+ 58,9	+ 22,8	+ 5,4
2.421 Avoirs de résidents	- 214,9	- 185,1	+ 0,7	- 85,5	+ 5,3	- 54,7	+ 4,4	+ 12,1	+ 10,4	- 19,4
2.422 Avoirs de non-résidents	+ 39,7	+ 26,8	+ 14,3	+ 131,2	+ 17,1	+ 25,4	+ 7,2	+ 46,8	+ 12,5	+ 24,8
2.5 Investissements directs et opérations en capital apparentées.....	+ 51,2	+ 43,3	+ 75,2	+ 82,4	- 4,1	+ 39,4	+ 20,0	+ 57,3	+ 7,9	- 4,4
2.51 Avoirs de résidents	- 138,4	- 259,3	- 206,6	- 208,6	- 42,1	- 75,5	- 57,5	- 66,5	- 71,2	- 32,9
2.52 Avoirs de non-résidents	+ 189,6	+ 302,6	+ 281,8	+ 291,1	+ 38,0	+ 114,9	+ 77,5	+ 123,8	+ 79,0	+ 28,5
2.6 Total (2.1 à 2.5)	- 85,5	- 139,1	+ 12,0	.	.	.	.	.	.	.
2.6bis Total, à l'exclusion des crédits commerciaux (2.2 à 2.5).....	- 73,4	- 146,9	- 20,8	- 10,5	- 41,6	- 21,0	- 11,1	- 5,5	+ 88,3	+ 7,6
3. Opérations en capital en monnaies étrangères des établissements de crédit résidents ²	- 23,2	- 25,4	- 24,2	- 77,4	- 33,9	- 22,7	- 2,0	- 34,8	- 15,8	- 18,3
3.1 Au comptant.....	+ 35,1	+ 48,2	- 226,3	- 237,3	- 4,0	- 92,7	- 39,0	- 88,3	- 36,1	- 6,3
3.2 A terme.....	- 58,3	- 73,6	+ 202,1	+ 159,9	- 29,9	+ 70,0	+ 37,0	+ 53,5	+ 20,2	- 12,0
4. Opérations en capital des entreprises publiques non financières et opérations en capital en francs des pouvoirs publics ²	- 17,5	- 2,9	- 14,1	- 16,2	+ 5,9	- 8,9	+ 2,5	+ 7,6	- 2,9	- 2,3
4.1 Opérations des entreprises publiques non financières.....	- 3,2	- 9,7	- 7,3	- 5,3	- 0,2	- 3,1	- 2,2	+ 15,2	- 1,8	- 0,7
4.2 Opérations en francs des pouvoirs publics ...	- 14,3	+ 6,8	- 6,8	- 10,8	+ 6,0	- 5,7	+ 4,7	- 7,7	- 1,1	- 1,6
5. Erreurs et omissions	- 1,3	- 23,8	- 53,4	- 23,2	+ 34,4	+ 2,2	+ 6,3	+ 4,6	+ 10,2	- 2,2
6. Contrepartie de monétisation/démonétisation d'or...	0,0	- 2,6	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7. Total (1 + 2.6 + 3 + 4 + 5 + 6 = 1bis + 2.6bis + 3 + 4 + 5 + 6)	+ 6,5	- 54,1	+ 39,5	+ 28,8	+ 3,9	+ 20,9	+ 10,5	+ 7,4	+ 126,4	+ 16,2
Financement du total :										
7.1 Opérations en capital, en monnaies étrangères, des pouvoirs publics ³	- 12,2	- 72,9	+ 22,9	+ 6,3	+ 3,0	+ 2,4	+ 17,9	+ 0,7	+ 20,8	+ 25,3
7.2 Mouvement des réserves de change nettes, au comptant et à terme, de la Banque Nationale de Belgique ⁴	+ 18,7	+ 18,8	+ 16,6	+ 22,5	+ 0,9	+ 18,5	- 7,4	+ 6,7	+ 105,6	- 9,1

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Signe + : excédent ; signe - : déficit.

² Signe + : entrées de capitaux ; signe - : sorties.

³ Soit les emprunts au comptant en monnaies étrangères et les opérations à terme conclues avec la BNB. Signe + : diminution de la dette en monnaies étrangères des pouvoirs publics ou achats de monnaies étrangères à terme ; signe - : augmentation de la dette ou cessions à terme.

⁴ Signe + : augmentation des réserves ; signe - : diminution.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la CEE								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Francs belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1987	28,5	22,4	11,3	9,2	3,1	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1988	28,5	22,4	11,2	9,1	3,3	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1989	28,2	22,3	10,9	8,8	3,5	2,6	1,2	77,5	17,9	4,6
1990	28,6	22,0	11,4	9,2	3,4	2,8	1,3	78,7	16,6	4,7
1991	27,4	22,5	11,2	8,9	2,9	2,9	1,3	77,1	17,9	5,0
1990 6 premiers mois	29,7	21,7	11,2	9,1	3,4	2,7	1,2	79,0	16,4	4,6
9 premiers mois	28,9	21,9	11,4	9,1	3,4	2,8	1,3	78,8	16,6	4,6
1991 3 premiers mois	28,2	21,6	11,2	9,0	3,2	2,8	1,2	77,2	17,7	5,1
6 premiers mois	27,6	22,3	11,2	8,8	3,0	2,8	1,4	77,1	17,9	5,0
9 premiers mois	27,6	22,4	11,2	8,8	2,9	2,9	1,3	77,1	17,9	5,0
1992 3 premiers mois	27,6	23,4	11,4	8,9	3,0	2,8	1,2	78,3	16,7	5,0
6 premiers mois	27,4	23,5	11,7	8,8	2,9	2,9	1,6	78,8	16,2	5,0
9 premiers mois	27,3	23,5	11,8	8,9	2,9	3,0	1,4	78,8	16,2	5,0
Recettes d'exportations										
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,9	10,0	4,1
1987	35,4	18,0	15,4	8,4	4,4	2,9	0,9	85,4	11,0	3,6
1988	34,7	18,2	15,1	8,4	5,1	2,9	1,0	85,4	10,9	3,7
1989	34,5	18,0	15,9	7,8	4,9	2,8	1,5	85,4	11,4	3,2
1990	33,4	19,3	15,6	8,0	4,6	2,9	1,9	85,7	10,7	3,6
1991	31,6	20,7	14,4	8,1	4,2	2,4	2,3	83,7	13,0	3,3
1990 6 premiers mois	34,2	19,3	16,0	8,1	4,6	2,8	1,7	86,7	10,0	3,3
9 premiers mois	33,6	19,0	16,0	8,0	4,7	2,9	1,8	86,0	10,5	3,5
1991 3 premiers mois	32,5	20,0	14,7	8,1	4,4	2,5	2,1	84,3	12,2	3,5
6 premiers mois	31,7	20,8	14,5	8,1	4,2	2,4	2,1	83,8	12,8	3,4
9 premiers mois	31,6	20,5	14,7	8,1	4,2	2,5	1,9	83,5	13,0	3,5
1992 3 premiers mois	31,8	20,1	14,4	8,2	4,3	2,5	2,3	83,6	13,2	3,2
6 premiers mois	31,7	20,3	14,6	8,3	4,3	2,6	2,1	83,9	12,9	3,2
9 premiers mois	31,7	20,2	14,9	8,2	4,2	2,6	2,4	84,2	12,6	3,2

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1, janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6, juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année,

tome I, n° 1, janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXIV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1989 : « Modifications de l'enregistrement des exportations sur la base de caisse et du traitement des effets commerciaux » ; LXVI^e année, n° 10, octobre 1991 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1989 et 1990 sur la base des transactions » ; *Rapports de la BNB. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS DE CHANGE INDICATIFS¹ — PAYS CEE

Moyennes journalières	1 mark allemand	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 florin des Pays-Bas	100 pesetas	1 couronne danoise	100 escudos	1 punt irlandais	100 drachmes grecques
1984	20,31	6,61	76,98	3,29	18,01	35,93	5,58	39,62	62,60	—
1985	20,18	6,61	76,33	3,11	17,89	34,87	5,60	34,58	62,80	—
1986	20,58	6,44	65,48	3,00	18,25	31,88	5,52	29,88	59,80	—
1987	20,78	6,21	61,11	2,88	18,44	30,28	5,46	26,49	55,50	—
1988	20,94	6,17	65,37	2,83	18,60	31,57	5,46	25,52	55,99	25,94
1989	20,96	6,18	64,55	2,87	18,58	33,27	5,39	25,02	55,85	24,29
1990	20,68	6,14	59,47	2,79	18,35	32,79	5,40	23,44	55,26	21,11
1991	20,59	6,06	60,23	2,75	18,27	32,87	5,34	23,64	54,99	18,76
1992	20,59	6,07	56,64	2,62	18,28	31,46	5,33	23,81	54,67	16,87
1990 4 ^e trimestre	20,63	6,12	60,33	2,75	18,30	32,62	5,38	23,37	55,18	20,20
1991 1 ^{er} trimestre	20,60	6,06	60,14	2,75	18,27	32,90	5,36	23,37	54,89	19,27
2 ^e trimestre	20,57	6,07	60,92	2,77	18,26	33,18	5,36	23,62	55,04	18,87
3 ^e trimestre	20,59	6,06	60,46	2,76	18,27	32,89	5,33	23,94	55,06	18,68
4 ^e trimestre	20,60	6,03	59,42	2,74	18,28	32,50	5,31	23,60	54,98	18,22
1992 1 ^{er} trimestre	20,58	6,05	58,98	2,74	18,28	32,62	5,31	23,86	54,88	17,82
2 ^e trimestre	20,58	6,11	60,00	2,73	18,28	32,76	5,33	24,52	54,92	17,31
3 ^e trimestre	20,61	6,08	57,40	2,66	18,28	31,70	5,34	23,88	54,66	16,62
4 ^e trimestre	20,58	6,06	50,32	2,34	18,29	28,81	5,33	23,03	54,24	15,75
1992 Février	20,58	6,05	59,22	2,74	18,29	32,76	5,31	23,92	54,93	17,82
Mars	20,58	6,06	58,94	2,74	18,28	32,61	5,30	23,90	54,89	17,80
Avril	20,58	6,08	59,57	2,73	18,28	32,67	5,31	24,08	54,84	17,60
Mai	20,58	6,12	60,41	2,73	18,28	32,92	5,33	24,72	54,98	17,39
Juin	20,58	6,11	60,05	2,72	18,27	32,72	5,34	24,77	54,96	16,98
Juillet	20,60	6,11	58,93	2,72	18,27	32,39	5,35	24,34	54,91	16,80
Août	20,60	6,07	58,01	2,71	18,27	32,07	5,34	23,88	54,68	16,66
Septembre	20,62	6,06	55,32	2,56	18,30	30,67	5,32	23,41	54,40	16,39
Octobre	20,60	6,07	50,53	2,34	18,30	28,93	5,34	23,11	54,13	15,88
Novembre	20,57	6,08	49,89	2,39	18,29	28,67	5,34	23,07	54,28	15,83
Décembre	20,57	6,03	50,49	2,30	18,30	28,81	5,32	22,92	54,31	15,56
1993 Janvier	20,59	6,07	50,99	2,23	18,31	29,01	5,34	22,87	54,35	15,41
Février	20,62	6,09	48,71	2,19	18,32	28,83	5,37	22,62	50,18	15,36

¹ Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.

X - 1b. — COURS DE CHANGE INDICATIFS¹ — PAYS AUTRES QUE LA CEE

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	100 yens	1 dollar canadien	1 couronne suédoise	1 franc suisse	1 schilling autrichien	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 zaïres	1 dollar australien	1 dollar néo-zélandais	1 ECU	1 DTS
1984	57,79	24,32	44,63	6,98	24,61	2,89	7,08	9,61	160,9000	.	.	45,06	59,18
1985	59,36	24,91	43,50	6,89	24,21	2,87	6,90	9,56	121,1900	.	.	44,91	60,12
1986	44,66	26,57	32,13	6,26	24,89	2,93	6,04	8,80	75,9800	.	.	43,79	52,33
1987	37,34	25,85	28,17	5,89	25,06	2,95	5,54	8,50	35,0400	.	.	43,03	48,26
1988	36,81	28,70	29,95	6,00	25,14	2,98	5,64	8,78	20,8000	.	.	43,42	49,39
1989	39,43	28,63	33,30	6,11	24,11	2,98	5,71	9,18	10,6500	.	.	43,35	50,50
1990	33,41	23,14	28,63	5,64	24,09	2,94	5,34	8,73	5,7200	.	.	42,50	45,30
1991	34,18	25,40	29,84	5,65	23,83	2,93	5,27	8,45	0,6860	26,61	19,76	42,26	46,67
1992	32,12	25,36	26,60	5,53	22,89	2,93	5,17	7,19	0,0158	23,62	17,28	41,54	45,21
1990 4 ^e trimestre	31,00	23,74	26,70	5,53	24,38	2,93	5,29	8,62	3,6500	.	.	42,54	44,45
1991 1 ^{er} trimestre	31,53	23,57	27,28	5,54	24,13	2,93	5,27	8,55	1,3100	24,53	18,82	42,39	44,50
2 ^e trimestre	35,68	25,79	31,06	5,72	24,20	2,92	5,28	8,73	0,8800	27,50	20,84	42,33	47,72
3 ^e trimestre	35,93	26,33	31,42	5,67	23,65	2,93	5,27	8,51	0,4900	28,09	20,60	42,26	48,01
4 ^e trimestre	33,55	25,90	29,58	5,64	23,36	2,93	5,25	8,02	0,0998	26,32	18,81	42,04	46,40
1992 1 ^{er} trimestre	33,32	25,92	28,32	5,67	22,91	2,92	5,24	7,55	0,0377	25,08	18,13	42,04	46,26
2 ^e trimestre	33,21	25,48	27,81	5,70	22,49	2,92	5,26	7,56	0,0189	25,17	17,93	42,20	46,13
3 ^e trimestre	30,15	24,15	25,10	5,64	23,14	2,93	5,21	7,26	0,0048	22,05	16,36	41,65	43,80
4 ^e trimestre	31,88	25,92	25,26	5,14	22,98	2,93	4,98	6,43	0,0020	22,26	16,75	40,29	44,72
1992 Février	33,33	26,13	28,19	5,67	22,88	2,92	5,25	7,54	0,0346	25,05	18,06	42,08	46,35
Mars	34,18	25,72	28,67	5,67	22,66	2,92	5,25	7,54	0,0314	25,93	18,73	42,08	46,71
Avril	33,91	25,41	28,54	5,69	22,36	2,92	5,25	7,54	0,0223	25,86	18,37	42,14	46,48
Mai	33,36	25,50	27,84	5,71	22,36	2,92	5,27	7,58	0,0221	25,22	17,86	42,28	46,27
Juin	32,40	25,53	27,08	5,70	22,72	2,92	5,26	7,56	0,0129	24,48	17,56	42,20	45,75
Juillet	30,69	24,42	25,75	5,68	23,02	2,93	5,25	7,53	0,0060	22,87	16,76	42,05	44,33
Août	29,89	23,66	25,12	5,66	23,01	2,93	5,22	7,50	0,0045	21,68	16,17	41,86	43,52
Septembre	29,83	24,32	24,44	5,57	23,39	2,93	5,15	6,76	0,0037	21,56	16,14	41,06	43,53
Octobre	30,54	25,20	24,53	5,46	23,20	2,93	5,05	6,49	0,0024	21,85	16,49	40,24	43,71
Novembre	32,68	26,38	25,75	5,24	22,83	2,92	5,05	6,46	0,0020	22,54	17,00	40,39	45,31
Décembre	32,53	26,24	25,58	4,72	22,90	2,92	4,87	6,33	0,0018	22,44	16,79	40,27	45,20
1993 Janvier	33,26	26,59	26,05	4,58	22,49	2,93	4,84	6,13	0,0014	22,41	17,07	40,34	45,79
Février	33,88	28,03	26,87	4,49	22,30	2,93	4,85	5,79	0,0013	23,09	17,48	40,09	46,42

¹ Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.

**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 23 NOVEMBRE 1992 AU 31 JANVIER 1993**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID	LONDRES	LISBONNE
Cours-pivot de l'ECU	40,6304	2,21958	7,51410	1,96992	—	6,60683	0,735334	143,386	—	182,194
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire										
100 francs belges	—	5,58700 5,46286 5,34150	18,9143 18,4938 18,0831	4,95900 4,84837 4,74000	—	16,6310 16,2608 15,8990	1,85100 1,80981 1,76950	374,710 352,903 332,360	—	476,130 448,418 422,320
100 florins Pays-Bas	1872,15 1830,54 1789,85	—	346,240 338,537 331,020	90,7700 88,7526 86,7800	—	304,440 297,661 291,040	33,8868 33,1293 32,3939	6859,20 6460,05 6084,00	—	8715,40 8208,49 7731,00
100 couronnes danoises	553,000 540,723 528,700	30,2100 29,5389 28,8825	—	26,8100 26,2162 25,6300	—	89,9250 87,9257 85,9700	10,0087 9,78604 9,56830	2026,20 1908,23 1797,10	—	2574,50 2424,69 2283,60
100 marks allemands	2109,50 2062,55 2016,55	115,235 112,673 110,167	390,160 381,443 373,000	—	—	343,050 335,386 327,920	38,1825 37,3281 36,4964	7728,00 7278,77 6854,00	—	9823,20 9248,80 8710,80
100 liras italiennes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100 francs français	628,970 614,977 601,295	34,3600 33,5953 32,8475	116,320 113,732 111,200	30,4950 29,8164 29,1500	—	—	11,3830 11,1299 10,8825	2304,40 2170,27 2043,90	—	2928,10 2757,66 2597,20
100 punts irlandais	5651,15 5525,45 5402,50	308,700 301,848 295,100	1045,11 1021,86 999,130	274,000 267,894 261,900	—	918,900 898,480 878,500	—	20704,5 19499,4 18364,5	—	26308,2 24777,0 23335,0
100 pesetas espagnoles	30,0880 28,3364 26,6875	1,64365 1,54798 1,45789	5,56450 5,24047 4,93540	1,45900 1,37386 1,29400	—	4,89260 4,60772 4,33960	0,544528 0,512835 0,482988	—	—	134,920 127,065 119,670
100 livres Royaume-Uni	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100 escudos portugais	23,6785 22,3006 21,0025	1,29350 1,21825 1,14740	4,37910 4,12423 3,88420	1,14800 1,08122 1,01800	—	3,85030 3,62626 3,41520	0,428541 0,403599 0,380110	83,5630 78,6999 74,1180	—	—

**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 1^{er} FEVRIER 1993**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID	LONDRES	LISBONNE
Cours-pivot de l'ECU	40,2802	2,20045	7,44934	1,95294	—	6,54988	0,809996	142,150	—	180,624
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire										
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	—	16,6310	2,05664	374,710	—	476,130
		5,46286	18,4938	4,84837	—	16,2608	2,0190	352,903	—	448,418
		5,34150	18,0831	4,74000	—	15,8990	1,96616	332,360	—	422,320
100 florins Pays-Bas	1872,15	—	346,240	90,7700	—	304,440	37,6478	6859,20	—	8715,40
	1830,54	—	338,537	88,7526	—	297,661	36,8105	6460,05	—	8208,49
	1789,85	—	331,020	86,7800	—	291,040	35,9919	6084,00	—	7731,00
100 couronnes danoises	553,000	30,2100	—	26,8100	—	89,9250	11,1208	2026,20	—	2574,50
	540,723	29,5389	—	26,2162	—	87,9257	10,8734	1908,23	—	2424,69
	528,700	28,8825	—	25,6300	—	85,9700	10,6315	1797,10	—	2283,60
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160	—	—	343,050	42,4268	7728,00	—	9823,20
	2062,55	112,673	381,443	—	—	335,386	41,4757	7278,77	—	9248,80
	2016,55	110,167	373,000	—	—	327,920	40,5515	6854,00	—	8710,80
100 liras italiennes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	—	—	12,6480	2304,40	—	2928,10
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	—	—	12,3666	2170,27	—	2757,66
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	—	—	12,0915	2043,90	—	2597,20
100 punts irlandais	5086,05	277,840	940,600	246,600	—	827,030	—	18633,9	—	23677,4
	4972,89	271,662	919,676	241,105	—	808,631	—	17549,5	—	22299,4
	4862,30	265,620	899,220	235,700	—	790,640	—	16528,0	—	21001,5
100 pesetas espagnoles	30,0880	1,64365	5,56450	1,45900	—	4,89260	0,605033	—	—	134,920
	28,3364	1,54798	5,24047	1,37386	—	4,60772	0,569818	—	—	127,065
	26,6875	1,45789	4,93540	1,29400	—	4,33960	0,536655	—	—	119,670
100 livres Royaume-Uni	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100 escudos portugais	23,6785	1,29350	4,37910	1,14800	—	3,85030	0,476156	83,5630	—	—
	22,3006	1,21825	4,12423	1,08122	—	3,62626	0,448443	78,6999	—	—
	21,0025	1,14740	3,88420	1,01800	—	3,41520	0,422344	74,1180	—	—

X - 2b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE¹

Moyennes journalières	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole	Livre sterling	Escudo portugais
1985	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	—	—	—
1986	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	—	—	—
1987	+ 0,75	+ 0,92	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,96	+ 0,41	—	—	—
1988	+ 1,62	+ 1,02	+ 1,51	- 1,30	+ 0,37	+ 1,34	—	—	—
1989	+ 1,48	- 0,34	+ 1,60	+ 0,36	+ 0,43	+ 1,07	+ 4,35 ²	—	—
1990	+ 0,24	- 0,11	+ 0,24	+ 1,08	- 0,24	+ 0,01	+ 3,35	—	—
1991	- 0,21	- 1,26	- 0,18	- 0,42	- 1,54	- 0,48	+ 3,58	- 1,02	—
1992	- 0,12	- 1,50	- 0,18	- 1,03 ⁵	- 1,24	- 1,05	+ 1,18	- 2,67 ⁵	+ 1,20 ⁴
1990 4 ^e trimestre	- 0,05	- 0,45	+ 0,03	- 0,40	- 0,41	- 0,14	+ 2,78	- 0,85 ³	—
1991 1 ^{er} trimestre	- 0,26	- 0,96	- 0,14	- 0,30	- 1,53	- 0,68	+ 3,68	- 1,17	—
2 ^e trimestre	- 0,25	- 0,81	- 0,26	+ 0,55	- 1,25	- 0,39	+ 4,57	+ 0,12	—
3 ^e trimestre	- 0,18	- 1,46	- 0,17	+ 0,04	- 1,48	- 0,36	+ 3,64	- 0,63	—
4 ^e trimestre	- 0,15	- 1,81	- 0,14	- 0,71	- 1,91	- 0,50	+ 2,41	- 2,39	—
1992 1 ^{er} trimestre	- 0,11	- 1,86	- 0,20	- 0,73	- 1,64	- 0,68	+ 2,80	- 3,06	—
2 ^e trimestre	- 0,16	- 1,48	- 0,23	- 1,00	- 0,71	- 0,60	+ 3,25	- 1,39	+ 3,37 ⁴
3 ^e trimestre	- 0,13	- 1,27	- 0,09	- 1,50 ⁵	- 1,15	- 1,06	+ 0,67	- 3,88 ⁵	+ 0,67
4 ^e trimestre	- 0,06	- 1,40	- 0,22	—	- 1,44	- 1,83	- 1,81	—	- 0,26
1992 Février	- 0,09	- 1,81	- 0,22	- 0,63	- 1,68	- 0,59	+ 3,25	- 2,68	—
Mars	- 0,13	- 1,91	- 0,23	- 0,66	- 1,43	- 0,67	+ 2,77	- 3,12	—
Avril	- 0,15	- 1,80	- 0,24	- 0,88	- 1,08	- 0,74	+ 2,96	- 2,09	+ 1,50 ⁴
Mai	- 0,13	- 1,48	- 0,22	- 0,82	- 0,46	- 0,50	+ 3,73	- 0,71	+ 4,18
Juin	- 0,20	- 1,17	- 0,22	- 1,28	- 0,58	- 0,54	+ 3,11	- 1,30	+ 4,40
Juillet	- 0,20	- 1,02	- 0,12	- 1,39	- 0,74	- 0,62	+ 2,02	- 3,17	+ 2,57
Août	- 0,17	- 1,24	- 0,11	- 1,61	- 1,26	- 1,04	+ 1,08	- 4,66	+ 0,67
Septembre	- 0,01	- 1,55	- 0,04	—	- 1,48	- 1,55	- 1,14	—	- 1,32
Octobre	- 0,04	- 1,30	- 0,14	—	- 1,28	- 2,04	- 4,04	—	- 2,60
Novembre	- 0,11	- 1,21	- 0,27	—	- 1,11	- 1,76	- 3,12	—	- 0,98
Décembre	- 0,03	- 1,68	- 0,25	—	- 1,90	- 1,70	+ 1,67	—	+ 2,77
1993 Janvier	+ 0,01	- 1,33	- 0,19	—	- 1,29	- 1,64	+ 2,36	—	+ 2,57
Février	+ 0,08	- 0,70	- 0,02	—	- 0,99	+ 0,90	+ 1,75	—	+ 1,45

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30) - Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Depuis le 19 juin 1989.

³ Depuis le 8 octobre 1990.

⁴ Depuis le 1^{er} avril 1992.

⁵ Jusqu'au 31 août 1992.

X - 2c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : INDICATEURS DE DIVERGENCE¹

Moyennes journalières	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole	Livre sterling	Escudo portugais
1985	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36	-	-	-
1986	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12	-	-	-
1987	+ 41	+ 4	- 3	+ 5	+ 12	- 7	+ 19	-	-	-
1988	+ 50	- 30	0	- 34	+ 46	+ 36	- 14	-	-	-
1989	+ 50	- 23	+ 63	- 38	+ 22	+ 33	- 2	- 45 ²	-	-
1990	+ 16	+ 4	+ 21	+ 6	- 38	+ 30	+ 14	- 48	- 14 ³	-
1991	- 25	- 16	+ 35	- 22	- 21	+ 57	- 2	- 67	+ 12	-
1992	- 36	- 30	+ 35	- 35	+ 18 ⁵	+ 28	+ 14	- 37	+ 40 ⁵	- 36 ⁴
1990 4 ^e trimestre ...	- 7	- 4	+ 15	- 11	+ 13	+ 15	0	- 49	+ 14 ³	-
1991 1 ^{er} trimestre ...	- 27	- 19	+ 19	- 27	- 12	+ 54	+ 5	- 69	+ 15	-
2 ^e trimestre ...	- 13	- 1	+ 25	0	- 40	+ 55	+ 6	- 78	- 4	-
3 ^e trimestre ...	- 22	- 13	+ 47	- 18	- 24	+ 58	- 4	- 67	+ 6	-
4 ^e trimestre ...	- 38	- 31	+ 46	- 41	- 6	+ 62	- 14	- 55	+ 31	-
1992 1 ^{er} trimestre ...	- 39	- 34	+ 50	- 38	- 3	+ 47	- 5	- 61	+ 45	-
2 ^e trimestre ...	- 24	- 16	+ 46	- 17	+ 25	+ 12	+ 5	- 61	+ 20	- 59 ⁴
3 ^e trimestre ...	- 37	- 31	+ 24	- 42	+ 40 ⁵	+ 22	+ 14	- 32	+ 60 ⁵	- 31
4 ^e trimestre ...	- 42	- 40	+ 23	- 42	-	+ 30	+ 43	+ 4	-	- 22
1992 Février	- 38	- 34	+ 47	- 37	- 8	+ 50	- 9	- 67	+ 39	-
Mars	- 37	- 31	+ 53	- 34	- 5	+ 37	- 5	- 60	+ 47	-
Avril	- 30	- 23	+ 55	- 24	+ 12	+ 25	+ 5	- 60	+ 30	- 36 ⁴
Mai	- 17	- 11	+ 52	- 9	+ 23	+ 6	+ 7	- 66	+ 10	- 70
Juin	- 24	- 14	+ 31	- 17	+ 40	+ 5	+ 2	- 59	+ 19	- 76
Juillet	- 30	- 20	+ 19	- 31	+ 39	+ 7	0	- 46	+ 49	- 53
Août	- 37	- 29	+ 22	- 42	+ 42	+ 27	+ 13	- 37	+ 72	- 29
Septembre	- 43	- 43	+ 30	- 54	-	+ 32	+ 30	- 14	-	- 10
Octobre	- 48	- 47	+ 13	- 55	-	+ 14	+ 46	+ 29	-	+ 3
Novembre	- 43	- 39	+ 14	- 40	-	+ 11	+ 39	+ 24	-	- 13
Décembre	- 36	- 35	+ 43	- 32	-	+ 65	+ 44	- 41	-	- 57
1993 Janvier	- 27	- 28	+ 36	- 24	-	+ 41	+ 49	- 48	-	- 50
Février	- 19	- 24	+ 14	- 24	-	+ 34	- 58	- 40	-	- 33

¹ Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

² Depuis le 19 juin 1989.

³ Depuis le 8 octobre 1990.

⁴ Depuis le 6 avril 1992.

⁵ Jusqu'au 31 août 1992.

X - 2d. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) x (2)	(4)	
du 17 septembre 1992 au 22 novembre 1992					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	30,68	1,56
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	19,52	1,81
Livre sterling	0,08784	60,8451 ³	5,3446	12,74	—
Lire italienne	151,8	0,0257018 ³	3,9015	9,30	—
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,59	2,03
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,18	2,07
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,55	2,19
Punt irlandais	0,008552	55,2545	0,4725	1,13	2,22
Drachme grecque	1,44	0,16745 ³	0,2411	0,57	—
Peseta espagnole	6,885	0,301451	2,0755	4,95	5,70
Escudo portugais	1,393	0,237241	0,3305	0,79	5,95
Total ...			41,9547	100,00	
du 23 novembre 1992 au 31 janvier 1993					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	31,69	1,54
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	20,16	1,80
Livre sterling	0,08784	50,4257 ³	4,4294	10,90	—
Lire italienne	151,8	0,0240309 ³	3,6478	8,98	—
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,90	2,03
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,45	2,06
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,63	2,19
Punt irlandais	0,008552	55,2545	0,4725	1,16	2,22
Drachme grecque	1,44	0,159802 ³	0,2301	0,57	—
Peseta espagnole	6,885	0,283364	1,9510	4,80	5,71
Escudo portugais	1,393	0,223006	0,3106	0,76	5,95
Total ...			40,6304	100,00	
depuis le 1^{er} février 1993					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	30,61	1,53
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	19,47	1,79
Livre sterling	0,08784	49,8252	4,3766	12,71	—
Lire italienne	151,8	0,022425	3,4041	9,27	—
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,57	2,03
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,16	2,06
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,54	2,19
Punt irlandais	0,008552	49,7289	0,4253	1,12	2,23
Drachme grecque	1,44	0,155338	0,2237	0,57	—
Peseta espagnole	6,885	0,283364	1,9510	5,19	5,71
Escudo portugais	1,393	0,223006	0,3106	0,79	5,95
Total ...			40,2802	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en drachmes grecques ou livres sterling ou liras italiennes et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 3. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

indices 1975 = 100

Sources : BNB, FMI : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices BNB pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International													
	exportations de l'UEBL	importations de l'UEBL	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	Peseta espagnole	Punt irlandais
	Franc belge															
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8	48,8	67,4
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7	47,4	68,3
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6	48,5	73,3
1987	112,1	107,8	99,8	101,3	147,3	220,2	72,2	72,5	47,6	135,4	68,0	173,6	92,7	79,6	49,6	73,3
1988	111,9	108,0	98,8	95,4	146,3	244,0	70,6	76,5	45,9	135,1	68,0	171,3	91,1	79,4	51,0	72,8
1989	111,5	108,2	97,2	100,1	143,6	233,4	69,0	73,8	45,8	131,9	67,5	159,6	87,4	78,3	52,4	70,6
1990	117,8	115,2	103,3	93,6	153,8	209,2	74,5	74,1	48,0	139,7	68,2	175,4	95,9	80,7	56,4	76,2
1991	119,3	117,1	102,8	93,2	151,2	227,1	72,6	74,0	46,8	138,0	67,4	170,6	93,7	78,6	55,9	74,9
1990 3 ^e trimestre	116,7	118,6	103,8	92,3	153,8	206,0	74,9	76,6	48,2	139,7	68,3	180,3	96,2	81,0	57,4	76,3
4 ^e trimestre	118,3	120,6	104,8	88,0	156,2	223,6	75,9	76,6	48,0	142,0	68,2	181,3	97,9	81,8	57,5	78,0
1991 1 ^{er} trimestre	118,8	122,2	104,9	89,4	155,7	220,4	74,7	76,3	48,0	141,6	68,4	179,1	97,2	82,2	58,0	77,1
2 ^e trimestre	116,6	119,9	101,6	95,8	148,6	224,9	71,5	73,6	46,4	135,9	67,1	170,0	92,4	77,1	55,3	73,4
3 ^e trimestre	117,2	120,6	101,4	95,9	148,6	228,7	71,2	72,8	46,1	135,8	66,4	165,5	91,5	76,7	54,7	73,4
4 ^e trimestre	119,6	123,7	103,3	91,6	151,9	234,3	72,7	73,3	46,8	138,8	67,7	167,9	93,7	78,5	55,6	75,4
1992 1 ^{er} trimestre	120,1	124,8														
2 ^e trimestre	120,2	125,2														
3 ^e trimestre	123,2	129,2														
1991 Novembre	119,8	123,5	103,4	91,4	152,0	233,7	72,8	73,4	46,8	138,9	67,9	167,4	93,7	78,6	55,8	75,4
Décembre	120,6	124,7	104,4	90,0	154,2	233,5	73,8	73,8	47,2	140,8	68,6	170,3	95,0	79,8	56,1	76,5
1992 Janvier	120,4	124,4														
Février	120,2	124,5														
Mars	120,0	124,2														
Avril	120,1	124,4														
Mai	120,0	124,3														
Juin	120,8	125,4														
Juillet	122,3	127,5														
Août	123,2	128,6														
Septembre	124,5	130,0														
Octobre	126,2	131,8														
Novembre	125,1	130,9														

Références bibliographiques : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome I, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES *

1. — SITUATION OFFICIELLE DE LA DETTE PUBLIQUE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes			Dettes totales	
	en franc belge					en monnaies étrangères				dette directe totale ²	en franc belge	en monnaies étrangères		dette indirecte totale
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	avoirs des particuliers à l'OCP	totale	consolidée ²	à court et à moyen terme	totale ²						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)						(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1984	1.561,9	111,6	1.094,1	69,9	2.837,5	634,0	379,0	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9	
1985	2.034,7	156,0	1.151,5	83,5	3.425,7	569,0	416,3	985,3	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6	
1986	2.228,1	98,8	1.430,0	94,0	3.850,9	502,3	515,8	1.018,1	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3	
1987	2.530,5	80,1	1.537,6	88,4	4.236,6	494,8	549,1	1.043,9	5.280,5	589,9	2,1	592,0	5.872,5	
1988	2.924,8	51,5	1.570,8	88,9	4.636,0	539,3	546,1	1.085,4	5.721,4	638,8	2,1	640,9	6.362,3	
1989	3.247,4	35,4	1.724,9	105,1	5.112,8	550,0	579,0	1.129,0	6.241,8	544,3	2,1	546,4	6.788,2	
1990	3.615,4	19,3	1.827,1	99,2	5.561,0	561,9	549,8	1.111,7	6.672,7	551,9	—	551,9	7.224,6	
1991	4.327,3	1,1	1.821,8	90,5	6.240,7	604,2	502,8	1.107,0	7.347,7	403,2	—	403,2	7.750,9	
1992	4.904,2	0,9	1.841,3	81,8	6.828,2	603,5	407,0	1.010,5	7.838,7	449,9	—	449,9	8.288,6	
1992 Janvier	4.390,6	1,1	1.825,9	122,5	6.340,1	616,2	490,3	1.106,5	7.446,6	402,7	—	402,7	7.849,3	
Février	4.435,1	1,1	1.887,4	96,2	6.419,8	618,2	483,3	1.101,5	7.521,3	402,3	—	402,3	7.923,6	
Mars	4.433,6	1,0	1.990,0	102,8	6.527,4	614,7	484,3	1.099,0	7.626,4	402,1	—	402,1	8.028,5	
Avril	4.481,7	1,0	1.886,6	122,2	6.491,5	614,9	484,4	1.099,3	7.590,8	402,0	—	402,0	7.992,8	
Mai	4.480,9	0,9	1.965,9	95,5	6.543,2	614,5	485,2	1.099,7	7.642,9	401,9	—	401,9	8.044,8	
Juin	4.511,4	0,9	1.992,8	108,4	6.613,5	607,2	485,6	1.092,8	7.706,3	401,9	—	401,9	8.108,2	
Juillet	4.566,1	0,9	1.950,4	108,1	6.625,5	606,8	482,3	1.089,1	7.714,6	404,9	—	404,9	8.119,5	
Août	4.582,9	0,9	1.956,0	108,2	6.648,0	596,2	485,9	1.082,1	7.730,1	404,9	—	404,9	8.135,0	
Septembre	4.589,5	0,9	2.038,4	90,0	6.718,8	596,8	468,8	1.065,6	7.784,4	399,6	—	399,6	8.184,0	
Octobre	4.704,9	0,9	1.987,6	98,7	6.792,1	606,9	441,3	1.048,2	7.840,3	399,3	—	399,3	8.239,6	
Novembre	4.831,4	0,9	1.938,9	93,3	6.864,5	609,5	425,7	1.035,2	7.899,7	394,1	—	394,1	8.293,8	
Décembre	4.904,2	0,9	1.841,3	81,8	6.828,2	603,5	407,0	1.010,5	7.838,7	449,9	—	449,9	8.288,6	
1993 Janvier	4.878,0	0,9	1.910,5	115,9	6.905,3	593,5	409,4	1.002,9	7.909,2	606,0	—	606,0	8.514,3	

¹ Y compris l'encours des emprunts de régularisation émis, à partir de septembre 1986, en vue du financement d'une partie des charges d'intérêts dues sur certains emprunts de l'Etat et du Fonds des Routes (Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986).

² Non compris la « dette intergouvernementale » relative à la guerre 1914-1918.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 5, mai 1988.

XI - 2. — VARIATIONS NOMINALES DE LA DETTE PUBLIQUE OFFICIELLE ET SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Variations nominales de la dette publique ¹	Ajustements					Solde net à financer total du Trésor ³
		Variation des certificats de Trésorerie détenus par le FMI	Différences de change	Reprises de dettes	Emprunts de régularisation ²	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) à (5)	(7) = (1) - (6)
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,3	+ 95,5	—	+ 137,3	508,6
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1	—	+ 106,6	524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	—	—	+ 44,8	504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9	—	+ 78,6	571,1
1986	+ 503,7	- 14,3	- 44,0	+ 0,5	+ 6,0	- 51,8	555,5
1987	+ 454,2	- 3,2	- 6,3	+ 0,1	+ 33,1	+ 23,7	430,5
1988	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	+ 55,9	433,9
1989	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	+ 28,7	397,2
1990	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	+ 42,9	393,5
1989 12 mois	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	+ 28,7	397,2
1990 1 mois	+ 80,2	+ 0,6	+ 2,1	—	—	+ 2,7	77,5
2 mois	+ 194,2	+ 0,3	0,0	—	+ 0,5	+ 0,8	193,4
3 mois	+ 314,0	+ 1,0	- 3,6	—	+ 31,5	+ 28,9	285,1
4 mois	+ 283,4	+ 1,0	- 3,5	—	+ 31,5	+ 29,0	254,4
5 mois	+ 332,3	- 9,3	+ 7,4	—	+ 31,5	+ 29,6	302,7
6 mois	+ 376,3	- 9,5	+ 3,5	—	+ 31,5	+ 25,5	350,8
7 mois	+ 391,0	- 9,5	- 0,6	+ 15,0	+ 31,5	+ 36,4	354,6
8 mois	+ 404,6	- 9,5	+ 3,0	+ 15,0	+ 31,5	+ 40,0	364,6
9 mois	+ 456,3	- 8,8	+ 6,9	+ 15,0	+ 31,5	+ 44,6	411,7
10 mois	+ 443,0	- 8,8	+ 5,8	+ 15,0	+ 31,5	+ 43,5	399,5
11 mois	+ 470,9	- 8,8	+ 2,2	+ 15,0	+ 31,5	+ 39,9	431,0
12 mois	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	+ 42,9	393,5

¹ Les encours sont indiqués au tableau XI-1, colonne (13).

² Produit des emprunts de régularisation émis dans le cadre de l'Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986.

³ Cette colonne correspond à la colonne (9) du tableau XI-3 (précédée du signe opposé).

XI - 3. — COMPOSITION DU SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances ; calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Opérations budgétaires ^{1 2}						Autres opérations ¹	Solde net à financer total du Trésor	Dont : solde net à financer (-) ou excédent net de financement (+) des communautés et des régions	
	Opérations courantes			Opérations en capital						Solde budgétaire
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde				
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7) = (3) + (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	
1982	1.216,2	1.535,6	- 319,4	13,6	198,7	- 185,1	- 504,5	- 4,1	- 508,6	.
1983	1.267,4	1.606,2	- 338,8	14,5	199,6	- 185,1	- 523,9	- 0,5	- 524,4	(- 7,8)
1984	1.377,2	1.682,6	- 305,4	13,7	205,7	- 192,0	- 497,4	- 6,7	- 504,1	(- 2,8)
1985	1.458,0	1.803,3	- 345,3	15,4	208,0	- 192,6	- 537,9	- 33,2	- 571,1	(- 19,1)
1986	1.485,1	1.854,5	- 369,4	14,9	196,7	- 181,8	- 551,2	- 4,3	- 555,5	(- 3,3)
1987	1.542,2	1.822,4	- 280,2	15,7	172,9	- 157,2	- 437,4	+ 6,9	- 430,5	(+ 20,8)
1988	1.597,8	1.871,2	- 273,4	16,9	157,1	- 140,2	- 413,6	- 20,3	- 433,9	(- 17,5)
1989	1.676,8	1.949,8	- 273,0	17,7	147,6	- 129,9	- 402,9	+ 5,7	- 397,2	(+ 35,1)
1990	1.827,6	2.108,5	- 280,9	23,0	132,4	- 109,3	- 390,2	- 3,3	- 393,5	(- 27,8)
1989 12 mois	1.676,8	1.949,8	- 273,0	17,7	147,6	- 129,9	- 402,9	+ 5,7	- 397,2	(+ 35,1)
1990 1 mois	154,7	239,1	- 84,4	1,6	20,3	- 18,7	- 103,1	+ 25,6	- 77,5	(- 25,0)
2 mois	281,9	446,3	- 164,4	3,2	31,7	- 28,5	- 192,9	- 0,5	- 193,4	(- 7,2)
3 mois	402,2	667,4	- 265,2	4,6	47,2	- 42,6	- 307,8	+ 22,7	- 285,1	(- 20,6)
4 mois	618,0	869,9	- 251,9	6,1	54,4	- 48,3	- 300,2	+ 45,8	- 254,4	(- 23,1)
5 mois	734,1	1.025,3	- 291,2	7,6	60,7	- 53,1	- 344,3	+ 41,6	- 302,7	(- 16,2)
6 mois	879,5	1.223,2	- 343,7	9,2	70,9	- 61,7	- 405,4	+ 54,6	- 350,8	(- 25,2)
7 mois	1.117,5	1.414,7	- 297,2	11,3	79,3	- 68,0	- 365,2	+ 10,6	- 354,6	(- 46,7)
8 mois	1.247,3	1.555,1	- 307,8	13,9	88,6	- 74,7	- 382,5	+ 17,9	- 364,6	(- 39,9)
9 mois	1.353,5	1.701,5	- 348,0	15,3	95,3	- 80,0	- 428,0	+ 16,3	- 411,7	(- 39,3)
10 mois	1.523,0	1.859,4	- 336,4	18,9	106,3	- 87,4	- 423,8	+ 24,3	- 399,5	(- 46,9)
11 mois	1.632,5	1.982,2	- 349,7	20,6	116,7	- 96,2	- 445,8	+ 14,8	- 431,0	(- 37,2)
12 mois	1.827,6	2.108,5	- 280,9	23,0	132,4	- 109,3	- 390,2	- 3,3	- 393,5	(- 27,8)

¹ Le contenu des « autres opérations » a été modifié à plusieurs reprises ; toutefois, pour l'ensemble de la période considérée, on a retenu dans ce tableau la définition utilisée par le Ministère des Finances depuis mai 1987 (différences d'émission et d'amortissement, fonds de tiers y compris les opérations de régularisation, opérations de caisse, compte auprès de la Banque Nationale de Belgique et emprunts pour compte de la région bruxelloise. Les séries des données relatives aux opérations budgétaires (dépenses) ont été adaptées en conséquence. A partir de janvier 1989, la rubrique « fonds de tiers » est apurée des impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

² Les recettes et dépenses ont trait au pouvoir national, aux communautés et aux régions et comprennent aussi les recettes cédées et affectées.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES DU TRESOR¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1989 11 mois	1990 11 mois
A. Recettes courantes²	1.267,4	1.377,2	1.458,0	1.485,1	1.542,2	1.597,8	1.676,8	1.827,6	1.504,6	1.632,5
I. Recettes fiscales	1.198,9	1.302,0	1.378,1	1.416,3	1.474,3	1.537,8	1.609,5	1.733,2	1.446,2	1.550,0
1. Impôts directs	719,9	801,3	851,0	874,6	894,9	919,3	932,3	1.012,3	850,5	911,0
dont ³ :										
— précompte professionnel ⁴	444,6	492,4	526,4	534,6	539,6	554,2	565,6	616,9	524,3	568,6
— versements anticipés	143,4	146,9	156,5	179,6	185,2	193,4	208,6	196,8	176,9	165,9
— impôts des sociétés (rôles)	- 1,3	- 2,7	- 3,9	- 13,7	- 10,2	- 11,8	- 21,4	- 25,1	- 20,0	- 22,3
— impôts des personnes physiques (rôles) ...	26,6	25,1	19,4	14,9	11,5	11,3	4,0	3,9	3,9	1,4
— précompte mobilier	84,2	114,2	126,7	134,2	140,4	143,8	146,5	166,6	139,5	158,8
2. Douanes et accises	121,7	125,4	129,1	131,4	137,0	143,7	157,8	173,6	143,3	159,4
3. T.V.A. et enregistrement	357,3	375,3	398,0	410,3	442,4	474,8	519,4	547,3	452,4	479,6
II. Recettes non fiscales	68,5	75,2	79,9	68,8	67,9	60,0	67,3	94,4	58,4	82,6
B. Recettes en capital⁵	14,5	13,7	15,4	14,9	15,7	16,9	17,7	23,0	15,0	20,6
I. Recettes fiscales	11,6	12,4	12,3	13,2	14,6	15,5	15,4	18,7	13,8	17,2
II. Recettes non fiscales	2,9	1,3	3,1	1,7	1,1	1,4	2,3	4,3	1,2	3,4
C. Recettes totales [A + B]	1.281,9	1.390,9	1.473,4	1.500,0	1.557,9	1.614,7	1.694,5	1.850,6	1.519,6	1.653,1
I. Recettes des Voies et Moyens	1.211,9	1.308,6	1.389,5	1.408,1	1.452,8	1.505,5	1.055,0	1.143,1	928,2	1.003,8
II. Recettes cédées	38,3	44,1	45,0	53,7	56,8	64,3	68,8	74,1	62,6	67,8
III. Recettes ristournées plus recettes affectées ⁶	31,0	37,4	37,8	37,6	47,8	44,9	568,5	631,7	526,7	578,1
IV. Moyens propres des communautés et régions ...	0,7	0,8	1,1	0,6	0,5	0,0	2,2	1,7	2,1	3,4

¹ A l'exclusion des centimes additionnels perçus au profit des provinces, des communes et de l'agglomération bruxelloise.

² Cf. colonne (1) du tableau XI-3.

³ Les montants suivants concernent des données à l'exclusion des recettes comptabilisées provisoirement (9,5 milliards pendant les onze premiers mois et 20,9 milliards pour l'année 1990) dont on ne connaît pas encore la ventilation exacte.

⁴ Y compris les retenues sur indemnités de chômage.

⁵ Cf. colonne (4) du tableau XI-3.

⁶ Y compris, à partir de janvier 1989, les impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

XI - 5. — DEFICIT (-) OU EXCEDENT (+) FINANCIER NET DES DIVERS SOUS-SECTEURS DES POUVOIRS PUBLICS¹

(milliards de francs)

	Pouvoir national, communautés et régions					Total	Pouvoirs locaux	Sécurité sociale ⁴	Octrois de crédits et prises de participations	Total
	Solde net à financer du Trésor			Position de caisse des communautés et des régions ²	Autres ³					
	Total	Dont national	Dont communautés et régions ²							
1983	- 524	- 516	- 8	0	- 61	- 585	- 27	+ 11	+ 123	- 478
1984	- 504	- 501	- 3	0	- 33	- 537	- 11	+ 45	+ 106	- 398
1985	- 571	- 552	- 19	0	- 40	- 611	- 10	+ 49	+ 117	- 456
1986	- 556	- 552	- 3	0	- 49	- 605	- 15	+ 31	+ 100	- 489
1987	- 431	- 451	+ 21	0	- 99	- 530	- 1	+ 21	+ 106	- 404
1988	- 434	- 416	- 18	0	- 62	- 496	- 5	+ 16	+ 68	- 417
1989	- 397	- 442	+ 45	0	- 87	- 484	- 31	+ 47	+ 53	- 415
1990	- 394	- 366	- 28	0	- 114	- 507	- 14	+ 47	+ 86	- 388
1991	- 367	- 366	0	- 35	- 96	- 497	- 42	- 14	+ 91	- 461
1989 3 ^e trimestre	- 49	- 62	+ 13	0	- 16	- 64	- 3	+ 4	+ 5	- 57
4 ^e trimestre	+ 17	+ 12	+ 5	0	- 13	+ 4	- 12	+ 32	+ 11	+ 36
1990 1 ^{er} trimestre	- 285	- 264	- 21	0	- 48	- 333	+ 9	+ 14	+ 18	- 291
2 ^e trimestre	- 65	- 61	- 4	0	- 43	- 108	- 33	+ 14	+ 39	- 89
3 ^e trimestre	- 61	- 47	- 14	0	- 13	- 74	+ 8	+ 5	+ 14	- 48
4 ^e trimestre	+ 18	+ 7	+ 11	0	- 11	+ 8	+ 2	+ 15	+ 16	+ 40
1991 1 ^{er} trimestre	- 268	- 268	0	- 14	- 23	- 305	- 2	+ 10	+ 24	- 273
2 ^e trimestre	- 122	- 122	0	+ 2	- 44	- 165	- 28	- 8	+ 36	- 165
3 ^e trimestre	- 34	- 34	0	- 31	- 18	- 83	+ 1	- 27	+ 16	- 93
4 ^e trimestre	+ 57	+ 57	0	+ 9	- 11	+ 56	- 12	+ 10	+ 15	+ 69
1992 1 ^{er} trimestre	- 309	- 309	0	- 24	- 2	- 336	- 17	+ 2	+ 5	- 345
2 ^e trimestre	- 100	- 100	0	- 12	- 21	- 134	- 1	- 13	+ 13	- 135
3 ^e trimestre	- 89	- 89	0	- 20	- 15	- 124	- 5	- 9	+ 12	- 126

¹ Sources : Ministère des Finances, BNB.

² Jusqu'à fin 1990, le Trésor assurait la trésorerie des régions et des communautés, si bien que leur solde financier faisait partie intégrante du solde net à financer total du Trésor. Tel n'est plus le cas depuis début 1991, puisque ces entités disposent depuis lors d'une trésorerie autonome; leur situation de caisse est par conséquent reprise sous une colonne distincte.

³ Débudgétisations, préfinancements et emprunts de régularisation. La formation d'actifs financiers en a été déduite.

⁴ Les données relatives à la sécurité sociale englobent les mêmes organismes que celles des comptes nationaux et, comme ces derniers, tiennent compte des cotisations sociales dues et non pas de celles qui ont été effectivement versées.

XI - 6a. — NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET FORMATION D'ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

Périodes	Nouveaux engagements						Total	Formation d'actifs financiers en franc belge ²	Dont par le Trésor ³	Solde ⁴
	En monnaies étrangères	En franc belge				Total				
		Auprès de la BNB ¹	Autres		Dont OLO					
		A un an au plus	A plus d'un an							
1983	+ 134	+ 7	+ 90	+ 391	0	+ 489	+ 622	+ 144	0	+ 478
1984	+ 155	+ 12	+ 71	+ 329	0	+ 411	+ 567	+ 169	0	+ 398
1985	+ 34	- 18	+ 53	+ 562	0	+ 597	+ 632	+ 176	0	+ 456
1986	+ 63	+ 27	+ 294	+ 225	0	+ 546	+ 609	+ 121	0	+ 489
1987	+ 33	- 82	+ 219	+ 381	0	+ 518	+ 551	+ 148	0	+ 404
1988	+ 20	- 21	+ 34	+ 497	0	+ 510	+ 529	+ 112	0	+ 417
1989	+ 69	- 40	+ 274	+ 204	+ 82	+ 438	+ 507	+ 91	0	+ 415
1990	- 22	- 30	+ 137	+ 448	+ 273	+ 555	+ 533	+ 145	0	+ 388
1991	- 13	- 107	+ 108	+ 670	+ 935	+ 671	+ 658	+ 197	+ 124	+ 461
1990 2 ^e trimestre	- 14	- 26	- 58	+ 223	+ 59	+ 139	+ 125	+ 36	0	+ 89
3 ^e trimestre	- 36	+ 1	+ 45	+ 66	+ 103	+ 112	+ 76	+ 27	0	+ 48
4 ^e trimestre	+ 21	+ 31	- 145	+ 103	+ 102	- 11	+ 10	+ 50	0	- 40
1991 1 ^{er} trimestre	- 6	- 106	+ 310	+ 170	+ 341	+ 374	+ 368	+ 95	+ 63	+ 273
2 ^e trimestre	- 2	0	+ 6	+ 225	+ 382	+ 231	+ 229	+ 64	+ 35	+ 165
3 ^e trimestre	0	+ 1	- 38	+ 87	+ 109	+ 49	+ 49	- 43	- 23	+ 93
4 ^e trimestre	- 5	- 2	- 170	+ 189	+ 103	+ 19	+ 12	+ 81	+ 49	- 69
1992 1 ^{er} trimestre	- 17	- 1	+ 165	+ 146	+ 154	+ 311	+ 293	- 52	- 38	+ 345
2 ^e trimestre	- 1	0	+ 12	+ 90	+ 203	+ 102	+ 101	- 34	- 16	+ 135
3 ^e trimestre	- 23	+ 1	+ 22	+ 92	+ 118	+ 114	+ 91	- 35	- 16	+ 126

¹ Variations du portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique, de l'encours des certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par des avances spéciales de celle-ci et de la créance consolidée de la Banque sur l'Etat. A partir de 1991, cette colonne comprend seulement les avances accordées par la Banque à l'Etat dans le cadre d'une facilité de caisse spéciale, limitée à 15 milliards.

² Y compris les octrois de crédits et prises de participations.

³ Il s'agit des opérations dites de gestion du Trésor.

⁴ Cette colonne correspond au déficit financier total des pouvoirs publics (cf. tableau XI-5 avec signe inversé).

XI - 6b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS¹

(variations en milliards de francs)

Périodes	Monnaie scripturale	Autres actifs à un an au plus ²			Actifs à plus d'un an ²	Total ³
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁴	Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)
1983	- 3,0	+ 3,1	+ 19,2	+ 22,3	+ 124,9	+ 144,2
1984	+ 15,6	+ 20,2	+ 20,9	+ 41,2	+ 111,9	+ 168,7
1985	+ 9,0	+ 27,5	+ 15,1	+ 42,5	+ 124,1	+ 175,6
1986	- 5,8	+ 8,8	+ 6,2	+ 15,0	+ 111,4	+ 120,6
1987	+ 6,3	+ 17,2	+ 15,3	+ 32,5	+ 108,9	+ 147,7
1988	+ 13,3	+ 13,1	+ 5,6	+ 18,7	+ 79,8	+ 111,8
1989	- 0,8	+ 10,9	+ 18,3	+ 29,3	+ 62,8	+ 91,2
1990	- 4,5	+ 48,5	+ 1,2	+ 49,8	+ 99,8	+ 145,1
1991	+ 3,0	+ 65,1	+ 24,9	+ 90,0	+ 103,5	+ 196,5
1990 2 ^e trimestre	- 2,1	- 7,8	+ 5,3	- 2,5	+ 40,6	+ 36,0
3 ^e trimestre	+ 7,4	+ 24,1	- 22,0	+ 2,1	+ 17,8	+ 27,3
4 ^e trimestre	+ 1,5	- 17,6	+ 47,1	+ 29,6	+ 19,0	+ 50,1
1991 1 ^{er} trimestre	- 15,7	+ 97,2	- 14,7	+ 82,5	+ 28,1	+ 95,0
2 ^e trimestre	- 0,2	+ 6,1	+ 20,2	+ 26,3	+ 37,5	+ 63,6
3 ^e trimestre	- 23,8	- 4,4	- 35,6	- 40,1	+ 20,5	- 43,3
4 ^e trimestre	+ 42,7	- 33,7	+ 55,0	+ 21,3	+ 17,3	+ 81,2
1992 1 ^{er} trimestre	- 23,2	- 19,1	- 16,6	- 35,7	+ 7,0	- 51,9
2 ^e trimestre	+ 6,0	- 51,0	+ 0,4	- 50,6	+ 10,6	- 34,0
3 ^e trimestre	- 9,9	- 8,8	- 28,3	- 37,1	+ 11,8	- 35,2

¹ Ces actifs financiers ne comprennent que ceux détenus à titre de placements provisoires par les pouvoirs national, communautaires, régionaux et locaux, ainsi que les arriérés de précompte professionnel et les créances des organismes de sécurité sociale.

² Durée à l'origine.

³ Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

⁴ BNB, Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRG, banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public.

XI - 7. — ENCOURS DES DETTES ET ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS¹

(milliards de francs)

	Dettes				Total général	Actifs financiers en franc belge ³	Dont opérations de gestion du Trésor	Dettes nettes		
	En monnaies étrangères	En franc belge						Total général	Total général	p.m. total à l'exclusion de la dette envers le FMI ⁴
		A un an au plus ²	A plus d'un an	Total						
1983	866	1.165	2.743	3.908	4.774	411	0	4.363	4.278	
1984	1.060	1.236	3.073	4.309	5.369	452	0	4.918	4.827	
1985	1.028	1.279	3.635	4.915	5.943	511	0	5.433	5.334	
1986	1.046	1.586	3.861	5.447	6.493	531	0	5.962	5.877	
1987	1.069	1.720	4.246	5.965	7.034	573	0	6.462	6.380	
1988	1.107	1.734	4.743	6.477	7.584	617	0	6.967	6.884	
1989	1.150	1.974	4.946	6.920	8.070	655	0	7.415	7.327	
1990	1.128	2.071	5.394	7.466	8.594	713	0	7.880	7.801	
1991	1.118	2.095	5.997	8.092	9.210	810	124	8.401	8.319	
1989 3 ^e trimestre	1.110	2.090	4.874	6.964	8.074	605	0	7.469	7.380	
4 ^e trimestre	1.150	1.974	4.946	6.920	8.070	655	0	7.415	7.327	
1990 1 ^{er} trimestre	1.154	2.234	5.002	7.236	8.390	668	0	7.722	7.633	
2 ^e trimestre	1.147	2.139	5.225	7.365	8.511	665	0	7.846	7.767	
3 ^e trimestre	1.114	2.186	5.291	7.477	8.591	679	0	7.912	7.833	
4 ^e trimestre	1.128	2.071	5.394	7.466	8.594	713	0	7.880	7.801	
1991 1 ^{er} trimestre	1.146	2.306	5.530	7.836	8.983	784	63	8.198	8.122	
2 ^e trimestre	1.157	2.317	5.755	8.072	9.230	812	99	8.417	8.336	
3 ^e trimestre	1.142	2.280	5.842	8.122	9.264	753	76	8.512	8.430	
4 ^e trimestre	1.118	2.095	5.997	8.092	9.210	810	124	8.401	8.319	
1992 1 ^{er} trimestre	1.107	2.260	6.142	8.402	9.509	753	86	8.756	8.673	
2 ^e trimestre	1.099	2.269	6.257	8.527	9.626	706	71	8.920	8.840	
3 ^e trimestre	1.072	2.293	6.349	8.642	9.713	659	54	9.054	8.973	

¹ Le mode de calcul des séries relatives aux pouvoirs locaux et à la sécurité sociale a été modifié légèrement à partir de 1984 ; en ce qui concerne les premiers cités, il s'agit surtout d'une modification comptable des séries bilantaires du Crédit Communal de Belgique, tandis que dans le cas de la dernière, il s'agit d'une augmentation du nombre de caisses d'accidents du travail dont les opérations sont recensées.

² Y compris l'encours des certificats de trésorerie financés par le Fonds des Rentes grâce au concours spécial de la BNB et le portefeuille d'effets publics de cette dernière.

³ A l'exclusion des crédits et participations.

⁴ La remise de certificats de trésorerie qui ne portent pas d'intérêts, au FMI, ne donne lieu à aucune recette de trésorerie pour les pouvoirs publics.

**XI - 8. — RECOURS DIRECT ET INDIRECT (EN FRANC BELGE) DU TRESOR
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Encours à fin de période			Montant maximum autorisé du recours indirect ³	
	Recours total (en F.B.)	dont :			en vigueur à partir du
		direct ¹	indirect ²		
				15	13-07-1977
				0	05-10-1977
1977	40	37	3	15	07-12-1977
				30	04-01-1978
				40	21-06-1978
				50	05-07-1978
				40	26-07-1978
1978	53	37	16	30	20-09-1978
				50	07-03-1979
1979	90	37	53	60	13-06-1979
				70	23-01-1980
1980	114	37	77	90	26-03-1980
				110	11-02-1981
				130	08-04-1981
				150	23-09-1981
1981	187	37	150	170	23-12-1981
1982	218	37	181	190	28-04-1982
1983	225	37	188	210	05-01-1983
1984	238	37	201	210	05-01-1983
1985	219	37	182	210	05-01-1983
1986	246	37	209	210	05-01-1983
1987	165	37	128	180	23-09-1987
1988 Septembre	136	37	99	160	30-03-1988
Décembre	144	37	107	160	30-03-1988
1989 Mars	89	37	52	160	30-03-1988
Juin	94	37	57	130	08-06-1989
Septembre	85	37	48	130	08-06-1989
Décembre	103	37	66	110	04-12-1989
1990 Mars	68	37	31	110	04-12-1989
Juin	42	37	5	110	04-12-1989
Septembre	43	37	6	110	04-12-1989
Décembre	74	37	37	110	04-12-1989

¹ Portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique.

² Encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial de la Banque Nationale de Belgique.

³ Le montant maximum du recours direct s'élève à 37 milliards depuis le 15 juillet 1977.

XII. — GLOBALISATIONS DES COMPTES ANNUELS DES ENTREPRISES NON FINANCIERES *

1a. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises						Echantillon constant ²	
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
Nombre de comptes annuels	87.903	88.969	100.964	109.464	118.633	130.728	72.495	72.495
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	28,1	22,7	21,6	13,7	11,4	10,6	7,1	10,4
II. Immobilisations incorporelles	151,7	180,6	193,3	231,4	263,6	301,4	221,5	217,4
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	778,8	805,8	853,9	935,9	1.048,7	1.189,8	854,1	914,1
b. Installations, machines et outillage	1.055,0	1.084,3	1.125,2	1.169,6	1.258,5	1.319,3	1.006,7	1.080,9
c. Mobilier et matériel roulant	204,1	230,4	248,8	264,6	296,2	319,2	218,1	195,8
d. Location-financement et droits similaires	44,6	56,7	65,5	100,7	122,2	127,4	90,5	112,4
e. Autres immobilisations corporelles	75,2	78,5	84,6	96,4	114,0	142,9	108,3	120,7
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	150,9	147,8	147,9	162,2	189,3	259,9	200,6	205,3
Total des immobilisations corporelles	2.308,7	2.403,4	2.525,9	2.729,2	3.028,9	3.358,6	2.478,3	2.629,1
IV. Immobilisations financières	622,0	755,2	886,3	1.142,0	1.535,2	1.991,2	1.641,6	1.926,4
Total des actifs immobilisés	3.110,5	3.362,0	3.626,8	4.116,3	4.839,1	5.661,7	4.348,5	4.783,3
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	51,5	62,8	63,5	68,7	75,8	89,3	72,4	97,4
b. Autres créances	98,0	118,0	166,2	275,2	376,7	458,8	393,4	460,3
Total des créances à plus d'un an	149,5	180,8	229,7	343,9	452,5	548,1	465,8	557,7
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	1.088,5	1.056,7	1.056,7	1.153,7	1.250,4	1.310,0	984,1	1.015,6
b. Commandes en cours d'exécution	191,2	207,2	203,7	162,5	181,6	220,3	160,9	178,5
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	1.279,7	1.263,9	1.260,4	1.316,2	1.432,0	1.530,3	1.145,0	1.194,0
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	1.690,9	1.648,5	1.659,9	1.890,9	2.154,3	2.298,4	1.719,4	1.804,8
b. Autres créances	356,0	415,0	484,3	725,8	1.002,4	1.250,9	949,9	1.158,1
Total des créances à un an au plus	2.047,0	2.063,5	2.144,2	2.616,7	3.156,7	3.549,3	2.669,3	2.962,9
VIII. Placements de trésorerie	273,6	331,7	430,5	544,6	722,1	756,9	610,6	601,7
IX. Valeurs disponibles	240,0	258,4	278,2	317,9	360,8	382,1	257,5	275,6
X. Comptes de régularisation	115,7	112,8	114,6	129,8	143,0	163,3	119,6	136,2
Total des actifs circulants	4.105,5	4.211,1	4.457,7	5.269,1	6.267,1	6.930,1	5.267,8	5.728,3
TOTAL DU BILAN	7.216,0	7.573,1	8.084,6	9.385,4	11.106,2	12.591,8	9.616,3	10.511,6

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	1.247,3	1.396,8	1.511,7	1.783,7	2.101,7	2.552,9	1.940,9	2.255,9
II. Primes d'émission	141,9	146,8	158,2	178,1	205,2	267,3	220,9	228,2
III. Plus-values de réévaluation	172,7	151,8	142,8	101,2	103,5	107,4	72,2	74,6
IV. Réserves								
a. Réserve légale	53,5	58,9	64,7	75,3	84,9	90,8	73,1	83,2
b. Réserves indisponibles	60,6	67,5	70,2	73,3	78,6	82,9	60,5	75,8
c. Réserves immunisées	144,3	159,3	174,0	188,6	269,3	292,3	239,0	233,6
d. Réserves disponibles	381,2	425,9	473,3	529,5	633,5	691,1	529,9	593,1
Total des réserves	639,6	711,6	782,2	866,7	1.066,3	1.157,1	902,5	985,7
V. Bénéfice reporté	172,2	204,9	237,8	301,3	367,3	435,3	344,4	405,8
Perte reportée	-219,8	-232,3	-240,8	-228,0	-231,7	-294,8	-161,9	-212,5
VI. Subsidés en capital	122,0	134,9	142,3	143,5	143,9	140,7	122,2	110,9
Total des capitaux propres	2.275,9	2.514,6	2.734,2	3.146,3	3.756,2	4.365,9	3.441,1	3.848,6
B. VII. Provisions et impôts différés								
a. Provisions pour risques et charges	192,2	208,3	225,8	271,0	270,8	297,1	247,0	269,1
b. Impôts différés								4,9
Total provisions et impôts différés	192,2	208,3	225,8	271,0	270,8	297,1	247,0	274,0
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	1.285,7	1.357,8	1.497,8	1.737,6	2.008,5	2.392,0	1.854,1	1.962,1
dont : établissements de crédit ³	(838,4)	(882,1)	(995,9)	(1.154,6)	(1.345,7)	(1.585,0)	(1.229,0)	(1.265,5)
b. Dettes commerciales	18,7	13,7	12,6	10,9	13,1	24,0	17,5	15,2
c. Acomptes reçus sur commandes	33,6	28,4	24,9	16,6	20,0	23,8	17,4	15,9
d. Autres dettes	144,3	150,9	172,9	182,1	191,3	222,8	135,3	156,7
Total des dettes à plus d'un an	1.482,3	1.550,9	1.708,3	1.947,3	2.232,9	2.662,6	2.024,4	2.150,0
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	181,0	213,8	241,7	291,9	368,6	394,2	312,2	384,0
b. Dettes financières	592,2	566,8	630,4	793,4	1.179,3	1.404,1	1.057,4	1.159,0
dont : établissements de crédit ³	(505,0)	(473,4)	(487,7)	(584,8)	(809,9)	(904,1)	(651,9)	(637,9)
c. Dettes commerciales	1.427,7	1.376,2	1.404,4	1.634,9	1.824,1	1.884,9	1.354,2	1.408,4
d. Acomptes reçus sur commandes	207,8	217,6	198,9	210,5	237,6	285,2	211,6	225,9
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	339,7	358,6	374,7	397,5	434,0	457,0	337,5	360,3
f. Autres dettes	376,1	429,7	430,2	545,4	634,2	645,8	479,6	543,7
Total des dettes à un an au plus	3.124,5	3.162,8	3.280,2	3.873,5	4.677,8	5.071,2	3.752,4	4.081,2
X. Comptes de régularisation	141,1	136,6	136,1	147,3	168,5	195,0	151,4	157,9
Total des dettes	4.747,9	4.850,2	5.124,7	5.968,1	7.079,2	7.928,9	5.928,2	6.389,1

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Données provisoires.

³ Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXVI^e année, n° 9, septembre 1991.

XII - 1b. 1. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
Nombre de comptes annuels		87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	130.728	72.495	72.495
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		2.405,6	2.538,4	2.604,9	2.843,0	3.055,7	3.276,3	2.446,6	2.545,1
Frais de personnel	-	1.561,4	1.606,2	1.652,8	1.741,7	1.867,7	2.051,9	1.496,3	1.592,8
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	326,4	361,4	402,4	466,2	516,1	575,1	438,3	459,8
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	17,9	23,0	18,3	18,3	18,3	20,3	14,2	16,8
Provisions nettes pour risques et charges	-	17,0	16,1	22,7	21,7	13,7	14,9	11,4	9,9
Autres charges d'exploitation ³	-	134,5	119,1	108,4	107,0	116,0	139,1	98,6	101,3
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	2,6	2,6	3,1	3,9	2,8	2,2	1,6	1,8
Résultat d'exploitation	=	351,0	415,2	403,4	492,0	526,7	477,1	389,5	366,3
Produits financiers	+	224,7	231,6	267,9	313,1	483,2	567,3	463,1	523,7
Charges financières	-	285,4	297,4	307,1	333,2	462,4	553,6	419,7	466,2
Résultat courant avant impôts	=	290,3	349,4	364,3	471,9	547,5	490,9	433,0	423,8
Produits exceptionnels	+	69,1	84,1	82,1	95,1	190,1	111,6	81,0	99,0
Charges exceptionnelles	-	60,4	87,2	90,7	115,1	110,1	111,4	72,2	94,7
Résultat de l'exercice avant impôts	=	299,0	346,3	355,7	451,9	627,5	491,1	441,8	428,1
Transfert net (+) ou prélèvement net (-) aux impôts différés	-								0,7
Impôts sur le résultat	-	79,0	100,3	96,7	110,3	118,2	120,1	93,9	95,5
Résultat de l'exercice	=	220,0	246,0	259,0	341,6	509,3	370,9	347,8	331,8
Transfert net aux réserves immunisées	-	19,9	19,3	20,3	28,7	86,4	25,4	23,4	8,2
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	143,7	169,7	193,5	230,4	292,4	356,0	282,2	342,9
Perte reportée de l'exercice précédent	-	216,3	201,7	221,4	227,8	203,5	224,4	136,7	161,7
RESULTAT A AFFECTER	=	127,5	194,7	210,8	315,5	511,8	477,1	470,0	504,8
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+ -	17,0	- 25,9	- 33,1	- 105,1	- 249,9	- 220,8	- 251,7	- 253,0
Intervention d'associés dans la perte	+	4,7	3,6	2,9	2,2	2,0	1,7	0,7	1,0
Bénéfice à distribuer	-	149,2	172,4	180,6	212,6	263,8	257,9	219,7	252,8
dont : rémunération du capital		(137,0)	(155,3)	(161,8)	(192,5)	(243,6)	(238,6)	(207,0)	(241,9)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données provisoires.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

XII - 1b. 2. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
Nombre de comptes annuels		11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	13.420	9.103	9.103
FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		1.963,3	2.049,1	2.072,4	2.258,0	2.422,6	2.579,3	2.035,5	2.108,5
Subsides d'exploitation	+	36,5	35,2	39,1	38,3	34,3	32,4	23,5	21,4
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	1.999,7	2.084,3	2.111,4	2.296,4	2.456,9	2.611,7	2.059,0	2.129,9
Frais de personnel	-	1.304,9	1.318,1	1.335,2	1.392,7	1.484,2	1.622,3	1.246,7	1.322,7
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	53,9	55,0	59,2	61,2	69,2	75,2	50,4	61,0
Autres charges d'exploitation	-	27,5	23,5	20,9	23,2	26,9	42,7	37,1	28,2
Excédent brut d'exploitation	=	613,4	687,7	696,1	819,3	876,6	871,6	724,8	718,0
Produit des immobilisations financières	+	63,6	66,3	72,9	86,3	142,2	152,4	137,1	146,7
Produit des actifs financiers circulants	+	55,7	54,5	67,1	88,2	159,4	210,1	173,2	202,2
Subsides en intérêts	+	4,5	4,2	4,2	4,8	4,7	6,0	5,0	5,0
Charge des dettes	-	181,1	180,5	177,6	193,2	247,0	324,4	261,0	297,3
Solde des autres produits et charges financiers	+	0,5	-5,6	-0,5	0,9	-18,5	-12,3	-8,6	6,4
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	3,1	9,9	10,7	-2,3	3,5	1,5	1,5	-4,8
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	5,9	5,8	7,1	8,8	3,5	3,1	2,5	4,9
Impôts sur le résultat	-	66,3	83,6	77,6	89,0	92,4	90,8	75,9	77,3
Intervention d'associés dans la perte	+	3,1	2,5	2,1	1,5	1,4	1,0	0,5	0,6
Bénéfice à distribuer	-	136,7	158,2	164,2	194,0	245,3	241,2	208,9	242,0
<i>dont : rémunération du capital</i>		(132,2)	(148,9)	(154,0)	(183,9)	(234,3)	(230,5)	(201,7)	(235,7)
EPARGNE BRUTE	=	365,7	403,1	440,4	531,3	588,1	577,0	490,4	462,4
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		195,1	210,0	217,5	291,2	460,2	335,9	322,0	308,6
Amortissements d'exploitation	+	280,0	303,2	330,4	378,5	412,7	455,2	369,5	386,4
Amortissements nets exceptionnels	+	8,3	17,9	9,2	21,1	14,1	6,5	4,8	6,4
Provisions et impôts différés nets	+	23,0	29,1	30,8	38,6	17,7	24,3	19,0	23,6
Réductions de valeurs nettes	+	27,9	36,3	44,7	44,7	54,7	51,8	30,7	42,4
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	35,0	37,5	30,1	50,4	127,5	56,4	47,3	63,6
Intervention d'associés dans la perte	+	3,1	2,5	2,1	1,5	1,4	1,0	0,5	0,6
Bénéfice à distribuer	-	136,7	158,2	164,2	194,0	245,3	241,2	208,9	242,0

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données provisoires.

XII - 1c. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés								
Nombre de comptes annuels	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	130.728	72.495	72.495
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	55,7	60,7	56,7	103,2	94,0	98,8	82,0	56,0
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,7	1,7	3,2	5,0	8,6	3,1	1,6	5,8
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	478,2	537,2	557,1	677,7	856,7	946,5	678,8	621,6
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	76,9	82,9	70,4	89,9	106,9	102,9	66,1	88,5
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	174,5	220,3	262,7	409,4	646,2	757,7	589,5	514,6
Cessions (valeur nette comptable)	52,8	64,9	72,5	96,4	188,2	215,9	187,7	184,8
II. Schémas complets								
Nombre de comptes annuels	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	13.420	9.103	9.103
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	49,4	53,5	46,2	90,5	77,3	81,5	72,6	52,1
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,3	1,4	2,7	4,6	7,9	2,4	1,2	5,3
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	394,7	428,3	421,9	502,5	650,0	718,5	551,5	512,7
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	65,8	74,6	60,2	77,1	89,5	85,1	56,9	78,2
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	168,5	210,3	250,8	383,9	600,0	719,9	565,7	500,6
Cessions (valeur nette comptable)	50,4	62,4	69,6	93,1	182,2	202,0	178,9	174,5

¹ Données provisoires.

XII - 1d. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
		1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	130.728	72.495	72.495
1. Marges sur ventes (en p.c.) ²									
1.1 Résultat brut d'exploitation ³ / Chiffre d'affaires		7,0	8,3	8,5	9,3	9,0	8,5	9,0	8,7
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		3,5	4,3	4,1	4,6	4,4	3,7	4,2	3,7
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		64,9	63,3	63,5	61,3	61,1	62,6	61,2	62,6
2.2 Autres charges d'exploitation ⁴		5,6	4,7	4,1	3,7	3,8	4,2	4,0	4,0
2.3 Excédent brut d'exploitation ^{3,5} = 100 p.c. - (2.1) - (2.2) ..		29,5	32,0	32,4	35,0	35,1	33,1	34,8	33,4
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁶									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.510	1.586	1.623	1.738	1.824	1.879	2.004	2.058
3.2 Frais de personnel par personne occupée		1.006	1.034	1.061	1.095	1.147	1.212	1.256	1.317
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		19,9	21,2	21,4	23,8	28,7	24,4	27,7	24,4
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		9,7	9,8	9,5	10,9	13,6	8,5	10,1	8,6
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		31,5	33,2	33,7	33,5	33,8	34,7	35,8	36,6
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	13.420	9.103	9.103
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁷									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	—	65,3	63,2	63,2	60,7	60,4	62,1	60,5	62,1
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	—	2,7	2,6	2,8	2,7	2,8	2,9	2,4	2,9
1.4 Autres charges d'exploitation	—	1,4	1,1	1,0	1,0	1,1	1,6	1,8	1,3
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{3,5}	=	30,7	33,0	33,0	35,7	35,7	33,4	35,2	33,7
1.6 Produit des actifs financiers ⁸	+	6,0	5,8	6,6	7,6	12,3	13,9	15,1	16,4
1.7 Charge des dettes	—	9,1	8,7	8,4	8,4	10,1	12,4	12,7	14,0
1.8 Impôts sur le résultat	—	3,3	4,0	3,7	3,9	3,8	3,5	3,7	3,6
1.9 Rémunération du capital	—	6,6	7,1	7,3	8,0	9,5	8,8	9,8	11,1
1.10 Solde des autres flux ⁹	+	0,6	0,3	0,7	0,1	-0,7	-0,4	-0,3	0,3
1.11 Epargne brute ⁵	=	18,3	19,3	20,9	23,1	23,9	22,1	23,8	21,7
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		19,7	20,6	20,0	21,9	26,5	27,5	26,8	24,1
3. Acquisitions d'immobilisations financières		8,4	10,1	11,9	16,7	24,4	27,6	27,5	23,5
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		9,8	9,7	9,3	10,9	14,3	8,9	10,5	8,9
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		31,3	33,1	33,6	33,4	33,9	35,0	35,7	36,6

¹ Données provisoires.

² Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

³ Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

⁴ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁵ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁶ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁷ Cf. tableau XII-1b.2.

⁸ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁹ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 2a. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises						Echantillon constant ²	
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
Nombre de comptes annuels	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	17.346	10.349	10.349
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	10,1	6,9	9,1	5,0	4,6	4,5	3,2	6,7
II. Immobilisations incorporelles	27,6	38,1	44,7	64,5	82,8	89,3	81,3	78,1
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	187,9	196,5	202,7	215,8	235,4	262,3	208,4	227,1
b. Installations, machines et outillage	281,9	299,2	310,6	335,4	382,2	422,1	338,8	401,2
c. Mobilier et matériel roulant	24,9	29,9	33,0	39,7	41,6	47,8	36,0	35,8
d. Location-financement et droits similaires	11,7	20,0	25,4	30,9	35,1	37,8	26,5	26,4
e. Autres immobilisations corporelles	14,1	14,9	14,3	15,0	15,1	19,3	16,5	15,8
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	39,6	39,4	40,6	48,2	68,6	125,5	112,5	111,1
Total des immobilisations corporelles	560,1	599,8	626,8	685,1	778,0	914,8	738,8	817,3
IV. Immobilisations financières	251,1	301,3	347,5	440,6	601,1	756,0	695,5	782,1
Total des actifs immobilisés	848,9	946,1	1.028,0	1.195,2	1.466,5	1.764,6	1.518,9	1.684,2
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	14,0	17,5	9,1	10,4	8,2	10,0	8,5	7,7
b. Autres créances	17,9	24,7	28,6	27,2	26,1	26,7	23,4	23,2
Total des créances à plus d'un an	31,9	42,2	37,8	37,6	34,3	36,7	31,9	30,9
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	515,1	479,9	467,7	515,5	555,3	555,8	451,5	463,2
b. Commandes en cours d'exécution	61,0	62,9	57,4	56,9	62,9	67,9	55,3	67,5
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	576,1	542,8	525,1	572,4	618,2	623,8	506,8	530,7
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	687,3	673,1	644,8	723,6	797,9	793,1	633,9	643,7
b. Autres créances	115,4	148,2	121,6	154,7	224,9	217,9	180,1	184,6
Total des créances à un an au plus	802,7	821,3	766,3	878,3	1.022,8	1.011,1	814,0	828,3
VIII. Placements de trésorerie	103,9	134,4	166,4	167,6	201,9	220,6	192,0	152,6
IX. Valeurs disponibles	59,3	66,3	68,2	80,1	92,9	90,9	70,9	75,4
X. Comptes de régularisation	17,0	17,0	16,8	18,4	20,1	23,0	18,4	19,7
Total des actifs circulants	1.591,0	1.624,0	1.580,6	1.754,4	1.990,2	2.006,0	1.634,1	1.637,6
TOTAL DU BILAN	2.439,9	2.570,1	2.608,6	2.949,6	3.456,7	3.770,6	3.152,9	3.321,8

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	487,4	527,3	504,3	546,1	600,8	677,4	547,3	571,5
II. Primes d'émission	31,1	35,6	40,9	44,5	50,9	53,0	50,4	53,3
III. Plus-values de réévaluation	29,7	31,1	27,0	23,1	21,2	21,2	16,7	19,4
IV. Réserves								
a. Réserve légale	20,8	22,6	23,4	27,6	29,9	31,9	27,6	29,1
b. Réserves indisponibles	15,9	15,2	15,4	14,6	15,8	16,3	13,2	13,0
c. Réserves immunisées	67,6	71,0	76,1	77,2	128,3	141,1	124,9	129,1
d. Réserves disponibles	178,4	201,1	219,5	237,3	296,7	320,1	268,1	290,7
Total des réserves	282,7	309,9	334,4	356,7	470,7	509,4	433,7	462,0
V. Bénéfice reporté	74,7	90,7	112,1	139,4	179,0	199,2	175,2	183,8
Perte reportée	- 69,9	- 76,5	- 76,9	- 83,2	- 81,3	- 98,1	- 60,6	- 85,7
VI. Subsidés en capital	20,5	20,3	19,1	18,7	20,4	23,2	17,9	15,7
Total des capitaux propres	856,3	938,3	960,9	1.045,2	1.261,7	1.385,3	1.180,7	1.220,0
B. VII. Provisions et impôts différés								
a. Provisions pour risques et charges	92,6	106,3	113,1	133,7	129,7	142,6	130,5	135,3
b. Impôts différés								3,0
Total provisions et impôts différés	92,6	106,3	113,1	133,7	129,7	142,6	130,5	138,3
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	279,5	324,0	366,9	420,6	513,3	632,5	533,0	577,2
dont : établissements de crédit ³	(173,6)	(198,9)	(213,4)	(229,1)	(263,4)	(313,5)	(246,8)	(234,4)
b. Dettes commerciales	6,5	4,6	4,0	2,9	3,3	4,0	3,5	2,6
c. Acomptes reçus sur commandes	8,3	8,9	5,4	5,7	8,8	12,2	11,1	9,3
d. Autres dettes	34,2	36,2	47,8	67,0	64,1	69,9	62,2	68,2
Total des dettes à plus d'un an	328,4	373,7	424,1	496,2	589,5	718,5	609,8	657,4
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	57,0	58,1	70,4	103,4	115,0	131,8	111,8	136,6
b. Dettes financières	233,3	216,0	187,1	197,4	279,2	286,0	235,1	259,2
dont : établissements de crédit ³	(185,7)	(176,0)	(143,6)	(160,9)	(215,7)	(207,3)	(164,4)	(139,3)
c. Dettes commerciales	508,6	485,5	480,3	571,4	629,8	634,8	498,6	507,7
d. Acomptes reçus sur commandes	51,1	51,8	47,3	49,9	54,1	64,3	54,4	65,9
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	172,3	180,1	180,6	190,1	204,3	208,7	169,2	175,8
f. Autres dettes	96,5	120,1	106,6	121,1	146,5	146,2	120,6	121,7
Total des dettes à un an au plus	1.118,9	1.111,6	1.072,3	1.233,4	1.428,9	1.471,8	1.189,7	1.266,9
X. Comptes de régularisation	43,7	40,2	38,1	41,1	46,9	52,3	42,2	39,3
Total des dettes	1.491,1	1.525,6	1.534,5	1.770,6	2.065,3	2.242,6	1.841,7	1.963,5

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Données provisoires.

³ Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

XII - 2b. 1. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
Nombre de comptes annuels		14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	17.346	10.349	10.349
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		1.081,4	1.157,3	1.161,1	1.256,2	1.322,8	1.381,1	1.126,4	1.127,1
Frais de personnel	-	735,4	754,8	753,3	781,8	819,6	888,5	712,7	746,3
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	150,3	168,6	187,0	215,7	234,3	254,5	208,0	216,5
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	7,5	10,3	7,1	7,8	6,5	6,6	4,9	6,5
Provisions nettes pour risques et charges	-	5,7	6,6	12,0	11,2	4,5	2,5	2,5	-4,0
Autres charges d'exploitation ³	-	34,7	33,1	30,9	29,2	29,0	36,5	30,9	32,6
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	1,1	1,2	2,0	3,2	0,9	1,3	1,0	1,1
Résultat d'exploitation	=	148,9	185,1	172,8	213,7	229,8	193,8	168,3	130,3
Produits financiers	+	78,0	82,0	76,2	86,0	139,0	145,2	129,4	124,9
Charges financières	-	107,3	111,4	95,1	97,4	136,8	158,7	131,8	139,5
Résultat courant avant impôts	=	119,6	155,7	153,9	202,3	232,0	180,4	165,9	115,8
Produits exceptionnels	+	29,9	36,2	34,2	38,8	113,2	45,9	38,6	47,7
Charges exceptionnelles	-	30,4	48,4	46,3	65,9	50,9	52,3	40,5	57,3
Résultat de l'exercice avant impôts	=	119,1	143,5	141,8	175,2	294,3	174,1	164,0	106,2
Transfert net (+) ou prélèvement net (-) aux impôts différés	-								0,3
Impôts sur le résultat	-	41,9	56,6	53,7	60,0	58,7	50,2	41,5	36,3
Résultat de l'exercice	=	77,2	86,9	88,1	115,2	235,6	123,8	122,4	69,6
Transfert net aux réserves immunisées	-	8,8	5,2	9,3	12,1	55,4	8,7	8,0	4,4
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	65,8	74,7	88,2	104,7	134,6	171,0	150,1	174,9
Perte reportée de l'exercice précédent	-	77,2	64,7	70,9	73,9	68,3	76,1	51,0	60,5
RESULTAT A AFFECTER	=	57,0	91,7	96,1	133,9	246,5	210,1	213,5	179,7
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	-8,9	-36,4	-38,9	-66,5	-167,7	-134,2	-143,4	-111,2
Intervention d'associés dans la perte	+	1,7	0,9	0,6	0,2	0,2	0,4	0,1	0,2
Bénéfice à distribuer	-	49,8	56,2	57,8	67,6	79,0	76,3	70,2	68,7
dont : rémunération du capital		(47,3)	(50,7)	(51,5)	(61,9)	(73,2)	(71,3)	(67,0)	(66,7)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données provisoires.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

XII - 2b. 2. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
Nombre de comptes annuels		3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	3.631	2.612	2.612
FLUX DE RESULTATS CONOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		972,0	1.031,7	1.030,4	1.118,4	1.178,8	1.231,9	1.035,7	1.030,9
Subsides d'exploitation	+	7,7	10,7	10,2	8,7	6,8	4,7	3,9	4,8
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	979,7	1.042,5	1.040,6	1.127,1	1.185,6	1.236,6	1.039,6	1.035,7
Frais de personnel	-	663,9	674,8	669,1	692,7	724,5	787,2	652,2	681,7
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	14,2	15,9	16,8	16,4	17,6	21,9	18,4	19,8
Autres charges d'exploitation	-	11,2	10,5	9,4	9,3	8,6	11,6	10,9	11,1
Excédent brut d'exploitation	=	290,4	341,2	345,4	408,7	434,9	415,9	358,1	323,1
Produit des immobilisations financières	+	15,1	16,5	20,2	25,3	52,6	53,3	52,4	53,4
Produit des actifs financiers circulants	+	18,7	19,9	18,8	21,3	44,4	47,3	43,0	37,6
Subsides en intérêts	+	2,7	2,5	2,4	2,4	2,2	2,3	1,6	1,5
Charge des dettes	-	60,3	57,2	52,5	54,3	70,2	93,0	79,0	92,0
Solde des autres produits et charges financiers	+	- 9,3	- 14,6	- 11,0	- 8,8	- 24,7	- 24,5	- 22,3	- 15,9
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	0,5	5,2	- 2,2	- 4,8	1,3	0,3	- 0,4	- 3,3
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	4,0	4,2	4,9	7,4	1,5	1,9	1,6	4,0
Impôts sur le résultat	-	39,2	52,9	49,6	55,8	53,6	44,9	38,2	33,1
Intervention d'associés dans la perte	+	1,4	0,8	0,6	0,2	0,1	0,3	0,1	0,2
Bénéfice à distribuer	-	47,3	53,3	54,4	64,0	75,0	73,1	68,2	66,7
<i>dont : rémunération du capital</i>		(46,3)	(49,3)	(49,7)	(60,0)	(70,8)	(69,5)	(65,8)	(65,5)
EPARGNE BRUTE	=	176,7	212,2	222,6	277,6	313,5	285,8	248,7	208,8
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		71,4	78,7	79,2	104,3	225,5	117,0	117,3	65,5
Amortissements d'exploitation	+	140,2	155,8	171,6	197,4	213,2	231,2	194,2	201,7
Amortissements nets exceptionnels	+	4,0	10,1	3,7	15,8	6,0	3,8	2,4	3,6
Provisions et impôts différés nets	+	11,3	20,0	19,2	26,3	8,9	7,3	6,7	7,0
Réductions de valeurs nettes	+	12,9	17,3	21,9	19,5	24,9	20,3	14,7	26,0
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	17,2	17,1	19,2	21,8	90,0	21,1	18,6	28,4
Intervention d'associés dans la perte	+	1,4	0,8	0,6	0,2	0,1	0,3	0,1	0,2
Bénéfice à distribuer	-	47,3	53,3	54,4	64,0	75,0	73,1	68,2	66,7

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données provisoires.

XII - 2c. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	17.346	10.349	10.349
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	24,1	35,5	39,0	62,9	52,5	48,6	44,2	39,1
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,1	1,0	1,2	2,9	5,4	0,8	0,3	4,2
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	183,7	221,0	217,9	263,1	323,4	373,4	297,5	264,0
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	16,9	27,8	16,4	24,5	35,6	23,3	13,9	16,1
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	77,3	92,9	121,9	158,2	275,0	263,4	246,8	186,8
Cessions (valeur nette comptable)	24,2	34,0	34,1	38,8	75,8	82,2	74,0	86,5
II. Schémas complets								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	3.631	2.612	2.612
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	23,3	34,4	37,7	61,4	49,8	46,7	43,0	38,7
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,0	1,0	1,2	2,8	5,3	0,7	0,3	4,1
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	167,8	198,8	191,9	229,4	286,1	334,9	274,8	244,2
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	15,0	26,5	15,0	22,9	33,5	21,4	13,0	14,9
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	76,6	91,7	120,5	154,4	269,3	259,9	245,1	185,4
Cessions (valeur nette comptable)	24,0	33,7	33,7	38,3	74,8	80,3	72,9	86,0

¹ Données provisoires.

XII - 2d. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
		1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés									
<i>Nombre de comptes annuels</i>									
		14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	17.346	10.349	10.349
1. Marges sur ventes (en p.c.) ²									
1.1 Résultat brut d'exploitation ³ / Chiffre d'affaires		8,3	9,9	10,2	11,0	10,7	9,9	10,5	9,6
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		4,0	4,9	4,7	5,3	5,2	4,2	4,6	3,6
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		68,0	65,2	64,9	62,2	62,0	64,3	63,3	66,2
2.2 Autres charges d'exploitation ⁴		3,2	2,9	2,6	2,4	2,2	2,6	2,7	2,9
2.3 Excédent brut d'exploitation ^{3,5} = 100 p.c. - (2.1) - (2.2) ..		28,8	31,9	32,5	35,4	35,8	33,0	34,0	30,9
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁶									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.532	1.655	1.718	1.847	1.961	2.000	2.095	2.106
3.2 Frais de personnel par personne occupée		1.044	1.082	1.118	1.154	1.215	1.293	1.332	1.400
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		17,0	19,1	18,8	20,9	24,5	27,0	26,4	23,4
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		9,0	9,3	9,2	11,0	18,7	8,9	10,4	5,7
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) ...		35,1	36,5	36,8	35,5	36,5	36,7	37,4	36,7
II. Schémas complets									
<i>Nombre de comptes annuels</i>									
		3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	3.631	2.612	2.612
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁷									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	67,8	64,7	64,3	61,5	61,1	63,7	62,7	65,8
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	1,8	1,8	1,9
1.4 Autres charges d'exploitation	-	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,9	1,0	1,1
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{3,5}	=	29,6	32,7	33,2	36,3	36,7	33,6	34,4	31,2
1.6 Produit des actifs financiers ⁸	+	3,5	3,5	3,7	4,1	8,2	8,1	5,0	5,2
1.7 Charge des dettes	-	6,2	5,5	5,0	4,8	5,9	7,5	7,6	8,9
1.8 Impôts sur le résultat	-	4,0	5,1	4,8	4,9	4,5	3,6	3,7	3,2
1.9 Rémunération du capital	-	4,7	4,7	4,8	5,3	6,0	5,6	6,3	6,3
1.10 Solde des autres flux ⁹	+	- 0,2	- 0,5	- 0,9	- 0,8	- 2,0	- 1,9	- 2,0	- 1,5
1.11 Epargne brute ⁵	=	18,0	20,4	21,4	24,6	26,5	23,1	23,9	20,2
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		17,1	19,1	18,4	20,4	24,1	27,1	26,4	23,6
3. Acquisitions d'immobilisations financières		7,8	8,8	11,6	13,7	22,7	21,0	23,6	17,9
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,9	9,0	8,9	10,8	19,3	9,1	10,5	5,7
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		35,1	36,6	37,0	35,5	36,7	36,9	37,5	36,7

¹ Données provisoires.

² Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

³ Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

⁴ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁵ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁶ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁷ Cf. tableau XII-1b.2.

⁸ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁹ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 3a. — COMMERCE — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises						Echantillon constant ²	
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
Nombre de comptes annuels	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	55.270	29.368	29.368
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	3,0	2,9	2,8	2,1	1,8	2,3	1,5	1,6
II. Immobilisations incorporelles	13,3	14,7	16,4	19,6	22,5	24,3	14,8	12,9
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	101,7	109,3	126,3	143,1	173,7	200,1	131,6	146,5
b. Installations, machines et outillage	54,1	57,2	64,3	74,2	90,7	92,6	58,6	61,0
c. Mobilier et matériel roulant	26,7	30,7	35,3	39,8	45,2	49,3	30,6	31,7
d. Location-financement et droits similaires	14,3	14,7	16,4	18,1	20,8	24,3	17,7	18,5
e. Autres immobilisations corporelles	18,0	19,6	21,5	22,9	26,7	33,1	23,8	27,3
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	4,5	4,1	6,3	11,5	10,1	10,2	6,7	5,2
Total des immobilisations corporelles	219,3	235,6	270,3	309,7	367,2	409,6	269,0	290,2
IV. Immobilisations financières	135,4	172,5	174,4	211,7	275,9	355,1	273,6	327,9
Total des actifs immobilisés	371,1	425,6	463,8	543,0	667,4	791,4	558,9	632,6
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	19,3	25,3	27,3	30,0	32,1	23,3	22,5	25,1
b. Autres créances	7,3	8,7	9,7	9,2	15,5	10,9	7,0	6,2
Total des créances à plus d'un an	26,6	34,0	37,0	39,2	47,6	34,2	29,5	31,3
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	390,7	402,6	423,1	470,6	513,1	546,2	370,0	386,4
b. Commandes en cours d'exécution	4,7	3,9	3,0	5,7	5,8	5,7	3,4	3,8
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	395,3	406,5	426,2	476,3	518,9	551,9	373,3	390,2
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	543,9	502,7	525,4	594,7	656,8	675,2	473,0	487,8
b. Autres créances	78,5	76,2	81,5	90,9	115,0	115,9	75,7	90,5
Total des créances à un an au plus	622,4	578,9	606,9	685,6	771,7	791,0	548,7	578,3
VIII. Placements de trésorerie	72,4	67,9	86,5	101,5	120,1	122,9	104,8	94,3
IX. Valeurs disponibles	88,3	91,2	95,3	102,9	116,7	124,5	82,7	84,0
X. Comptes de régularisation	16,1	15,7	17,4	21,1	24,0	26,4	19,2	21,3
Total des actifs circulants	1.221,2	1.194,3	1.269,3	1.426,7	1.599,1	1.651,0	1.158,2	1.199,4
TOTAL DU BILAN	1.592,2	1.619,9	1.733,2	1.969,7	2.266,5	2.442,4	1.717,0	1.832,0

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	222,0	251,1	259,9	279,1	312,8	348,6	241,4	263,4
II. Primes d'émission	3,6	6,5	8,7	10,1	23,5	26,5	20,9	29,3
III. Plus-values de réévaluation	7,0	6,7	6,6	6,1	6,5	6,5	3,4	3,7
IV. Réserves								
a. Réserve légale	12,2	13,7	14,6	16,1	18,0	19,2	14,5	16,0
b. Réserves indisponibles	7,9	8,3	7,9	8,3	8,9	8,9	6,9	7,3
c. Réserves immunisées	25,4	24,5	29,2	35,5	44,3	47,5	34,8	31,2
d. Réserves disponibles	105,6	116,3	126,9	138,8	155,0	163,8	112,9	123,8
Total des réserves	151,1	162,8	178,7	198,6	226,1	239,4	169,1	178,3
V. Bénéfice reporté	65,4	77,5	76,2	88,2	97,3	111,4	78,8	95,8
Perte reportée	- 55,1	- 56,2	- 59,1	- 54,7	- 61,7	- 73,3	- 38,9	- 47,5
VI. Subsides en capital	1,8	1,9	2,3	2,3	2,4	2,3	1,6	1,4
Total des capitaux propres	395,7	450,3	473,2	529,7	607,0	661,3	476,2	524,6
B. VII. Provisions et impôts différés								
a. Provisions pour risques et charges	22,8	22,7	25,0	26,9	31,8	30,9	23,6	25,9
b. Impôts différés								0,3
Total provisions et impôts différés	22,8	22,7	25,0	26,9	31,8	30,9	23,6	26,2
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	115,3	138,2	166,4	190,4	249,4	295,3	205,6	220,6
dont : établissements de crédit ³	(76,8)	(95,4)	(117,2)	(134,7)	(163,6)	(194,7)	(134,6)	(137,1)
b. Dettes commerciales	4,6	3,8	3,5	3,2	3,0	4,6	3,4	4,0
c. Acomptes reçus sur commandes	1,0	1,2	0,8	0,2	0,5	0,5	0,4	0,4
d. Autres dettes	27,7	25,2	23,3	25,6	32,4	32,6	21,4	25,3
Total des dettes à plus d'un an	148,5	168,4	194,0	219,4	285,2	332,9	230,8	250,3
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	19,1	20,3	26,7	35,1	43,8	45,4	31,3	36,7
b. Dettes financières	234,0	199,7	220,1	263,5	310,8	341,3	254,4	260,0
dont : établissements de crédit ³	(207,2)	(183,8)	(200,4)	(224,6)	(272,2)	(282,7)	(202,6)	(207,1)
c. Dettes commerciales	563,5	541,0	567,1	641,3	690,2	718,1	484,3	494,7
d. Acomptes reçus sur commandes	13,2	13,1	12,3	16,9	16,4	19,0	13,1	13,5
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	73,4	77,3	82,9	89,2	99,9	106,7	75,8	82,1
f. Autres dettes	99,9	103,5	108,5	121,1	149,4	149,0	98,9	113,6
Total des dettes à un an au plus	1.003,1	954,8	1.017,7	1.167,2	1.310,4	1.379,5	957,8	1.000,6
X. Comptes de régularisation	22,1	23,7	23,3	26,4	32,1	37,7	28,6	30,3
Total des dettes	1.173,7	1.146,9	1.235,0	1.413,0	1.627,8	1.750,1	1.217,2	1.281,2

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Données provisoires.

³ Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

XII - 3b. 1. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
Nombre de comptes annuels		39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	55.270	29.368	29.368
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		496,6	525,4	549,6	609,2	663,7	706,3	488,6	516,2
Frais de personnel	-	313,0	323,5	343,3	364,3	400,7	431,3	297,6	318,2
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	46,4	51,7	59,3	71,1	82,2	90,6	61,1	66,6
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	5,9	6,2	5,2	6,2	6,6	7,0	4,4	5,0
Provisions nettes pour risques et charges	-	3,0	2,5	2,6	2,2	1,4	1,6	1,4	1,0
Autres charges d'exploitation ³	-	61,1	53,8	51,0	50,6	55,9	59,2	34,1	35,0
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	1,1	1,1	0,9	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5
Résultat d'exploitation	=	68,3	88,8	89,1	115,3	117,5	117,1	90,4	90,8
Produits financiers	+	62,3	56,1	53,0	51,4	78,5	91,6	68,4	66,4
Charges financières	-	65,2	64,2	60,9	68,7	93,2	112,2	75,9	81,9
Résultat courant avant impôts	=	65,4	80,7	81,2	98,0	102,8	96,5	82,9	75,3
Produits exceptionnels	+	14,4	17,1	19,2	24,6	30,2	24,9	18,0	26,0
Charges exceptionnelles	-	13,5	19,5	18,4	24,2	24,3	20,3	14,4	12,2
Résultat de l'exercice avant impôts	=	66,3	78,3	82,0	98,4	108,7	101,1	86,5	89,1
Transfert net (+) ou prélèvement net (-) aux impôts différés	-								0,1
Impôts sur le résultat	-	21,4	25,2	27,3	30,4	32,4	36,7	28,0	27,9
Résultat de l'exercice	=	44,9	53,1	54,7	68,0	76,3	64,4	58,5	61,1
Transfert net aux réserves immunisées	-	2,6	1,7	5,5	8,0	7,6	5,8	5,6	-1,1
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	53,7	64,3	66,6	78,6	87,2	95,2	66,8	78,1
Perte reportée de l'exercice précédent	-	47,3	50,1	52,9	50,4	54,9	58,3	33,4	38,9
RESULTAT A AFFECTER	=	48,7	65,6	62,9	88,2	100,9	95,5	86,3	101,3
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	21,0	35,8	31,5	49,9	51,0	- 54,6	- 51,2	- 59,0
Intervention d'associés dans la perte	+	1,4	1,5	1,3	1,0	0,8	0,8	0,4	0,5
Bénéfice à distribuer	-	29,1	31,3	32,7	39,3	50,7	41,6	35,6	42,8
dont : rémunération du capital		(24,5)	(26,7)	(27,8)	(33,2)	(45,1)	(36,5)	(32,2)	(39,7)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données provisoires.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

XII - 3b. 2. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
Nombre de comptes annuels		4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	4.966	3.180	3.180
FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		347,7	359,6	368,7	413,4	455,2	474,9	353,7	370,0
Subsides d'exploitation	+	2,0	1,7	2,9	5,3	3,4	3,1	2,8	4,2
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	349,7	361,3	371,6	418,7	458,5	478,0	356,5	374,2
Frais de personnel	-	225,8	224,8	233,2	246,5	273,3	287,5	214,7	228,1
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	32,0	30,9	34,2	36,7	41,4	40,7	21,6	27,0
Autres charges d'exploitation	-	6,4	4,8	4,1	4,2	6,2	9,8	8,1	3,2
Excédent brut d'exploitation	=	85,5	100,7	100,1	131,3	137,7	140,1	112,2	115,9
Produit des immobilisations financières	+	21,0	17,0	13,6	13,2	24,2	26,3	23,6	21,4
Produit des actifs financiers circulants	+	17,2	14,8	12,7	13,3	22,2	22,9	18,6	17,5
Subsides en intérêts	+	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4
Charge des dettes	-	31,7	28,4	25,6	28,4	38,4	52,5	40,1	41,5
Solde des autres produits et charges financiers	+	- 2,3	- 3,7	- 1,0	- 6,5	- 9,3	- 2,8	- 2,6	- 4,3
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	1,8	1,3	4,9	- 0,1	- 0,8	0,6	0,2	-0,1
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	1,2	1,2	0,9	0,7	0,6	1,0	0,8	0,7
Impôts sur le résultat	-	15,9	17,9	19,0	21,4	22,3	25,1	20,9	21,0
Intervention d'associés dans la perte	+	0,7	1,0	0,9	0,6	0,4	0,5	0,3	0,2
Bénéfice à distribuer	-	24,0	25,6	26,3	32,2	43,9	35,5	31,9	38,6
dont : rémunération du capital		(22,8)	(24,6)	(25,2)	(30,2)	(42,2)	(33,9)	(30,5)	(37,4)
EPARGNE BRUTE	=	53,9	60,8	61,6	70,9	70,9	75,7	60,6	50,5
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		35,3	39,3	39,0	50,4	60,4	52,0	49,1	52,5
Amortissements d'exploitation	+	31,0	32,6	35,7	43,0	49,5	52,4	39,7	43,7
Amortissements nets exceptionnels	+	1,1	2,7	0,5	1,1	1,0	1,2	0,7	0,7
Provisions et impôts différés nets	+	3,7	3,1	3,0	3,7	0,3	2,9	2,5	2,1
Réductions de valeurs nettes	+	9,3	9,6	12,4	15,3	14,7	9,3	6,4	5,4
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	3,1	1,9	3,7	11,0	11,6	7,1	6,1	15,5
Intervention d'associés dans la perte	+	0,7	1,0	0,9	0,6	0,4	0,5	0,3	0,2
Bénéfice à distribuer	-	24,0	25,6	26,3	32,2	43,9	35,5	31,9	38,6

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données provisoires.

XII - 3c. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	55.270	29.368	29.368
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	4,9	6,6	7,2	12,1	13,5	12,2	7,5	3,3
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,3	0,3	0,3	0,6	0,8	0,6	0,3	0,4
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	69,3	80,9	100,3	126,8	148,4	155,0	100,0	88,8
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	8,9	9,8	11,4	15,5	18,7	16,8	9,2	8,6
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	38,4	62,4	40,3	60,7	113,6	115,1	83,3	71,8
Cessions (valeur nette comptable)	12,4	16,5	7,6	12,8	46,4	29,3	22,9	16,2
II. Schémas complets								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	4.966	3.180	3.180
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	2,2	3,8	3,1	6,8	7,1	5,6	4,2	2,1
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,1	0,2	0,2	0,4	0,4	0,2	0,1	0,2
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	42,6	46,4	57,0	73,0	84,8	84,3	61,3	55,7
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	5,4	7,2	8,3	11,6	13,8	11,1	5,9	5,7
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	37,1	59,9	37,1	55,6	103,1	108,4	79,1	68,4
Cessions (valeur nette comptable)	12,0	16,0	7,0	12,0	45,4	25,1	20,2	14,9

¹ Données provisoires.

XII - 3d. — COMMERCE — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
		1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels									
		39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	55.270	29.368	29.368
1. Marges sur ventes (en p.c.) ²									
1.1	Résultat brut d'exploitation ³ / Chiffre d'affaires	2,8	3,6	3,7	4,3	4,1	3,9	4,0	4,0
1.2	Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires	1,6	2,2	2,1	2,6	2,4	2,2	2,4	2,3
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1	Frais de personnel	63,0	61,6	62,5	59,8	60,4	61,1	60,9	61,6
2.2	Autres charges d'exploitation ⁴	12,3	10,2	9,2	8,3	8,4	8,4	7,0	6,8
	2.3 Excédent brut d'exploitation ^{3,5} = 100 p.c. - (2.1) - (2.2) ..	24,7	28,2	28,3	31,9	31,2	30,5	32,1	31,6
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁶									
3.1	Valeur ajoutée par personne occupée	1.431	1.521	1.525	1.626	1.685	1.719	1.771	1.825
3.2	Frais de personnel par personne occupée	914	951	965	984	1.029	1.064	1.092	1.137
4.	Acquisitions d'immobilisations corporelles	14,0	15,4	18,2	20,8	22,4	21,9	20,5	17,2
5.	Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)	11,8	11,6	12,8	12,6	9,9	9,7	12,3	11,6
6.	Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) ...	24,9	27,8	27,3	26,9	26,8	27,1	27,7	28,6
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels									
		4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	4.966	3.180	3.180
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁷									
1.1	Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	100	100	100	100	100	100	100	100
1.2	Frais de personnel	- 64,6	- 62,2	- 62,8	- 58,9	- 59,6	- 60,1	- 60,2	- 61,0
1.3	Impôts et taxes d'exploitation	- 9,2	- 8,6	- 9,2	- 8,8	- 9,0	- 8,5	- 6,0	- 7,2
1.4	Autres charges d'exploitation	- 1,8	- 1,3	- 1,1	- 1,0	- 1,4	- 2,0	- 2,3	- 0,9
	1.5 Excédent brut d'exploitation ^{3,5}	= 24,4	= 27,9	= 26,9	= 31,4	= 30,0	= 29,3	= 31,5	= 31,0
1.6	Produit des actifs financiers ⁸	+ 10,9	+ 8,8	+ 7,1	+ 6,3	+ 10,1	+ 10,3	+ 11,8	+ 10,4
1.7	Charge des dettes	- 9,1	- 7,9	- 6,9	- 6,8	- 8,4	- 11,0	- 11,2	- 11,1
1.8	Impôts sur le résultat	- 4,5	- 5,0	- 5,1	- 5,1	- 4,9	- 5,3	- 5,9	- 5,6
1.9	Rémunération du capital	- 6,5	- 6,8	- 6,8	- 7,2	- 9,2	- 7,1	- 8,6	- 10,0
1.10	Solde des autres flux ⁹	+ 0,2	- 0,2	+ 1,4	- 1,6	- 2,2	- 0,4	- 0,6	- 1,1
	1.11 Epargne brute ⁵	= 15,4	= 16,9	= 16,6	= 16,9	= 15,5	= 15,8	= 17,0	= 13,5
2.	Acquisitions d'immobilisations corporelles	12,2	12,9	15,3	17,4	18,5	17,6	17,2	14,9
3.	Acquisitions d'immobilisations financières	10,6	16,6	10,0	13,3	22,5	22,7	22,2	18,3
4.	Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)	11,7	11,8	11,5	13,4	13,8	11,0	13,6	13,0
5.	Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)	24,3	27,7	26,8	26,2	26,4	26,7	26,9	28,0

¹ Données provisoires.

² Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

³ Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

⁴ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁵ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁶ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁷ Cf. tableau XII-1b.2.

⁸ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁹ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 4a. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises						Echantillon constant ²	
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
Nombre de comptes annuels	23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	41.764	23.792	23.792
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	4,4	5,0	4,3	3,4	1,8	1,9	1,1	1,1
II. Immobilisations incorporelles	10,8	12,5	16,9	22,4	33,9	40,3	22,8	21,2
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	343,0	356,9	372,8	412,4	467,9	539,9	375,6	399,3
b. Installations, machines et outillage	45,1	47,4	60,8	68,3	87,0	100,9	72,7	71,0
c. Mobilier et matériel roulant	58,4	71,0	77,0	80,9	103,7	122,9	68,1	68,4
d. Location-financement et droits similaires	17,5	20,6	21,8	25,5	37,8	37,3	20,1	23,9
e. Autres immobilisations corporelles	38,8	39,1	44,1	53,6	66,7	84,2	63,8	73,1
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	17,3	16,9	16,2	22,7	27,9	29,8	14,2	19,3
Total des immobilisations corporelles	520,0	551,9	592,6	663,4	791,0	915,0	614,3	654,9
IV. Immobilisations financières	86,1	105,5	132,1	180,4	262,1	333,8	247,6	310,1
Total des actifs immobilisés	621,3	674,9	746,0	869,6	1.088,8	1.291,0	885,8	987,3
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	10,9	14,2	13,4	21,0	21,7	25,1	19,0	35,0
b. Autres créances	35,5	32,8	67,1	74,4	89,3	91,5	78,8	74,0
Total des créances à plus d'un an	46,4	47,0	80,5	95,4	111,0	116,6	97,8	109,0
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	45,8	46,9	46,7	51,1	58,4	76,3	53,1	60,3
b. Commandes en cours d'exécution	52,4	60,1	39,0	22,9	24,5	36,3	29,5	30,4
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	98,2	107,0	85,6	73,9	82,9	112,5	82,6	90,7
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	189,8	198,6	209,0	241,9	302,8	351,7	230,6	260,3
b. Autres créances	60,7	75,8	87,6	113,2	133,4	155,5	116,0	101,9
Total des créances à un an au plus	250,5	274,4	296,6	355,1	436,2	507,1	346,6	362,2
VIII. Placements de trésorerie	58,3	63,1	68,2	93,9	120,3	135,0	109,4	108,5
IX. Valeurs disponibles	51,8	57,3	66,0	74,5	82,4	93,4	63,9	65,7
X. Comptes de régularisation	22,3	21,8	20,3	22,2	28,3	31,8	21,5	23,6
Total des actifs circulants	527,5	570,6	617,2	715,1	861,1	996,4	721,9	759,7
TOTAL DU BILAN	1.148,9	1.245,5	1.363,1	1.584,7	1.949,9	2.287,4	1.607,7	1.747,0

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	205,1	231,9	280,7	343,3	392,2	474,5	344,1	369,8
II. Primes d'émission	4,1	4,1	6,2	15,2	21,2	30,7	28,4	37,1
III. Plus-values de réévaluation	8,2	7,2	7,6	9,6	10,2	11,6	6,5	6,9
IV. Réserves								
a. Réserve légale	6,1	6,9	7,9	9,2	10,9	12,4	9,6	10,9
b. Réserves indisponibles	4,8	5,2	5,4	5,0	5,3	5,8	4,2	4,6
c. Réserves immunisées	24,6	33,7	38,0	43,0	61,0	64,1	43,8	45,6
d. Réserves disponibles	45,0	50,1	56,9	65,2	73,0	81,5	55,8	62,6
Total des réserves	80,5	95,8	108,2	122,4	150,2	163,8	113,4	123,8
V. Bénéfice reporté	19,8	24,4	29,1	37,9	49,1	57,2	41,5	47,3
Perte reportée	- 64,2	- 66,0	- 62,3	- 70,8	- 67,6	- 99,6	- 49,4	- 64,3
VI. Subsides en capital	1,2	1,6	2,0	2,6	3,4	3,7	2,7	2,9
Total des capitaux propres	254,7	299,0	371,4	460,1	558,6	642,0	487,3	523,6
B. VII. Provisions et impôts différés								
a. Provisions pour risques et charges	18,1	19,2	21,0	23,9	25,0	30,2	17,3	21,3
b. Impôts différés								0,5
Total provisions et impôts différés	18,1	19,2	21,0	23,9	25,0	30,2	17,3	21,8
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	400,5	425,4	454,4	505,3	611,6	723,4	502,1	539,7
dont : établissements de crédit ³	(349,7)	(369,8)	(399,1)	(436,7)	(509,4)	(578,7)	(414,6)	(426,0)
b. Dettes commerciales	1,7	1,4	1,4	1,4	1,5	1,2	0,6	0,5
c. Acomptes reçus sur commandes	16,8	13,4	13,6	2,9	3,5	3,7	3,5	3,8
d. Autres dettes	38,5	36,5	38,4	43,4	48,7	55,6	37,5	49,9
Total des dettes à plus d'un an	457,6	476,7	507,8	553,1	665,2	783,8	543,8	594,0
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	36,4	40,7	51,2	54,8	67,4	89,0	60,4	73,0
b. Dettes financières	63,3	68,5	66,1	82,4	130,8	177,4	114,3	112,1
dont : établissements de crédit ³	(54,4)	(58,5)	(55,5)	(66,3)	(98,5)	(128,2)	(83,2)	(82,6)
c. Dettes commerciales	149,0	152,4	161,2	192,2	234,4	263,9	176,0	203,4
d. Acomptes reçus sur commandes	26,7	31,2	27,0	31,2	38,0	46,2	36,1	35,0
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	39,8	42,7	47,2	53,0	60,6	67,9	44,3	49,5
f. Autres dettes	67,1	80,6	78,4	102,1	131,3	139,4	93,6	98,0
Total des dettes à un an au plus	382,3	416,2	431,0	515,7	662,6	783,9	524,6	570,9
X. Comptes de régularisation	36,2	34,3	31,9	32,0	38,5	47,5	34,7	36,8
Total des dettes	876,1	927,2	970,8	1.100,7	1.366,2	1.615,2	1.103,1	1.201,7

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Données provisoires.

³ Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4b. 1. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
Nombre de comptes annuels		23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	41.764	23.792	23.792
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		306,7	326,0	353,4	404,8	456,0	526,4	348,6	376,0
Frais de personnel	-	191,3	202,4	221,3	247,0	272,8	320,1	202,2	220,6
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	49,0	55,9	63,9	79,1	91,8	111,8	73,9	79,3
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	2,2	2,7	2,7	3,2	3,3	3,1	2,0	3,3
Provisions nettes pour risques et charges	-	1,3	1,2	2,0	1,9	1,6	3,5	1,6	1,9
Autres charges d'exploitation ³	-	24,5	19,0	16,3	16,8	19,5	28,6	22,5	21,0
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1
Résultat d'exploitation	=	38,5	44,9	47,3	56,9	67,2	59,5	46,6	50,1
Produits financiers	+	24,7	26,3	29,7	35,0	56,1	59,1	45,8	48,3
Charges financières	-	38,8	39,1	41,5	45,5	62,6	82,4	55,1	62,5
Résultat courant avant impôts	=	24,4	32,1	35,5	46,4	60,7	36,2	37,3	35,9
Produits exceptionnels	+	13,5	17,9	15,3	19,6	33,9	27,8	14,4	15,0
Charges exceptionnelles	-	9,3	10,1	11,6	14,1	18,9	27,5	10,5	16,2
Résultat de l'exercice avant impôts	=	28,6	39,9	39,2	51,9	75,7	36,5	41,3	34,7
Transfert net (+) ou prélèvement net (-) aux impôts différés	-								0,3
Impôts sur le résultat	-	9,5	10,9	11,4	13,7	15,7	18,3	12,6	13,9
Résultat de l'exercice	=	19,1	29,0	27,8	38,2	60,0	18,2	28,6	20,5
Transfert net aux réserves immunisées	-	4,2	9,0	4,2	5,9	18,7	5,1	4,7	1,9
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	16,0	19,0	23,3	28,4	34,6	47,9	34,5	41,3
Perte reportée de l'exercice précédent	-	58,9	60,5	63,4	62,3	62,1	69,6	40,3	49,3
RESULTAT A AFFECTER	=	- 28,0	- 21,5	- 16,5	- 1,6	13,8	- 8,6	18,1	10,5
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	40,3	35,8	33,4	22,3	10,5	31,9	1,2	10,3
Intervention d'associés dans la perte	+	1,0	1,0	0,8	0,8	0,8	0,3	0,2	0,2
Bénéfice à distribuer	-	13,3	15,3	17,7	21,5	25,1	23,6	19,5	21,0
dont : rémunération du capital		(10,3)	(12,1)	(14,1)	(17,5)	(20,9)	(19,1)	(16,1)	(16,9)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données provisoires.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4b. 2. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							Echantillon constant ²	
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
Nombre de comptes annuels		2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	3.680	2.507	2.507
FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		210,6	221,1	234,1	266,5	299,5	341,8	238,6	260,8
Subsides d'exploitation	+	2,6	0,5	0,7	1,7	2,2	7,9	7,7	3,5
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	213,1	221,6	234,8	268,2	301,6	349,7	246,4	264,3
Frais de personnel	-	138,9	143,8	153,9	170,2	186,0	220,2	144,9	157,0
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	4,8	5,0	4,8	4,3	5,3	6,2	4,9	5,8
Autres charges d'exploitation	-	5,8	3,7	4,0	5,8	7,8	15,3	13,8	10,9
Excédent brut d'exploitation	=	63,6	69,1	72,0	87,8	102,3	108,1	82,7	90,7
Produit des immobilisations financières	+	4,2	5,3	6,9	8,7	18,9	15,7	12,9	13,4
Produit des actifs financiers circulants	+	9,5	8,8	9,4	13,4	19,9	24,6	20,8	20,9
Subsides en intérêts	+	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,7	0,6	0,5
Charge des dettes	-	24,3	23,9	24,0	28,1	35,7	49,7	36,4	43,0
Solde des autres produits et charges financiers	+	- 1,3	- 0,2	- 1,3	0,2	- 2,4	- 2,5	- 0,7	0,5
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	0,1	0,8	0,9	1,2	6,0	2,2	1,1	- 1,7
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	0,2	0,2	0,8	0,5	0,3	0,2	0,2	0,2
Impôts sur le résultat	-	6,3	6,9	6,5	8,1	8,3	9,6	7,3	8,3
Intervention d'associés dans la perte	+	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,1	0,1	0,1
Bénéfice à distribuer	-	10,0	11,4	13,1	16,3	19,9	18,5	16,3	17,6
<i>dont : rémunération du capital</i>		(8,5)	(9,7)	(11,3)	(14,5)	(17,7)	(16,1)	(14,1)	(14,8)
EPARGNE BRUTE	=	37,3	43,3	46,5	60,8	83,0	71,4	57,6	55,8
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		13,1	20,1	16,5	24,4	44,6	8,1	21,1	13,4
Amortissements d'exploitation	+	33,4	36,2	39,2	48,4	55,4	68,9	49,0	53,1
Amortissements nets exceptionnels	+	0,8	2,0	1,2	1,9	3,9	0,8	1,1	1,1
Provisions et impôts différés nets	+	1,1	0,7	1,6	1,7	2,2	4,5	1,8	3,3
Réductions de valeurs nettes	+	3,1	3,9	5,7	7,5	9,2	16,9	6,2	7,5
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	4,7	8,9	5,2	7,5	13,1	9,5	5,4	5,2
Intervention d'associés dans la perte	+	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,1	0,1	0,1
Bénéfice à distribuer	-	10,0	11,4	13,1	16,3	19,9	18,5	16,3	17,6

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Données provisoires.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4c. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVÉS* — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	41.764	23.792	23.792
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	5,3	5,6	8,4	12,7	20,3	17,5	11,1	6,4
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,8	0,5	0,7
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	96,8	112,6	132,4	174,2	249,8	256,8	164,4	146,7
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	19,6	24,4	23,9	34,4	39,7	43,0	25,6	42,8
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	30,0	33,8	48,2	88,9	120,7	145,8	102,9	103,3
Cessions (valeur nette comptable)	9,5	10,3	15,2	22,9	27,1	44,5	38,9	36,7
II. Schémas complets								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	3.680	2.507	2.507
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	2,8	2,7	3,8	7,5	13,8	10,1	7,0	4,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	65,5	72,1	82,2	108,5	170,7	167,2	113,6	104,1
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	15,3	21,0	19,5	28,3	30,9	34,3	21,1	37,6
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	26,4	28,8	41,5	73,7	99,0	120,0	86,1	94,9
Cessions (valeur nette comptable)	7,9	8,9	13,6	21,1	23,4	37,9	34,4	28,6

¹ Données provisoires.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4d. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Opérateur	Total des entreprises						Echantillon constant ¹	
		1985	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		23.411	24.330	28.514	32.220	36.188	41.764	23.792	23.792
1. Marges sur ventes (en p.c.) ²									
1.1 Résultat brut d'exploitation ³ / Chiffre d'affaires		10,8	12,0	12,3	13,3	13,5	12,5	13,7	13,5
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		4,7	5,2	5,1	5,5	5,7	4,2	5,2	5,0
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		62,4	62,1	62,6	61,0	59,8	60,8	58,0	58,7
2.2 Autres charges d'exploitation ⁴		8,0	5,8	4,6	4,2	4,3	5,4	6,5	5,6
2.3 Excédent brut d'exploitation ^{3,5} = 100 p.c. - (2.1) - (2.2) ..		29,6	32,1	32,8	34,8	35,9	33,8	35,6	35,7
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁶									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.591	1.520	1.567	1.654	1.761	1.840	1.921	1.990
3.2 Frais de personnel par personne occupée		1.041	1.003	1.043	1.069	1.122	1.192	1.186	1.238
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		31,6	34,4	37,5	43,0	54,8	48,8	47,2	39,0
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		7,5	9,7	7,5	8,3	10,7	2,8	5,9	3,9
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.) ...		22,1	24,0	27,3	29,0	28,6	28,1	30,3	30,0
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	3.680	2.507	2.507
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁷									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	—	65,2	64,9	65,6	63,5	61,7	63,0	58,8	59,4
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	—	2,3	2,3	2,1	1,6	1,8	1,8	2,0	2,2
1.4 Autres charges d'exploitation	—	2,7	1,7	1,7	2,2	2,6	4,4	5,6	4,1
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{3,5}	=	29,8	31,2	30,7	32,7	34,0	30,9	33,6	34,3
1.6 Produit des actifs financiers ⁸	+	6,4	6,4	6,9	8,2	12,9	11,5	13,7	13,0
1.7 Charge des dettes	—	11,4	10,8	10,2	10,5	11,8	14,2	14,8	16,3
1.8 Impôts sur le résultat	—	3,0	3,1	2,8	3,0	2,8	2,8	3,0	3,1
1.9 Rémunération du capital	—	4,0	4,4	4,8	5,4	5,9	4,6	5,7	5,6
1.10 Solde des autres flux ⁹	+	- 0,3	0,2	0,1	0,6	1,1	-0,5	-0,4	-1,2
1.11 Epargne brute ⁵	=	17,5	19,5	19,8	22,7	27,5	20,4	23,4	21,1
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		30,8	32,5	35,0	40,5	56,6	47,8	46,1	39,4
3. Acquisitions d'immobilisations financières		12,4	13,0	17,7	27,5	32,8	34,3	34,9	35,9
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,4	11,1	7,2	8,4	12,5	2,0	6,4	3,8
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		17,4	19,1	22,9	25,1	25,2	24,8	26,9	26,4

¹ Données provisoires.

² Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

³ Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

⁴ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁵ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁶ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁷ Cf. tableau XII-1b.2.

⁸ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁹ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XIII - 1. — FLUX DE FONDS PAR SECTEUR

(milliards de francs)

Variations des créances	Variations des dettes	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	Neuf premiers mois	
														1991	1992
Particuliers et sociétés	Particuliers et sociétés	8,2	5,0	19,9	49,9	22,9	-10,2	-20,6	-35,6	2,3	44,6	-17,1	-9,8	-7,4	-15,8
	Administrations publiques	65,7	51,4	19,2	54,3	43,1	83,2	41,3	94,7	173,6	52,9	192,2	331,0	279,9	170,9
	Reste du monde	159,1	271,7	162,3	189,4	222,1	281,0	295,3	357,2	491,5	719,2	281,5	165,2	150,0	556,2
	Intermédiaires financiers	246,3	347,6	379,0	421,5	333,2	446,9	553,9	467,1	486,4	662,3	616,2	849,3	674,2	478,2
	BNB	7,2	4,0	-7,9	1,1	-11,0	-9,5	12,3	-3,0	6,9	6,8	-10,2	2,3	-4,3	2,9
	Total ¹	486,5	679,6	572,6	716,1	610,1	791,4	882,3	880,4	1.160,6	1.485,8	1.062,6	1.338,0	1.092,4	1.192,4
Administrations publiques	Particuliers et sociétés	88,3	102,5	112,3	122,9	121,0	140,7	87,6	68,8	35,1	49,3	21,9	54,1	-4,5	-24,8
	Administrations publiques	-3,8	-8,0	0,4	3,6	9,6	-1,6	8,7	4,5	16,0	12,5	15,5	14,9	12,0	6,8
	Reste du monde	3,2	4,4	6,3	8,3	6,6	5,2	5,4	6,0	7,6	9,9	6,4	15,4	4,3	-6,0
	Intermédiaires financiers	-8,1	-17,7	24,9	9,4	31,5	31,3	19,5	67,8	53,4	19,5	101,5	112,0	103,3	-97,3
	BNB	...	...	0,7	...	...	0,1	-0,7	0,6	-0,3	0,1	-0,3	0,1	0,1	0,1
	Total	79,7	81,3	144,7	144,2	168,7	175,6	120,6	147,7	111,8	91,2	145,1	196,5	115,3	-121,2
Reste du monde	Particuliers et sociétés	61,6	107,6	87,8	41,8	38,1	69,3	54,0	116,0	193,5	315,0	288,6	350,6	249,6	294,3
	Administrations publiques	88,1	128,3	175,2	75,2	122,0	90,1	153,8	126,2	159,5	228,9	115,3	315,7	289,0	62,5
	Reste du monde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Intermédiaires financiers	591,7	416,6	129,0	330,2	774,5	901,0	850,2	829,2	218,9	911,7	562,1	-365,5	-396,3	594,2
	BNB	-26,8	5,1	11,5	32,8	-49,1	0,5	-0,9	-0,8	5,2	-5,6	3,6	2,2	1,9	-2,3
	Total	714,7	657,6	403,5	480,0	885,5	1.060,9	1.057,1	1.070,5	577,1	1.449,9	969,6	303,0	144,2	948,8
Intermédiaires financiers ³	Particuliers et sociétés	162,8	115,1	34,3	63,5	61,5	130,2	177,4	271,2	429,5	627,8	350,1	371,3	282,5	271,7
	Administrations publiques	221,1	323,5	385,3	480,8	378,7	476,9	376,6	404,4	197,8	249,6	235,6	84,2	145,6	251,9
	Reste du monde	400,3	334,3	111,2	231,5	607,2	788,0	845,0	684,0	130,0	747,4	692,1	191,3	18,9	440,1
	Intermédiaires financiers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	BNB	-0,4	2,8	0,8	-2,3	7,5	-3,0	0,9	2,1	1,5	6,9	-4,3	...	-4,5	-4,9
	Total	783,9	775,7	531,5	773,5	1.054,9	1.392,1	1.399,8	1.361,7	758,8	1.631,6	1.273,6	646,8	442,5	958,7
BNB	Particuliers et sociétés	...	...	-0,1	-0,1	...	-0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	...
	Administrations publiques	25,9	73,3	32,6	8,6	13,4	-16,8	29,1	-78,6	-17,2	-36,8	-25,1	-87,9	-80,6	-7,1
	Reste du monde	0,2	-90,6	-26,0	10,7	18,1	-7,9	6,3	79,9	30,4	6,7	20,2	41,2	12,4	19,2
	Intermédiaires financiers	-46,0	29,2	-1,4	12,5	-84,2	12,9	-23,7	-2,3	0,1	38,2	-6,2	51,1	61,4	-16,4
	BNB	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	-20,0	11,9	5,1	31,7	-52,7	-12,0	11,6	-1,0	13,3	8,1	-11,2	4,5	-6,8	-4,3
Total	Particuliers et sociétés ⁴	320,9	330,2	254,2	278,0	243,4	329,8	298,4	420,3	660,4	1.036,7	643,5	766,2	520,3	525,4
	Administrations publiques ⁵	397,1	568,4	612,8	622,5	566,9	631,8	609,4	551,2	529,7	507,2	533,5	658,0	646,0	485,1
	Reste du monde	562,8	519,9	253,7	439,8	854,0	1.066,4	1.152,1	1.127,1	659,5	1.483,1	1.000,2	413,2	185,6	1.009,5
	Intermédiaires financiers	783,9	775,7	531,5	773,5	1.054,9	1.392,1	1.399,8	1.361,7	758,8	1.631,6	1.273,6	646,8	442,5	958,7
	BNB	-20,0	11,9	5,1	31,7	-52,7	-12,0	11,6	-1,0	13,3	8,1	-11,2	4,5	-6,8	-4,3
	Total	2.044,7	2.206,0	1.657,4	2.145,5	2.666,5	3.408,1	3.471,4	3.459,3	2.621,7	4.666,8	3.439,7	2.488,8	1.787,6	2.974,4

¹ Ce total ne correspond pas exactement au total des actifs financiers des particuliers et des sociétés repris à la colonne (13) du tableau XV-3 en raison d'ajustements statistiques.

² Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6a.

³ Banques, banques d'épargne, entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public (y compris les sociétés publiques de logement et les fonds du logement de la Ligue des Familles nombreuses), Fonds monétaire, Office des chèques postaux, Fonds des Rentes, IRC.

⁴ Correspond à la colonne (12) du tableau XVI-1.

⁵ Correspond à la colonne (7) du tableau XI-6a.

XIII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES ENGAGEMENTS EN 1991 - SYNTHESE¹

(milliards de francs)

Dettes par secteur	Particuliers et sociétés	Pouvoir national	Communautes et Régions	Autres administrations centrales, communautaires et régionales	Pouvoirs locaux	Organismes de sécurité sociale	Banque Nationale de Belgique	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes et IRG	Banques	Banques d'épargne ²	Etablissements de crédit du secteur public ³	Sociétés d'assurances ⁴	Organismes de placement collectif	Autres intermédiaires financiers	Reste du monde	TOTAL
Créances par secteur																
Particuliers et sociétés	-32,6	146,5	...	5,0	-15,3	-0,4	2,3	-15,2	355,5	177,4	304,0	106,0	184,1	-29,4	179,5	1.367,3
Pouvoir national .....	...	1,5	...	...	...	...	...	16,7	78,3	2,5	12,5	...	...	...	12,9	124,4
Communautés et Régions .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11,3	...	...	...	...	11,3
Autres administrations centrales, communautaires et régionales	45,4	-0,1	...	...	...	...	0,1	-0,4	0,5	...	0,6	...	...	45,5	2,6	94,1
Pouvoirs locaux .....	...	2,8	...	...	...	...	...	...	...	...	-30,9	...	...	...	...	-28,1
Organismes de sécurité sociale	8,7	16,0	...	-0,1	-5,1	...	...	-0,4	0,3	...	-24,7	...	...	...	...	-5,3
Banque Nationale de Belgique	0,2	-89,2	...	-0,1	1,4	...	...	1,2	30,8	2,2	16,9	...	...	...	41,2	4,5
Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes et IRG	-0,4	-88,5	...	-0,1	-3,7	...	...	...	2,2	-2,8	-7,8	...	...	-1,9	...	-102,9
Banques	202,4	-64,2	6,5	46,9	-13,7	-0,3	-1,0	-43,9	-159,1	-9,0	4,0	...	...	-8,5	39,4	-0,4
Banques d'épargne ²	79,5	90,5	3,5	10,6	-2,9	3,3	0,7	-2,9	-15,4	-2,3	-0,3	...	...	-6,8	76,7	234,2
Etablissements de crédit du secteur public ³	85,4	-34,9	36,0	37,2	51,3	6,5	0,3	-8,6	17,8	-1,3	17,1	...	...	6,4	75,2	288,5
Sociétés d'assurances ⁴	44,0	49,6	...	1,1	1,5	...	...	...	3,5	...	5,5	...	0,4	...	0,4	106,0
Organismes de placement collectif	8,1	143,0	...	...	...	...	...	...	48,1	...	...	...	...	...	-14,7	184,5
Autres intermédiaires financiers	4,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,3
Reste du monde	350,6	317,8	...	-2,1	...	...	2,2	-49,4	-362,8	67,5	-19,8	...	...	-1,0	...	303,0
TOTAL	795,6	490,9	46,0	98,4	13,5	9,1	4,5	-102,9	-0,4	234,2	288,5	106,0	184,5	4,3	413,2	2.585,5

¹ Le total des flux financiers intersectoriels diffère de celui du tableau XIII-1. Les différences proviennent :

- de la déconsolidation des opérations entre intermédiaires financiers tels qu'ils sont définis au tableau XIII-1 ;
- de la déconsolidation des opérations autres que sous la forme d'actions et d'obligations des particuliers et des sociétés avec les sociétés d'assurances, les organismes de placement collectif et les autres intermédiaires financiers ;
- de la déconsolidation des opérations entre ces trois derniers secteurs.

² Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ Non compris les sociétés publiques de logement et les fonds de logement de la Ligue des Familles nombreuses.

⁴ Non compris les fonds de pension extra-légaux.

XIII - 3. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES ENGAGEMENTS DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1991 (milliards de francs)

Dettes par secteur	Particuliers et sociétés	Pouvoir national	Communautes et Régions	Autres administrations nationales, communautaires et régionales	Pouvoirs locaux	Organismes de sécurité sociale	Banque Nationale de Belgique	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes et IRC	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public ²	Sociétés d'assurances ³	Organismes de placement collectif	Autres intermédiaires financiers	Reste du monde	TOTAL
Créances par secteur																
<i>Particuliers et sociétés</i>																
Or financier et DTS .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,5	3,5
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	2,9	-10,9	12,7	5,3	2,6	...	...	0,3	...	13,0
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	74,2	43,5	17,5	...	...	...	57,0	192,2
Titres à court terme .....	...	73,9	...	...	...	...	...	...	26,7	46,3	41,1	...	...	...	...	188,1
Crédits à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9,6
Crédits commerciaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11,0	11,0
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-19,1	72,6	...	5,0	-15,3	-0,4	...	...	100,4	52,9	97,7	...	...	...	119,1	412,8
Actions	-13,5	...	...	...	...	...	...	...	4,4	...	...	...	184,1	...	83,8	258,8
Crédits à long terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	118,4	118,4
Réserves techniques d'assurances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	99,6	...	...	...	99,6
Divers et ajustements .....	...	...	...	...	...	...	-0,6	-4,3	137,1	29,3	145,0	6,4	...	-29,8	-222,8	60,3
Total ...	-32,6	146,5	...	5,0	-15,3	-0,4	2,3	-15,2	355,5	177,4	304,0	106,0	184,1	-29,4	179,5	1367,3
<i>Pouvoir national</i>																
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	16,7	78,3	2,5	12,5	...	...	...	12,9	123,0
Titres à court terme .....	...	1,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5
Total ...	...	1,5	...	...	...	...	...	16,7	78,3	2,5	12,5	...	...	...	12,9	124,4
<i>Communautes et Régions</i>																
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11,3	...	...	...	...	11,3
Total ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11,3	...	...	...	...	11,3
<i>Autres administrations nationales, communautaires et régionales</i>																
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	0,1	-0,2	...	...	-0,1	...	...	...	...	-0,2
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	-0,2	0,5	...	0,6	...	...	...	...	0,9
Titres à court terme .....	...	-0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,1
Crédits à court terme	2,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,3
Obligations et bons de caisse à plus d'un an .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédits à long terme	43,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	45,5	2,6	91,2
Divers et ajustements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	45,4	-0,1	...	...	...	...	0,1	-0,4	0,5	...	0,6	...	...	45,5	2,6	94,1
<i>Pouvoirs locaux</i>																
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	12,4	...	...	...	...	12,4
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-44,1	...	...	...	...	-44,1
Titres à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations et bons de caisse à plus d'un an .....	...	2,8	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	...	...	...	...	3,6
Total ...	...	2,8	...	...	...	...	...	...	...	...	-30,9	...	...	...	...	-28,1
<i>Organismes de sécurité sociale</i>																
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	...	-0,4	0,3	...	-9,2	...	...	...	...	-9,2
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-15,2	...	...	...	...	-15,2
Titres à court terme .....	...	-0,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,7
Crédits à court terme	9,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9,1
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-0,3	16,7	...	-0,1	-5,1	...	...	...	-0,1	...	-0,2	...	...	...	...	10,9
Crédits à long terme	-0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,1
Divers et ajustements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,1	...	...	...	...	-0,1
Total ...	8,7	16,0	...	-0,1	-5,1	...	...	-0,4	0,3	...	-24,7	...	...	...	...	-5,3
<i>Banque Nationale de Belgique</i>																
Or financier et DTS .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,6	2,6
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	...	1,2	...	...	...	...	...	...	17,0	18,2
Titres à court terme .....	...	-56,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-56,8
Crédits à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	30,8	2,2	16,9	...	...	...	21,6	71,5
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	0,2	-32,4	...	-0,1	1,4	...	...	...	...	...	-0,1	...	...	...	...	-31,0
Total ...	0,2	-89,2	...	-0,1	1,4	...	...	1,2	30,8	2,2	16,9	...	...	...	41,2	4,5
<i>Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes et IRC</i>																
Titres à court terme .....	...	-76,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-76,5
Crédits à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	2,2	-2,8	-7,6	...	...	...	...	-8,2
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-0,4	-12,0	...	-0,1	-3,7	...	...	...	...	...	-0,2	...	...	-1,9	...	-18,2
Total ...	-0,4	-88,5	...	-0,1	-3,7	...	...	...	2,2	-2,8	-7,8	...	...	-1,9	...	-102,9

Banques																
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	-1,0	...	...	...	...	...	...	...	0,4	-0,6
Titres à court terme	...	-219,7	...	...	...	...	...	-43,0	...	...	...	...	...	...	-0,2	-270,0
Crédits à court terme	113,0	...	...	-0,8	...	0,3	...	-0,9	-189,6	-8,7	26,8	...	...	...	41,8	-18,1
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	6,3	157,6	...	28,0	-13,7	-0,6	...	...	-0,3	-0,3	-15,7	...	...	-8,5	32,3	185,2
Actions	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	15,0	15,0
Crédits à long terme	83,2	-2,0	6,5	19,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-77,9	29,4
Divers et ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	30,7	...	...	...	...	...	28,0	58,7
Total	202,4	-64,2	6,5	46,9	-13,7	-0,3	-1,0	-43,9	-159,1	-9,0	4,0	...	...	-8,5	39,4	-0,4
Banques d'épargne¹																
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7
Titres à court terme	...	41,7	...	...	...	...	...	-2,8	...	...	...	...	...	...	...	38,9
Crédits à court terme	26,2	...	...	...	...	5,5	...	-0,2	-17,1	-0,9	2,6	...	...	...	92,2	108,3
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-2,1	48,9	...	7,5	-2,9	-2,2	...	...	0,2	-1,4	-2,9	...	-6,8	-18,1	20,2	...
Actions	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5	...	...	...	...	...	0,2	1,7
Crédits à long terme	55,4	...	3,5	3,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-3,7	58,3
Divers et ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6,1	6,1
Total	79,5	90,5	3,5	10,6	-2,9	3,3	0,7	-2,9	-15,4	-2,3	-0,3	...	...	-6,8	76,7	234,2
Etablissements de crédit du secteur public²																
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4
Titres à court terme	...	-23,2	...	...	...	...	...	-6,5	...	...	...	...	...	...	...	-29,7
Crédits à court terme	29,0	...	11,2	10,9	15,8	10,3	...	-2,1	17,9	-1,3	18,8	...	...	...	51,5	162,0
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-0,3	-11,7	...	3,1	-4,0	-3,8	...	...	...	...	-1,7	...	6,4	37,7	25,7	...
Actions	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0	1,0
Crédits à long terme	56,7	...	24,8	23,2	39,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-4,2	139,9
Divers et ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-10,8	-10,8
Total	85,4	-34,9	36,0	37,2	51,3	6,5	0,3	-8,6	17,8	-1,3	17,1	...	...	6,4	75,2	288,5
Sociétés d'assurances³																
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	...	...	2,8	...	...	...	...	...	...	2,8
Autres dépôts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres à court terme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	6,7	49,6	...	1,1	1,5	...	...	...	0,7	...	5,5	...	...	...	8,3	73,4
Actions	8,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	-7,9	0,5
Crédits à long terme	9,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9,4
Divers et ajustements	19,9	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	19,9
Total	44,0	49,6	...	1,1	1,5	...	...	...	3,5	...	5,5	...	0,4	...	0,4	106,0
Organismes de placement collectif																
Autres dépôts	...	...	...	...	...	...	...	...	48,1	...	...	...	...	...	-23,7	24,4
Titres à court terme	...	100,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	100,0
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	3,1	43,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	13,1	59,2
Actions	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-4,1	0,9
Total	8,1	143,0	...	...	...	...	...	...	48,1	...	...	...	...	...	-14,7	184,5
Autres intermédiaires financiers																
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres dépôts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres à court terme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédits à court terme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédits à long terme	4,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,3
Divers et ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	4,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,3
Reste du monde																
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	2,2	...	9,5	...	...	...	...	...	...	11,7
Autres dépôts	...	...	...	...	...	...	...	...	22,0	-2,0	-14,3	...	...	...	...	5,7
Titres à court terme	...	99,7	...	...	...	...	...	-6,5	...	...	...	...	...	...	...	93,2
Crédits à court terme	0,1	...	...	-3,1	...	...	...	-42,9	-404,2	58,3	10,1	...	...	...	...	-381,8
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	5,9	180,3	...	-1,1	...	...	...	...	4,6	...	-19,4	...	...	-1,0	...	169,2
Actions	215,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	215,1
Crédits à long terme	88,6	37,8	...	2,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	128,5
Divers et ajustements	40,9	...	...	...	...	...	...	...	5,3	11,2	3,9	...	...	...	...	61,3
Total	350,6	317,8	...	-2,1	...	...	2,2	-49,4	-362,8	67,5	-19,8	...	...	-1,0	...	303,0
TOTAL	795,6	490,9	46,0	98,4	13,5	9,1	4,5	-102,9	-0,4	234,2	288,5	106,0	184,5	4,3	413,2	2.585,5

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Non compris les sociétés publiques de logement et les fonds de logement de la ligue des Familles nombreuses.

³ Non compris les fonds de pension extra-légaux.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS

1a. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

	1990 31 déc.	1991 31 déc.	1992 31 déc.
ACTIF			
Or	363,7	333,8	260,2
Monnaies étrangères	231,7	230,8	193,4
Droits de tirage spéciaux (DTS)	17,3	18,4	5,7
Participation au FMI	14,4	16,4	26,7
Prêts au FMI	—	—	—
Dépôts auprès du FMI dans le cadre de la FASR	4,4	4,5	4,6
Ecus	108,5	110,6	106,4
FECOM : Financements à très court et à court terme	—	12,6	116,6
CEE : Soutien financier à moyen terme	—	—	—
Accords internationaux	3,4	3,1	3,3
Avances sur nantissement	3,3	43,9	20,0
Effets de commerce	30,3	18,4	10,1
Effets achetés sur le marché	—	17,7	17,4
Créances suite à d'autres interventions sur le marché monétaire	—	42,6	52,4
Avances au Fonds des Rentes	—	—	—
Avances à l'Etat belge	107,7	0,0	0,2
Avances à l'Etat luxembourgeois	—	—	—
Monnaies	0,9	0,7	0,9
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :			
Compte A	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,6	3,8	3,5
Placements statutaires (art. 21)	30,6	34,2	37,2
Immeubles, matériel et mobilier	10,7	11,2	12,3
Autres actifs	0,2	0,5	6,5
Comptes de régularisation	7,0	6,9	7,8
TOTAL ACTIF	936,7	910,2	885,1
PASSIF			
Billets en circulation	428,5	431,5	430,2
Comptes courants en francs :			
Trésor	0,0	—	—
Autres	6,4	7,1	4,6
Engagements suite à des interventions sur le marché monétaire	—	4,2	4,4
Comptes courants en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0
Accords d'aide financière	2,6	3,8	3,5
Contrepartie des DTS alloués	21,4	21,7	22,1
FECOM : Financements à très court et à court terme	—	—	—
Réserve indisponible de plus-values sur or	54,8	54,8	116,3
Autres passifs	8,6	2,4	1,2
Comptes de régularisation	0,3	0,1	0,4
Différences d'évaluation sur or et monnaies étrangères	368,7	336,0	250,0
Provision pour immeubles, matériel et mobilier	1,9	1,4	0,9
Provision sociale pour risques divers	8,5	8,7	9,8
Capital	0,4	0,4	0,4
Fonds de réserve :			
Réserve statutaire	2,4	2,5	2,7
Réserve extraordinaire	20,8	23,5	25,5
Compte d'amortissement d'immeubles, de matériel et de mobilier	10,1	10,6	11,7
Bénéfice net à répartir	1,2	1,3	1,3
TOTAL PASSIF	936,7	910,2	885,1

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIV - 1b. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1992 6 juillet	1992 10 août	1992 7 sept.	1992 5 oct.	1992 9 nov.	1992 7 déc.	1993 4 janvier	1993 8 février
ACTIF								
Or	262,2	276,5	276,5	276,5	276,5	276,5	260,2	260,2
Monnaies étrangères	311,4	295,3	294,9	221,5	228,0	180,8	192,9	185,3
Droits de tirage spéciaux (DTS)	18,0	18,0	17,7	17,7	16,9	5,5	5,7	5,7
Participation au FMI	16,4	16,5	16,3	15,5	15,5	26,2	27,0	27,0
Prêts au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès du FMI dans le cadre de la FASR	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,6	4,6
Ecus	109,8	99,8	99,8	99,8	92,0	92,0	106,4	109,8
FECOM : Financements à très court et à court terme	0,0	0,0	16,3	96,2	82,5	159,7	116,6	138,7
CEE : Soutien financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	3,2	3,4	3,4	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
Avances sur nantissement	44,5	53,0	37,3	27,5	29,9	13,2	20,1	38,6
Effets de commerce	16,4	15,5	14,9	12,8	12,9	11,3	11,3	8,5
Effets achetés sur le marché	16,6	12,1	8,2	11,7	9,6	9,4	19,4	0,0
Créances suite à d'autres interventions sur le mar- ché monétaire	51,8	33,5	31,6	42,8	37,7	42,5	52,3	23,9
Avances au Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances à l'Etat belge	0,0	0,0	7,0	0,0	10,8	4,2	0,1	4,4
Avances à l'Etat luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies	0,6	0,9	1,0	0,9	1,0	1,1	0,9	1,2
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	3,3	3,3	3,5	3,6	3,6	3,6	3,5	3,4
Placements statutaires (art. 21)	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	40,4
Immeubles, matériel et mobilier	11,2	11,2	11,2	11,2	11,2	11,2	11,2	12,3
Comptes divers	7,1	8,7	9,5	9,9	11,8	12,7	13,6	8,0
	914,4	889,4	890,8	892,7	885,0	894,8	886,3	875,2
PASSIF								
Billets en circulation	444,1	424,1	424,7	420,6	416,8	421,1	427,9	412,8
Comptes courants en francs :								
Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	5,5	8,5	4,5	5,1	8,9	5,6	8,2	9,7
Engagements suite à des interventions sur le mar- ché monétaire	3,5	1,0	3,1	12,4	1,0	1,0	6,2	3,9
Comptes courants en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords d'aide financière	3,3	3,3	3,5	3,6	3,6	3,6	3,5	3,4
Contrepartie des DTS alloués	21,7	21,7	21,7	21,7	21,7	21,7	22,1	22,1
FECOM : Financements à très court et à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve indisponible de plus-values sur or	116,3	116,3	116,3	116,3	116,3	116,3	116,3	116,3
Différences d'évaluation sur or et monnaies étran- gères	267,6	259,3	259,3	258,5	262,6	270,0	250,1	258,1
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	36,8	36,8	36,8	36,8	36,8	36,8	36,8	40,0
Comptes divers	15,2	18,1	20,5	17,1	16,9	18,2	14,8	8,4
	914,4	889,4	890,8	892,7	885,0	894,8	886,3	875,2

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIV - 2. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période										Variations aux cours de change des transactions ⁶
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant			Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	CEE ³	Monnaies étrangères	Accords inter- nationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10) = (6) - (9)	(11)	
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	23,6	29,7	246,4	+ 7,2
1987	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	23,6	28,9	342,1	+80,7
1988	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,8	10,5	23,6	34,1	360,7	+25,2
1989	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	23,6	28,5	408,1	+12,3
1990	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	23,6	32,2	407,7	+16,5
1990 4 ^e trimestre	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	23,6	32,2	407,7	+ 3,6
Nouvelle série											
1991	333,8	39,3	123,3	230,8	3,1	730,3	10,8	21,7	32,5	697,8	+17,5
1992	260,2	37,0	223,0	193,4	3,3	716,8	8,4	22,1	30,5	686,3	+19,9
1991 1 ^{er} trimestre	363,7	40,1	105,4	223,9	3,5	736,5	9,8	21,4	31,2	705,4	- 4,1
2 ^e trimestre	363,7	39,8	106,3	226,5	3,2	739,5	7,1	21,4	28,5	711,0	+ 7,3
3 ^e trimestre	363,7	38,4	113,9	228,1	3,2	747,3	10,4	21,4	31,8	715,5	- 1,1
4 ^e trimestre	333,8	39,3	123,3	230,8	3,1	730,3	10,8	21,7	32,5	697,8	+15,5
1992 1 ^{er} trimestre	333,8	38,1	102,2	234,8	3,1	712,0	9,9	21,7	31,6	680,4	- 7,4
2 ^e trimestre	262,2	38,9	109,8	311,1	3,1	725,2	8,6	21,7	30,3	694,9	+11,7
3 ^e trimestre	276,5	37,7	189,0	236,9	3,4	743,5	8,5	21,7	30,2	713,3	+27,1
4 ^e trimestre	260,2	37,0	223,0	193,4	3,3	716,8	8,4	22,1	30,5	686,3	-11,5
1992 Janvier	333,8	39,0	102,2	230,1	3,1	708,2	11,7	21,7	33,4	674,8	-13,1
Février	333,8	38,7	102,2	237,4	3,1	715,1	9,6	21,7	31,3	683,8	+ 9,4
Mars	333,8	38,1	102,2	234,8	3,1	712,0	9,9	21,7	31,6	680,4	- 3,7
Avril	333,8	38,6	109,8	238,6	3,1	723,9	14,3	21,7	36,0	687,9	+ 2,3
Mai	333,8	38,6	109,8	240,3	3,0	725,6	10,5	21,7	32,2	693,5	+ 5,5
Juin	262,2	38,9	109,8	311,1	3,1	725,2	8,6	21,7	30,3	694,9	+ 3,9
Juillet	276,5	39,0	99,8	295,1	3,4	713,8	11,7	21,7	33,4	680,5	- 6,0
Août	276,5	38,9	99,8	296,8	3,4	715,4	8,3	21,7	30,0	685,4	+ 4,8
Septembre	276,5	37,7	189,0	236,9	3,4	743,5	8,5	21,7	30,2	713,3	+28,3
Octobre	276,5	37,7	174,5	234,3	3,3	726,3	8,3	21,7	30,0	696,3	-16,1
Novembre	276,5	37,0	245,0	194,8	3,3	756,7	7,9	21,7	29,6	727,1	+23,4
Décembre	260,2	37,0	223,0	193,4	3,3	716,8	8,4	22,1	30,5	686,3	-18,8
1993 Janvier	260,2	37,2	230,1	180,7	3,3	711,5	10,1	22,1	32,2	679,3	-14,4
Février	260,2	36,8	247,1	188,0	3,4	735,5	10,1	22,1	32,2	703,3	+22,7

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la BNB. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du FMI et que la BNB a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la BNB pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire », de la « politique d'accès élargi » et du « dépôt auprès du FMI dans le cadre de la FASR », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprennent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le FECOM au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la BNB.

⁴ Comprennent les avances en franc belge consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la CEE et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la BNB.

⁵ Comprennent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la BNB en franc belge envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en franc belge des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière.

XIV - 3. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1991 31 déc.	1992 31 déc.	1991 31 oct.	1992 31 oct.	1991 30 nov.	1992 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, CNCP	21,4	21,5	20,9	20,9	17,6	17,6	16,6	18,7
Prêts au jour le jour	353,6	359,9	410,3	292,5	409,0	589,8	444,8	606,6
Banquiers	2.800,6	2.962,4	2.968,8	3.112,9	2.949,3	3.317,5	2.895,7	3.448,6
Maison-mère, succursales et filiales	1.989,1	2.098,4	1.971,9	2.106,4	2.699,7	2.444,1	2.288,8	2.364,0
Autres valeurs à recevoir à court terme	112,1	86,1	62,1	49,8	104,2	72,0	113,6	68,1
Portefeuille-effets	1.166,7	1.196,3	954,6	950,9	981,2	1.071,6	981,3	983,6
a) Effets publics	917,6	980,8	718,8	723,4	742,0	839,5	739,2	768,4
b) Effets commerciaux ^a	249,1	215,5	235,8	227,5	239,2	232,1	242,1	215,2
Reports et avances sur titres	8,5	2,3	7,0	7,1	4,9	14,9	9,1	5,0
Débiteurs par acceptations	45,8	45,5	70,4	42,0	64,5	41,3	68,8	41,4
Débiteurs divers	2.992,8	3.181,3	3.334,1	3.578,2	3.445,2	3.582,4	3.407,0	3.666,3
Valeurs mobilières	1.752,7	1.877,6	2.033,4	2.309,8	2.028,4	2.220,7	2.040,0	2.270,6
a) Fonds publics belges	1.117,2	1.176,4	1.295,3	1.455,3	1.268,9	1.404,9	1.285,1	1.430,7
b) Autres titres d'emprunt	580,2	649,7	673,5	805,8	706,6	767,7	696,3	791,0
c) Actions et parts de sociétés	17,2	12,7	12,5	11,0	14,4	9,7	14,2	10,2
d) Autres valeurs mobilières	38,1	38,8	52,1	37,7	38,5	38,4	44,4	38,7
Valeurs de la réserve légale	6,6	6,7	8,0	9,3	7,9	9,3	8,0	9,3
Participations	89,0	82,8	95,4	94,8	89,7	96,1	90,5	96,0
a) Filiales	67,2	63,9	77,0	82,3	65,0	77,3	65,7	77,4
b) Autres participations	21,8	18,9	18,4	12,5	24,7	18,8	24,8	18,6
Frais de constitution et de premier établissement	3,6	3,7	3,5	4,1	3,8	3,9	3,8	3,9
Immeubles	35,6	42,0	48,0	51,1	48,9	50,3	49,1	50,5
Participations dans les filiales immobilières	2,1	2,1	2,6	2,8	2,1	2,8	2,0	2,8
Créances sur les filiales immobilières	0,2	0,2	0,1	0,4	0,1	0,5	0,1	0,3
Matériel et mobilier	12,5	12,8	12,8	13,9	13,8	14,5	13,6	14,6
Divers	458,6	509,8	489,7	469,2	483,4	446,6	473,3	488,8
Total de l'actif ...	11.851,5	12.491,4	12.493,6	13.116,1	13.353,7	13.995,9	12.906,1	14.139,1
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la BNB et des autres institutions publiques de crédit	47,8	48,1	37,5	29,9	37,3	34,2	37,6	31,6
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	16,5	12,7						

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les

soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIV - 3. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1991 31 déc.	1992 31 déc.	1991 31 oct.	1992 31 oct.	1991 30 nov.	1992 30 nov.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	21,8	15,0	94,0	111,2	88,8	152,7	84,2	122,0
a) Créanciers garantis par des privilèges	10,4	9,4	7,8	8,6	5,7	6,5	5,6	6,0
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	11,4	5,6	86,2	102,6	83,1	146,2	78,6	116,0
Emprunts au jour le jour	445,9	472,4	621,8	427,2	555,4	655,3	595,8	688,1
Banquiers	4.841,1	4.913,1	4.447,2	4.793,7	4.903,0	4.993,9	4.673,7	5.076,6
Maison-mère, succursales et filiales	1.557,7	1.704,2	1.473,0	1.467,9	1.964,5	1.854,9	1.774,2	1.798,1
Acceptations	45,8	45,5	70,4	42,0	64,5	41,3	68,8	41,4
Autres valeurs à payer à court terme	113,1	76,5	66,1	71,0	93,9	97,2	98,8	82,9
Créditeurs pour effets à l'encaissement	5,2	3,1	2,6	2,3	2,8	2,3	2,8	2,3
Dépôts et comptes courants	3.410,0	3.628,6	3.922,8	4.204,5	3.859,1	4.178,0	3.796,1	4.277,3
a) A vue	812,7	780,2	833,3	824,2	790,5	832,6	798,5	879,3
b) A un mois au plus	896,3	976,0	1.083,5	1.113,0	1.079,7	1.156,1	1.005,0	1.158,2
c) A plus d'un mois	720,7	969,1	1.110,1	1.395,3	1.110,5	1.348,2	1.117,9	1.403,1
d) A plus d'un an	22,8	23,6	26,1	20,2	25,8	22,3	25,6	21,3
e) A plus de deux ans	80,0	85,8	77,8	71,6	83,0	71,5	81,0	71,2
f) Carnets de dépôts	873,5	767,2	717,6	677,6	699,3	646,5	694,9	643,7
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	4,0	26,7	74,4	102,6	70,3	100,8	73,2	100,5
Obligations et bons de caisse	533,4	690,8	809,7	897,8	800,5	896,4	806,1	898,3
Montants à libérer sur titres et participations ..	2,0	1,8	1,8	1,9	1,9	2,0	1,9	2,0
Divers	504,4	550,1	537,0	596,0	578,3	619,0	557,2	641,5
<i>Total de l'exigible ...</i>	11.480,4	12.101,1	12.046,4	12.615,5	12.912,7	13.493,0	12.459,6	13.630,5
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	94,7	101,8	138,8	186,3	128,0	179,1	134,3	184,7
<i>Non exigible :</i>								
Capital	119,2	144,7	154,0	153,2	156,7	157,5	155,7	157,6
Fonds indisponible par prime d'émission	22,8	23,4	26,9	28,5	26,9	28,7	26,8	28,7
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	6,5	7,0	8,3	9,2	8,3	9,5	8,3	9,5
Réserve disponible	55,5	56,0	63,7	67,2	63,8	70,9	63,8	70,9
Autres réserves	52,8	44,0	43,5	43,6	43,5	43,5	43,5	43,4
Provisions	19,6	13,4	12,0	12,6	13,8	13,7	14,1	13,8
<i>Total du non exigible ...</i>	276,4	288,5	308,4	314,3	313,0	323,8	312,2	323,9
Total du passif ...	11.851,5	12.491,4	12.493,6	13.116,1	13.353,7	13.995,9	12.906,1	14.139,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les

soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIV - 4. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
REGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1991 31 déc.	1991 31 oct.	1992 31 oct.	1991 30 nov.	1992 30 nov.
Caisse, BNB, Chèques Postaux	3,5	4,0	4,1	4,4	3,9	4,5	3,5	4,4
Prêts au jour le jour	3,4	5,0	12,2	10,3	20,3	11,7	17,5	10,8
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	144,5	140,8	223,7	272,6	216,3	368,7	262,1	421,8
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	7,8	8,4	8,7	7,1	8,6	6,5	7,0	5,8
Effets de commerce et factures	4,3	5,2	5,0	4,9	4,9	4,9	4,9	4,8
Débiteurs par acceptations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,3	0,4	0,3
Avances, ouvertures de crédits et prêts non hypothécaires	213,8	254,8	314,4	351,7	367,9	374,9	347,1	368,8
Portefeuille-titres et participations	849,7	891,0	934,4	999,8	972,4	1.048,4	974,6	1.058,2
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(73,4)	(96,2)	(92,8)	(131,5)	(92,6)	(168,5)	(107,9)	(157,9)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^e , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(449,9)	(442,1)	(494,2)	(543,9)	(553,8)	(566,3)	(534,9)	(591,7)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(188,9)	(174,3)	(162,1)	(156,9)	(150,3)	(147,3)	(155,5)	(143,1)
c) Obligations de sociétés belges	(22,3)	(23,1)	(20,8)	(19,3)	(19,3)	(19,7)	(19,7)	(19,7)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(16,2)	(16,4)	(19,2)	(20,7)	(20,6)	(21,0)	(20,6)	(21,0)
e) Autres valeurs	(99,0)	(138,9)	(145,3)	(127,5)	(135,8)	(125,6)	(136,0)	(124,8)
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	338,2	346,9	389,5	426,3	417,7	463,9	420,1	467,8
Actionnaires ou sociétaires	2,4	1,9	2,0	1,9	2,0	0,5	2,0	0,5
Débiteurs divers	8,8	9,0	12,0	15,3	17,5	23,1	14,6	22,0
Divers	0,2	0,2	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,5
Total du disponible et réalisable ...	1.576,7	1.667,3	1.906,4	2.094,8	2.032,2	2.307,9	2.054,1	2.365,7
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Immeubles et terrains	10,1	10,1	11,5	13,1	12,0	13,1	12,0	13,0
Leasing immobilier	1,6	0,8	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9
Matériel et mobilier	2,9	2,7	2,6	2,7	2,8	2,9	2,8	2,9
Leasing mobilier	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé ...	14,8	13,7	15,3	17,1	16,1	17,2	16,1	17,1
Comptes transitoires ¹	63,0	78,9	89,0	94,8	87,1	97,6	91,8	92,9
Total de l'actif ...	1.654,5	1.759,9	2.010,7	2.206,7	2.135,4	2.422,7	2.162,0	2.475,7
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées ..	1.540,4	1.618,0	1.862,2	2.032,4	1.936,4	2.204,5	1.987,9	2.241,9
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	1.515,6	1.591,7	1.836,1	2.004,4	1.860,6	2.178,2	1.960,9	2.216,3

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 4. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1991 31 déc.	1991 31 oct.	1992 31 oct.	1991 30 nov.	1992 30 nov.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	803,3	859,7	930,4	1.040,1	999,5	1.151,8	1.007,6	1.170,9
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	212,8	203,8	275,0	313,5	309,6	336,8	311,5	337,6
c) de cinq ans ou plus	210,7	162,5	168,0	181,1	179,7	193,0	180,0	192,8
Réserves techniques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,7	7,0	7,6	8,2	8,2	8,8	8,2	8,8
Créanciers couverts par des sûretés réelles	3,0	3,4	3,2	2,7	1,6	1,8	1,9	1,7
Emprunts :								
a) au jour le jour	1,3	0,5	3,8	1,6	1,8	0,1	1,1	0,0
b) auprès de la BNB	0,0	0,5	3,0	4,7	6,9	5,6	3,1	7,4
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	250,3	329,6	411,6	415,7	371,8	402,6	385,7	412,2
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescompteurs	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5
Mobilisation d'actifs	0,4	1,2	0,1	8,1	11,3	49,3	15,9	73,4
Autres engagements à un mois maximum	3,5	3,9	5,9	5,7	4,4	5,6	3,7	4,3
Créditeurs divers	4,7	4,8	6,2	6,6	6,4	15,1	6,3	15,3
Provisions pour charges	5,2	2,5	2,4	2,9	2,1	2,6	2,2	2,9
Divers	1,0	1,0	1,7	11,0	9,6	13,6	12,8	14,4
Total de l'exigible ...	1.503,0	1.580,5	1.819,0	2.002,4	1.913,4	2.187,3	1.940,5	2.242,3
Fonds propres :								
a) capital	31,2	30,2	30,5	32,2	30,7	34,5	30,8	34,7
b) réserve légale	1,7	1,9	2,1	2,2	2,3	2,3	2,2	2,3
c) autres réserves	43,7	52,3	55,2	57,5	56,3	56,9	56,3	56,9
Comptes de redressements d'actifs	17,2	19,9	20,0	22,1	20,2	22,8	20,2	23,1
Comptes transitoires ¹	57,7	75,1	83,9	90,3	112,5	118,9	112,0	116,4
Total du passif ...	1.654,5	1.759,9	2.010,7	2.206,7	2.135,4	2.422,7	2.162,0	2.475,7

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 4. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1991 31 déc.	1991 31 oct.	1992 31 oct.	1991 30 nov.	1992 30 nov.
ACTIF								
Caisse, BNB, Chèques Postaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédi- aires financiers	0,5	1,2	0,6	1,9	1,0	2,6	1,1	3,2
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	11,5	11,3	11,8	13,6	13,3	14,7	13,4	14,7
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	4,4	5,5	6,5	7,2	7,0	6,9	7,0	6,9
Autres crédits	7,1	7,5	8,2	9,1	9,1	9,4	9,1	9,4
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	9,8	8,4	9,6	9,6	9,6	9,7	9,6	9,7
b) Autres valeurs	0,5	0,6	1,3	1,4	1,3	0,7	1,4	0,7
Divers	1,1	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2
Total de l'actif ...	34,9	35,5	39,1	43,9	42,5	45,2	42,8	45,8
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	6,0	7,4	9,7	11,2	11,8	6,0	11,5	6,1
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	7,6	8,8	12,3	15,5	15,5	16,4	15,5	16,6
c) de cinq ans ou plus	9,4	7,7	4,8	4,5	4,5	5,7	4,5	5,9
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) BNB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers	5,4	4,7	5,8	5,3	3,6	9,2	4,1	9,1
Fonds propres	2,1	2,4	2,5	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8
Divers	3,5	3,7	3,3	3,9	3,6	4,4	3,7	4,6
Total du passif ...	34,9	35,5	39,1	43,9	42,5	45,2	42,8	45,8
p.m. : Nombre d'entreprises prises en considéra- tion	6	6	6	6	6	6	6	6

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome 1, n^o 4, avril 1988.

XIV - 4. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964

c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1990 31 déc.	1991 31 déc.	1991 31 oct.	1992 31 oct.	1991 30 nov.	1992 30 nov.
ACTIF								
Caisse, BNB, Chèques Postaux	3,5	4,0	4,1	4,4	3,9	4,5	3,5	4,4
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	148,4	147,0	236,5	284,8	237,6	383,0	280,7	435,8
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	349,7	358,2	401,3	439,9	431,0	478,6	433,5	482,5
Opérations de leasing et autres débiteurs divers	14,9	15,3	19,4	23,5	25,5	30,9	22,6	29,8
Autres crédits	233,1	275,9	336,4	372,9	390,9	396,0	368,5	389,1
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	722,0	721,0	758,7	841,9	806,3	891,8	807,9	902,4
b) Autres valeurs	138,0	179,0	186,6	168,9	177,0	167,0	177,7	166,2
Divers	79,8	95,0	106,8	114,3	105,7	116,1	110,4	111,3
Total de l'actif ...	1.689,4	1.795,4	2.049,8	2.250,6	2.177,9	2.467,9	2.204,8	2.521,5
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	809,3	867,1	940,1	1.051,3	1.011,3	1.157,8	1.019,1	1.177,0
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	220,4	212,6	287,3	329,0	325,1	353,2	327,0	354,1
c) de cinq ans ou plus	220,1	170,2	172,8	185,6	184,2	198,7	184,5	198,7
Réserves techniques et fonds de reconstitution ...	7,7	7,9	8,4	9,0	9,0	9,6	9,0	9,6
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) BNB	0,0	0,5	3,0	4,7	6,9	5,6	3,1	7,4
b) Autres intermédiaires financiers	257,4	336,0	421,3	431,1	388,9	461,7	407,2	495,3
Fonds propres	78,7	86,8	90,3	94,7	92,1	96,5	92,1	96,7
Divers	95,8	114,3	126,6	145,2	160,4	184,8	162,8	182,7
Total du passif ...	1.689,4	1.795,4	2.049,8	2.250,6	2.177,9	2.467,9	2.204,8	2.521,5

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 4, avril 1988.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Bilans de la CGER au 31 décembre — CGER-Banque

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1988	1989	1990	1991
ACTIF				
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	7,8	9,7	7,6	7,2
Prêts au jour le jour	5,8	7,0	11,2	27,0
Banquiers	153,2	169,1	216,8	218,2
Filiales	0,3	1,2	4,6	4,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	2,7	2,5	1,8	0,9
Portefeuille-effets	217,2	198,5	182,0	143,0
a) effets publics	(208,3)	(189,4)	(173,7)	(133,6)
b) effets commerciaux	(8,8)	(9,1)	(8,2)	(9,4)
Reports et avances sur titres	0,9	0,5	0,2	0,1
Débiteurs par acceptation	0,3	0,1	0,1	0,3
Débiteurs divers	446,1	509,1	545,3	570,7
Valeurs mobilières	449,9	518,5	528,4	588,0
a) fonds publics belges	(400,3)	(461,8)	(463,1)	(499,5)
b) autres titres d'emprunts	(43)	(50,2)	(59,0)	(79,2)
c) actions et parts de sociétés	(0,4)	(0,5)	(0,8)	(0,5)
d) autres valeurs mobilières	(6,5)	(6,0)	(5,5)	(8,8)
Participations	1,7	2,6	3,5	4,7
a) filiales	(0,7)	(1,0)	(2,1)	(3,2)
b) autres participations	(1,0)	(1,6)	(1,3)	(1,5)
Immeubles	12,0	11,6	11,5	11,1
Matériel et mobilier	1,4	1,6	1,4	1,0
Divers	63,3	77,4	71,4	84,5
Compte de résultats : perte de l'exercice	—	—	—	—
Total de l'actif ...	1.362,6	1.509,4	1.585,8	1.660,9
PASSIF				
EXIGIBLE				
Créanciers couverts par des sûretés	1,1	1,8	1,3	16,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,1)	(1,8)	(1,3)	(16,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(0,0)	(—)	(—)	(—)
Emprunts au jour le jour	5,7	12,4	17,4	12,1
Banquiers	175,3	211,8	221,1	225,5
Filiales	—	—	1,4	0,1
Acceptations	0,3	0,1	0,1	0,3
Autres valeurs à payer à court terme	6,9	7,7	7,3	7,0
Dépôts et comptes courants	765,9	835,6	852,3	838,8
a) à vue et à un mois au plus	(626,2)	(674,7)	(642,5)	(647,2)
b) à plus d'un mois	(139,7)	(160,9)	(209,8)	(191,7)
Obligations et bons de caisse	279,8	283,6	333,3	388,5
Divers	97,0	118,5	103,4	120,0
Total de l'exigible ...	1.332,0	1.471,5	1.537,6	1.608,4
EXIGIBLE SPECIAL				
Emprunts subordonnés	2,8	4,4	12,9	15,7
NON EXIGIBLE				
Fonds de réserve	26,2	31,7	33,5	35,3
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	1,6	1,8	1,8	1,5
Total du passif ...	1.362,6	1.509,4	1.585,8	1.660,9

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — CGER Assurances¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1988	1989	1990	1991
ACTIF				
Immobilisations corporelles : — Immeubles sociaux	0,4	0,4	0,4	0,4
— Autres immobilisations corporelles ...	0,0	0,0	0,0	0,2
Immobilisations financières	1,5	1,8	2,0	7,5
Immeubles et titres de placement :				
Valeurs mobilières : — Actions et parts	2,5	3,5	3,8	4,0
— Titres à revenu fixe	62,0	65,4	70,6	78,6
— Autres valeurs mobilières	0,0	0,0	0,0	0,1
Part des réassureurs dans les provisions techniques :				
Provisions mathématiques	0,1	1,0	1,2	1,3
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0	0,3
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0	0,2
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	—	—	—
Créances :				
Crédits : — Prêts hypothécaires	38,1	43,1	45,5	45,4
— Avances sur contrats	0,2	0,2	0,2	0,2
— Autres prêts	7,3	9,0	10,0	10,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,3	2,0	0,7	0,8
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0	0,1
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	0,5	0,6	0,5	1,0
Placements de trésorerie	0,1	1,8	0,1	0,1
Valeurs disponibles	2,3	1,7	4,4	2,5
Comptes de régularisation :				
Produits financiers acquis et non échus	4,8	4,7	5,1	5,7
Total de l'actif ...	120,2	135,3	144,6	158,5
PASSIF				
Réserves :				
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves immunisées	0,8	1,2	1,3	1,3
Réserves disponibles	16,7	17,9	18,8	19,6
Fonds de réserve de la Caisse de retraite	0,9	0,5	0,6	0,8
Provisions techniques :				
Provisions mathématiques	85,8	97,2	108,1	119,9
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,3	0,4	0,8	1,4
Provisions pour prestations à régler	0,5	0,6	1,2	2,0
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	11,5	10,9	10,3	10,0
Autres provisions techniques	0,0	0,0	0,0	0,1
Provisions pour risques et charges	0,2	0,2	0,1	0,5
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,2	0,2
Dettes :				
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	1,0	0,9	1,2	1,2
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	1,0	0,0	0,0
— ONPTS : Résultat - Versements obligatoires	0,4	0,5	0,4	0,4
— Compte courant	—	—	—	—
— Rentes à transférer	—	—	—	—
— Capitaux, non liquidés sur prêts consentis	1,4	1,7	1,2	0,4
— Autres créditeurs	0,5	2,1	0,3	0,6
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	120,2	135,3	144,6	158,5

¹ La CGER-Assurances regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
ACTIF									
IMMOBILISÉ	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	0,9
DISPONIBLE ET RÉALISABLE :									
Placements provisoires	38,3	57,7	73,3	92,6	88,4	97,1	45,4	51,5	34,3
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	91,0	82,3	87,1	88,0	88,1	87,6	81,1	77,1	69,2
2. garantis par banques et organismes financiers	24,8	17,1	12,3	8,6	7,0	4,7	3,4	2,9	2,2
3. dont le risque est à charge de l'Institution	64,1	68,0	77,3	81,1	102,5	108,9	134,7	158,8	179,5
Crédits commerciaux	10,8	10,7	8,9	12,6	11,4	16,6	14,4	25,3	25,1
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	22,4	22,8	20,6	17,1	15,5	14,0	13,7	12,7	14,2
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	81,5	93,6	96,6	95,0	92,8	90,6	88,3	82,8	76,6
Autres ¹	0,5	0,7	0,7	0,8	0,9	2,0	2,7	3,7	3,6
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. Opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	39,4	43,0	45,2	46,3	44,5	45,2	44,6	47,5	47,9
2. Autres ²	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5
Banquiers	—	—	0,1	1,4	1,5	1,6	—	—	—
Débiteurs divers	10,1	14,4	11,1	8,5	10,2	8,9	9,7	11,1	17,5
Fonds publics et participations	14,5	7,3	7,6	13,8	18,2	22,6	58,9	52,8	65,9
Divers	11,2	16,8	18,7	20,1	20,3	19,9	16,0	15,5	12,8
Total de l'actif ...	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5	514,5	543,3	550,2
PASSIF									
NON EXIGIBLE	5,8	6,8	8,1	9,4	10,1	10,9	11,6	11,6	9,0
EXIGIBLE SPECIAL	—	—	—	—	—	—	—	0,5	2,5
EXIGIBLE :									
Obligations	229,9	230,8	220,2	214,6	166,3	175,9	138,9	110,0	—
Bons de caisse	58,5	68,1	94,5	111,0	136,6	128,7	140,5	170,6	286,0
Dépôts et emprunts divers	40,5	49,0	53,9	61,0	95,7	110,3	125,0	155,9	155,3
Effets réescomptés	3,5	1,2	1,0	0,7	0,6	0,7	7,4	8,4	6,6
Banquiers	—	—	0,1	1,3	1,1	1,2	—	—	—
Créditeurs divers	10,8	12,8	11,8	15,4	21,1	22,6	23,0	17,7	19,3
Provisions pour charge et risques divers	5,7	7,1	8,4	8,6	8,8	9,3	9,9	7,4	9,4
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	0,4	1,2	1,6	1,3	—	—	—
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	39,4	43,1	45,4	46,4	44,6	45,3	44,7	47,6	48,4
2. Autres ³	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,5	0,5	0,5
Divers	15,9	16,6	16,8	17,3	15,8	14,6	13,0	13,1	13,2
Total du passif ...	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5	514,5	543,3	550,2

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations), crédits sous forme de location-financement et mobilisations prêts aux particuliers.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements		Prélèvements pour paiement de dépenses extraordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes	
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs Emprunts dont les charges sont :						Créditeurs	Débiteurs		
	supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat								
à fin de période										
1987	43,4	6,8	12,9	57,7	26,6	561,2	19,1	22,8	49,9	862,2
1988	49,1	6,1	9,0	64,1	31,0	569,2	17,3	24,4	42,0	897,2
1989	44,6	4,7	52,0	63,9	31,0	570,6	16,5	22,4	45,6	1.043,2
1990	49,0	3,7	63,4	68,1	28,5	593,0	19,3	21,0	57,0	1.440,5
1991	54,3	4,1	73,0	64,1	34,4	652,6	25,2	52,1	76,1	3.752,8
1992	57,6	4,7	80,9	80,9	38,0	722,0	80,9	66,5	109,1	4.969,9
1990 4 ^e trimestre	18,0	0,9	15,9	20,0	28,5	593,0	19,3	24,6	64,9	420,5
1991 1 ^{er} trimestre	18,2	1,0	20,2	14,4	29,7	625,4	20,2	52,3	76,2	1.074,0
2 ^e trimestre	10,9	0,9	14,1	14,0	32,5	639,7	24,1	47,6	52,3	920,5
3 ^e trimestre	12,1	0,8	16,7	15,3	33,9	646,8	23,8	50,2	66,9	932,1
4 ^e trimestre	13,1	1,4	22,0	20,4	34,4	652,6	25,2	58,3	108,9	826,2
1992 1 ^{er} trimestre	13,4	1,4	22,5	19,5	33,7	656,2	70,8	65,9	119,6	1.126,9
2 ^e trimestre	12,0	1,4	16,5	16,8	36,3	675,9	77,2	64,7	116,9	1.178,7
3 ^e trimestre	12,8	0,9	18,6	19,6	35,5	674,0	75,9	64,4	102,7	1.305,2
4 ^e trimestre	19,4	1,0	23,3	25,0	38,0	722,0	80,9	71,0	97,2	1.359,1
1991 Décembre	4,4	0,3	9,6	7,9	34,4	652,6	25,2	59,4	107,5	318,5
1992 Janvier	4,5	0,3	7,9	5,9	33,5	642,5	75,6	78,9	128,0	400,2
Février	4,9	0,8	6,8	6,6	34,0	650,1	71,2	63,6	118,2	339,7
Mars	4,0	0,3	7,8	7,0	33,7	656,2	70,8	55,2	112,5	387,0
Avril	5,5	0,4	5,2	4,9	36,0	656,2	73,6	63,4	124,5	436,3
Mai	2,9	0,5	4,7	5,4	36,2	656,5	74,3	66,0	130,8	334,8
Juin	3,6	0,5	6,6	6,5	36,3	675,9	77,2	64,6	95,4	407,6
Juillet	4,1	0,3	6,2	6,6	35,7	670,1	74,9	66,0	102,6	481,1
Août	2,9	0,2	5,2	6,1	34,2	670,6	76,9	68,3	109,8	425,4
Septembre	5,8	0,4	7,2	6,9	35,5	674,0	75,9	58,9	95,7	398,7
Octobre	5,8	0,3	7,0	8,3	35,9	681,9	79,2	70,9	104,9	377,1
Novembre	5,9	0,3	6,4	6,7	37,6	698,4	80,0	71,0	100,1	413,9
Décembre	7,7	0,4	9,9	10,0	38,0	722,0	80,9	71,0	86,6	568,1
1993 Janvier	5,3	0,2	6,5	7,6	37,0	722,0	84,7	76,9	87,0	513,3

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : OCP.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)							(%)
1985	1.257	256,4	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986	1.232	286,8	95,4	500,2	966,3	495,7	966,3	2.928,5	97
1987	1.203	295,1	97,9	509,2	988,0	510,1	988,0	2.995,3	97
1988	1.173	301,6	94,7	525,4	1.014,9	527,2	1.014,9	3.082,4	98
1989	1.147	312,0	102,1	541,9	1.100,9	543,0	1.100,9	3.286,8	98
1990	1.142	325,7	109,4	574,6	1.129,2	574,1	1.129,2	3.407,0	98
1991	1.154	308,1	103,2	621,4	1.205,6	622,0	1.205,6	3.654,6	98
1992	1.185	309,5	97,1	638,7	1.236,9	638,3	1.236,9	3.750,7	98
1990 4 ^e trimestre	1.142	313,7	102,2	538,3	999,7	538,9	999,7	3.076,7	98
1991 1 ^{er} trimestre	1.145	307,6	106,8	657,1	1.371,9	667,4	1.371,9	4.068,2	98
2 ^e trimestre	1.145	316,3	104,3	673,7	1.313,6	660,7	1.316,6	3.961,9	98
3 ^e trimestre	1.149	311,3	104,0	576,1	1.084,8	581,7	1.084,8	3.327,4	98
4 ^e trimestre	1.154	297,5	97,7	578,6	1.052,2	578,1	1.052,2	3.261,1	98
1992 1 ^{er} trimestre	1.162	305,4	100,2	645,6	1.332,8	650,2	1.332,8	3.961,4	98
2 ^e trimestre	1.169	324,3	106,2	711,6	1.369,8	704,6	1.369,8	4.155,7	98
3 ^e trimestre	1.177	303,7	98,7	592,2	1.150,8	603,5	1.150,8	3.497,3	98
4 ^e trimestre	1.185	304,9	83,6	605,4	1.094,2	594,9	1.094,2	3.388,6	97
1991 Décembre	1.154	299,5	94,7	578,1	955,6	560,2	955,6	3.049,5	98
1992 Janvier	1.157	321,9	97,6	638,0	1.308,6	624,4	1.308,6	3.879,7	99
Février	1.159	302,4	105,0	711,0	1.499,5	730,4	1.499,5	4.440,4	98
Mars	1.162	291,7	98,2	587,8	1.190,1	595,9	1.190,1	3.563,9	98
Avril	1.165	331,2	98,5	737,1	1.320,7	676,1	1.320,7	4.054,7	98
Mai	1.167	298,2	105,2	647,2	1.298,2	620,8	1.298,2	3.864,3	98
Juin	1.169	344,3	114,9	750,4	1.490,4	816,8	1.490,4	4.548,0	98
Juillet	1.172	336,0	100,5	652,5	1.226,4	658,3	1.226,4	3.763,5	98
Août	1.174	291,0	98,7	570,7	1.085,0	564,9	1.085,0	3.305,6	98
Septembre	1.177	283,4	97,0	553,5	1.140,9	587,4	1.140,9	3.422,8	98
Octobre	1.179	298,7	80,2	600,9	1.072,2	569,1	1.072,2	3.314,4	98
Novembre	1.182	301,6	89,3	603,8	1.191,8	616,5	1.191,8	3.604,0	96
Décembre	1.185	314,4	81,6	611,3	1.018,6	598,9	1.018,6	3.247,5	98

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XI-1).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIV - 9. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	ACTIFS			PASSIFS					
	Portefeuille		Avances à l'Etat Belge ¹	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la BNB		Avances par l'Etat Belge ¹	Moyens propres
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie				Avances ordinaires	Avances spéciales		
	valeur nominale								
1980	29,7	77,1	—	18,3	0,0	9,9	77,1	—	2,7
1981	25,2	151,9	—	28,0	0,0	0,0	149,5	—	1,5
1982	16,6	192,4	—	28,9	0,0	0,0	181,1	—	1,3
1983	27,3	188,4	—	15,2	0,0	13,6	188,4	—	0,7
1984	26,6	219,3	—	41,5	5,4	0,0	200,6	—	0,7
1985	26,1	199,0	—	42,5	0,4	0,0	182,2	—	1,5
1986	47,6	216,3	—	44,2	13,1	0,0	209,4	—	0,6
1987	42,3	139,9	—	47,8	6,6	0,0	127,6	—	1,8
1988	46,7	124,1	—	50,9	10,9	0,0	106,6	—	3,8
1989 Septembre	55,0	69,3	—	67,6	0,0	0,0	47,9	—	7,1
Décembre	79,9	66,5	—	64,1	6,6	5,3	66,5	—	3,9
1990 Mars	60,7	30,7	—	47,0	0,0	8,9	30,7	—	7,1
Juin	52,8	24,6	—	68,3	0,0	0,0	4,7	—	9,0
Septembre	53,0	5,5	—	33,6	0,8	13,5	5,5	—	6,7
Décembre	41,9	65,0	—	58,8	7,7	0,0	36,7	—	5,8
1991 Janvier	33,7	19,9	0,4	51,2	—	0,0	0,0	—	6,6
Février	30,4	0,0	3,9	29,6	—	0,0	0,0	—	6,3
Mars	29,2	0,0	1,4	26,3	—	0,0	0,0	—	6,7
Avril	25,0	0,0		14,2	—	0,0	0,0	5,8	6,8
Mai	22,6	0,0		0,0	—	0,0	0,0	17,9	6,5
Juin	24,6	0,0		0,0	—	0,0	0,0	19,3	6,7
Juillet	21,2	0,0		0,0	—	0,0	0,0	16,1	6,6
Août	20,5	0,0		0,0	—	0,0	0,0	15,4	6,5
Septembre	19,0	0,0		0,0	—	0,0	0,0	13,5	6,6
Octobre	19,6	0,0		0,0	—	0,0	0,0	14,4	6,3
Novembre	19,8	0,0		0,0	—	0,0	0,0	14,7	6,3
Décembre	21,8	0,0		0,0	—	0,0	0,0	16,7	4,6

¹ Avances à l'Etat belge. Au-delà du 28 janvier, les excédents de trésorerie du Fonds des Rentes furent prêtés à l'Etat belge sous la forme d'avances. Ces avances ont été accordées selon des modalités similaires à celles retenues dans la convention du 22 janvier 1991 sur les avances de l'Etat belge au Fonds des Rentes. Les excédents

de trésorerie du Fonds s'amenuisant au fur et à mesure de l'expiration de ses certificats, les avances à l'Etat belge prirent fin le 10 avril et cédèrent la place à des avances de l'Etat.

XIV - 10. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

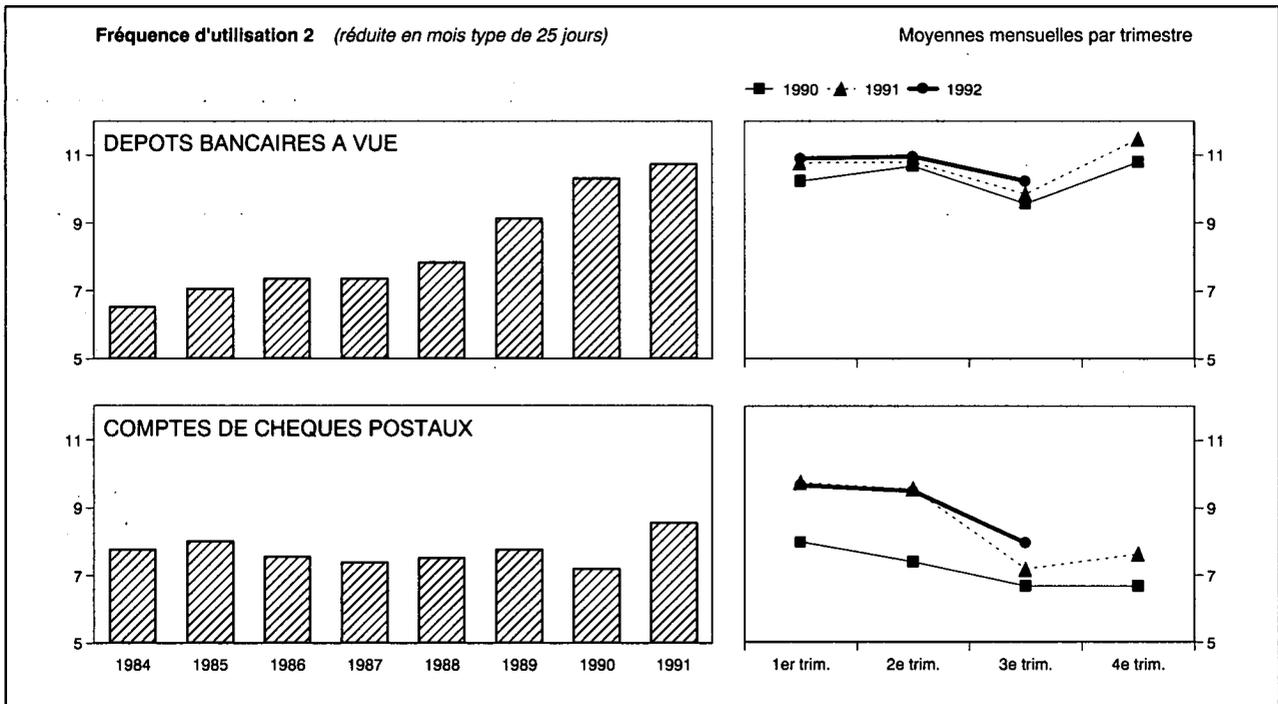
Etat récapitulatif des valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques en fin d'année
(milliards de francs)

Sources : MAE, Office de Contrôle des Assurances.

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. Actifs réglementaires¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	156,2	193,9	263,7	302,1	316,9	346,4	401,7
Obligations organisations internationales	5,2	5,7	8,6	6,8	7,7	8,5	9,3
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	49,7	49,0	43,6	37,5	33,8	35,8	33,8
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2	0,5	0,7
Certificats immobiliers sociétés belges	0,1	0,3	0,6	0,9	1,2	1,2	1,3
Actions sociétés belges	52,4	74,2	58,3	88,4	93,7	100,4	116,0
Immeubles	38,6	40,6	44,0	46,7	59,3	68,2	75,4
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédits	137,8	147,9	153,8	164,9	181,3	189,7	196,5
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,1	0,1	0,3	0,4	0,7	0,4	0,5
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	4,8	4,0	2,0	2,9	3,5	2,4	2,7
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	1,7	1,6	1,3	1,0	1,2	2,1	2,1
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	7,8	7,5	2,3	9,9	7,0	8,4	3,4
Certificats fonds communs de placement	0,8	0,9	1,1	2,3	1,7	1,2	1,8
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses ...	8,5	7,0	10,3	10,1	16,5	20,3	21,6
Numéraire	2,6	8,0	13,8	9,1	9,2	16,5	16,6
Avances sur polices	11,3	11,3	12,1	10,8	10,8	10,8	11,1
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	15,4	17,6	21,4	23,7	24,2	27,0	29,4
Primes restant à encaisser	1,6	1,8	2,1	1,9	2,1	2,2	2,4
Créances sur intermédiaires	0,9	1,0	1,1	1,7	1,9	1,9	2,1
Total A ...	496,3	573,2	641,5	722,0	773,6	844,7	929,0
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	1,9	1,7	3,2	3,6	5,2	4,9	8,1
Total B ...	1,9	1,7	3,2	3,6	5,2	4,9	8,1
TOTAL GENERAL (A + B) ...	498,2	574,9	644,7	725,6	778,8	849,6	937,1
Encaissement affaires directes	59,2	68,4	81,4	89,5	98,6	103,8	112,6
Provisions techniques affaires directes	470,5	549,4	625,1	694,7	764,3	833,3	910,1

¹ Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XIV - 11. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANC BELGE ET DES AVOIRS EN COMPTES DE PC = CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'OCP ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'OCP ⁴
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1987	2.853,3	831,2	3.684,5	7,46	7,36	7,40
1988	3.279,3	825,5	4.104,8	8,00	7,84	7,53
1989	4.075,5	913,4	4.988,9	9,23	9,14	7,77
1990	4.648,3	922,8	5.571,1	10,44	10,31	7,21
1991	4.984,8	1.006,5	5.991,3	10,85	10,72	8,56
1990 3 ^e trimestre	4.390,0	835,4	5.225,4	9,69	9,57	6,67
1990 4 ^e trimestre	4.886,9	789,8	5.676,7	11,05	10,79	6,68
1991 1 ^{er} trimestre	4.823,2	1.178,6	6.001,8	10,91	10,77	9,76
1991 2 ^e trimestre	5.124,7	1.141,5	6.266,2	10,64	10,78	9,57
1991 3 ^e trimestre	4.645,5	856,0	5.501,5	10,25	9,85	7,19
1991 4 ^e trimestre	5.345,7	849,9	6.195,6	11,62	11,47	7,64
1992 1 ^{er} trimestre	4.973,7	1.113,6	6.087,3	11,18	10,89	9,68
1992 2 ^e trimestre	5.314,5	1.165,6	6.480,1	10,82	10,95	9,51
1992 3 ^e trimestre	4.829,6	906,7	5.736,3	10,51	10,23	7,96
1991 Novembre	4.876,6	968,9	5.845,5	10,20	10,62	8,32
1991 Décembre	6.236,6	767,1	7.003,7	12,85	12,85	7,32
1992 Janvier	5.311,7	1.054,3	6.366,0	12,00	11,54	9,57
1992 Février	4.811,3	1.311,6	6.112,9	10,67	10,67	10,73
1992 Mars	4.798,2	974,9	5.773,1	10,87	10,46	8,65
1992 Avril	5.123,9	1.008,7	6.132,6	11,35	11,35	8,83
1992 Mai	4.867,6	1.193,6	6.061,2	9,63	10,03	9,63
1992 Juin	5.951,9	1.294,6	7.246,5	11,47	11,47	10,01
1992 Juillet	5.151,6	910,4	6.062,0	11,01	10,58	7,99
1992 Août	4.377,9	896,5	5.274,4	9,27	9,27	7,83
1992 Septembre	4.959,2	913,2	5.872,4	11,27	10,84	8,07
1992 Octobre	4.946,7	780,5	5.727,2	12,00	11,11	8,03
1992 Novembre	4.954,9	1.071,2	6.026,1	10,32	10,75	10,34

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en franc belge ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en franc belge de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent

double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la BNB — Moniteur belge : Situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'INS — Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de Documentation : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire.**

XV - 1. — AGREGATS MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	M1	Autres actifs à 1 an au plus ¹ auprès des intermédiaires financiers nationaux ²	M3	Certificats de Trésorerie détenus par les sociétés ³ et les particuliers	M4
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)
1979 Décembre	812,5	1.573,0	2.385,5	1,9	2.387,4
1980 Mars	783,0	1.613,4	2.396,4	0,5	2.396,9
Juin	848,4	1.586,1	2.434,5	0,0	2.434,5
Septembre	808,3	1.575,4	2.383,7	0,0	2.383,7
Décembre	818,5	1.633,2	2.451,7	0,3	2.452,0
1981 Mars	819,0	1.655,9	2.474,9	1,5	2.476,4
Juin	901,2	1.682,5	2.583,7	0,0	2.583,7
Septembre	826,8	1.692,9	2.519,7	0,9	2.520,6
Décembre	845,6	1.750,3	2.595,9	9,1	2.605,0
1982 Mars	845,5	1.776,5	2.622,0	0,0	2.622,0
Juin	911,5	1.795,7	2.707,2	0,6	2.707,8
Septembre	884,0	1.814,0	2.698,0	0,0	2.698,0
Décembre	882,1	1.859,0	2.741,1	4,9	2.746,0
1983 Mars	875,2	1.867,9	2.743,1	0,0	2.743,1
Juin	958,7	1.879,5	2.838,2	0,0	2.838,2
Septembre	952,5	1.920,2	2.872,7	0,0	2.872,7
Décembre	964,6	2.021,1	2.985,7	7,7	2.993,4
1984 Mars	931,4	2.111,9	3.043,3	8,2	3.051,5
Juin	998,4	2.138,6	3.137,0	2,0	3.139,0
Septembre	945,2	2.181,4	3.126,6	4,8	3.131,4
Décembre	944,8	2.210,8	3.155,6	6,6	3.162,2
1985 Mars	943,5	2.297,3	3.240,8	4,3	3.245,1
Juin	1.044,1	2.267,5	3.311,6	6,5	3.318,1
Septembre	985,1	2.299,7	3.284,8	7,2	3.292,0
Décembre	999,4	2.401,9	3.401,3	0,0	3.401,3
1986 Mars	998,3	2.495,6	3.493,9	1,0	3.494,9
Juin	1.114,6	2.503,9	3.618,5	7,4	3.625,9
Septembre	1.045,6	2.604,7	3.650,3	12,7	3.663,0
Décembre	1.082,4	2.752,3	3.834,7	3,5	3.838,2
1987 Mars	1.083,5	2.879,4	3.962,9	7,3	3.970,2
Juin	1.195,7	2.924,4	4.120,1	4,6	4.124,7
Septembre	1.112,4	2.970,3	4.082,7	10,7	4.093,4
Décembre	1.122,6	3.103,1	4.225,7	0,1	4.225,8
1988 Mars	1.127,6	3.197,3	4.324,9	4,5	4.329,4
Juin	1.227,1	3.218,2	4.445,3	8,3	4.453,6
Septembre	1.154,4	3.259,4	4.413,8	14,5	4.428,3
Décembre	1.195,7	3.356,5	4.552,2	0,0	4.552,2
1989 Mars	1.180,1	3.514,7	4.694,8	8,7	4.703,5
Juin	1.282,3	3.563,0	4.845,3	7,0	4.852,3
Septembre	1.218,6	3.668,1	4.886,7	4,2	4.890,9
Décembre	1.298,8	3.851,7	5.150,5	0,0	5.150,5
1990 Mars	1.284,6	4.013,3	5.297,9	1,0	5.298,9
Juin	1.374,1	3.919,7	5.293,8	0,0	5.293,8
Septembre	1.261,1	3.945,9	5.207,0	1,1	5.208,1
Décembre	1.318,8	4.062,5	5.381,3	0,1	5.381,4
1991 Mars	1.316,1	4.117,9	5.433,9	77,9	5.511,9
Juin	1.441,1	4.124,9	5.566,0	118,9	5.684,8
Septembre	1.329,5	4.210,4	5.539,9	176,9	5.716,8
Décembre	1.334,6	4.356,2	5.690,8	174,0	5.864,8
1992 Mars	1.358,4	4.422,9	5.781,3	169,5	5.950,8
Juin	1.481,1	4.522,5	6.003,6	184,7	6.188,3
Septembre	1.338,3	4.634,8	5.973,1	207,8	6.180,9

¹ Durée à l'origine.

² Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public (y compris les sociétés publiques de logement et les fonds du logement de la Ligue des Familles nombreuses), Fonds des Rentes, IRC.

³ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

XV - 2. — VENTILATION DE M1

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire ¹	Monnaie scripturale					Total	Total
		Auprès de la BNB	Auprès de l'OCP	Auprès des banques	Auprès des banques d'épargne	Auprès des établissements de crédit du secteur public		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (2) à (6)	(8) = (1) + (7)
1983	390,2	0,2	72,8	383,4	37,2	80,8	574,4	964,6
1984 ²	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	85,3	559,4	944,8
1985	383,6	0,2	72,2	408,7	39,7	94,9	615,8	999,4
1986	403,6	0,2	80,2	450,9	44,4	103,0	678,8	1.082,4
1987	411,6	0,3	77,4	476,1	46,7	110,5	711,0	1.122,6
1988	415,6	0,2	78,1	517,2	59,6	125,0	780,1	1.195,7
1989	421,7	0,4	94,9	572,6	68,6	140,6	877,1	1.298,8
1990 Septembre	405,3	0,3	105,5	523,7	77,1	149,3	855,8	1.261,1
Décembre	413,2	0,3	92,8	580,9	73,5	158,1	905,6	1.318,8
1991 Mars	406,7	0,2	95,8	574,7	76,2	162,5	909,3	1.316,1
Juin	432,3	0,3	106,1	629,1	84,3	189,0	1.008,8	1.441,1
Septembre	411,6	0,2	91,2	580,0	78,6	167,9	917,9	1.329,5
Décembre	417,0	0,2	81,1	596,4	78,8	161,1	917,6	1.334,6
1992 Mars	405,3	0,2	95,8	610,1	80,8	166,1	953,1	1.358,4
Juin	426,7	0,2	104,5	662,1	89,6	197,9	1.054,3	1.481,1
Septembre	403,0	0,1	86,2	595,4	84,0	169,6	935,4	1.338,3

¹ Billets et pièces du Trésor et billets de la BNB, après déduction du montant de ces billets et pièces détenus par les intermédiaires financiers.

² Des ruptures de séries, de faible ampleur, se sont produites en raison d'améliorations dans le recensement de certains encours.

XV - 3. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en franc belge				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ³					Total général
	M1 ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5,6}	Actifs à plus d'un an ^{5,7}	Total	A un an au plus ⁵ (déposits) ⁸	A plus d'un an ⁵ (valeurs mobilières) ⁹	Total	Créances commerciales sur l'étranger	Or financier	Autres avoirs sur l'étranger ¹⁰	Divers ¹¹	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (8) à (11)	(13) = (4) + (7) + (12)
1984	- 24,5	+229,0	+212,0	+ 416,6	- 9,4	+104,5	+ 95,1	- 1,6	+10,2	+ 14,5	+ 70,4	+ 93,5	+ 605,2
1985	+ 54,6	+223,9	+278,3	+ 556,8	- 5,5	+ 90,1	+ 84,6	+18,4	+ 8,5	+ 5,0	+ 97,8	+129,7	+ 771,1
1986	+ 83,0	+412,6	+ 84,0	+ 579,6	+ 29,8	+112,7	+142,5	- 5,5	+ 6,7	+ 69,5	+ 77,5	+148,2	+ 870,4
1987	+ 40,2	+357,3	+124,9	+ 522,4	+ 49,0	+ 89,7	+138,7	- 1,1	+19,9	+ 90,2	+116,0	+225,0	+ 886,1
1988	+ 73,1	+228,3	+260,5	+ 561,9	+ 33,5	+194,0	+227,5	+12,1	+ 6,0	+127,2	+225,9	+371,2	+1.160,6
1989	+103,1	+518,6	+141,7	+ 763,4	+108,8	+243,7	+352,5	- 7,8	- 3,7	+207,6	+165,5	+361,6	+1.477,6
1990	+ 20,1	+337,5	+623,8	+ 981,4	+ 70,4	- 64,6	+ 5,8	-32,7	+ 5,1	+196,3	-104,2	+ 64,5	+1.051,7
1991	+ 15,8	+451,2	+529,1	+ 996,1	+ 50,5	+ 34,8	+ 85,3	+11,0	+ 3,5	+184,7	+ 58,7	+257,9	+1.339,3
1990 4 ^e trimestre	+ 57,8	+144,4	+107,2	+ 309,4	- 36,6	+ 6,4	- 30,2	-16,9	+ 2,2	+ 79,7	-130,9	- 65,9	+ 213,3
1991 1 ^{er} trimestre	- 2,8	+ 88,7	+195,0	+ 280,9	+ 56,3	+ 18,1	+ 74,4	- 2,9	+ 3,0	+ 25,2	+ 91,0	+116,3	+ 471,5
2 ^e trimestre	+125,0	+ 66,3	+127,7	+ 319,1	- 31,0	+ 13,5	- 17,5	+31,9	- 2,3	+ 75,7	+ 48,5	+153,8	+ 455,4
3 ^e trimestre	-111,6	+146,6	+ 82,1	+ 117,0	+ 17,6	- 23,4	- 5,8	-12,2	+ 1,5	+ 27,2	+ 42,2	+ 58,7	+ 170,0
4 ^e trimestre	+ 5,1	+149,6	+124,4	+ 279,0	+ 7,6	+ 26,6	+ 34,2	- 5,8	+ 1,2	+ 56,6	-123,1	- 71,1	+ 242,3
1992 1 ^{er} trimestre	+ 23,8	+ 90,9	+150,0	+ 264,7	+ 24,2	- 3,8	+ 20,4	.	+ 0,5	+ 43,2	+103,1	+146,8 ¹²	+ 431,9 ¹²
2 ^e trimestre	+122,7	+124,0	+119,3	+ 366,0	+122,8	- 50,6	+ 72,2	.	+ 2,3	+ 54,3	- 14,3	+ 42,3 ¹²	+ 480,4 ¹²
3 ^e trimestre	-142,7	+191,5	+ 69,2	+ 118,0	+ 99,1	- 22,3	+ 76,8	.	+ 1,0	+ 51,0	- 0,7	+ 51,3 ¹²	+ 246,2 ¹²

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (1) du tableau XV-1.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-4a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-5, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-4a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-5, colonne (7).

¹⁰ Principalement les investissements directs des sociétés à l'étranger.

¹¹ Divers avoirs sur les intermédiaires financiers et « erreurs et omissions » de la balance des paiements de la Belgique.

¹² Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger.

**XV - 4a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²**

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge							En monnaies étrangères ³			Total général	
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}					Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger		Total	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,8}	Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger		Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme ⁶	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁷	Total	Certificats de trésorerie	Autres actifs					
								(1)	(2)	(3)		(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (6) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
1984	+ 114,3	+ 58,1	+ 6,9	+ 1,0	+ 180,3	- 1,1	+ 49,8	+ 229,0	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 219,6
1985	+ 162,0	+ 13,4	+ 26,7	+ 2,2	+ 204,2	- 6,6	+ 26,3	+ 223,9	- 1,3	- 4,2	- 5,5	+ 218,4
1986	+ 206,6	+ 95,3	+ 51,4	+ 7,1	+ 360,5	+ 3,5	+ 48,6	+ 412,6	- 0,4	+ 30,3	+ 29,8	+ 442,4
1987	+ 224,2	+ 83,2	+ 18,3	+ 4,4	+ 330,0	- 3,5	+ 30,8	+ 357,3	+ 26,4	+ 22,6	+ 49,0	+ 406,3
1988	+ 185,4	+ 26,7	+ 13,3	+ 1,5	+ 226,9	0,0	+ 1,4	+ 228,3	+ 20,2	+ 13,3	+ 33,5	+ 261,8
1989	+ 190,0	+ 170,2	+ 83,4	+ 2,9	+ 446,4	0,0	+ 72,3	+ 518,6	+ 62,0	+ 46,7	+ 108,8	+ 627,4
1990	- 258,3	+ 406,7	+ 90,2	- 11,2	+ 227,4	+ 0,1	+ 110,0	+ 337,5	+ 2,7	+ 67,8	+ 70,4	+ 407,9
1991	- 88,5	+ 221,6	+ 114,1	+ 5,5	+ 252,8	+ 161,9	+ 36,5	+ 451,2	+ 41,7	+ 8,8	+ 50,5	+ 501,7
1990 4 ^e trimestre .. *	+ 93,1	+ 19,6	+ 35,9	- 10,1	+ 138,5	- 1,0	+ 6,9	+ 144,4	- 18,4	- 18,3	- 36,6	+ 107,8
1991 1 ^{er} trimestre .. *	- 131,8	+ 85,3	+ 44,3	+ 2,1	- 0,1	+ 66,2	+ 22,7	+ 88,7	+ 46,0	+ 10,2	+ 56,3	+ 145,0
2 ^e trimestre .. *	+ 8,4	- 16,4	+ 22,3	+ 3,3	+ 17,5	+ 40,1	+ 8,7	+ 66,3	- 16,3	- 14,8	- 31,0	+ 35,3
3 ^e trimestre .. *	- 25,2	+ 85,1	+ 20,7	+ 1,2	+ 81,8	+ 59,5	+ 5,3	+ 146,6	+ 11,1	+ 6,5	+ 17,6	+ 164,2
4 ^e trimestre .. *	+ 60,2	+ 67,6	+ 26,8	- 1,0	+ 153,6	- 3,9	- 0,2	+ 149,6	+ 0,9	+ 6,8	+ 7,6	+ 157,2
1992 1 ^{er} trimestre .. *	- 95,5	+ 119,3	+ 31,0	+ 4,2	+ 58,9	+ 6,7	+ 25,3	+ 90,9	- 13,8	+ 38,0	+ 24,2	+ 115,1
2 ^e trimestre .. *	+ 4,5	+ 67,4	+ 21,6	+ 7,3	+ 100,9	+ 16,0	+ 7,1	+ 124,0	+ 5,1	+ 117,7	+ 122,8	+ 246,8
3 ^e trimestre .. *	- 56,1	+ 137,0	+ 22,5	+ 3,4	+ 106,8	+ 23,1	+ 61,6	+ 191,5	+ 16,7	+ 82,4	+ 99,1	+ 290,6

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public (y compris les sociétés publiques de logement et les fonds du logement de la Ligue des Familles nombreuses), Fonds des Rentes, IRC.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonnes (1) à (5).

⁶ Y compris les dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs belges et les dépôts en carnets non exonérés de précompte mobilier.

⁷ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

⁸ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonne (6).

**XV - 4b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En franc belge					En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme ⁴	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁵	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7) = (5) + (6)
1983	1.246,6	542,0	91,8	10,9	1.891,3	129,7	2.021,1
1984	1.360,9	600,1	98,7	11,8	2.071,6	139,2	2.210,8
1985	1.522,9	613,5	125,3	14,0	2.275,8	126,1	2.401,9
1986	1.729,6	708,9	176,8	21,1	2.636,3	116,0	2.752,3
1987	1.953,8	792,1	195,0	25,5	2.966,3	136,8	3.103,1
1988	2.139,1	818,8	208,4	26,9	3.193,3	163,3	3.356,5
1989	2.329,1	989,0	291,7	29,8	3.639,6	212,1	3.851,7
1990 Septembre	1.977,7	1.376,1	346,0	28,7	3.728,5	217,4	3.945,9
Décembre	2.070,8	1.395,7	381,9	18,6	3.867,0	195,4	4.062,5
1991 Mars	1.938,9	1.481,0	426,2	20,7	3.866,9	251,0	4.117,9
Juin	1.947,3	1.464,6	448,6	24,0	3.884,4	240,4	4.124,9
Septembre	1.922,1	1.549,6	469,2	25,2	3.966,2	244,2	4.210,4
Décembre	1.982,3	1.617,3	496,1	24,2	4.119,8	236,4	4.356,2
1992 Mars	1.886,8	1.736,6	527,0	28,4	4.178,8	244,1	4.422,9
Juin	1.891,3	1.804,0	548,6	35,7	4.279,6	242,9	4.522,5
Septembre	1.835,2	1.941,0	571,1	39,1	4.386,4	248,4	4.634,8

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public (y compris les sociétés publiques de logement et les fonds du logement de la Ligue des Familles nombreuses), Fonds des Rentes, IRC.

⁴ Y compris les dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs belges et les dépôts en carnets non exonérés de précompte mobilier.

⁵ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

XV - 5. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge				En monnaies étrangères ^{3,4}			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations ⁵	Actions ⁶	Dépôts	Total	Obligations	Actions ⁷	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	
1984	+ 189,9	+ 20,1	+ 2,1	+ 212,0	+ 108,5	- 4,0	+ 104,5	+ 316,5
1985	+ 268,5	+ 2,6	+ 7,2	+ 278,3	+ 85,2	+ 4,9	+ 90,1	+ 368,4
1986	+ 75,8	+ 8,7	- 0,5	+ 84,0	+ 81,9	+ 30,8	+ 112,7	+ 196,7
1987	+ 132,0	- 14,4	+ 7,3	+ 124,9	+ 89,2	+ 0,5	+ 89,7	+ 214,6
1988	+ 268,8	+ 2,5	- 10,9	+ 260,5	+ 213,0	- 19,0	+ 194,0	+ 454,5
1989	+ 99,6	+ 55,8	- 13,7	+ 141,7	+ 165,6	+ 78,1	+ 243,7	+ 385,4
1990	+ 642,9	- 19,2	+ 0,1	+ 623,8	- 45,3	- 19,3	- 64,6	+ 559,2
1991	+ 516,7	+ 4,0	+ 8,5	+ 529,1	+ 28,8	+ 6,0	+ 34,8	+ 563,9
1990 4 ^e trimestre	+ 109,7	- 7,2	+ 4,7	+ 107,2	+ 1,5	+ 4,9	+ 6,4	+ 113,6
1991 1 ^{er} trimestre	+ 187,3	+ 5,4	+ 2,3	+ 195,0	+ 0,2	+ 17,9	+ 18,1	+ 213,1
2 ^e trimestre	+ 122,0	+ 4,8	+ 0,9	+ 127,7	+ 16,8	- 3,3	+ 13,5	+ 141,2
3 ^e trimestre	+ 82,4	- 3,3	+ 3,0	+ 82,1	- 22,0	- 1,4	- 23,4	+ 58,7
4 ^e trimestre	+ 125,0	- 2,9	+ 2,3	+ 124,4	+ 33,8	- 7,2	+ 26,6	+ 151,0
1992 1 ^{er} trimestre	+ 144,0	+ 7,7	- 1,7	+ 150,0	- 7,9	+ 4,1	- 3,8	+ 146,2
2 ^e trimestre	+ 124,9	- 6,7	+ 1,2	+ 119,3	- 32,1	- 18,5	- 50,6	+ 68,7
3 ^e trimestre	+ 68,3	- 2,1	+ 3,0	+ 69,2	- 16,6	- 5,7	- 22,3	+ 46,9

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Achats nets de titres par des résidents de l'UEBL, après élimination, dans la mesure du possible, des achats nets par des résidents luxembourgeois.

⁵ Y compris les obligations en franc luxembourgeois, pour autant qu'elles aient pu être recensées.

⁶ Emissions publiques d'actions, après déduction des achats nets, effectués par des non-résidents, d'actions belges, nouvelles ou émises antérieurement.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement en dehors de l'UEBL.

XV - 6a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ÉTRANGÈRES² AUPRÈS DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Périodes	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRG	Banques		Établissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ³		Total		
			Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1984	- 4,9	- 13,2	+ 68,4	+ 36,2	+ 64,1	+ 71,6	+ 46,0	+ 28,6	+ 160,4	+ 136,4	+ 296,8
1985	- 0,6	+ 11,6	+ 138,8	+ 43,6	+ 74,9	+ 78,3	+ 32,9	+ 35,0	+ 257,5	+ 156,9	+ 414,5
1986	+ 19,3	+ 8,8	+ 179,2	+ 9,7	+ 138,5	+ 11,1	+ 97,2	+ 0,3	+ 443,0	+ 21,1	+ 464,1
1987	+ 8,4	- 3,1	+ 204,5	+ 7,8	+ 89,5	+ 30,8	+ 97,2	+ 1,7	+ 396,6	+ 40,4	+ 436,9
1988	+ 3,2	+ 1,3	+ 158,5	- 0,5	+ 73,0	+ 58,3	+ 84,4	+ 21,1	+ 320,3	+ 78,9	+ 399,2
1989	+ 5,4	+ 17,8	+ 356,6 ⁴	+ 48,2 ⁴	+ 180,7	- 1,9	+ 51,1 ⁴	- 58,9 ⁴	+ 611,5	- 12,6	+ 598,9
1990	- 10,1	- 0,8	+ 185,8	+ 124,6	+ 10,2	+ 157,8	+ 65,0	+ 75,8	+ 250,1	+ 358,2	+ 608,3
1991	+ 2,9	- 11,1	+ 161,5	+ 103,9	+ 60,4	+ 103,8	+ 96,5	+ 57,9	+ 310,3	+ 265,7	+ 576,0
1990 4 ^e trimestre	+ 7,5	- 12,1	+ 84,4	+ 5,6	+ 51,3	+ 13,0	+ 46,8	+ 6,7	+ 177,9	+ 25,3	+ 203,3
1991 1 ^{er} trimestre	- 6,6	+ 2,8	+ 24,8	+ 58,2	+ 15,1	+ 64,8	+ 7,0	+ 30,3	+ 43,1	+ 153,3	+ 196,4
2 ^e trimestre	+ 25,2	+ 10,9	+ 36,7	+ 26,6	+ 25,6	+ 4,3	+ 27,9	+ 9,7	+ 126,3	+ 40,7	+ 167,0
3 ^e trimestre	- 21,0	- 14,8	+ 12,2	+ 16,5	- 11,1	+ 13,3	+ 16,0	+ 8,5	- 18,7	+ 38,3	+ 19,6
4 ^e trimestre	+ 5,3	- 10,0	+ 87,9	+ 2,7	+ 30,8	+ 21,4	+ 45,6	+ 9,4	+ 159,6	+ 33,5	+ 193,1
1992 1 ^{er} trimestre	- 9,8	+ 12,9	+ 13,4	+ 32,5	+ 30,4	+ 40,1	+ 22,0	+ 20,9	+ 68,9	+ 93,5	+ 162,4
2 ^e trimestre	+ 20,7	+ 9,3	+ 99,5	+ 28,4	+ 51,5	+ 6,6	+ 47,6	+ 3,7	+ 228,6	+ 38,7	+ 267,3
3 ^e trimestre	- 23,9	- 18,3	+ 15,9	+ 0,4	- 9,1	+ 15,1	+ 16,1	+ 8,6	- 19,2	+ 24,2	+ 4,9

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Y compris les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

⁴ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XV - 6b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ÉTRANGÈRES AUPRÈS DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(milliards de francs)

Fin de période	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC	Banques		Établissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ²		Total		
			Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1983	375,0	88,4	1.362,2	375,3	753,4	1.013,0	406,6	368,1	2.985,6	1.756,4	4.742,0
1984 ³	370,1	75,2	1.435,5	411,5	822,2	1.081,6	452,6	396,7	3.155,6	1.889,7	5.045,3
1985	369,4	86,8	1.562,5	455,2	897,1	1.159,9	485,5	431,7	3.401,3	2.046,7	5.448,0
1986	388,8	95,6	1.732,2	464,9	1.035,6	1.170,9	582,6	432,0	3.834,7	2.067,8	5.902,5
1987	397,2	92,5	1.931,0	472,7	1.125,1	1.201,7	679,9	433,7	4.225,7	2.108,2	6.333,9
1988	400,4	93,8	2.095,7	472,1	1.260,1	1.260,1	764,3	454,9	4.552,2	2.187,1	6.739,3
1989	405,8	111,6	2.439,1 ⁴	520,3 ⁴	1.378,8	1.258,2	815,3 ⁴	395,9 ⁴	5.150,5	2.174,5	7.325,0
1990 Septembre	388,2	122,9	2.524,7	639,3	1.337,7	1.403,0	833,5	465,0	5.207,0	2.507,3	7.714,3
Décembre	395,7	110,8	2.605,5	644,9	1.389,0	1.416,0	880,3	471,8	5.381,3	2.532,6	7.913,9
1991 Mars	389,1	113,6	2.639,8	703,1	1.404,1	1.480,7	887,3	502,1	5.433,9	2.685,9	8.119,8
Juin	414,3	124,5	2.682,3	729,7	1.429,7	1.485,1	915,1	511,8	5.566,0	2.726,5	8.292,5
Septembre	393,3	109,7	2.687,1	746,2	1.418,6	1.498,4	931,2	520,3	5.539,9	2.764,9	8.304,8
Décembre	398,6	99,7	2.766,3	748,9	1.449,4	1.519,8	976,8	529,7	5.690,8	2.798,3	8.489,1
1992 Mars	388,8	112,7	2.801,3	781,3	1.479,8	1.559,9	998,8	550,6	5.781,3	2.891,8	8.673,1
Juin	409,5	122,0	2.894,4	809,7	1.531,3	1.566,5	1.046,4	554,3	6.003,6	2.930,5	8.934,0
Septembre	385,6	103,7	2.899,2	810,1	1.522,2	1.581,6	1.062,4	562,9	5.973,1	2.954,7	8.927,8

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Y compris les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

³ Des ruptures de séries, de faible ampleur, se sont produites en raison d'améliorations dans le recensement de certains encours.

⁴ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XVI. — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES *

1. — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS¹ ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES

(variations en milliards de francs)

Période	Engagements contractés principalement par des particuliers ²				Engagements contractés principalement par des sociétés ¹ et entreprises individuelles ²						Total			
	Prêts personnels et à tempérament	Crédits hypothécaires ³	Autres ⁴	Total	Actions	Obligations		Emprunts contractés auprès des intermédiaires financiers belges		Autres engagements ⁵	Total	Total général	dont ⁷	
						Organismes publics d'exploitation ⁶	Sociétés privées	Crédits d'investissement et crédit-bail	Autres crédits				Franc belge	Monnaies étrangères ⁸
1984	12,8	17,2	0,3	30,3	17,2	4,4	5,1	45,2	- 13,3	154,5	213,1	243,4	199,7	28,8
1985	23,6	22,6	2,9	49,1	12,9	- 16,1	- 1,2	46,6	44,3	194,2	280,7	329,8	262,5	15,8
1986	30,7	54,2	- 1,6	83,4	21,7	- 2,6	- 13,3	72,7	26,0	110,5	215,0	298,4	259,6	14,4
1987	34,6	83,8	1,5	119,9	30,1	- 17,9	- 17,4	132,1	30,6	142,9	300,4	420,3	351,1	7,9
1988	31,2	99,3	- 0,2	130,3	45,8	- 32,5	16,2	147,6	168,0	185,1	530,2	660,4	469,0	56,9
1989	31,6	141,8	6,1	179,7	93,0	- 17,7	13,3	155,9	293,2	319,3	857,0	1.036,7	727,8	65,7
1990	31,0	99,5	4,6	135,1	16,2	- 18,9	- 8,1	169,3	68,4	281,5	508,4	643,5	395,3	6,2
1991	25,0	75,1	4,3	104,4	36,8	- 7,6	7,5	118,8	144,4	361,9	661,8	766,2	443,2	46,1
1990 3 ^e trim.	- 8,7	13,4	- 0,2	4,5	0,9	- 2,9	- 3,8	36,7	43,5	26,7	101,1	105,6	53,2	20,1
4 ^e trim.	- 2,2	32,4	4,2	34,4	5,2	- 11,0	- 0,1	36,0	66,4	113,7	210,2	244,6	171,0	- 10,1
1991 1 ^{er} trim. *	- 4,3	21,2	- 1,0	15,9	5,2	- 3,4	3,2	23,9	53,9	75,4	158,2	174,1	76,2	27,9
2 ^e trim. *	36,1	11,6	0,5	48,2	27,0	- 0,8	2,6	36,4	32,3	116,1	213,6	261,8	166,5	18,0
3 ^e trim. *	- 7,4	15,9	1,2	9,7	2,8	- 1,3	0,6	31,7	26,3	14,6	74,7	84,4	52,0	- 4,7
4 ^e trim. *	0,6	26,4	3,6	30,6	1,8	- 2,0	1,2	26,8	32,0	155,6	215,4	246,1	148,4	4,9
1992 1 ^{er} trim. *	1,0	17,7	- 0,1	18,6	3,9	- 5,7	0,1	33,8	- 4,2	49,1	76,8	95,6	27,9	3,6
2 ^e trim. *	41,9	30,9	2,3	75,1	2,3	8,3	1,0	59,6	54,0	128,7	253,8	328,9	203,0	16,0
3 ^e trim. *	- 16,0	22,5	- 0,4	6,1	1,0	- 2,0	1,5	16,5	19,8	58,1	94,8	100,9	- 5,1	38,6

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² La ventilation des engagements entre particuliers et sociétés est basée sur la nature des engagements.

³ A l'exception des emprunts hypothécaires contractés auprès des « Autres intermédiaires financiers » tels que définis à la note² du tableau XVI-3a.

⁴ Il s'agit principalement de crédits à court terme (notamment d'avances sur nantissement).

⁵ Comprend les nouveaux engagements à l'égard des pouvoirs publics et de l'étranger, non compris dans les colonnes (5) à (7).

⁶ Y compris les certificats à 1 an au plus.

⁷ Le solde concerne les engagements à l'égard de l'étranger dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁸ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

* **Référence bibliographique** : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV^e Année, n^o 7-8, juillet-août 1991.

XVI - 2a. — ENGAGEMENTS¹ CONTRACTES PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIETES² ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC		Banques		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers ³	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (3) + (5) + (7)	(10) = (2) + (4) + (6) + (8)
1984	0,0	-0,7	12,5	17,9	- 4,2	13,4	20,9	1,6	29,3	32,3
1985	0,0	-0,5	20,6	50,7	3,1	7,7	24,9	23,6	48,6	81,5
1986	0,0	1,4	31,5	64,9	13,6	25,4	35,4	5,0	80,5	96,7
1987	0,0	-0,7	41,9	106,9	15,7	17,0	62,7	27,5	120,4	150,8
1988	0,0	-0,3	45,7	228,0	20,9	36,7	65,0	33,8	131,5	298,2
1989	0,0	0,7	93,0	350,2	- 5,8	46,1	91,3	52,0	178,5	449,1
1990	0,0	-1,9	43,4	100,1	34,6	57,0	55,8	61,3	133,8	216,5
1991	0,0	-0,2	39,4	163,1	31,6	48,0	33,6	56,0	104,5	266,9
1990 3 ^e trimestre	0,0	-0,2	- 3,1	62,5	2,5	9,1	5,2	8,1	4,6	79,5
4 ^e trimestre	0,0	-1,5	3,9	52,1	8,5	13,1	20,7	21,7	33,1	85,4
1991 1 ^{er} trimestre	0,0	-0,2	4,3	53,1	3,6	15,4	8,0	9,5	15,9	77,8
2 ^e trimestre	0,0	0,0	28,1	37,4	13,8	15,5	6,3	19,1	48,2	72,0
3 ^e trimestre	0,0	-0,1	- 0,6	26,9	4,5	16,3	5,7	15,7	9,6	58,8
4 ^e trimestre	0,0	0,1	7,6	45,6	9,7	0,8	13,5	11,7	30,8	58,2
1992 1 ^{er} trimestre	0,0	0,1	3,9	4,6	8,9	13,2	5,9	12,1	18,7	30,0
2 ^e trimestre	0,0	0,0	43,4	58,6	12,8	28,6	18,8	18,1	75,0	105,3
3 ^e trimestre	0,0	0,0	- 4,3	34,6	9,0	- 3,8	1,3	5,7	6,0	36,2

¹ Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ Voir colonne (4) du tableau XVI-1, dont on retranche les montants de la colonne (8) du tableau XVI-3a.

**XVI - 2b. — ENGAGEMENTS¹ CONTRACTES PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIÉTÉS² ET LES
ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC		Banques		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1)+(3)+(5)+(7)	(10) = (2)+(4)+(6)+(8)
1984	0,0	2,3	226,9	1.067,8	241,5	170,9	619,7	455,7	1.088,1	1.696,7
1985	0,0	1,8	247,6	1.101,3	244,4	178,6	644,5	479,2	1.136,5	1.760,9
1986	0,0	3,2	279,2	1.150,2	258,0	204,0	680,0	484,2	1.217,2	1.841,6
1987	0,0	2,6	321,1	1.249,4	273,7	221,1	742,7	511,7	1.337,5	1.984,8
1988	0,0	2,3	366,7	1.490,7	294,6	257,7	807,7	545,6	1.469,0	2.296,3
1989	0,0	3,1	459,8	1.830,0	288,8	303,8	899,0	597,6	1.647,6	2.734,5
1990	0,0	1,2	503,2	1.905,5	323,4	360,8	954,7	658,9	1.781,3	2.926,4
1991	0,0	1,0	542,5	2.080,8	354,9	408,8	988,3	714,9	1.885,7	3.205,5
1990 2 ^e trimestre	0,0	2,9	502,4	1.807,7	312,4	338,5	928,8	629,1	1.743,6	2.778,2
3 ^e trimestre	0,0	2,7	499,3	1.863,9	314,9	347,6	934,0	637,2	1.748,2	2.851,4
4 ^e trimestre	0,0	1,2	503,2	1.905,5	323,4	360,8	954,7	658,9	1.781,3	2.926,4
1991 1 ^{er} trimestre	0,0	1,0	507,5	1.980,1	326,9	376,2	962,7	668,4	1.797,1	3.025,7
2 ^e trimestre	0,0	1,1	535,5	2.028,0	340,7	391,7	969,1	687,6	1.845,3	3.108,4
3 ^e trimestre	0,0	0,9	535,0	2.040,3	345,2	408,0	974,8	703,3	1.855,0	3.152,5
4 ^e trimestre	0,0	1,0	542,5	2.080,8	354,9	408,8	988,3	714,9	1.885,7	3.205,5
1992 1 ^{er} trimestre	0,0	1,1	546,4	2.099,0	363,8	422,0	994,2	727,1	1.904,4	3.249,2
2 ^e trimestre	0,0	1,1	589,9	2.147,8	376,6	450,6	1.013,0	745,2	1.979,5	3.344,7
3 ^e trimestre	0,0	1,1	585,6	2.164,1	385,6	446,8	1.014,3	750,9	1.985,5	3.362,9

¹ Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

XVI - 3a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS — VENTILATION PAR CREANCIER

(variations en milliards de francs)

Période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total ²	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Sécurité sociale ³	Total ⁴	p.m. Autres intermédiaires financiers ⁵	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total ⁶	p.m. Autres intermédiaires financiers ⁵
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (5) à (8)	(10)	(11)	(12)	(13) = (11) + (12)	(14)
1984	6,1	4,7	2,0	12,8	6,4	- 8,7	18,3	1,0	17,0	8,9	-0,4	0,6	0,2	0,3
1985	17,0	3,4	3,1	23,5	3,7	- 1,4	19,8	0,4	22,6	5,4	0,9	1,8	2,7	0,4
1986	18,3	7,4	5,0	30,7	13,2	5,8	32,4	2,8	54,3	8,9	0,5	-1,9	- 1,4	-1,9
1987	17,6	9,2	7,7	34,5	24,2	5,9	54,2	-0,5	83,8	5,1	0,7	0,8	1,5	4,4
1988	16,1	8,6	6,4	31,1	29,7	13,2	57,6	-1,3	99,2	11,0	-1,0	0,9	- 0,1	-1,6
1989	22,4	1,1	8,2	31,7	70,6	- 7,7	77,5	1,1	141,8	16,9	0,7	5,4	6,1	6,2
1990	12,6	9,3	9,1	31,0	30,8	22,8	44,3	1,4	99,5	17,1	2,5	2,1	4,6	4,4
1991	12,0	10,3	2,7	25,0	27,3	20,7	27,2	-0,1	75,1		0,6	3,8	4,4	
1990 3 ^e trimestre ..	- 8,8	-0,5	0,6	- 8,7	5,6	4,0	3,7	0,0	13,3		-1,0	0,8	- 0,2	
4 ^e trimestre ..	- 4,0	0,0	1,8	- 2,2	7,9	6,5	16,7	1,4	32,5	17,1	2,0	2,3	4,3	4,4
1991 1 ^{er} trimestre *	- 6,4	1,6	0,5	- 4,3	10,6	3,4	7,2	0,0	21,2		-1,4	0,4	- 1,0	
2 ^e trimestre *	26,6	7,7	1,8	36,1	1,5	5,7	4,4	0,0	11,6		0,3	0,1	0,4	
3 ^e trimestre *	- 7,8	0,5	- 0,2	- 7,4	7,2	3,7	5,0	0,0	15,9		0,3	0,8	1,1	
4 ^e trimestre *	- 0,4	0,5	0,6	0,6	8,0	7,9	10,7	-0,1	26,5		1,4	2,3	3,7	
1992 1 ^{er} trimestre *	- 2,6	2,0	1,7	1,0	6,5	5,8	5,4	0,0	17,7		1,1	-1,2	- 0,2	
2 ^e trimestre *	29,5	5,7	6,7	41,9	13,9	9,4	7,6	0,0	30,9		-2,2	4,5	2,3	
3 ^e trimestre *	-15,4	-0,9	0,2	- 16	11,1	7,7	3,7	0,0	22,5		2,2	-2,6	- 0,4	

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Cf. colonne (1) du tableau XVI-1.

³ Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

⁴ Cf. colonne (2) du tableau XVI-1.

⁵ Variations annuelles des crédits octroyés par les principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), les fonds de pension (autres que légaux) et les sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

⁶ Cf. colonne (3) du tableau XVI-1.

**XVI - 3b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS —
VENTILATION PAR CREANCIER**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Sécurité sociale ²	Total	p.m. Autres intermédiaires financiers ³	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total	p.m. Autres intermédiaires financiers ³
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (5) à (8)	(10)	(11)	(12)	(13) = (11) + (12)	(14)
1984	111,4	32,1	12,1	155,6	115,5	207,3	600,6	34,4	957,8	159,0	2,1	6,9	9,0	21,6
1985	128,3	35,4	15,2	178,9	119,2	205,9	620,5	34,9	980,5	164,4	3,1	8,8	11,9	22,0
1986	146,6	42,8	20,2	209,6	132,5	211,6	652,9	37,7	1.034,7	173,3	3,6	6,8	10,4	20,1
1987	164,3	52,0	27,9	244,2	156,7	217,5	707,1	37,1	1.118,4	178,3	4,2	7,7	11,9	24,5
1988	180,4	60,7	34,3	275,4	186,4	230,7	764,8	35,8	1.217,7	189,3	3,1	8,5	11,6	22,9
1989	202,7	61,9	42,6	307,2	257,1	223,0	842,4	36,9	1.359,4	206,2	3,8	14,0	17,8	29,1
1990	215,2	71,2	51,7	338,2	287,9	245,8	886,7	38,3	1.458,9	223,3	6,3	16,1	22,4	33,6
1991	227,3	81,5	54,4	363,1	315,3	266,5	914,1	38,1	1.534,0		6,9	19,8	26,7	
1990 2 ^e trimestre ..	228,0	71,7	49,3	349,0	274,4	235,3	866,4	36,9	1.413,0		5,3	13,0	18,3	
3 ^e trimestre ..	219,2	71,2	49,9	340,3	280,1	239,3	870,1	36,9	1.426,4		4,3	13,9	18,2	
4 ^e trimestre ..	215,2	71,2	51,7	338,2	287,9	245,8	886,9	38,3	1.458,9	223,3	6,3	16,1	22,4	33,6
1991 1 ^{er} trimestre .*	208,9	72,8	52,2	333,8	298,6	249,2	894,1	38,3	1.480,2		4,9	16,5	21,4	
2 ^e trimestre .*	235,5	80,5	54,0	370,0	300,1	255,0	898,4	38,3	1.491,8		5,3	16,7	22,0	
3 ^e trimestre .*	227,7	81,0	53,8	362,5	307,3	258,6	903,4	38,3	1.507,6		5,5	17,6	23,1	
4 ^e trimestre .*	227,3	81,5	54,4	363,1	315,3	266,5	914,1	38,1	1.534,0		6,9	19,8	26,7	
1992 1 ^{er} trimestre .*	224,6	83,5	56,1	364,2	321,8	272,3	919,5	38,1	1.551,7		8,0	18,5	26,5	
2 ^e trimestre .*	254,1	89,2	62,8	406,1	335,8	281,7	927,0	38,1	1.582,6		5,7	23,2	28,9	
3 ^e trimestre .*	238,7	88,3	63,0	390,0	346,9	289,4	930,7	38,1	1.605,1		7,9	20,5	28,5	

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

³ Principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), fonds de pension (autres que légaux) et sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

XVI - 4. — VENTES A TEMPERAMENT, PRETS PERSONNELS, CARTES DE BANQUES ET CARTES DE CREDIT

1. Résultats généraux

Source : INS, Statistiques du commerce.

Période	Nombre de contrats à la fin du semestre (milliers) ¹				Encours des crédits à la fin du semestre (milliards de francs) ¹				Crédits octroyés durant le semestre (milliards de francs)		
	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total	p.m. Cartes de banque et cartes de crédit ²	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Cartes de banque et cartes de crédit	Total	Ventes à tempérament	Prêts personnels	Total
	(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (5)+(6)+(7)	(9)	(10)	(11) = (9)+(10)
1983 2 ^e semestre	1.398	750	2.148	4.061	72,6	90,6	9,4	172,6	21,2	42,7	63,9
1984 1 ^{er} semestre	1.322	720	2.042	4.157	80,3	86,9	9,5	176,7	27,9	31,5	59,4
2 ^e semestre	1.406	769	2.175	4.264	79,8	94,2	12,3	186,3	22,8	45,6	68,4
1985 1 ^{er} semestre	1.388	748	2.136	4.229	90,0	93,6	10,2	193,8	31,3	36,6	67,9
2 ^e semestre	1.369	800	2.169	4.336	95,3	102,1	14,4	211,8	29,1	48,4	77,5
1986 1 ^{er} semestre	1.468	782	2.250	4.478	108,2	107,2	12,7	228,1	41,1	48,6	89,7
2 ^e semestre	1.576	843	2.419	4.467	111,7	112,5	14,6	238,8	36,2	50,5	86,7
1987 1 ^{er} semestre	1.721	932	2.653	4.560	124,7	134,0	13,1	271,8	45,4	75,5	120,9
2 ^e semestre	1.756	925	2.681	4.699	130,4	129,8	16,4	276,6	40,2	44,5	84,7
1988 1 ^{er} semestre	1.769	996	2.765	4.799	143,8	152,9	16,5	313,2	52,4	82,9	135,3
2 ^e semestre	1.791	988	2.379	4.895	147,5	142,5	19,2	309,2	42,2	46,0	88,2
1989 1 ^{er} semestre	1.819	1.044	2.863	5.215	162,1	170,0	19,3	351,4	56,9	92,5	149,4
2 ^e semestre	1.728	1.022	2.750	5.527	166,2	159,8	22,4	348,4	47,8	47,2	95,0
1990 1 ^{er} semestre	1.789	1.039	2.828	5.727	183,9	185,0	22,1	391,0	63,5	96,4	159,9
2 ^e semestre	1.751	1.042	2.793	6.178	182,3	180,2	27,0	389,5	47,4	56,3	103,6
1991 1 ^{er} semestre	1.719	1.046	2.765	6.552	187,2	208,0	25,0	420,2	53,4	99,5	152,9
2 ^e semestre	1.748	1.039	2.787	6.719	185,9	200,5	28,5	414,9	47,1	62,3	109,4
1992 1 ^{er} semestre	1.806	1.088	2.894	7.052	197,0	232,9	25,3	455,2	62,0	108,2	170,2

¹ A l'exclusion des arriérés.

² Nombre de cartes de banque et de cartes de crédit en circulation (y compris celles attribuées à des non-particuliers).

XVI - 4. — VENTES A TEMPERAMENT, PRETS PERSONNELS, CARTES DE BANQUE ET CARTES DE CREDIT

2. Contrats non honorés

Source : Centrale des Crédits à la Consommation de la Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Nombre de personnes enregistrées ¹ (milliers)	Nombre de contrats enregistrés (milliers)	Contrats enregistrés et non régularisés (milliers)	Arriéré ou montant exigible ² des contrats visés à la colonne précédente (milliards de francs)	p.m. Indice du nombre de consultations ³ 1988 = 100
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1988	140,8	135,4	95,8	n.d.	92
1989	176,3	182,6	127,5	10,8	97
1990	206,2	225,7	160,0	14,4	93
1991	244,1	272,9	196,6	18,9	94
1990 2 ^e trimestre	190,7	204,1	139,9	12,2	102
3 ^e trimestre	196,4	212,2	146,8	13,0	96
4 ^e trimestre	206,2	225,7	160,0	14,4	93
1991 1 ^{er} trimestre	213,4	238,3	171,3	15,7	119
2 ^e trimestre	225,2	250,4	180,5	16,8	97
3 ^e trimestre	234,6	260,9	187,5	17,6	98
4 ^e trimestre	244,1	272,9	196,6	18,9	94
1992 1 ^{er} trimestre	250,0	281,4	202,8	19,7	103
2 ^e trimestre	255,8	288,8	207,9	20,7	103
3 ^e trimestre	260,3	295,7	213,7	21,5	106
1991 Novembre	242,3	270,6	194,8	18,7	102
Décembre	244,1	272,9	196,6	18,9	94
1992 Janvier	246,6	276,2	200,1	19,3	119
Février	248,0	278,8	201,2	19,5	114
Mars	250,0	281,4	202,8	19,7	103
Avril	252,6	284,5	205,6	20,1	100
Mai	254,6	287,7	207,7	20,4	99
Juin	255,8	288,8	207,9	20,7	103
Juillet	256,9	290,7	209,8	20,9	93
Août	258,6	293,0	212,6	21,2	95
Septembre	260,3	295,7	213,7	21,5	106
Octobre	262,5	298,3	215,4	21,9	104
Novembre	265,9	302,8	219,3	21,7	104

¹ A l'exclusion des garants.

² Pour les contrats non résiliés, il s'agit des arriérés; pour les autres, il s'agit du montant exigible.

³ Moyenne mensuelle du nombre de consultations calculée selon un mois-type de 22 jours ouvrables.

XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

1. Demandes de crédits hypothécaires pour le financement du logement introduites auprès des principaux intermédiaires financiers nationaux^{1*}

Période	Nombre de demandes (milliers)					Montant des demandes (milliards de francs)				
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	43,6	182,4
1987	66,7	10,4	10,2	23,0	110,3	109,2	19,0	9,5	53,0	190,7
1988	75,3	12,4	11,9	29,6	129,2	142,1	23,8	11,9	73,2	251,0
1989	83,3	12,5	14,0	40,2	150,0	175,6	27,5	15,0	105,6	323,7
1990	65,1	9,1	10,2	24,4	108,8	135,7	21,5	11,7	62,3	231,2
1991	64,9	8,5	11,6	19,3	104,3	130,8	18,5	13,2	45,9	208,4
1990 3 ^e trimestre	14,5	2,0	2,2	3,7	22,4	30,0	4,8	2,4	9,5	46,7
4 ^e trimestre	17,9	2,4	2,8	7,5	30,6	37,2	5,7	3,5	18,9	65,3
1991 1 ^{er} trimestre	14,3	2,0	2,8	4,7	23,8	28,6	4,3	3,1	11,0	47,0
2 ^e trimestre	17,6	2,3	3,1	4,6	27,6	34,7	5,0	3,4	10,5	53,6
3 ^e trimestre	16,2	2,0	2,9	5,1	26,2	33,1	4,5	3,4	12,1	53,1
4 ^e trimestre	16,8	2,2	2,8	4,9	26,7	34,4	4,7	3,3	12,3	54,7
1992 1 ^{er} trimestre	19,8	2,5	4,4	10,2	36,9	43,3	5,6	5,6	26,3	80,8
2 ^e trimestre	19,5	2,6	4,1	8,1	34,3	44,0	6,4	5,3	21,4	77,2
3 ^e trimestre	17,7	2,3	3,6	7,6	31,2	39,3	5,2	4,9	20,5	69,9
1991 Septembre	5,4	0,7	1,0	1,9	9,0	11,1	1,5	1,1	4,3	18,0
Octobre	6,6	0,9	1,1	1,9	10,5	13,1	1,9	1,3	5,0	21,3
Novembre	5,1	0,7	0,9	1,5	8,2	10,3	1,5	1,0	3,8	16,6
Décembre	5,1	0,6	0,8	1,5	8,0	11,0	1,3	1,0	3,5	16,8
1992 Janvier	5,2	0,7	0,9	1,7	8,5	11,1	1,5	1,1	4,2	17,9
Février	5,6	0,7	1,2	2,1	9,6	12,1	1,5	1,5	5,4	20,5
Mars	9,0	1,1	1,3	6,4	18,8	20,1	2,6	3,0	16,7	42,4
Avril	7,0	1,0	1,6	4,1	13,7	15,7	2,5	2,0	11,0	31,2
Mai	5,8	0,7	1,2	2,0	9,7	13,4	1,8	1,6	5,2	22,0
Juin	6,7	0,9	1,3	2,0	10,9	14,9	2,1	1,7	5,2	24,0
Juillet	6,1	0,8	1,2	1,9	10,0	13,3	1,7	1,6	5,4	22,0
Août	5,0	0,7	1,0	2,0	8,7	11,2	1,6	1,3	5,3	19,4
Septembre	6,6	0,8	1,4	3,7	12,5	14,8	1,9	2,0	9,8	28,5
Octobre	5,8	0,8	1,1	1,6	9,3	12,6	1,8	1,4	4,0	19,8

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurances et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours des ces crédits.

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

* **Référence bibliographique :** *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1986.

XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

2. Inscriptions hypothécaires

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1987	27,2
1988	28,5
1989	35,4
1990	32,2
1991	33,7
1992	37,7
1990 4 ^e trimestre	32,1
1991 1 ^{er} trimestre	32,2
2 ^e trimestre	31,8
3 ^e trimestre	35,2
4 ^e trimestre	35,5
1992 1 ^{er} trimestre	33,0
2 ^e trimestre	39,4
3 ^e trimestre	39,3
4 ^e trimestre	39,1

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus, y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

XVI - 6a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger		
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sment	Crédit- bail	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Crédits à l'expor- tation	Autres crédits ³	Total ⁴	dont		Total	dont
									Monnaies étran- gères ⁵	Monnaies étran- gères ⁵		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)		
1984	0,5	0,0	38,8	6,4	-12,1	- 0,5	- 0,8	31,8	3,7	150,2	136,8	
1985	- 9,2	-0,2	41,6	5,1	- 0,1	- 9,6	54,1	91,1	16,5	-113,6	-121,7	
1986	2,5	-4,6	70,0	2,9	16,5	-16,2	25,8	98,8	23,4	- 38,9	- 46,5	
1987	- 9,0	-2,8	117,8	14,3	-47,9	-13,1	91,4	162,8	14,4	- 21,2	- 34,0	
1988	-18,0	0,7	126,5	21,1	0,5	- 0,7	168,1	315,6	64,0	80,4	78,5	
1989	- 0,3	0,4	151,5	4,3	- 2,6	- 0,4	296,3	449,1	65,5	124,8	98,6	
1990	-15,9	-5,3	157,5	11,8	-17,6	- 8,6	94,5	237,6	8,0	18,5	20,2	
1991	- 4,9	8,6	121,8	- 3,0	- 8,4	- 2,2	155,1	263,3	40,3	- 50,6	- 14,7	
1990 3 ^e trimestre	0,3	-1,0	34,5	2,2	-11,2	- 3,8	58,5	80,2	18,6	19,6	9,3	
4 ^e trimestre	-15,2	-1,7	39,8	- 3,8	0,2	0,9	65,3	102,4	0,9	- 37,0	- 24,6	
1991 1 ^{er} trimestre	- 5,1	5,2	25,5	- 1,6	2,4	- 0,1	51,6	77,8	30,6	41,5	50,7	
2 ^e trimestre	2,5	0,9	36,1	0,3	4,1	- 1,1	29,3	68,7	16,7	26,7	1,5	
3 ^e trimestre	- 0,8	1,7	34,0	- 2,3	-16,8	- 0,9	43,9	57,9	- 8,0	- 34,7	- 7,3	
4 ^e trimestre	- 1,5	0,8	26,2	0,5	1,8	- 0,1	30,9	59,3	1,0	- 84,0	- 59,6	
1992 1 ^{er} trimestre	0,5	0,0	30,6	3,2	- 6,7	- 0,8	3,3	29,6	1,8	35,5	24,9	
2 ^e trimestre	- 7,4	-0,8	58,9	0,7	4,8	- 1,1	50,2	113,5	0,3	- 8,8	- 9,0	
3 ^e trimestre	- 0,3	0,5	19,3	- 2,8	- 5,6	0,6	24,8	18,1	34,5	- 24,2	- 24,8	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

⁴ Cf. colonnes (8) et (9) du tableau XVI-1.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 6b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées	Crédits d'investi- sment	Crédit- bail	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Crédits à l'expor- tation	Autres crédits ³	Total	dont	Total	dont
									Monnaies étrangères		Monnaies étrangères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	
1984	107,8	48,2	610,7	20,8	202,8	148,1	558,2	1.540,6	199,1	1.017,9	954,5
1985	98,6	48,0	652,2	25,9	202,7	138,5	595,0	1.614,3	198,3	904,4	832,8
1986	101,1	43,4	722,2	28,7	219,3	122,2	604,8	1.697,2	205,7	865,5	786,3
1987	92,1	40,5	840,0	43,1	171,4	109,2	688,6	1.852,3	212,5	844,3	752,3
1988	74,0	41,2	966,5	64,1	171,8	108,6	870,0	2.181,1	289,9	924,8	830,7
1989	73,7	41,6	1.118,0	68,5	169,2	108,2	1.155,3	2.619,2	344,4	1.049,6	929,3
1990	57,9	36,2	1.275,6	80,2	151,6	99,6	1.225,3	2.832,3	328,0	1.068,1	949,4
1991	52,9	44,8	1.397,4	77,2	143,1	97,5	1.392,6	3.107,8	380,5	1.005,9	923,2
1990 2 ^e trimestre	72,8	38,7	1.201,3	81,8	162,6	102,5	1.118,2	2.666,4	325,3	1.085,5	964,8
3 ^e trimestre	73,1	37,7	1.235,8	84,0	151,5	98,8	1.170,3	2.740,4	337,5	1.105,1	974,1
4 ^e trimestre	57,9	36,0	1.275,6	80,2	151,6	99,6	1.225,3	2.832,3	328,0	1.068,1	949,4
1991 1 ^{er} trimestre	52,7	41,4	1.301,1	78,6	154,0	99,5	1.298,3	2.931,5	380,0	1.109,5	1.000,2
2 ^e trimestre	55,2	42,3	1.337,2	78,9	158,1	98,4	1.338,1	3.010,7	407,1	1.136,2	1.001,7
3 ^e trimestre	54,4	44,1	1.371,2	76,7	141,3	97,6	1.367,4	3.054,2	384,5	1.101,5	994,4
4 ^e trimestre	52,9	44,8	1.397,4	77,2	143,1	97,5	1.392,6	3.107,8	380,5	1.005,9	923,2
1992 1 ^{er} trimestre	53,4	44,9	1.428,0	80,3	136,4	96,6	1.409,4	3.150,7	395,8	1.041,4	948,1
2 ^e trimestre	46,0	44,0	1.486,9	81,0	141,3	95,6	1.449,8	3.254,6	386,3	1.032,6	939,1
3 ^e trimestre	45,4	44,6	1.506,3	78,2	135,7	96,1	1.456,4	3.272,7	402,6	1.008,3	914,3

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

XVI - 7a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES BANQUES

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger			
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total (8) = (3) à (7)	dont Mon- naies étrangè- res ⁴	Crédits d'es- compte et d'ac- ceptation	Autres	Total (12) = (10) + (11)	dont Mon- naies étrangè- res ⁴
1984	0,7	-2,5	30,3	3,5	-11,4	- 0,5	- 2,4	19,7	3,4	6,6	135,6	142,2	133,2
1985	-6,2	-0,5	18,2	4,7	2,7	- 9,6	41,4	57,4	7,3	-10,6	-108,8	-119,4	-122,1
1986	-3,1	0,6	50,4	1,6	15,9	-16,2	15,6	67,3	28,3	11,1	- 56,6	- 45,5	- 51,3
1987	-1,5	3,2	71,9	13,4	-47,5	-13,1	80,4	105,2	13,0	-24,0	- 7,6	- 31,6	- 40,5
1988	-7,6	1,3	77,1	19,7	- 0,1	- 0,7	138,1	234,4	56,0	- 1,2	81,6	80,4	78,1
1989	3,8	0,5	83,5	3,0	- 2,5	- 0,4	262,3	345,9	58,6	1,3	92,9	94,2	71,3
1990	-6,0	-4,1	67,8	10,4	-18,2	- 8,6	58,8	110,2	5,1	5,2	4,4	9,6	15,4
1991	-4,7	10,9	54,8	- 4,6	- 9,0	- 2,2	117,7	156,8	36,0	21,0	- 68,2	- 47,1	- 22,3
1990 3 ^e trimestre ...	0,2	-0,5	11,3	1,6	-11,3	- 3,8	65,0	62,8	11,1	9,0	4,2	13,2	8,7
4 ^e trimestre ...	-5,5	-2,3	20,1	- 3,7	0,1	0,9	42,6	59,9	- 0,6	-11,2	- 9,4	- 20,5	- 11,8
1991 1 ^{er} trimestre ...	-6,1	5,5	18,4	- 2,1	1,8	- 0,1	35,8	53,8	27,0	3,0	35,0	38,0	44,6
2 ^e trimestre ...	1,4	3,2	13,5	0,0	4,1	- 1,1	16,4	32,8	2,2	8,3	8,4	16,7	- 1,9
3 ^e trimestre ...	0,1	2,2	13,6	- 2,3	-16,6	- 0,9	30,9	24,7	- 1,5	3,7	- 35,5	- 31,8	- 10,7
4 ^e trimestre ...*	0,1	0,1	9,3	- 0,1	1,6	- 0,1	34,7	45,4	8,2	6,1	- 76,1	- 70,0	- 54,3
1992 1 ^{er} trimestre ...*	0,0	0,1	17,6	3,0	- 6,6	- 0,8	- 8,7	4,5	- 1,2	-23,4	61,1	37,8	30,1
2 ^e trimestre ...*	-1,6	0,0	21,7	0,4	4,8	- 1,1	34,5	60,2	- 1,5	0,9	- 5,9	- 4,9	- 3,8
3 ^e trimestre ...*	-0,1	0,6	12,1	- 2,5	- 6,2	0,6	30,1	34,0	35,2	- 2,8	- 17,0	- 19,8	- 20,0

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

XVI - 7b. — ENGAGEMENTS CONTRACTÉS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES BANQUES

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits						p.m. Crédits à l'étranger				
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total	dont	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres	Total	dont
									Monnaies étrangères ⁴				Monnaies étrangères ⁴
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13)	
1984	39,2	13,9	157,3	16,7	198,2	148,1	494,4	1.014,7	197,9	61,6	932,8	994,3	937,9
1985	33,1	13,4	175,5	21,4	200,9	138,5	518,6	1.054,9	188,0	51,0	824,0	875,0	815,8
1986	30,0	14,0	225,9	23,0	216,9	122,2	518,1	1.106,1	200,4	62,0	767,5	829,5	764,4
1987	28,5	17,2	297,8	36,5	169,4	109,2	590,8	1.203,7	205,6	37,9	759,8	797,7	723,9
1988	20,8	18,5	375,0	56,2	169,3	108,6	742,2	1.451,3	274,8	36,8	841,5	878,3	802,1
1989	24,6	19,0	458,4	59,2	167,0	108,2	993,5	1.786,3	322,5	38,1	934,4	972,5	873,5
1990	18,6	15,0	526,2	69,7	148,8	99,6	1.027,7	1.872,0	303,0	43,2	938,7	981,9	888,9
1991	13,9	25,9	581,0	65,1	139,7	97,5	1.157,7	2.041,0	351,2	64,3	859,0	923,3	854,9
1990 2 ^e trimestre ...	23,9	17,8	494,9	71,8	159,9	102,5	936,9	1.766,0	309,3	45,4	943,9	989,3	892,0
3 ^e trimestre ...	24,1	17,3	506,1	73,4	148,6	98,8	995,5	1.822,4	314,0	54,4	948,1	1.002,5	900,7
4 ^e trimestre ...	18,6	15,0	526,2	69,7	148,8	99,6	1.027,7	1.872,0	303,0	43,2	938,7	981,9	888,9
1991 1 ^{er} trimestre ...	12,5	20,5	544,6	67,6	150,5	99,5	1.084,9	1.947,1	351,5	46,2	973,7	1.019,9	933,4
2 ^e trimestre ...	13,8	23,7	558,1	67,6	154,7	98,4	1.111,8	1.990,6	364,2	54,5	982,2	1.036,7	931,5
3 ^e trimestre ...	13,9	25,8	571,6	65,3	138,1	97,6	1.128,0	2.000,6	348,1	58,2	946,7	1.004,9	920,8
4 ^e trimestre ...*	13,9	25,9	581,0	65,1	139,7	97,5	1.157,7	2.041,0	351,2	64,3	859,0	923,3	854,9
1992 1 ^{er} trimestre ...*	14,0	26,0	598,6	68,1	133,1	96,6	1.162,5	2.058,9	363,4	40,9	920,1	961,0	885,0
2 ^e trimestre ...*	12,4	26,0	620,2	68,5	137,9	95,6	1.187,2	2.109,4	352,1	41,8	914,2	956,0	881,2
3 ^e trimestre ...*	12,3	26,6	632,3	66,0	131,7	96,1	1.199,1	2.125,2	369,1	39,0	897,2	936,2	861,3

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

**XVI - 8a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er}
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étran- gères ⁵		Monnaies étran- gères ⁵
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
1984	1,0	2,7	8,6	-0,5	1,8	9,9	0,0	5,6	3,6
1985	-1,6	-0,4	9,0	-2,9	3,7	9,8	0,6	4,7	1,0
1986	4,4	-3,8	18,1	0,4	6,4	24,9	-0,1	3,0	2,0
1987	-2,9	-3,8	21,3	-0,5	2,9	23,7	-0,1	4,8	1,3
1988	-4,3	0,2	28,6	0,2	12,0	40,7	4,1	- 0,5	0,4
1989	-1,7	0,4	40,0	0,0	7,6	47,5	-1,9	17,2	15,3
1990	-0,9	-0,8	40,6	0,5	17,6	58,6	2,1	5,5	2,5
1991	-1,8	-0,4	34,7	0,2	15,2	50,2	1,6	4,4	10,5
1990 3 ^e trimestre	-0,2	-0,4	7,4	0,1	2,2	9,7	0,6	0,5	- 0,9
4 ^e trimestre	-1,5	0,8	11,9	0,1	1,8	13,8	0,4	-10,4	- 8,5
1991 1 ^{er} trimestre	0,4	-0,2	9,0	0,2	5,9	15,2	1,4	3,1	2,8
2 ^e trimestre	0,4	-0,4	8,9	0,1	6,6	15,6	4,4	6,3	6,0
3 ^e trimestre	-1,3	-0,4	8,5	-0,3	9,8	18,0	-0,7	- 0,1	3,0
4 ^e trimestre	-1,3	0,6	8,3	0,1	- 7,1	1,4	-3,5	- 4,9	- 1,4
1992 1 ^{er} trimestre	0,5	0,0	7,4	0,0	5,3	12,7	0,9	- 2,9	- 5,7
2 ^e trimestre	-0,6	-0,6	9,0	-0,1	20,9	29,8	-1,0	- 3,3	- 4,9
3 ^e trimestre	0,2	0,1	6,9	0,1	-11,1	- 4,1	2,3	- 7,5	- 7,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 8b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIETES¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES D'EPARGNE ET DES ENTREPRISES REGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er}
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étran- gères		Monnaies étran- gères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1984	21,4	23,7	100,5	4,0	19,2	123,7	0,0	15,1	10,6
1985	19,7	23,4	109,5	1,1	23,0	133,5	0,7	19,8	11,5
1986	24,1	20,5	127,7	1,5	29,3	158,5	0,5	22,9	13,6
1987	21,2	17,0	148,8	1,0	32,3	182,2	0,4	27,7	14,9
1988	16,9	17,4	177,4	1,2	44,3	222,9	4,6	27,2	15,3
1989	15,2	18,0	217,3	1,2	51,9	270,4	2,7	44,4	30,6
1990	14,3	17,2	257,8	1,8	69,4	329,0	4,7	49,8	33,1
1991	12,6	17,0	292,6	2,0	84,6	379,2	6,4	54,2	43,6
1990 2 ^e trimestre	16,0	16,8	238,5	1,6	65,4	305,5	3,7	59,8	42,5
3 ^e trimestre	15,8	16,4	245,9	1,7	67,6	315,2	4,3	60,2	41,6
4 ^e trimestre	14,4	17,2	257,8	1,8	69,4	329,0	4,7	49,8	33,1
1991 1 ^{er} trimestre	14,7	17,2	266,9	2,0	75,4	344,3	6,1	53,0	35,9
2 ^e trimestre	15,1	16,8	275,8	2,1	81,9	359,8	10,6	59,3	42,0
3 ^e trimestre	13,8	16,4	284,3	1,8	91,7	377,8	9,9	59,1	45,0
4 ^e trimestre	12,6	17,0	292,6	2,0	84,6	379,2	6,4	54,2	43,6
1992 1 ^{er} trimestre	13,1	17,0	300,0	2,0	89,9	391,9	7,2	51,3	37,9
2 ^e trimestre	12,5	16,4	309,0	1,9	110,8	421,7	6,2	48,0	33,0
3 ^e trimestre	12,8	16,5	315,9	2,0	99,7	417,6	8,5	40,4	25,6

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

**XVI - 9a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DU SECTEUR PUBLIC**

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres ⁴	Total	dont	Total	dont
							Monnaies étran- gères ⁵		Monnaies étran- gères ⁵
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1984	-0,6	-0,4	2,7	-0,1	- 0,1	2,5	0,3	2,4	- 0,1
1985	-0,9	0,6	14,7	0,0	9,0	23,8	8,4	1,1	- 0,4
1986	-0,2	-1,4	2,5	0,1	3,8	6,6	- 4,7	3,6	2,8
1987	-4,0	-2,2	25,6	0,1	8,1	33,8	1,6	5,8	5,2
1988	-5,8	-0,9	22,1	0,3	18,1	40,5	4,1	0,4	- 0,1
1989	-3,1	-0,5	29,5	-0,4	26,6	55,6	8,8	13,5	11,9
1990	-7,1	-0,4	50,5	0,1	18,2	68,8	1,0	3,5	2,3
1991	1,7	-1,9	33,8	0,3	22,3	56,4	2,7	- 7,8	- 2,8
1990 3 ^e trimestre	0,5	-0,1	16,4	0,0	- 8,8	7,7	6,9	5,9	1,5
4 ^e trimestre	-6,8	-0,2	7,7	0,0	20,9	28,7	1,0	- 6,0	- 4,3
1991 1 ^{er} trimestre	0,8	-0,1	- 1,5	0,4	9,9	8,8	2,1	0,4	3,4
2 ^e trimestre	0,7	-1,8	14,1	-0,2	6,4	20,3	10,0	3,6	- 2,6
3 ^e trimestre	0,5	-0,1	11,9	0,1	3,3	15,3	- 5,8	- 2,7	0,4
4 ^e trimestre	-0,3	0,1	9,2	0,1	2,6	11,9	- 3,7	- 9,1	- 4,0
1992 1 ^{er} trimestre	-0,2	-0,1	5,8	-0,1	6,7	12,4	2,2	0,7	0,5
2 ^e trimestre	-5,3	-0,2	28,6	0,1	- 5,1	23,6	2,8	- 0,6	- 0,2
3 ^e trimestre	-0,5	-0,1	0,1	0,5	5,7	6,3	- 3,1	3,1	2,6

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

**XVI - 9b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DU SECTEUR PUBLIC**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation (4)	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étrangères		Monnaies étrangères
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)
1984	44,9	8,5	357,1	0,5	44,6	402,3	1,2	8,5	6,0
1985	44,0	9,1	371,8	0,7	53,5	426,0	9,7	9,5	5,5
1986	43,8	7,8	374,3	0,9	57,4	432,6	4,9	13,1	8,3
1987	39,8	5,6	399,9	1,0	65,4	466,3	6,4	18,9	13,5
1988	34,0	4,8	422,0	1,3	83,5	506,9	10,4	19,3	13,4
1989	30,9	4,3	451,5	1,0	109,9	562,4	19,2	32,8	25,2
1990	23,8	3,8	502,1	1,1	128,1	631,3	20,3	36,3	27,5
1991	25,4	1,9	535,9	1,4	150,3	687,6	22,9	28,4	24,6
1990 2 ^e trimestre	30,0	4,1	477,9	1,1	115,9	594,9	12,4	36,4	30,3
3 ^e trimestre	30,5	4,0	494,3	1,1	107,2	602,6	19,2	42,3	31,8
4 ^e trimestre	23,8	3,8	502,1	1,1	128,1	631,3	20,3	36,3	27,5
1991 1 ^{er} trimestre	24,5	3,7	500,7	1,5	138,0	640,2	22,4	36,6	30,9
2 ^e trimestre	25,3	1,9	514,7	1,3	144,4	660,4	32,4	40,3	28,2
3 ^e trimestre	25,8	1,8	526,7	1,4	147,7	675,8	26,6	37,5	28,6
4 ^e trimestre	25,4	1,9	535,9	1,4	150,3	687,6	22,9	28,4	24,6
1992 1 ^{er} trimestre	25,3	1,8	541,6	1,4	157,0	700,0	25,1	29,1	25,1
2 ^e trimestre	19,9	1,6	570,3	1,5	151,9	723,7	28,0	28,5	24,9
3 ^e trimestre	19,5	1,5	570,3	2,0	157,6	729,9	24,9	31,7	27,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

² Y compris les certificats à un an au plus.

XVI - 10. — ENGAGEMENTS DES SOCIÉTÉS¹ A L'EGARD DE L'ÉTRANGER

(variations en milliards de francs)

Période	Investissements directs en Belgique		Autres acquisitions d'actions belges par l'étranger	Acquisitions d'obligations belges par l'étranger		Acquisitions d'immeubles par l'étranger	Autres engagements	Total	dont ³ :	
	Création et extension de sociétés, prises de participation	Prêts		Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées				Franc belge	Monnaies étrangères ⁴
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
1984	11,0	- 8,8	- 4,7	7,3	0,7	3,0	29,5	38,0	- 4,6	25,1
1985	27,8	13,8	12,1	- 5,8	2,1	3,9	15,3	69,2	11,1	- 0,7
1986	23,5	-10,5	28,8	- 4,9	0,6	2,6	13,9	54,0	35,3	- 9,1
1987	58,2	11,0	23,8	- 6,3	7,5	0,2	21,6	116,0	37,4	- 6,7
1988	115,8	40,4	17,9	- 0,2	2,4	2,9	14,3	193,5	37,6	- 7,1
1989	128,8	95,8	30,6	-10,1	0,0	11,9	58,0	315,0	48,3	0,2
1990	130,1	92,2	28,1	-10,1	3,0	14,9	30,5	288,7	46,7	- 1,9
1991	196,2	88,6	18,9	- 3,1	9,0	12,7	28,3	350,6	37,4	5,5
1990 2 ^e trimestre	39,1	20,1	4,6	- 4,1	0,6	2,9	37,1	100,3	32,0	4,1
3 ^e trimestre	21,7	9,8	6,4	- 4,5	0,9	4,7	10,6	49,6	17,2	1,4
4 ^e trimestre	27,6	52,6	9,0	- 1,8	1,0	4,3	-23,6	69,1	- 9,3	-10,8
1991 1 ^{er} trimestre	36,8	29,5	0,5	- 1,9	1,5	3,9	21,3	91,6	18,3	- 2,9
2 ^e trimestre	66,7	22,1	6,3	- 0,2	4,7	2,6	25,2	127,4	28,7	1,3
3 ^e trimestre	21,7	4,8	8,2	- 0,1	2,8	4,0	-10,8	30,6	-12,7	3,3
4 ^e trimestre	71,0	32,2	3,9	- 0,9	0,0	2,2	- 7,4	101,0	3,1	3,8
1992 1 ^{er} trimestre	46,4	4,2	2,9	1,9	0,1	4,2	9,5	69,2	6,6	1,0
2 ^e trimestre	35,3	73,4	9,0	15,2	- 2,5	2,7	2,4	135,5	11,5	16,5
3 ^e trimestre	60,9	- 1,2	3,1	- 1,0	7,6	1,5	18,8	89,7	11,4	3,2

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Le solde concerne les engagements envers l'étranger, dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

XVI - 11. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après la branche d'activité du bénéficiaire

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1988	1989	1990	1991	1988	1989	1990	1991
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	92,1	103,2	106,0	110,8	62,5	70,0	73,9	80,1
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	48,0	51,7	49,0	44,8	16,9	17,1	13,2	13,2
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	235,3	262,2	276,9	282,2	107,1	129,0	139,1	140,9
Textile, habillement et cuir	135,3	146,5	156,2	157,0	70,1	82,9	89,9	94,6
Industrie chimique ⁴	339,5	374,8	375,8	357,6	105,9	130,7	147,5	144,9
Métallurgie de base	142,3	168,0	172,3	176,9	59,9	70,4	63,9	77,5
Fabrications métalliques	498,3	577,2	537,8	569,4	228,7	261,6	242,2	263,5
Produits minéraux non métalliques et bois	134,2	172,0	177,2	184,4	71,2	101,3	96,9	104,2
Papier, carton et imprimerie	85,2	95,6	104,1	114,0	48,4	55,9	59,5	64,3
Pétrole	136,2	133,1	135,0	125,0	24,1	22,3	30,6	18,3
Diamant et orfèvrerie	54,7	61,5	56,7	67,3	34,8	36,2	38,5	45,0
Autres	3,9	4,7	4,8	5,4	2,0	2,5	3,4	3,8
Construction et affaires immobilières de génie civil	161,7	216,7	273,9	302,8	93,5	137,5	179,1	215,0
Production et distribution d'énergie et d'eau ..	160,9	156,5	137,3	119,5	86,7	91,8	78,3	78,4
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	162,8	183,0	184,5	189,9	84,6	106,3	109,4	110,7
Commerce de détail	194,5	237,8	258,4	280,8	130,6	166,4	176,9	200,6
Transports, entrepôts et communications	242,1	282,5	346,5	351,8	151,0	177,8	235,5	242,2
Services financiers ⁵	415,4	491,9	512,7	503,0	192,4	215,7	204,8	230,4
Autres services aux entreprises ⁶	151,1	206,8	331,2	336,9	79,2	124,8	209,4	206,5
Autres services aux particuliers ⁷	202,1	228,9	305,1	341,8	188,1	231,8	256,9	290,9
Total ...	3.622,4	4.205,1	4.501,4	4.621,3	1.837,7	2.232,0	2.448,9	2.625,0

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la CNCP accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris industrie du plastique, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de location-financement, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

**XVI - 11. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE
PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE,
LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE
DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

2. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1988	1989	1990	1991	1988	1989	1990	1991
Communauté Economique Européenne	1.139,0	1.182,4	1.240,4	1.362,4	374,2	398,7	460,8	502,9
Royaume-Uni	487,8	548,5	538,9	617,9	85,9	120,7	102,7	110,6
Allemagne	146,1	120,9	152,7	161,0	51,8	46,5	62,8	87,8
France	89,4	79,7	98,4	107,4	32,9	34,8	42,9	43,3
Pays-Bas	121,8	140,7	159,5	162,2	51,8	50,1	72,5	78,1
Italie	74,1	77,0	86,8	107,6	33,4	36,3	50,0	63,1
Luxembourg	64,9	66,4	54,0	56,4	20,0	14,3	15,0	29,7
Danemark	29,0	25,3	27,4	29,8	10,5	8,7	22,0	9,5
Irlande	3,2	3,2	11,5	12,9	0,6	1,1	6,8	6,1
Grèce	5,2	4,2	3,3	4,0	4,0	2,9	2,5	2,7
Espagne	81,7	82,8	78,0	67,6	60,7	63,5	64,9	51,8
Portugal	35,8	33,7	29,9	35,6	22,6	19,8	18,6	20,2
Autres pays d'Europe	106,2	139,3	106,4	98,3	39,3	50,5	47,6	47,4
dont : Suisse	61,1	80,6	58,6	46,7	15,0	21,1	22,4	17,8
Norvège	5,5	5,0	5,2	5,8	1,5	2,2	1,9	4,1
Suède	13,4	17,5	11,5	14,4	3,3	8,4	6,3	7,4
Etats-Unis et Canada	423,4	449,8	397,7	409,2	132,3	118,0	132,0	142,2
Pays exportateurs de pétrole	56,6	61,4	49,1	65,3	42,1	41,7	34,2	40,8
Autres pays de l'hémisphère occidental	151,1	165,2	153,7	129,7	79,8	86,2	74,1	64,4
dont : Brésil	42,7	36,0	23,8	20,0	17,8	14,9	9,2	9,1
Mexique	20,2	25,9	23,1	21,3	17,5	20,9	15,1	15,3
Autres pays d'Afrique	49,0	53,4	48,4	39,5	35,8	36,2	32,3	24,5
dont : Afrique du Sud	4,8	4,0	2,7	1,8	3,4	3,3	1,9	1,3
Zaïre	19,1	24,1	26,0	19,2	12,4	14,7	15,0	10,7
Australie et Nouvelle-Zélande	114,5	111,1	65,6	31,7	72,5	72,2	45,7	11,7
Autres pays d'Asie	146,4	162,9	128,0	132,7	82,1	78,5	49,9	46,3
dont : Japon	55,1	47,3	16,7	14,3	34,4	28,3	6,7	6,0
Total ...	2.186,2	2.325,5	2.189,3	2.268,8	858,1	882,0	876,6	880,2

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même

envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers.

XVII. — MARCHÉ DES CAPITAUX

1. — OBLIGATIONS EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN EMISES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

	Pouvoir national		Communa- autés et Régions	Autres adminis- trations nationales, communa- taires ou régionales ¹	Pouvoirs locaux	Sécurité sociale	Total	dont : Non accessibles à tout placeur
	Obligations linéaires	Autres						
A. — Emissions brutes								
1984	0,0	441,3	0,0	43,6	45,0	0,0	529,9	135,9
1985	0,0	720,0	0,0	42,6	40,0	2,2	804,8	139,3
1986	0,0	400,9	0,0	47,1	20,0	0,0	468,0	93,3
1987	0,0	637,2	0,0	72,7	22,6	9,5	742,0	176,6
1988	0,0	674,3	0,0	35,3	26,2	14,2	750,0	92,8
1989	81,8	523,5	0,0	18,9	5,6	0,0	629,8	84,4
1990	273,0	276,6	0,0	46,3	15,0	0,0	610,9	94,4
1991	935,0	229,1	0,0	60,1	0,0	0,0	1.224,2	61,2
1990 4 ^e trimestre	101,9	0,3	0,0	4,0	0,0	0,0	106,2	4,3
1991 1 ^{er} trimestre	340,7	126,8	0,0	19,3	0,0	0,0	486,8	19,6
2 ^e trimestre	382,1	60,8	0,0	32,2	0,0	0,0	475,1	32,5
3 ^e trimestre	108,9	0,2	0,0	6,6	0,0	0,0	115,7	6,8
4 ^e trimestre	103,3	41,3	0,0	2,0	0,0	0,0	146,6	2,3
1992 1 ^{er} trimestre	153,6	62,0	0,0	11,0	0,0	11,0	237,6	22,0
2 ^e trimestre	203,0	58,5	0,0	12,9	25,0	0,0	299,4	37,9
3 ^e trimestre	118,4	0,0	0,0	9,5	0,0	0,0	127,9	9,5
B. — Emissions nettes								
1984	0,0	236,9	0,0	34,3	28,5	- 2,2	297,6	120,6
1985	0,0	474,0	0,0	159,9	36,5	- 1,3	669,1	231,3
1986	0,0	178,2	0,0	44,9	12,9	- 5,3	230,6	5,3
1987	0,0	293,5	0,0	84,8	2,4	- 5,4	375,3	21,0
1988	0,0	379,4	0,0	56,5	24,3	7,4	467,6	24,5
1989	81,8	81,0	0,0	41,2	- 2,7	- 8,2	193,1	9,3
1990	273,0	34,5	0,0	82,7	13,1	-10,3	392,9	39,3
1991	935,0	- 419,6	0,0	43,4	- 41,8	- 7,0	510,0	- 45,8
1990 4 ^e trimestre	101,9	- 17,2	0,0	6,0	- 2,1	- 3,8	84,7	- 8,3
1991 1 ^{er} trimestre	340,7	- 252,2	0,0	22,5	0,4	- 4,5	106,9	- 41,6
2 ^e trimestre	382,1	- 190,7	0,0	17,3	- 0,1	0,0	208,6	17,2
3 ^e trimestre	108,9	- 5,1	0,0	2,1	- 40,0	- 1,4	64,5	- 8,9
4 ^e trimestre	103,3	28,4	0,0	1,4	- 2,2	- 1,0	129,9	- 12,6
1992 1 ^{er} trimestre	153,6	- 48,6	0,0	7,5	0,0	6,4	118,9	4,0
2 ^e trimestre	203,0	- 129,0	0,0	8,8	25,0	0,0	107,9	26,4
3 ^e trimestre	118,4	- 51,8	0,0	11,4	0,0	- 1,4	76,6	- 1,4
C. — Encours à fin de période²								
1983	0,0	1.845,3	0,0	96,2	48,6	54,0	2.044,1	279,4
1984	0,0	2.082,3	0,0	130,5	77,1	51,8	2.341,7	400,0
1985	0,0	2.689,2	0,0	157,5	113,6	50,6	3.010,8	631,4
1986	0,0	2.873,9	0,0	195,8	126,5	45,2	3.241,4	636,7
1987	0,0	3.200,5	0,0	251,3	128,9	39,8	3.620,5	661,5
1988	0,0	3.615,1	0,0	272,6	153,2	47,2	4.088,1	686,1
1989	81,8	3.745,3	0,0	264,6	150,5	38,9	4.281,2	694,8
1990 Septembre	252,9	3.843,5	0,0	309,8	150,8	32,5	4.589,4	742,2
Décembre	354,8	3.831,8	0,0	310,3	148,6	28,6	4.674,2	734,0
1991 Mars	695,5	3.584,2	0,0	328,2	149,1	24,1	4.781,1	557,9
Juin	1.077,6	3.393,5	0,0	345,6	149,0	24,1	4.989,7	575,1
Septembre	1.186,5	3.388,5	0,0	347,7	109,0	22,7	5.054,3	566,3
Décembre	1.289,8	3.416,8	0,0	349,1	106,8	21,7	5.184,2	553,7
1992 Mars	1.443,3	3.368,4	0,0	356,6	106,8	28,1	5.303,1	557,7
Juin	1.646,4	3.242,7	0,0	361,9	131,8	28,1	5.410,9	584,0
Septembre	1.764,7	3.197,1	0,0	367,2	131,8	26,6	5.487,5	582,6

¹ Inclut les dettes émises par d'autres secteurs, mais dont la charge, en capital et en intérêts, incombe au pouvoir national, communautaire ou régional.

² La variation d'encours ne correspond pas nécessairement au volume des émissions nettes de la période en raison des reprises de dettes d'autres pouvoirs publics par le pouvoir national.

XVII - 2. — OBLIGATIONS ET BONS DE CAISSE EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN PAR SECTEUR EMETTEUR¹

(milliards de francs)

	Pouvoirs publics ²	Banques	Banques d'épargne	Etablissements de crédit du secteur public		Organismes publics d'exploitation	Sociétés privées	Non-résidents	Total	dont : Non accessibles à tout placeur
				Emis au robinet	Autres					
A. — Emissions nettes										
1984	297,6	36,0	26,2	85,3	- 3,4	- 0,9	5,1	15,6	461,6	117,3
1985	669,1	38,3	34,3	102,8	- 20,2	- 11,6	- 1,2	45,5	857,0	216,8
1986	230,6	9,3	0,4	24,5	- 24,5	4,0	- 13,3	61,7	292,7	- 27,1
1987	375,3	7,8	4,2	36,9	- 42,5	- 10,4	- 22,6	57,6	406,3	33,5
1988	467,6	9,7	22,4	62,0	- 11,9	- 28,6	16,2	9,6	547,0	19,4
1989	193,1	54,1	- 49,1	- 2,2	- 34,2	- 8,2	13,3	40,9	207,6	30,8
1990	392,9	121,2	77,5	160,7	- 49,8	- 10,3	- 7,9	98,2	782,4	52,4
1991	510,0	106,3	51,2	102,6	- 24,4	- 2,3	7,5	96,6	847,5	- 159,9
1990 4 ^e trimestre	84,7	0,1	6,3	9,0	- 0,9	- 8,2	- 0,1	42,0	132,9	16,5
1991 1 ^{er} trimestre	106,9	58,9	28,4	59,6	- 2,7	- 1,5	3,2	15,2	268,0	- 180,4
2 ^e trimestre	208,6	29,2	7,3	10,4	- 20,9	- 0,6	2,6	25,7	262,5	11,6
3 ^e trimestre	64,5	17,7	7,4	12,5	- 4,3	- 1,1	0,6	21,9	119,2	- 14,5
4 ^e trimestre	129,9	0,4	8,1	20,1	3,5	1,0	1,2	33,7	197,8	- 15,6
1992 1 ^{er} trimestre	118,9	45,1	19,9	33,3	- 1,8	- 3,5	0,1	18,5	230,5	- 3,3
2 ^e trimestre	107,9	24,0	3,9	14,8	- 7,2	- 6,9	1,0	30,5	168,0	16,7
3 ^e trimestre	76,6	19,4	7,7	20,8	- 5,9	- 0,2	1,5	8,9	128,9	- 3,4
B. — Encours à fin de période										
1983	2.044,1	349,5	310,3	992,2	305,7	177,8	186,6	108,7	4.474,8	486,6
1984	2.341,7	385,5	336,5	1.077,5	302,3	176,9	191,7	124,3	4.936,4	604,0
1985	3.010,8	423,8	370,8	1.180,3	282,1	165,3	190,4	169,9	5.793,4	820,6
1986	3.241,4	433,1	371,2	1.204,8	257,6	169,4	177,1	231,6	6.086,1	811,4
1987	3.620,5	440,9	375,4	1.241,7	215,1	159,0	154,5	289,2	6.496,3	811,9
1988	4.088,1	450,6	397,8	1.303,7	203,2	130,4	170,7	298,8	7.043,3	819,0
1989	4.281,2	504,7	348,7	1.301,5	169,0	122,1	184,0	339,7	7.250,9	828,9
1990 Septembre	4.589,4	625,8	419,8	1.453,2	120,1	120,0	176,2	395,8	7.900,4	859,9
Décembre	4.674,2	625,9	426,1	1.462,2	119,2	111,8	176,1	437,9	8.033,3	876,9
1991 Mars	4.781,1	684,8	454,5	1.521,8	116,5	110,3	179,2	453,1	8.301,3	695,2
Juin	4.989,7	714,0	461,8	1.532,2	95,6	109,7	181,8	478,8	8.563,7	703,8
Septembre	5.054,3	731,8	469,2	1.544,7	91,3	108,6	182,4	500,7	8.683,0	687,6
Décembre	5.184,2	732,2	477,3	1.564,8	94,8	109,5	183,6	534,4	8.880,8	698,5
1992 Mars	5.303,1	777,2	497,2	1.598,1	93,0	106,0	183,7	552,9	9.111,3	694,3
Juin	5.410,9	801,2	501,1	1.612,9	85,8	99,1	184,8	583,4	9.279,3	708,3
Septembre	5.487,5	820,7	508,8	1.633,7	79,9	99,0	186,3	592,3	9.408,2	704,9

¹ Y compris, dans la mesure où elles ont pu être recensées, les obligations en franc luxembourgeois.

² Cf. tableau XVII-1.

**XVII - 3. — OBLIGATIONS ET BONS DE CAISSE EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN :
EMISSIONS NETTES ET ACQUISITIONS NETTES PAR LES PARTICULIERS ET LES SOCIETES¹**

(milliards de francs)

Emetteurs	Pouvoirs publics		Etablissements de crédit		Autres résidents		Non-résidents		Total	
	Total	Particuliers et sociétés	Total	Particuliers et sociétés	Total	Particuliers et sociétés	Total	Particuliers et sociétés	Total	Particuliers et sociétés
1984	297,6	48,2	144,2	134,3	4,2	3,1	15,6	4,2	461,6	189,9
1985	669,1	93,3	155,2	149,8	-12,8	- 5,9	45,5	31,3	857,0	268,5
1986	230,6	37,8	9,7	21,6	- 9,3	-11,0	61,7	27,3	292,7	75,8
1987	375,3	93,7	6,4	33,0	-33,0	-20,3	57,6	25,5	406,3	132,0
1988	467,6	178,1	82,3	89,8	-12,5	0,6	9,6	0,3	547,0	268,8
1989	193,1	53,0	- 31,5	1,1	5,1	5,5	40,9	40,0	207,6	99,6
1990	392,9	192,1	309,5	358,0	-18,3	4,0	98,2	88,8	782,4	642,9
1991	510,0	157,1	235,7	257,2	5,3	- 9,3	96,6	111,7	847,5	516,7
1990 4 ^e trimestre	84,7	38,1	14,4	20,6	- 8,3	9,1	42,0	41,9	132,9	109,7
1991 1 ^{er} trimestre	106,9	21,8	144,2	151,0	1,6	0,1	15,2	14,4	268,0	187,3
2 ^e trimestre	208,6	58,9	26,1	39,8	2,0	- 6,1	25,7	29,5	262,5	122,0
3 ^e trimestre	64,5	20,8	33,3	35,3	- 0,5	- 4,4	21,9	30,7	119,2	82,4
4 ^e trimestre	129,9	55,7	32,1	31,2	2,2	1,0	33,7	37,2	197,8	125,0
1992 1 ^{er} trimestre	118,9	42,8	96,5	95,2	- 3,4	- 8,1	18,5	14,1	230,5	144,0
2 ^e trimestre	107,9	50,7	35,5	37,5	- 5,9	4,9	30,5	31,8	168,0	124,9
3 ^e trimestre	76,6	41,0	42,0	21,2	1,4	- 7,2	8,9	13,3	128,9	68,3

¹ Y compris, dans la mesure où elles ont pu être recensées, les obligations en franc luxembourgeois.

**XVII - 4. — OBLIGATIONS ET BONS DE CAISSE EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN :
VENTILATION PAR SECTEUR EMETTEUR ET PAR SECTEUR DETENTEUR**

(milliards de francs)

Emetteurs	Détenteurs	Pouvoirs publics	Banques	Banques d'épargne	Etablissements de crédit du secteur public	BNB, Fonds monétaire, Fonds des Rentes, IRC	Particuliers et sociétés.		Non-résidents	Total
							Total	dont : entreprises d'assurances		
Encours au 31 décembre 1991										
	Pouvoir national	153,6	1.142,1	557,4	791,2	68,8	1.570,3	.	423,3	4.706,6
	Communautés et Régions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	.	0,0	0,0
	Autres administrations nationales, communautaires ou régionales	2,3	151,3	74,1	91,7	0,5	24,4	.	4,7	349,1
	Pouvoirs locaux	3,9	10,9	11,6	62,0	2,6	15,9	.	0,0	106,8
	Sécurité sociale	1,7	7,8	4,2	7,4	0,0	0,6	.	0,0	21,7
	Banques	0,4	0,8	2,5	0,7	0,0	709,4	.	18,5	732,2
	Banques d'épargne	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	477,1	.	0,0	477,3
	Etablissements de crédit du secteur public	16,2	51,1	26,4	74,6	0,4	1.480,5	.	10,5	1.659,6
	Organismes publics d'exploitation	3,4	14,0	12,6	25,4	1,0	41,0	.	12,2	109,5
	Sociétés privées	3,8	25,9	17,0	1,9	0,0	107,1	.	27,9	183,6
	Non-résidents	2,4	38,6	25,2	25,2	0,0	377,0	.	66,1	534,4
	Total ...	187,6	1.442,4	731,1	1.080,0	73,3	4.803,2	.	563,1	8.880,8
Encours au 30 septembre 1992										
	Pouvoir national	157,2	1.226,8	562,0	771,6	74,4	1.686,8	.	483,0	4.961,8
	Communautés et Régions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	.	0,0	0,0
	Autres administrations nationales, communautaires ou régionales	0,8	169,2	72,6	90,1	0,4	29,0	.	5,2	367,2
	Pouvoirs locaux	4,0	0,0	14,2	81,0	2,4	29,6	.	0,5	131,8
	Sécurité sociale	1,7	12,4	3,4	8,7	0,0	0,4	.	0,0	26,6
	Banques	0,3	0,8	2,4	0,7	0,0	773,2	.	43,2	820,7
	Banques d'épargne	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	508,4	.	0,0	508,8
	Etablissements de crédit du secteur public	15,6	46,7	17,3	84,8	0,1	1.539,1	.	10,0	1.713,6
	Organismes publics d'exploitation	3,3	12,3	12,8	19,5	1,1	32,9	.	17,1	99,0
	Sociétés privées	3,8	26,6	16,5	1,5	0,0	104,8	.	33,1	186,3
	Non-résidents	2,4	38,1	19,9	24,1	0,0	436,2	.	71,7	592,3
	Total ...	189,2	1.533,0	721,4	1.082,0	78,5	5.140,5	.	663,7	9.408,2

XVII - 5. — LOCALISATION DES OBLIGATIONS LINEAIRES DEMATERIALISEES ¹

(milliards de francs)

Fin de période	Belgique					Luxembourg				Hors de l'UEBL	Total
	Etablissements de crédit ²	Autres institutions financières ³	Administrations publiques	Autres	Total	Etablissements de crédit	Autres institutions financières ³	Autres	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	(11) = (5) + (9) + (10)
1991 Février	174,7	21,4	0,8	10,4	207,3	27,4	17,7	2,4	47,5	80,6	335,4
Mars	257,4	40,0	0,9	17,8	316,1	34,6	14,3	7,5	56,4	97,4	469,9
Avril	278,4	25,3	1,5	27,0	332,2	43,9	26,2	9,9	80,0	110,5	522,7
Mai	347,3	35,8	1,3	31,7	416,1	57,8	29,1	8,3	95,2	121,4	632,7
Juin	477,8	51,8	1,6	61,6	592,8	75,3	33,6	11,4	120,3	126,9	840,0
Juillet	466,8	68,1	1,9	51,2	588,0	88,4	35,4	9,0	132,8	141,7	862,5
Août	506,4	75,9	1,9	51,6	635,8	91,1	42,8	9,2	143,1	145,9	924,8
Septembre ...	499,1	88,4	2,0	52,0	641,4	97,8	44,8	9,6	152,2	161,8	955,5
Octobre	532,8	87,8	2,1	58,5	681,3	91,3	51,0	24,6	167,0	183,2	1.031,4
Novembre ...	522,8	91,4	3,5	54,1	671,7	105,0	53,0	11,9	169,8	209,2	1.050,7
Décembre ...	544,4	96,3	1,5	69,7	711,8	113,8	49,3	13,7	176,8	199,9	1.088,5
1992 Janvier	570,7	111,0	2,2	76,0	759,9	122,5	56,7	12,3	191,5	203,2	1.154,6
Février	581,2	130,7	2,3	76,2	790,4	126,9	68,0	12,9	207,8	223,7	1.221,9
Mars	592,7	153,6	4,3	81,4	832,0	138,4	63,0	13,5	214,9	213,2	1.260,1
Avril	639,4	155,1	5,0	83,4	882,9	141,4	74,1	16,4	231,9	218,9	1.333,7
Mai	614,3	162,4	5,3	86,0	868,0	141,5	78,2	14,7	234,4	231,8	1.334,2
Juin	698,3	164,7	6,2	92,2	961,4	157,4	83,6	15,6	256,6	249,6	1.467,6
Juillet	738,2	175,0	6,5	98,5	1.018,2	165,8	87,5	15,8	269,1	256,4	1.543,7
Août	729,7	175,5	6,8	103,3	1.015,3	172,5	89,6	16,2	278,3	273,0	1.566,6
Septembre ...	753,8	187,3	7,4	107,0	1.055,5	169,2	88,4	20,4	278,0	291,6	1.625,1
Octobre	870,8	208,2	9,2	125,4	1.213,6	205,2	88,6	20,5	314,3	313,0	1.840,9
Novembre ...	943,4	241,9	9,4	130,7	1.325,4	203,7	101,2	20,6	325,5	324,7	1.975,6
Décembre ...	1.063,5	242,6	11,0	148,4	1.465,5	230,9	106,8	19,8	357,5	292,6	2.115,6

¹ Données recensées sur la base du relevé statistique que les institutions agréées comme teneurs de comptes-titres dématérialisés doivent communiquer chaque mois à la Banque Nationale de Belgique (art. 49 de l'A.R. du 23 janvier 1991).

² Banques, banques d'épargne et établissements de crédit du secteur public.

³ Y compris les sociétés d'assurances et les organismes de placement collectif.

**XVII - 6. — EMISSIONS PUBLIQUES D'OBLIGATIONS EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN
PAR LE SECTEUR PUBLIC¹**

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montants émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1985	Janvier	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} série	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 - 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	RTT 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
							529,9		
1987	Janvier	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans	89,3	—	8,00
	Mars	20	Etat belge 1987-95	8,00	100,00	8 ans	168,9	—	8,00
	Juin	1	Etat belge 1987-95, 2 ^{ème} série	8,00	100,00	8 ans	157,7	—	8,00
	Septembre		Fonds d'aide au redressement financier des communes 1987-95 ⁵	8,00	99,70 ⁶	7 ans 6 mois	22,6	—	8,07 ⁶
	Décembre	21	Etat belge 1988-96	8,00	99,50	8 ans	141,6	—	8,09
							580,1		
1988	Février	22	Fonds des Routes 1988-96	7,75	100,50	8 ans	90,0	—	7,66
	Avril	18	Etat belge 1988-96	7,75	100,25	8 ans	106,8	—	7,71
	Juin	20	Etat belge 1988-96, 2 ^{ème} série	7,75	99,75	8 ans	117,8	—	7,79
	Septembre	5	Etat belge 1988-95	8,00	99,25	7 ans	77,5	—	8,14
	Octobre		Fonds d'aide au redressement financier des communes 1988-95 ⁵	8,00	100,35 ⁶	7 ans	18,0	—	7,93 ⁶
	Novembre	22	Etat belge 1988-95	7,75	100,00	6 ans 3 mois	107,0	—	7,76
							517,1		
1989	Janvier	30	Etat belge 1989-97	8,00	99,75	8 ans	173,6	—	8,04
	Mars	13	Etat belge 1989-97	8,25	99,50	8 ans	90,0	—	8,34
	Juin	12	Etat belge 1989-97, 2 ^{ème} série	8,25	100,00	8 ans	87,5	—	8,25
	Octobre	3	Etat belge 1989-96	8,25	98,50	7 ans	62,5	—	8,54
	Décembre	11	Etat belge 1989-98	9,50	100,00	8 ans 3 mois	50,0	—	9,48
							463,6		
1990	Mars	5	Etat belge 1990-97	10,00	100,00	7 ans	70,0	—	10,00
	Juin	11	Etat belge 1990-97, 2 ^{ème} série	10,00	101,00	6 ans 9 mois	173,5	—	9,81
							243,5		
1991	Mars	4	Etat belge 1991-98	9,25	101,00	7 ans	126,5	—	9,05
	Juin	19	Etat belge 1991-99	9,00	100,00	8 ans	60,5	—	9,00
	Décembre	4	Etat belge 1991-99	9,00	99,35	7 ans 1 mois	41,0	—	8,99
							228,0		
1992	Février	5	Etat belge 1992-98	8,75	101,00	6 ans	62,0	—	8,53
	Juin	4	Etat belge 1992-99	8,75	100,25	7 ans	58,5	—	8,70
	Novembre	12	Etat belge 1992-2000	7,90	99,25	7 ans 72 jours	24,0	—	7,76
							144,5		
1993	Janvier	25	Etat belge 1993-2001	7,50	100,50	8 ans	62,7	—	7,41

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Valeurs nominales. Les totaux annuels sont établis en fonction de la date d'ouverture de la souscription aux emprunts, contrairement aux tableaux précédents, où ils sont établis en fonction des paiements.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Emprunt « tender ».

⁶ Après enquête auprès des principaux intermédiaires financiers.

XVII - 7. — ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES

Numé- ro de tran- che	Date de l'adjudication	Montant offert (millions de francs)	Prix offerts (%)		Montant adjugé (millions de francs)	Prix minimum accepté (%)	Prix moyen pondéré de l'adjudication (%)	Taux de rendement actuariel correspon- dant au prix moyen pondéré (%)	Souscriptions non compétitives (millions de francs)	Encours en circulation (millions de francs)
			Maximum	Minimum						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
1. — OLO (1989-1999) 8,25 p.c. — Echéance 1/6/1999 (émis en 10 tranches du 25/5/1989 au 22/2/1990)										
										91.420
2. — OLO (1990-1996) 10 p.c. — Echéance 5/4/1996 (émis en 11 tranches du 29/3/1990 au 17/1/1991)										
										190.000
3. — OLO (1990-2000) 10 p.c. — Echéance 2/8/2000 (émis en 9 tranches du 26/7/1990 au 18/4/1991)										
										221.295
4. — OLO (1991-1994) 9,50 p.c. — Echéance 28/2/1994										
1	21.02.1991	74.405	101,10	100,00	33.540	100,50	100,55	9,03	12.830	46.370
2	18.04.1991	30.605	100,50	100,00	18.380	100,35	100,38	9,07	2.625	67.375
3	22.05.1991 ¹	8.915	97,21	—	8.915	97,21	97,21	10,43	1.930	78.220
4	29.05.1991 ¹	50.260	100,25	—	50.260	100,25	100,25	9,11	6.350	134.830
5	10.06.1991 ¹	41.130	97,89	—	41.130	97,89	97,89	10,14	6.560	182.520
6	20.06.1991	12.875	100,26	—	12.875	100,26	100,26	9,10	23.325	218.720
5. — OLO (1991-1998) 9,25 p.c. — Echéance 2/1/1998										
1	29.01.1991 ²	—	—	—	—	—	—	—	107.946	107.946
2	21.03.1991	34.285	99,65	98,90	18.380	99,40	99,46	9,35	8.210	134.536
3	16.05.1991	38.900	100,15	—	20.980	99,85	100,08	9,21	9.710	165.226
4	18.07.1991	41.840	98,70	98,30	11.675	98,65	98,66	9,52	11.455	188.356
5	19.09.1991	18.080	100,15	99,80	8.740	100,05	100,07	9,22	55	197.151
6	22.11.1991	15.185	100,40	100,15	5.255	100,35	100,36	9,16	0	202.406
7	20.02.1992	8.955	101,90	101,65	2.350	101,85	101,85	8,82	1.360	206.116
8	19.03.1992	10.490	101,75	101,40	5.390	101,60	101,63	8,86	0	211.506
9	23.04.1992	13.685	101,70	101,50	9.310	101,60	101,62	8,85	0	220.816
10	21.05.1992	16.390	101,75	101,45	8.640	101,65	101,67	8,84	2.325	231.781
11	18.06.1992	6.200	101,00	100,85	2.065	101,00	101,00	8,99	1.830	235.676
6. — OLO (1991-2003) 9 p.c. — Echéance 28/3/2003										
1	21.03.1991	62.395	97,60	96,70	40.330	97,35	97,44	9,36	9.840	50.170
2	16.05.1991	71.200	99,00	98,60	54.860	98,85	98,91	9,15	16.295	121.325
3	18.07.1991	35.870	96,50	—	0	95,80	95,80	9,60	100	121.425
4	19.09.1991	25.080	98,70	98,25	16.780	98,50	98,56	9,19	1.535	139.740
5	21.11.1991	22.605	99,40	99,15	6.455	99,35	99,35	9,08	0	146.195
6	23.01.1992	38.205	102,70	102,30	23.345	102,55	102,58	8,62	5.165	174.705
7	10.12.1992 ¹	27.610	—	—	27.610	—	—	—	0	202.315
8	12.01.1993 ¹	42.520	—	—	42.520	—	—	—	0	244.835
9	09.02.1993 ¹	12.870	—	—	12.870	—	—	—	0	257.705
10	18.02.1993	23.345	108,55	108,35	4.755	108,55	108,55	7,74	6.825	269.285
7. — OLO (1991-2001) 9 p.c. — Echéance 27/6/2001										
1	20.06.1991 ¹	51.475	98,13	—	51.475	—	98,13	9,30	18.175	69.650
2	22.08.1991	39.145	97,85	97,45	6.570	97,75	97,76	9,35	13.975	90.195
3	17.10.1991	37.630	99,60	99,30	16.225	99,55	99,56	9,06	18.250	124.670
4	12.12.1991	68.465	99,40	99,10	15.905	99,35	99,36	9,09	14.410	154.985
5	23.01.1992	39.495	102,25	101,90	10.870	102,15	102,17	8,64	7.685	173.540
6	20.02.1992	29.150	101,50	101,15	12.815	101,40	101,42	8,76	3.025	189.380
7	19.03.1992	17.750	101,25	101,00	6.655	101,20	101,21	8,79	0	196.035
8	09.04.1992 ¹	3.300	—	—	3.300	—	—	—	0	199.335
9	23.04.1992	33.700	101,25	101,00	18.700	101,20	101,22	8,79	0	218.035
10	21.05.1992	33.915	101,30	101,05	18.360	101,05	101,23	8,79	12.470	248.865
11	10.06.1992 ¹	5.450	—	—	5.450	—	—	—	0	254.315

¹ Adjudication d'échange.

² Conversion de bons du Trésor.

XVII - 7. — ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES (suite 1)

Numéro de tranche	Date de l'adjudication	Montant offert (millions de francs)	Prix offerts (%)		Montant adjudgé (millions de francs)	Prix minimum accepté (%)	Prix moyen pondéré de l'adjudication (%)	Taux de rendement actuariel correspondant au prix moyen pondéré (%)	Souscriptions non compétitives (millions de francs)	Encours en circulation (millions de francs)
			Maximum	Minimum						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
8. — OLO (1991-1997) 9,25 p.c. — Echéance 29/8/1997										
1	22.08.1991	38.905	99,30	99,05	30.545	99,20	99,24	9,42	7.420	37.965
2	17.10.1991	27.850	100,60	100,35	10.175	100,55	100,56	9,11	10.485	58.625
3	12.12.1991	28.310	100,30	100,05	3.235	100,25	100,25	9,17	2.855	64.715
4	23.01.1992	27.835	102,50	100,40	16.365	102,40	102,42	8,66	2.540	83.620
5	09.04.1992 ¹	1.290	—	—	1.290	—	—	—	0	84.910
6	10.06.1992 ¹	12.700	—	—	12.700	—	—	—	0	97.610
9. — OLO (1992-2007) 8,50 p.c. — Echéance 1/10/2007										
1	20.02.1992	65.165	98,45	97,90	38.655	98,30	98,33	8,69	6.130	44.785
2	19.03.1992	27.980	98,35	98,05	10.015	98,25	98,26	8,70	1.200	56.000
3	09.04.1992 ¹	19.500	—	—	19.500	—	—	—	0	75.500
4	23.04.1992	29.935	98,25	97,85	19.860	98,20	98,22	8,70	0	95.360
5	21.05.1992	23.675	98,20	98,00	13.860	98,16	98,16	8,71	6.000	115.220
6	10.06.1992 ¹	11.120	—	—	11.120	—	—	—	0	126.340
7	18.06.1992	14.890	97,00	96,75	2.990	96,95	96,98	8,86	5.990	135.320
8	23.07.1992	13.145	97,10	96,70	7.720	97,00	97,02	8,86	3.105	146.145
9	20.08.1992	11.125	96,55	96,10	3.080	96,50	96,51	8,93	1.910	151.135
10	10.09.1992 ¹	3.840	—	—	3.840	—	—	—	0	154.975
11	24.09.1992	15.375	98,95	98,65	10.025	98,85	98,89	8,63	0	165.000
12	15.10.1992 ¹	39.530	—	—	39.530	—	—	—	0	204.530
13	22.10.1992	14.555	102,80	102,00	6.430	102,75	102,77	8,17	2.815	213.775
14	10.11.1992 ¹	8.440	—	—	8.440	—	—	—	0	222.215
15	19.11.1992	25.235	103,55	103,25	9.535	103,45	103,46	8,09	7.215	238.965
16	10.12.1992 ¹	14.360	—	—	14.360	—	—	—	0	253.325
10. — OLO (1992-2002) 8,75 p.c. — Echéance 25/06/2002										
1	18.06.1992	40.485	99,00	98,40	18.870	98,90	98,92	8,92	8.380	27.250
2	23.07.1992	45.520	98,85	98,60	30.080	98,75	98,79	8,93	6.210	63.540
3	20.08.1992	22.065	98,40	98,20	3.175	98,40	98,40	8,99	5.220	71.935
4	10.09.1992 ¹	14.810	—	—	14.810	—	—	—	0	86.745
5	24.09.1992	23.895	100,75	100,40	15.920	100,70	100,72	8,63	1.700	104.365
6	15.10.1992 ¹	22.740	—	—	22.740	—	—	—	0	127.105
7	22.10.1992	37.910	103,90	103,55	26.505	103,75	103,80	8,15	17.895	171.505
8	10.11.1992 ¹	16.810	—	—	16.810	—	—	—	0	188.315
9	19.11.1992	57.855	104,60	104,30	40.205	104,55	104,56	8,04	16.175	244.695
10	17.12.1992	25.270	104,85	104,65	15.755	104,80	104,81	8,00	16.050	276.500
11	21.01.1993	49.365	107,70	107,50	30.045	107,60	107,64	7,57	16.180	322.725
11. — OLO (1992-1998) 9,00 p.c. — Echéance 30/07/1998										
1	23.07.1992	12.595	100,10	99,90	8.545	100,00	100,00	9,00	3.855	12.400
2	20.08.1992	7.125	99,80	99,65	3.650	99,75	99,76	9,05	1.035	17.085
3	10.09.1992 ¹	22.160	—	—	22.160	—	—	—	0	39.245
4	24.09.1992	22.420	102,05	101,70	16.895	101,90	101,95	8,55	790	56.930
5	15.10.1992 ¹	39.000	—	—	39.000	—	—	—	0	95.930
6	22.10.1992	18.255	105,30	104,80	8.885	105,20	105,23	7,82	4.695	109.510
7	10.11.1992 ¹	3.810	—	—	3.810	—	—	—	0	113.320
8	19.11.1992	28.035	104,80	104,30	20.585	104,70	104,73	7,92	10.905	144.810
9	10.12.1992 ¹	24.290	—	—	24.290	—	—	—	0	169.100
10	17.12.1992	10.825	105,35	105,05	7.055	105,25	105,28	7,78	4.645	180.800
11	12.01.1993 ¹	16.790	—	—	16.790	—	—	—	0	197.590
12	21.01.1993	16.235	107,40	107,15	9.545	107,30	107,32	7,32	9.720	216.855
13	09.02.1993 ¹	6.930	—	—	6.930	—	—	—	0	223.785
14	18.02.1993	32.470	106,05	105,80	6.090	105,95	105,98	7,60	3.300	233.175

¹ Adjudication d'échange.

² Conversion de bons du Trésor.

XVII - 7. — ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES (suite 2)

Numéro de tranche	Date de l'adjudication	Montant offert (millions de francs)	Prix offerts (%)		Montant adjudugé (millions de francs)	Prix minimum accepté (%)	Prix moyen pondéré de l'adjudication (%)	Taux de rendement actuariel correspondant au prix moyen pondéré (%)	Souscriptions non compétitives (millions de francs)	Encours en circulation (millions de francs)
			Maximum	Minimum						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
12. — OLO (1992-2012) 8,00 p.c. — Echéance 24/12/2012										
1	17.12.1992	28.630	98,80	98,50	21.565	98,70	98,72	8,13	8.695	30.260
2	12.01.1993 ¹	13.720	—	—	13.720	—	—	—	0	43.980
3	21.01.1993	16.315	102,80	102,60	10.235	102,75	102,77	7,72	7.300	61.515
4	09.02.1993 ¹	40	—	—	40	—	—	—	0	61.555
5	18.02.1993	13.295	100,95	100,70	4.250	100,90	100,90	7,90	3.450	69.255

¹ Adjudication d'échange.

² Conversion de bons du Trésor.

XVII - 8. — EMISSIONS D'ACTION¹

(milliards de francs)

	Constitutions de sociétés					Augmentations de capital							Réductions de capital	Total des émissions effectuées par apports en espèces	dont : Emissions publiques
	Apports en espèces	Apports en nature	Montant à libérer	Non ventilé	Total	Apports en espèces	Apports en nature	Montant à libérer	Conversions de fonds propres	Conversions de dettes	Non ventilé	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (6) à (11)	(13)	(14) = (1) + (6)	(15)
1980	10,2	7,9	.	2,9	21,0	29,5	25,8	.	7,9	.	5,8	69,0	.	39,7	2,0
1981	14,0	15,3	.	2,8	32,1	34,3	33,1	.	4,4	.	12,7	84,5	.	48,3	0,4
1982	13,4	4,0	.	4,0	21,4	90,8	32,2	.	16,2	.	8,6	147,8	.	104,2	20,4
1983	51,5	9,1	.	8,0	68,6	195,1	77,2	.	17,6	.	5,7	295,6	.	246,6	50,6
1984	17,2	4,5	.	6,7	28,4	70,5	36,0	.	5,3	.	2,3	114,1	.	87,7	17,5
1985	29,2	11,6	.	9,0	49,8	74,3	27,8	.	15,5	.	12,4	130,0	.	103,5	19,9
1986	30,3	25,6	.	7,9	63,8	111,4	60,7	.	15,9	.	8,3	196,3	.	141,7	40,1
1987	48,3	26,6	11,0	1,1	87,0	164,1	53,0	26,4	21,4	11,4	16,6	292,9	62,0	212,4	30,9
1988	46,8	67,5	18,4	3,6	136,3	161,2	107,8	42,9	51,5	27,3	5,3	396,0	60,0	208,0	37,7
1989	88,4	61,6	32,5	9,0	191,5	280,2	264,8	79,0	31,8	15,3	3,4	674,5	98,7	368,6	109,2
1989 Janvier ...	2,4	1,5	1,1	0,3	5,3	11,0	8,6	4,3	0,3	0,3	0,6	25,1	4,3	13,4	0,7
Février ...	5,3	5,2	2,3	0,2	13,0	16,3	2,5	7,5	1,1	0,4	0,1	27,9	3,5	21,6	10,4
Mars	13,6	3,0	1,7	0,5	18,8	38,8	10,9	5,6	5,6	1,8	0,2	62,9	3,5	52,4	20,0
Avril	3,5	3,8	1,1	0,7	9,1	20,1	5,9	4,3	3,9	0,5	1,6	36,3	2,7	23,6	14,2
Mai	3,7	2,9	1,2	1,3	9,1	9,4	9,9	1,9	3,4	0,3	0,3	25,2	5,1	13,1	2,0
Juin	19,2	16,4	7,7	1,3	44,6	21,5	25,0	6,2	4,0	3,9	0,1	60,7	15,1	40,7	35,3
Juillet	6,4	2,0	2,0	0,4	10,8	21,7	14,9	1,1	1,2	0,4	0,1	39,4	2,4	28,1	0,9
Août	3,2	2,3	1,7	0,3	7,5	10,6	2,2	9,9	0,9	0,4	0,1	24,1	1,4	13,8	0,0
Septembre	4,2	2,4	1,7	0,5	8,8	30,4	109,1	16,3	2,6	2,6	0,1	161,1	3,9	34,6	10,4
Octobre ..	4,3	2,6	3,3	0,9	11,1	16,2	5,6	2,7	1,3	1,8	0,0	27,6	19,9	20,5	3,8
Novembre	3,7	2,4	1,1	1,0	8,2	26,1	4,6	4,4	2,0	0,6	0,1	37,8	4,0	29,8	5,2
Décembre	18,9	17,1	7,6	1,6	45,2	58,1	65,6	14,8	5,5	2,3	0,1	146,4	32,9	77,0	6,3

¹ Y compris les actions émises par les intermédiaires financiers.

XVII - 9. — ACTIVITE BOURSIERE

	Valeurs belges						Valeurs étrangères ¹		
	Cours des actions au comptant (indices 1985 = 100) ^{1,2}		Capitalisation boursière des actions à fin de période ¹ (milliards de francs)	Capitaux traités. Moyenne par séance ^{1,3} (millions de francs)	Taux de rendement des actions ^{4,5} (%)	Rapport cours/bénéfice ⁴	Cours des actions à terme (indice 1985 = 100) ² (dividendes réinvestis)	Capitaux traités. Moyenne par séance ³ (millions de francs)	
	Indices des cours (dividendes non réinvestis)	Indice return (dividendes réinvestis)							(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
1981	44,3	34,6	321,9	106,5	8,7	8,7	.	139,4	
1982	55,1	45,4	401,9	204,8	6,6	8,6	.	157,3	
1983	69,9	62,6	599,7	305,7	5,6	10,6	.	252,7	
1984	86,7	82,8	778,5	366,0	4,8	11,7	.	273,1	
1985	100,0	100,0	1.051,1	452,7	4,9	11,1	100,0	303,9	
1986	144,3	149,8	1.508,8	785,5	3,6	14,1	99,3	412,5	
1987	174,7	186,7	1.380,8	1.080,4	3,3	14,4	107,4	517,7	
1988	183,2	202,0	2.195,4	1.245,5	3,2	13,4	100,1	356,1	
1989	224,5	254,8	2.677,6	1.234,6	2,9	13,5	123,8	464,6	
1990	206,0	240,4	2.027,8	917,6	2,9	9,6	115,4	379,9	
1991	190,3	230,0	2.230,1	882,9	3,3	10,8	127,3	291,2	
1992	187,3	234,6	2.129,2	1.047,7	3,5	12,6	125,5	224,7	
1991 Janvier	168,7	199,8	1.993,9	486,6	3,7	7,5	103,5	273,8	
Février	185,7	220,2	2.274,9	1.038,1	3,2	8,9	113,2	312,2	
Mars	200,9	238,4	2.355,1	1.137,1	3,0	9,3	124,8	308,4	
Avril	203,8	241,9	2.388,6	1.082,5	3,1	10,4	130,6	286,2	
Mai	199,9	239,2	2.351,7	1.032,1	3,2	10,8	130,8	306,1	
Juin	198,1	240,6	2.351,6	1.017,2	3,2	11,7	137,0	425,9	
Juillet	193,9	237,3	2.333,9	785,1	3,3	12,1	137,5	317,6	
Août	192,1	235,2	2.307,4	764,7	3,3	12,0	136,4	313,9	
Septembre	188,3	230,5	2.198,9	730,1	3,5	11,5	134,6	234,2	
Octobre	185,9	227,7	2.241,8	807,8	3,4	11,8	133,0	251,3	
Novembre	185,8	227,7	2.186,9	936,2	3,5	11,4	126,6	277,6	
Décembre	182,1	223,2	2.230,1	850,0	3,4	11,7	118,8	188,8	
1992 Janvier	192,7	236,2	2.379,6	1.269,3	3,2	12,6	127,4	295,8	
Février	196,2	240,7	2.400,0	1.168,1	3,2	12,7	129,2	293,4	
Mars	197,8	242,9	2.342,4	1.097,2	3,3	12,2	129,9	277,5	
Avril	193,9	238,1	2.375,9	1.024,8	3,3	12,3	131,0	259,2	
Mai	196,6	243,0	2.393,7	1.135,2	3,3	13,6	135,7	250,3	
Juin	192,9	243,1	2.296,7	965,9	3,4	13,4	133,0	227,8	
Juillet	187,6	238,3	2.255,1	827,9	3,5	13,5	125,8	191,5	
Août	178,2	226,5	2.088,7	850,6	3,8	12,0	120,3	184,0	
Septembre	175,9	223,6	2.158,5	971,9	3,6	12,0	120,0	173,6	
Octobre	176,0	223,7	2.102,4	1.080,9	3,6	12,1	115,5	195,5	
Novembre	181,5	231,0	2.115,0	1.156,1	3,6	12,1	119,3	169,4	
Décembre	180,3	229,5	2.129,2	1.032,0	3,6	12,1	120,2	177,5	
1993 Janvier	184,8	235,3	2.232,1	1.383,3	3,4	12,7	121,3	185,5	

¹ Source : Société de la bourse de valeurs mobilières de Bruxelles.

² Indice moyen de la période.

³ Obligations de sociétés et actions.

⁴ Source : Kredietbank.

⁵ Rapport du dernier dividende net payé au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles.

XVII - 10. — EMISSIONS PUBLIQUES EN BELGIQUE DE PARTS OU D'ACTION D'ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF¹

(milliards de francs)

	OPC de droit belge				Total	OPC de droit luxembourgeois			Autres OPC de droit étranger	Total
	Fonds A.R. n° 15	Fonds d'épargne pension	Autres fonds communs de placement belges	Sociétés d'investissement		Fonds communs de placement	SICAV ²	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9)	(10) = (5) + (8) + (9)
A. — Emissions brutes										
1982	8,7	—	1,3	—	10,0	0,9	—	0,9	.	10,9 ⁴
1983	13,7	—	2,3	—	16,0	1,3	—	1,3	.	17,3 ⁴
1984	20,7	—	1,6	—	22,3	2,6	—	2,6	.	24,9 ⁴
1985	24,7	—	4,3	—	29,0	11,1	—	11,1	.	40,1 ⁴
1986	6,2	—	10,4	—	16,6	40,0	3,7	43,7	.	60,3 ⁴
1987	8,9	23,6 ³	18,4	—	50,9	42,0	33,3	75,2	0,2	126,3
1988	4,1	12,6	6,2	—	22,9	28,4	144,4	172,8	0,4	196,2
1989	3,7	15,5	7,7	—	26,9	13,6	167,8	181,4	0,6	208,9
1990	1,1	15,3	5,0	—	21,4	3,9	60,5	64,4	0,3	86,1
1991	—	13,9	2,4	53,7	70,0	3,4	196,1	199,5	0,2	269,7
1992 6 premiers mois	—	4,3	0,9	57,7	62,9	0,4	131,8	132,2	0,1	195,2
B. — Emissions nettes										
1982	8,6	—	0,4	—	9,0	— 3,0	—	— 3,0	—0,7	5,4
1983	13,0	—	1,6	—	14,6	— 0,6	—	— 0,6	—0,7	13,3
1984	18,8	—	0,2	—	18,9	1,0	—	1,0	—0,8	19,1
1985	19,0	—	2,5	—	21,6	9,4	—	9,4	—1,6	29,4
1986	— 2,5	—	5,1	—	2,7	37,7	3,7	41,3	—0,9	43,1
1987	— 4,0	23,6 ³	4,7	—	24,3	35,1	28,5	63,6	—0,3	87,6
1988	—11,1	12,4	2,5	—	3,9	25,2	134,6	159,8	0,2	163,8
1989	—17,3	12,6	1,7	—	— 3,0	10,1	127,7	137,8	—0,1	134,8
1990	—27,2	13,4	— 0,9	—	—14,7	1,4	—79,6	—78,2	0,0	—92,9
1991	—	12,8	— 6,8	35,8	41,8	1,8	26,3	28,1	—0,1	69,8
1992 6 premiers mois	—	— 1,0	— 1,1	34,7	32,6	— 0,3	56,5	56,2	0,0	88,8

Source : Commission bancaire et financière.

¹ En cas de changement de catégorie au cours d'une période déterminée (par exemple, transformation de fonds commun de placement en SICAV), les émissions nettes effectuées au cours de cette période sont attribuées intégralement à la nouvelle catégorie.

² Non compris les SICAV de trésorerie à caractère privé.

³ Y compris les souscriptions recueillies avant le 14 février, qui donnaient droit à des abattements fiscaux sur les revenus des particuliers de l'année antérieure.

⁴ A l'exclusion des autres OPC de droit étranger.

**XVII - 11. — NOMBRE ET VALEUR D'INVENTAIRE DES ORGANISMES
DE PLACEMENT COLLECTIF DE DROIT BELGE¹**

Fin de période	Fonds A.R. n° 15		Fonds d'épargne-pension		Autres fonds communs de placement		Sociétés d'investissement		Total	
	Nombre	Valeur d'inventaire	Nombre	Valeur d'inventaire	Nombre	Valeur d'inventaire	Nombre	Valeur d'inventaire	Nombre	Valeur d'inventaire
1981	—	—	—	—	8	4,1	—	—	8	4,1
1982	6	9,0	—	—	7	4,6	—	—	13	13,6
1983	6	24,8	—	—	7	7,9	—	—	13	32,6
1984	6	46,2	—	—	7	8,5	—	—	13	54,7
1985	7	79,7	—	—	8	11,8	—	—	15	91,5
1986	7	101,4	—	—	10	19,1	—	—	17	120,6
1987	7	85,0	11	21,6	14	20,4	—	—	32	126,9
1988	9	110,4	11	38,2	14	20,9	—	—	34	169,5
1989	9	102,0	13	52,5	17	24,7	—	—	39	179,2
1990	9	58,4	13	65,3	18	18,4	—	—	40	142,1
1991	—	—	13	85,2	4	14,4	30	96,6	47	196,2

Source : Commission bancaire et financière.

¹ Organismes de placement collectif émettant publiquement en Belgique.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE *

1. — INCIDENCE DES OPERATIONS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(variations par rapport à la fin de la période précédente, milliards de francs)

(+) effet d'élargissement des liquidités, (–) effet de resserrement des liquidités

	Billets en circulation ¹ [augmentation (–)]	Réserves de change nettes ²	Autres opérations	Effet total d'élargissement ou de resserrement des liquidités (4) = (1) à (3)	Régulation du marché monétaire par la BNB						Total (11) = (5) + (6) + (7) + (10)
					Mobilisation d'effets de commerce	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire	Couverture ou absorption des soldes de fin de journée			
								du Trésor et du Fonds des Rentes	des intermédiaires financiers	total (10) = (8) + (9)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1991 Février	– 1,5	+ 1,2	– 2,2	– 2,5	– 0,8	– 10,8	+ 16,8	+ 0,1	– 2,8	– 2,7	+ 2,5
Mars	– 8,5	– 2,8	+ 6,0	– 5,3	– 0,6	+ 8,9	– 3,2	+ 1,6	– 1,4	+ 0,2	+ 5,3
Avril	+ 1,8	– 1,7	– 0,9	– 0,8	– 6,6	– 9,4	+ 15,1	– 1,9	+ 3,6	+ 1,7	+ 0,8
Mai	– 12,3	+ 2,8	– 0,4	– 9,9	– 0,5	+ 0,1	+ 1,0	+ 2,0	+ 7,3	+ 9,3	+ 9,9
Juin	– 16,5	+ 0,6	+ 5,0	– 10,9	+ 6,9	– 9,9	+ 18,9	+ 0,4	– 5,4	– 5,0	+ 10,9
Juillet	+ 21,4	– 1,3	– 0,3	+ 19,8	+ 0,9	+ 4,6	– 26,5	– 1,9	+ 3,1	+ 1,2	– 19,8
Août	+ 0,5	– 0,6	– 0,8	– 0,9	+ 1,0	+ 5,4	– 6,1	– 0,2	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,9
Septembre	+ 1,7	– 2,3	+ 6,4	+ 5,8	0,0	+ 1,1	– 6,1	+ 2,7	– 3,5	– 0,8	– 5,8
Octobre	– 0,5	+ 3,0	+ 0,2	+ 2,7	+ 0,2	– 1,2	– 0,8	– 2,7	+ 1,8	– 0,9	– 2,7
Novembre	0,0	– 3,2	0,0	– 3,2	0,0	0,0	0,0	+ 3,2	+ 3,2	+ 3,2	+ 3,2
Décembre	– 9,1	+ 12,5	+ 5,8	+ 9,2	– 0,2	+ 0,3	– 0,9	0,0	– 8,4	– 8,4	– 9,2
1992 Janvier	+ 23,0	– 14,7	+ 3,1	+ 11,4	– 0,4	– 0,2	– 19,7	0,0	+ 8,9	+ 8,9	– 11,4
Février	– 2,2	+ 2,4	– 0,6	– 0,4	+ 0,4	– 10,0	+ 6,2	+ 0,8	+ 3,0	+ 3,8	+ 0,4
Mars	– 1,6	– 0,3	+ 4,4	+ 2,5	– 0,2	+ 5,0	+ 7,7	– 0,8	– 14,2	– 15,0	– 2,5
Avril	– 8,7	– 4,3	+ 0,6	– 12,4	– 0,6	– 0,1	+ 5,8	0,0	+ 7,3	+ 7,3	+ 12,4
Mai	– 18,6	+ 3,8	– 0,2	– 15,0	+ 0,3	+ 5,1	+ 11,8	+ 1,8	– 4,0	– 2,2	+ 15,0
Juin	+ 1,2	+ 2,0	+ 3,3	+ 6,5	– 0,5	–	– 3,2	– 1,8	– 1,0	– 2,8	– 6,5
Juillet	+ 12,6	– 2,9	+ 0,6	+ 10,3	0,0	– 4,9	– 5,0	0,0	– 0,4	– 0,4	– 10,3
Août	+ 3,5	+ 3,4	– 0,3	+ 6,6	+ 0,1	0,0	– 20,0	0,0	+ 13,3	+ 13,3	– 6,6
Septembre	+ 9,0	+ 99,9	+ 5,3	+ 114,2	– 0,4	– 15,0	– 83,6	0,0	– 15,2	– 15,2	– 114,2
Octobre	– 3,4	– 10,5	+ 1,0	– 12,9	+ 0,2	– 5,0	+ 4,6	0,0	+ 13,1	+ 13,1	+ 12,9
Novembre	– 0,1	+ 55,6	– 0,4	+ 55,1	+ 0,2	– 25,1	– 25,2	0,0	– 5,0	– 5,0	– 55,1
Décembre	– 12,9	– 1,0	+ 5,4	– 8,5	– 6,0	+ 25,0	– 4,8	+ 0,2	– 5,9	– 5,7	+ 8,5
1993 Janvier	+ 18,0	+ 3,4	+ 3,3	+ 24,7	+ 0,7	– 4,9	– 22,9	– 0,2	+ 2,6	+ 2,4	– 24,7
Février	– 1,7	– 6,9	– 0,4	– 9,0	– 0,5	– 10,1	+ 6,0	+ 7,6	+ 6,0	+ 13,6	+ 9,0

¹ Non compris les mouvements comptables dus aux billets mis hors circulation, mais non présentés à l'échange.

² Au cours du marché et à la date de valeur, non compris les swaps en devises, qui sont enregistrés à la colonne (7), et non compris les revenus des réserves de change, qui, au moment de leur encaissement, n'influencent pas le marché monétaire en franc belge.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXVI^e année, n° 6, juin 1991.

XVIII - 2. — REGULATION DU MARCHÉ MONÉTAIRE PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(encours moyen, milliards de francs¹)

	Mobilisation d'effets de commerce	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire						Couverture (+) ou absorption (-) des soldes résiduels						Total
			Porte-feuille d'open-market	Repo's	Swaps en devises	Emprunts et prêts interbancaires	Autres	Total	Avances à l'Etat	Surplus (-) de l'Etat	Avances au Fonds des Rentes	Avances en compte courant aux intermédiaires financiers	Surplus (-) de fin de journée des intermédiaires financiers ²	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14) = (9) à (13)	(15) = (1) + (2) + (8) + (14)
1991 Février	10,3	60,3	27,1	15,4	4,1	0,7	6,5	53,8	2,5	-0,1	0,0	2,0	-10,3	-5,9	118,5
Mars	9,5	59,3	25,2	31,0	1,3	0,5	0,0	58,0	2,4	0,0	0,0	1,8	- 8,1	-3,9	122,9
Avril	7,6	46,9	17,8	46,0	2,8	1,4	0,0	68,0	3,9	0,0	0,2	2,4	- 6,2	0,3	122,8
Mai	2,1	49,9	18,4	67,2	0,7	0,4	0,0	86,7	1,3	-0,1	0,0	2,4	- 6,4	-2,8	135,9
Juin	5,0	49,3	17,7	63,1	0,5	2,8	0,0	84,1	1,6	0,0	0,1	3,9	- 2,8	2,8	141,2
Juillet	9,8	47,1	17,6	61,1	1,4	2,4	0,0	82,5	0,5	0,0	0,0	3,6	- 2,2	1,9	141,3
Août	10,7	49,5	18,1	44,6	0,0	2,4	0,0	65,1	2,2	0,0	0,0	4,0	- 1,8	4,4	129,7
Septembre ..	10,9	50,0	14,7	46,9	- 1,9	1,8	0,0	61,5	1,0	0,0	0,0	4,4	- 1,3	4,1	126,5
Octobre	11,0	49,9	14,1	41,4	- 0,2	0,1	0,0	55,4	1,2	0,0	0,0	4,4	- 1,3	4,3	120,6
Novembre ..	11,0	49,9	17,5	41,5	0,0	0,5	0,0	59,5	0,0	0,0	0,0	2,8	- 2,8	0,0	120,4
Décembre ..	10,9	50,4	13,6	48,8	- 4,8	1,4	0,0	59,0	2,4	0,0	0,0	4,7	- 1,3	5,8	126,1
1992 Janvier	10,8	47,0	14,2	35,5	- 2,7	1,8	0,0	48,8	1,5	0,0	0,0	3,0	- 2,1	2,4	109,0
Février	10,7	42,8	9,7	37,9	- 2,8	0,3	0,0	45,1	0,2	0,0	0,0	3,1	- 1,8	1,5	100,1
Mars	10,8	40,8	8,3	41,0	- 4,5	1,4	0,0	46,2	2,7	0,0	0,0	4,8	- 1,6	5,9	103,7
Avril	10,2	45,0	11,9	39,2	- 0,7	1,2	0,0	51,6	0,1	0,0	0,0	1,7	- 3,5	-1,7	105,1
Mai	10,4	45,5	12,4	47,5	0,0	0,5	0,0	60,4	0,5	0,0	0,0	2,7	- 2,0	1,2	117,5
Juin	10,5	49,9	16,9	48,2	0,0	0,3	0,0	65,4	0,0	-0,1	0,0	1,5	- 3,3	-1,9	123,9
Juillet	10,0	47,2	12,9	47,2	- 2,0	0,7	0,0	58,8	1,0	0,0	0,0	3,8	- 2,6	2,2	118,2
Août	9,9	45,0	8,7	39,7	- 5,5	0,1	0,0	43,0	2,1	0,0	0,0	7,0	- 0,9	8,2	106,1
Septembre ..	10,0	34,9	6,1	30,9	- 45,0	-0,9	0,0	- 8,9	4,6	0,0	0,0	3,7	- 2,4	5,9	41,9
Octobre	10,0	29,6	7,6	35,3	- 90,6	-2,9	0,0	-50,6	0,9	0,0	0,0	5,3	- 2,1	4,1	- 6,9
Novembre ..	10,0	23,9	7,5	43,4	- 94,5	0,4	0,0	-43,2	2,0	0,0	0,0	3,7	- 1,6	4,1	- 5,2
Décembre ..	7,4	14,3	10,5	49,1	-134,9	1,2	0,0	-74,1	3,2	0,0	0,0	4,6	- 1,2	6,6	-45,8
1993 Janvier	5,1	20,5	11,3	45,2	-154,4	0,0	0,0	-97,9	2,9	0,0	0,0	4,0	- 1,4	5,5	-66,8
Février	4,2	13,6	5,2	36,4	-155,6	-0,2	0,0	-114,2	8,2	0,0	0,0	10,2	- 1,0	17,4	-79,0

¹ Les opérations ayant un effet d'absorption des liquidités, telles que les « reverse » repo's, les emprunts interbancaires ou l'absorption de surplus de fin de journée, sont soit soldées avec les opérations correspondantes ayant un effet d'élargissement des liquidités, soit mentionnées avec un signe négatif.

² Ces surplus sont recueillis par l'Institut de Réescampte et de Garantie qui les redépose auprès de la Banque Nationale.

**XVIII - 3. — LIGNES DE CREDIT INDIVIDUELLES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS
AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
POUR COUVRIR LES DEFICITS DE FIN DE JOURNEE**

(encours moyen, milliards de francs¹)

	Belgique			Luxembourg			Total			dont primary dealers		
	Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) + (4)	(8) = (2) + (5)	(9) = (3) + (6)	(10)	(11)	(12)
1991 Janvier ³	161,6	58,0	5,8	38,4	7,4	1,3	200,0	65,4	7,1	169,5	50,3	5,5
Février	161,7	82,9	1,5	38,4	9,4	0,5	200,1	92,3	2,0	169,5	74,6	1,6
Mars	161,7	71,1	1,3	38,4	8,3	0,4	200,1	79,4	1,7	169,5	62,2	1,2
Avril	161,9	65,0	1,6	38,4	8,8	0,5	200,3	73,8	2,1	169,5	57,1	1,6
Mai	161,9	61,8	1,6	38,4	9,0	0,5	200,3	70,8	2,1	169,5	54,6	1,6
Juin	161,9	59,2	3,3	40,5	7,7	0,9	202,4	66,9	4,2	169,5	50,8	3,4
Juillet	161,9	60,2	2,8	43,4	6,7	0,6	205,3	66,9	3,4	169,5	51,2	2,8
Août	161,9	63,4	3,3	43,6	7,0	0,8	205,5	70,4	4,1	169,5	54,7	3,4
Septembre	161,9	61,0	3,5	45,5	7,2	0,7	207,4	68,2	4,2	169,5	52,3	3,5
Octobre	161,9	60,4	4,0	45,5	7,0	0,6	207,4	67,4	4,6	169,5	51,2	3,9
Novembre	161,2	61,6	2,4	45,5	6,8	0,6	206,7	68,4	3,0	169,5	52,4	2,3
Décembre	161,2	61,7	5,1	45,5	7,8	0,8	206,7	69,5	5,9	169,5	53,9	5,2
1992 Janvier	161,2	60,7	2,4	45,6	8,1	0,5	206,8	68,8	2,9	169,5	52,9	2,3
Février	161,2	59,3	2,8	45,6	8,1	0,6	206,8	67,4	3,4	169,5	51,7	2,5
Mars	161,2	56,6	4,5	45,6	8,1	0,9	206,8	64,7	5,4	169,5	49,0	4,5
Avril	161,2	53,2	1,2	45,6	8,2	0,4	206,8	61,4	1,6	163,6	44,7	1,0
Mai	161,2	55,6	2,0	45,6	8,1	0,8	206,8	63,7	2,8	163,6	46,7	1,9
Juin	175,1	52,8	1,1	37,7	7,3	0,5	212,8	60,1	1,6	185,4	45,2	1,3
Juillet	175,1	54,1	3,4	37,7	8,1	0,6	212,8	62,2	4,0	185,4	48,7	3,1
Août	175,1	50,1	6,0	37,7	8,7	0,5	212,8	58,8	6,5	185,4	45,3	5,9
Septembre	175,1	54,2	3,7	37,7	8,7	0,5	212,8	62,9	4,2	185,4	49,5	3,7
Octobre	175,1	51,4	4,4	37,7	8,3	0,7	212,8	59,7	5,1	185,4	46,0	4,5
Novembre	177,8	53,3	3,2	37,7	8,1	0,6	215,5	61,4	3,8	188,2	48,1	3,1
Décembre	177,8	56,4	4,4	37,7	7,9	0,5	215,5	64,3	4,9	188,2	51,2	4,5
1993 Janvier	177,9	54,8	3,2	37,7	6,8	0,3	215,6	61,6	3,5	188,2	48,2	3,0
Février	177,9	64,7	9,4	37,7	9,7	0,8	215,6	74,4	10,2	188,2	60,2	9,3

¹ Montant moyen par mois calendrier; cependant, pour les montants maxima : situation en fin de mois.

³ Moyenne des 29, 30 et 31 janvier 1991.

² Partie du montant maximum pour laquelle des nantissements ont été effectués et qui peut donc être effectivement utilisée.

**XVIII - 4. — PLAFONDS POUR LES MOBILISATIONS D'EFFETS DE COMMERCE PAR LES
ETABLISSEMENTS DE CREDIT AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(encours moyen, milliards de francs)

	Belgique		Luxembourg		Total			
	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	dont primary dealers	
							Plafond	Montant imputé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (3)	(6) = (2) + (4)	(7)	(8)
1991 Juin ¹	8,7	5,8	1,9	0,2	10,6	6,0	8,5	5,7
Juillet	8,7	6,8	1,9	0,9	10,6	7,7	8,5	7,2
Août	8,7	6,9	1,9	1,7	10,6	8,6	8,5	8,0
Septembre	8,7	6,8	1,9	1,8	10,6	8,6	8,5	8,1
Octobre	8,7	6,8	1,9	1,9	10,6	8,7	8,5	8,2
Novembre	8,7	6,9	1,9	1,8	10,6	8,7	8,5	8,1
Décembre	8,6	6,7	1,9	1,9	10,5	8,6	8,5	8,1
1992 Janvier	8,6	6,8	1,9	1,8	10,5	8,6	8,5	8,1
Février	8,6	6,9	1,9	1,7	10,5	8,6	8,5	8,1
Mars	8,6	6,9	1,9	1,9	10,5	8,8	8,5	8,3
Avril	8,6	6,8	1,9	1,6	10,5	8,4	8,3	7,9
Mai	8,6	6,8	1,9	1,9	10,5	8,7	8,2	7,9
Juin	9,5	7,3	1,0	1,7 ²	10,5	9,0	7,7	7,9 ²
Juillet	9,5	7,4	1,0	1,1 ²	10,5	8,5	7,7	7,6
Août	9,5	7,5	1,0	1,0	10,5	8,5	7,7	7,6
Septembre	9,5	7,6	1,0	1,0	10,5	8,6	7,7	7,5
Octobre	9,5	7,6	1,0	1,0	10,5	8,6	7,7	7,6
Novembre	9,5	7,7	1,0	1,0	10,5	8,7	7,7	7,6
Décembre	9,5 ³	6,1 ³	1,0	0,8 ³	10,5	6,9 ³	7,7	6,1 ³
1993 Janvier	9,5	4,5	1,0	0,5	10,5	5,0	7,7	4,4
Février	9,5	3,9	1,0	0,4	10,5	4,3	7,7	3,8

¹ A partir du 17 juin.

² Dépassement temporaire dû à des opérations de mobilisation encore en cours effectuées dans les limites des plafonds valables jusqu'au 31 mai 1992.

³ Dépassement temporaire dû à des opérations de mobilisation encore en cours effectuées dans les limites utilisables des plafonds valables jusqu'au 6 décembre 1992. A partir de cette date, les plafonds ne sont plus utilisables qu'à concurrence de 50 %.

XVIII - 5. — ADJUDICATIONS DE CREDITS PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date de l'adjudication	Mode d'adjudication ¹	Durée de l'opération de crédit (jours-calendrier)	Montant demandé (millions de francs)	Taux d'intérêt offerts	Taux d'intérêt appliqué ²	Montant adjudgé (millions de francs)	Pourcentage attribué ³	Encours des crédits ⁴ (millions de francs)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
03.08.1992	** V	7	149.075	—	9,45	20.050	13,20	45.025
05.08.1992	** V	7	114.475	—	9,45	24.975	21,55	45.025
10.08.1992	V	7	124.775	—	9,45	20.000	15,80	44.975
12.08.1992	V	7	177.350	—	9,45	24.975	13,85	44.975
14.08.1992	A	7	118.350	9,35 - 9,70	9,60	20.125	32,55	45.100
19.08.1992	V	7	98.900	—	9,60	24.775	25,00	44.900
24.08.1992	V	7	103.100	—	9,60	20.100	19,25	44.875
26.08.1992	V	7	194.300	—	9,60	25.100	12,70	45.100
31.08.1992	V	7	283.425	—	9,70	20.050	6,90	45.050
02.09.1992	V	7	150.425	—	9,70	20.000	13,00	40.050
07.09.1992	V	7	97.775	—	9,70	19.650	20,00	39.650
09.09.1992	V	7	138.650	—	9,70	15.050	10,55	34.700
15.09.1992	V	7	122.450	—	9,30	14.975	12,00	30.025
16.09.1992	V	7	122.350	—	9,30	15.000	12,05	29.975
21.09.1992	V	7	226.450	—	9,30	15.025	6,50	30.025
23.09.1992	V	7	206.550	—	9,10	15.025	7,15	30.050
28.09.1992	V	7	272.700	—	9,00	15.025	5,40	30.050
30.09.1992	V	7	309.200	—	9,00	15.000	4,75	30.025
05.10.1992	V	7	209.925	—	9,00	15.175	7,05	30.175
07.10.1992	V	7	102.875	—	8,90	14.950	14,25	30.125
12.10.1992	V	7	170.600	—	8,90	15.050	8,65	30.000
14.10.1992	V	7	122.050	—	8,90	14.975	12,05	30.025
19.10.1992	V	7	79.775	—	8,90	15.000	18,70	29.975
21.10.1992	V	7	110.700	—	8,75	15.025	13,40	30.025
26.10.1992	V	7	128.250	—	8,75	12.050	9,20	27.075
28.10.1992	V	7	280.975	—	8,75	13.025	4,52	25.075
30.10.1992	** V	8	138.900	—	8,75	15.000	10,57	28.025
04.11.1992	** V	7	148.400	—	8,75	13.000	8,50	28.000
09.11.1992	V	6	192.350	—	8,75	14.975	7,60	27.975
10.11.1992	V	7	199.625	—	8,75	13.000	6,30	27.975
16.11.1992	V	7	185.750	—	8,75	15.000	7,95	28.000
18.11.1992	V	7	170.650	—	8,75	14.975	8,61	29.975
30.11.1992	V	7	180.500	—	8,70	10.025	5,41	10.025
07.12.1992	V	7	176.975	—	8,70	12.100	6,70	12.100
14.12.1992	V	7	302.800	—	8,60	14.975	4,85	14.975
21.12.1992	V	7	162.825	—	8,60	20.000	12,16	20.000
28.12.1992	V	7	148.100	—	8,60	25.000	16,72	25.000
04.01.1993	V	7	151.900	—	8,60	20.100	13,05	20.100
11.01.1993	V	7	126.625	—	8,50	20.025	15,60	20.025
18.01.1993	V	7	109.400	—	8,50	20.025	18,20	20.025
25.01.1993	V	7	241.575	—	8,40	20.100	8,20	20.100
01.02.1993	V	7	246.525	—	8,40	20.175	8,01	20.175
08.02.1993	V	7	379.950	—	8,30	10.275	2,51	10.275
15.02.1993	** V	7	162.075	—	8,30	10.050	5,95	10.050
22.02.1993	** V	7	151.025	—	8,30	10.025	6,40	10.025
01.03.1993	** V	7	152.475	—	8,30	12.025	7,65	12.025

¹ V adjudication en fonction des quantités, à un taux prédéterminé par la BNB.

H adjudication à taux unique (méthode « à la hollandaise »).

A adjudication à taux multiples (méthode « à l'américaine »).

* adjudication ayant pour support exclusivement des effets de commerce.

** limitation du montant demandé, pour chaque participant, à concurrence de sa ligne de crédit.

² Taux annoncé par la Banque (adjudication en fonction des quantités). Taux unique retenu par la Banque (méthode « à la hollandaise »). Taux inférieur retenu par la Banque (méthode « à l'américaine »).

³ D'application sur le total des montants demandés (adjudication en fonction des quantités), sur les montants demandés au taux marginal retenu (méthode « à la hollandaise »), ou sur les montants demandés au taux inférieur retenu (méthode « à l'américaine »).

⁴ Encours total, tous types d'adjudication confondus, à la date du paiement.

XVIII - 6a. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A TROIS MOIS¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjugé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjugé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
05.05.1992	178.425	9,61/ 9,73	92.990	9,64	100	9,64	15.011	1.253.055
12.05.1992	180.742	9,55/ 9,67	127.988	9,58	86	9,57	2.286	1.301.432
19.05.1992	180.950	9,55/ 9,68	44.041	9,59	30	9,58	26.611	1.294.641
26.05.1992	205.431	9,48/ 9,60	132.933	9,51	87	9,50	6.603	1.300.296
02.06.1992	136.948	9,54/ 9,65	112.628	9,57	77	9,56	5.032	1.353.090
09.06.1992	116.302	9,55/ 9,66	66.563	9,57	65	9,56	2.987	1.360.835
16.06.1992	158.860	9,55/ 9,68	102.514	9,60	36	9,59	13.654	1.358.140
23.06.1992	145.802	9,55/ 9,69	56.308	9,60	92	9,60	24.735	1.346.994
30.06.1992	234.598	9,58/ 9,68	92.164	9,59	86	9,59	27.846	1.376.732
07.07.1992	170.508	9,48/ 9,58	20.484	9,49	45	9,49	22.311	1.350.851
14.07.1992	163.799	9,54/ 9,65	97.272	9,57	59	9,56	11.982	1.367.284
20.07.1992	161.637	9,70/ 9,84	145.362	9,75	100	9,74	3.646	1.384.297
28.07.1992	179.754	9,66/ 9,78	128.011	9,70	28	9,69	2.618	1.384.580
04.08.1992	220.623	9,75/ 9,87	105.566	9,78	47	9,77	16.247	1.398.392
11.08.1992	215.390	9,67/ 9,79	95.268	9,70	46	9,69	25.158	1.388.544
18.08.1992	135.008	9,70/ 9,86	51.760	9,78	63	9,77	19.886	1.389.538
25.08.1992	184.289	9,75/ 9,88	171.489	9,80	100	9,78	0	1.421.491
01.09.1992	144.320	9,95/10,06	125.470	9,98	100	9,97	595	1.429.896
08.09.1992	134.177	9,74/ 9,86	71.720	9,77	47	9,76	12.445	1.444.511
15.09.1992	177.225	9,42/ 9,53	159.725	9,47	100	9,45	17.863	1.505.931
22.09.1992	170.660	9,25/ 9,39	60.742	9,30	100	9,30	32.308	1.517.938
29.09.1992	201.928	9,05/ 9,37	107.310	9,28	100	9,28	27.161	1.532.399
06.10.1992	183.360	9,02/ 9,18	20.663	9,04	16	9,03	30.262	1.540.529
13.10.1992	206.170	8,85/ 8,97	51.119	8,89	84	8,89	27.036	1.509.430
20.10.1992	250.411	8,43/ 8,68	122.540	8,47	72	8,46	25.512	1.508.474
27.10.1992	119.346	8,36/ 9,47	116.796	8,49	100	8,42	—	1.494.641
03.11.1992	136.257	8,25/ 8,92	77.119	8,84	31	8,82	9.138	1.459.085
10.11.1992	159.775	8,63/ 8,75	81.670	8,66	100	8,65	21.365	1.441.694
17.11.1992	177.802	8,80/ 8,99	51.604	8,84	35	8,82	16.789	1.438.441
24.11.1992	177.073	8,54/ 8,67	133.878	8,59	100	8,58	5.050	1.405.880
01.12.1992	133.358	8,77/ 8,93	123.048	8,83	100	8,80	7.725	1.410.588
08.12.1992	136.644	8,74/ 8,85	106.789	8,78	100	8,77	8.457	1.441.669
15.12.1992	144.253	8,82/ 8,96	112.434	8,87	60	8,85	5.175	1.381.690
22.12.1992	119.007	8,65/ 8,80	13.350	8,68	100	8,68	28.014	1.330.004
29.12.1992	111.650	8,39/ 9,46	95.330	8,46	100	8,43	3.575	1.294.438
05.01.1993	148.475	8,28/ 8,38	107.184	8,32	36	8,30	4.841	1.355.538
12.01.1993	136.232	8,05/ 8,30	40.077	8,20	100	8,20	21.553	1.339.013
19.01.1993	172.049	8,15/ 8,28	165.199	8,22	100	8,19	175	1.356.335
26.01.1993	149.717	8,18/ 8,35	141.837	8,29	100	8,26	80	1.381.456
02.02.1993	134.898	8,24/ 8,37	102.105	8,29	55	8,27	2.020	1.399.324
09.02.1993	109.772	8,55/ 8,75	104.322	8,70	100	8,64	175	1.400.786
16.02.1993	121.028	9,10/ 9,50	100.378	9,24	100	9,17	9.044	1.441.815
23.02.1993	119.105	8,80/ 9,05	115.505	8,99	100	8,91	1.750	1.420.142
02.03.1993	186.657	8,64/ 8,85	180.407	8,80	100	8,73	12.105	1.481.881
09.03.1993	225.109	8,13/ 8,35	112.764	8,21	100	8,19	30.052	1.509.451

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjugés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux

inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

XVIII - 6b. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A UN, SIX ET DOUZE MOIS¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjugé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjugé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1. — Certificats de trésorerie à six mois								
11.06.1991	89.610	9,06/ 9,25	44.105	9,12	100	9,11	2.620	46.725
09.07.1991	66.900	9,29/ 9,50	37.200	9,38	100	9,36	3.020	86.945
06.08.1991	76.030	9,54/ 9,69	27.985	9,57	100	9,56	7.920	122.850
03.09.1991	82.215	9,27/ 9,43	35.700	9,32	63	9,30	7.165	165.715
01.10.1991	57.930	9,30/ 9,45	21.165	9,35	100	9,34	4.360	191.240
29.10.1991	47.080	9,38/ 9,55	41.880	9,45	100	9,41	0	233.120
26.11.1991	84.560	9,45/ 9,58	39.870	9,50	100	9,49	6.520	279.510
24.12.1991	39.330	9,75/ 9,95	6.630	9,79	100	9,77	5.700	245.115
14.01.1992	70.590	9,33/ 9,49	31.040	9,36	100	9,35	4.753	240.688
11.02.1992	56.278	9,41/ 9,58	46.578	9,45	100	9,44	1.975	253.336
10.03.1992	69.876	9,40/ 9,52	15.808	9,42	78	9,41	4.935	231.214
07.04.1992	61.206	9,58/ 9,70	13.261	9,61	100	9,60	6.734	225.684
05.05.1992	61.101	9,55/ 9,66	27.551	9,57	100	9,57	2.634	213.989
02.06.1992	56.670	9,50/ 9,63	28.795	9,54	100	9,53	790	197.184
14.07.1992	43.768	9,50/ 9,63	8.293	9,53	100	9,53	6.510	163.864
11.08.1992	39.182	9,64/ 9,74	20.219	9,66	100	9,66	3.756	139.286
08.09.1992	38.335	9,62/ 9,77	13.025	9,65	100	9,65	903	132.471
06.10.1992	35.103	8,57/ 9,63	8.376	8,59	100	8,57	2.612	123.464
03.11.1992	40.971	8,24/ 8,35	33.021	8,28	100	8,26	3.260	129.560
01.12.1992	53.815	8,35/ 8,45	21.440	8,38	100	8,38	3.179	124.594
29.12.1992	29.412	7,90/ 8,03	10.155	7,96	100	7,95	210	134.959
12.01.1993	37.635	7,66/ 7,73	11.145	7,68	100	7,68	4.035	135.336
09.02.1993	19.950	8,00/ 8,30	17.600	8,10	100	8,05	0	128.961
09.03.1993	56.210	7,47/ 8,65	21.410	7,55	100	7,52	3.260	139.703
2. — Certificats de trésorerie à douze mois								
30.04.1991	106.770	9,30/ 9,45	81.645	9,39	100	9,37	10.915	158.540
28.05.1991	85.265	8,98/ 9,14	37.215	9,05	100	9,03	11.585	207.340
25.06.1991	42.595	9,28/ 9,50	7.820	9,36	100	9,35	8.285	223.445
23.07.1991	59.315	9,33/ 9,48	46.665	9,40	100	9,38	3.000	273.110
20.08.1991	96.785	9,48/ 9,62	6.200	9,51	100	9,50	10.115	289.425
17.09.1991	66.145	9,29/ 9,43	43.265	9,35	100	9,33	670	333.360
15.10.1991	60.795	9,30/ 9,41	30.860	9,34	100	9,33	2.995	367.215
12.11.1991	55.400	9,38/ 9,52	25.745	9,43	100	9,41	4.555	397.515
10.12.1991	66.890	9,48/ 9,62	22.225	9,50	87	9,49	5.570	425.310
07.01.1992	89.085	9,38/ 9,53	13.425	9,39	100	9,39	8.194	446.929
04.02.1992	49.700	9,25/ 9,38	39.475	9,30	100	9,28	748	487.152
03.03.1992	59.706	9,35/ 9,50	39.776	9,39	100	9,37	1.803	528.731
31.03.1992	40.735	9,60/ 9,74	24.905	9,64	100	9,63	2.592	490.248
28.04.1992	85.598	9,51/ 9,65	14.065	9,52	100	9,52	8.526	420.279
26.05.1992	57.625	9,35/ 9,49	29.758	9,39	30	9,37	1.806	403.043
23.06.1992	37.488	9,47/ 9,59	15.138	9,49	100	9,48	3.216	405.292
20.07.1992	36.087	9,60/ 9,73	22.467	9,63	100	9,62	0	378.094
18.08.1992	33.870	9,70/ 9,79	5.579	9,71	29	9,70	6.125	373.483
15.09.1992	29.170	9,20/ 9,33	15.785	9,22	100	9,21	1.903	347.236
13.10.1992	41.710	8,29/ 8,40	22.500	8,32	100	8,31	1.292	337.173
10.11.1992	39.905	7,74/ 8,79	17.055	7,78	100	7,77	1.863	325.791
08.12.1992	31.075	7,66/ 7,80	13.075	7,72	100	7,71	1.629	312.700
05.01.1993	28.345	7,23/ 7,35	26.447	7,30	98	7,27	110	317.638
02.02.1993	23.920	7,25/ 7,35	10.630	7,29	100	7,28	710	288.755
02.03.1993	25.640	7,48/ 7,67	22.840	7,59	100	7,55	150	270.166

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjugés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

**XVIII - 7. — TRANSACTIONS SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE DES TITRES DEMATERIALISES
ENREGISTREES PAR LE SYSTEME DE CLEARING
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹**

Moyennes par période des données journalières	Certificats de trésorerie		Obligations linéaires ²		Billets de trésorerie Certificats de dépôt		Total	
	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) + (3) + (5)	(8) = (2) + (4) + (6)
1991 Février	62	29,2	137	11,1	—	—	199	40,3
Mars	63	35,7	138	11,3	—	—	201	47,0
Avril	74	37,9	164	13,1	—	—	238	51,0
Mai	80	39,7	150	15,7	—	—	230	55,4
Juin	57	29,2	187	21,6	—	—	244	50,8
Juillet	62	30,2	206	22,2	—	—	268	52,4
Août	61	29,3	155	18,1	—	—	216	47,4
Septembre	59	27,9	169	16,5	—	—	228	44,4
Octobre	62	28,4	203	21,3	—	—	265	49,7
Novembre	69	29,9	183	19,3	—	—	252	49,2
Décembre	50	22,2	189	22,9	—	—	239	45,1
1992 Janvier	65	31,6	205	25,1	—	—	270	56,7
Février	63	26,6	189	21,7	—	—	252	48,3
Mars	60	27,9	225	21,9	—	—	285	49,8
Avril	85	38,7	197	21,5	—	—	282	60,2
Mai	68	35,3	178	22,2	—	—	246	57,5
Juin	58	28,9	221	33,7	—	—	279	62,6
Juillet	69	39,3	213	32,0	0	0,1	282	71,3
Août	68	35,4	188	29,8	0	0,1	256	65,3
Septembre	102	50,9	309	45,8	0	0,1	411	96,8
Octobre	108	52,1	395	56,1	1	0,1	504	108,3
Novembre	103	53,6	323	53,3	1	0,2	427	107,1
Décembre	80	42,7	270	46,9	1	0,2	351	89,8
1993 Janvier	94	46,6	354	56,1	2	0,3	450	103,0

¹ A l'exclusion des opérations d'open market de la Banque Nationale.

² Y compris, à partir du 19/10, les transactions en « manteaux » et « coupons » des OLO démembrées.

XVIII - 8. — LOCALISATION DES CERTIFICATS DE TRESORERIE DEMATERIALISES¹

(milliards de francs)

Fin de période	Belgique					Luxembourg				Hors de l'UEBL	Total (11) = (5) + (9) + (10)
	Etablissements de crédit ²	Autres institutions financières ³	Administrations publiques	Autres	Total	Etablissements de crédit ²	Autres institutions financières ³	Autres	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)			(10)
1991 Février	934,2	19,0	0,3	15,6	969,1	505,0	31,1	5,3	541,4	71,1	1.581,6
Mars	1.050,4	66,2	0,4	24,4	1.141,4	541,7	36,7	8,6	587,0	112,4	1.840,8
Avril	1.075,5	91,4	3,6	38,7	1 209,2	557,6	40,4	33,4	631,4	119,6	1.960,2
Mai	1.140,7	93,8	6,6	46,8	1.287,9	562,4	41,5	33,6	637,5	93,5	2.018,9
Juin	1.099,7	93,3	8,1	63,5	1.264,6	565,1	43,3	33,2	641,6	95,7	2.001,9
Juillet	1.041,8	73,4	6,9	61,1	1.183,2	572,5	51,4	39,9	663,8	93,7	1.940,7
Août	1.003,2	74,2	3,6	67,1	1.148,1	569,7	57,5	47,4	674,6	81,6	1.904,3
Septembre ...	1.043,9	68,0	2,2	64,8	1.178,9	563,3	100,1	16,1	679,5	60,5	1.918,9
Octobre	939,7	89,7	2,0	65,1	1.096,5	579,5	88,0	18,8	686,3	79,8	1.862,6
Novembre ...	966,8	72,5	5,1	53,3	1.097,7	564,4	103,4	18,9	686,7	82,4	1.866,8
Décembre ...	946,5	70,0	2,3	49,3	1.068,1	532,9	108,5	9,7	651,1	72,6	1.791,8
1992 Janvier	955,0	52,9	3,3	55,6	1.066,8	533,3	114,4	14,8	662,5	72,2	1.801,5
Février	1.002,1	56,3	7,1	59,0	1.124,5	529,2	107,0	18,1	654,3	85,8	1.864,6
Mars	1.045,4	62,7	8,7	58,1	1.174,9	533,1	115,8	20,2	669,1	94,4	1.938,4
Avril	1.017,8	64,9	4,2	53,1	1.140,0	491,3	118,9	18,2	628,4	96,6	1.865,0
Mai	1.032,9	72,4	2,5	51,2	1.159,0	522,3	130,3	7,6	660,2	109,7	1.928,9
Juin	1.045,3	88,3	3,5	55,8	1.192,9	505,6	137,0	8,6	651,2	105,4	1.949,5
Juillet	1.016,3	86,5	3,8	56,7	1.163,3	500,4	143,8	17,6	661,8	101,5	1.926,6
Août	995,9	71,7	5,5	60,7	1.133,8	535,3	151,9	18,9	706,1	94,4	1.934,3
Septembre ...	1.073,2	80,2	7,1	64,4	1.224,9	523,0	149,4	16,0	688,4	84,7	1.998,0
Octobre	1.069,2	74,7	6,4	61,1	1.211,4	503,3	136,7	14,2	654,2	90,0	1.955,6
Novembre ...	979,2	66,4	10,7	48,3	1.104,6	520,2	125,1	13,4	658,7	98,2	1.861,5
Décembre ...	831,7	97,6	57,7	38,2	1.025,2	487,3	134,0	12,5	633,8	83,1	1.742,1

¹ Sur la base du rapport qu'effectuent obligatoirement les établissements qui ont obtenu l'autorisation de tenir des comptes de titres dématérialisés de la dette publique (art. 49 de l'A.R. du 23 janvier 1991).

² Banques, banques d'épargne et établissements de crédit du secteur public.
³ Y compris les sociétés d'assurances et les organismes de placement collectif.

XIX. — TAUX D'INTERET

(pour cent par an)

1. — TAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ET DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE¹

Dates des changements	Taux d'escompte	Taux des avances en compte courant		Taux central de la Banque ²	Taux des octrois de crédits par adjudications ³	Taux de l'IRG pour les surplus de fin de journée	
		A l'intérieur des lignes de crédit	Au-delà des lignes de crédit			Tranche ordinaire	Tranche de dépassement ⁴
p.m. 1992 1 ^{er} janvier	8,50	9,80	11,50	9,30	9,30	8,80	7,30
1992 20 janvier	"	"	"	"	9,375	"	"
21 janvier	"	9,90	"	9,40	—	8,90	7,40
22 janvier	"	"	"	"	9,40	"	"
24 février	"	9,80	"	9,30	9,30	8,80	7,30
17 juillet	"	9,95	"	9,45	9,45	8,95	7,45
14 août	"	"	"	"	9,60	"	"
18 août	"	10,10	"	9,60	—	9,10	7,60
31 août	"	10,20	"	9,70	9,70	9,20	7,70
14 septembre	"	9,95	11,00	9,45	—	8,95	7,45
15 septembre	8,25	9,80	"	9,30	9,30	8,80	7,30
16 septembre	"	"	10,75	"	"	"	"
17 septembre	8,00	"	"	"	—	"	"
22 septembre	"	9,70	"	9,20	—	8,70	7,20
23 septembre	"	9,60	"	9,10	9,10	8,60	7,10
25 septembre	"	9,50	"	9,00	—	8,50	7,00
28 septembre	"	"	"	"	9,00	"	"
7 octobre	"	9,40	"	8,90	8,90	8,40	6,90
21 octobre	"	9,25	10,50	8,75	8,75	8,25	6,75
22 octobre	7,75	"	"	"	—	"	"
19 novembre	"	9,20	"	8,70	—	8,20	6,70
30 novembre	"	"	"	"	8,70	"	"
11 décembre	"	9,10	10,25	8,60	—	8,10	6,60
14 décembre	"	"	"	"	8,60	"	"
1993 8 janvier	7,50	9,00	10,00	8,50	—	8,00	6,50
11 janvier	"	"	"	"	8,50	"	"
20 janvier	"	8,90	"	8,40	—	7,90	6,40
25 janvier	"	"	"	"	8,40	"	"
5 février	"	8,80	9,75	8,30	—	7,80	6,30
8 février	"	"	"	"	8,30	"	"
10 février	"	9,30	"	"	—	7,30	"

¹ La réforme du marché monétaire et des instruments de la politique monétaire entrée en vigueur le 29 janvier 1991 a entraîné une adaptation fondamentale des taux officiels de la Banque. Ceux-ci ne peuvent donc plus être comparés aux taux appliqués antérieurement. Les implications statistiques de cette rupture de série sont expliquées dans le *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, tome 1, n° 5, mai 1991 tandis que la réforme a été présentée en détail dans le Rapport annuel 1990 de la Banque.

² Ce taux s'applique à l'intérieur de lignes individuelles dont le montant global s'élève, pour l'ensemble des primary dealers, à 5,6 milliards à la fin de 1992.

³ Il s'agit des taux annoncés à l'avance pour des adjudications en volume et des taux minima retenus, par la Banque pour des adjudications à taux multiples. Les dates mentionnées correspondent aux dates des adjudications (ou dates de transaction) et non aux dates de liquidation en chambre de compensation (ou dates de valeur) qui suivent, sauf exception, de deux jours les dates d'adjudications. L'absence de données signifie qu'il n'y a pas eu d'adjudication à cette date.

⁴ Ce taux s'applique aux surplus qui dépassent les 5 p.c. des lignes de crédit attribuées individuellement aux intermédiaires financiers.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991, LXVI^e année, n° 6, juin 1991.

XIX - 2. — TAUX DE REFERENCE DES CERTIFICATS DE TRESORERIE SUR LE MARCHE SECONDAIRE

Moyennes journalières	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
1992	9,36	9,36	9,36	9,17	—	9,01
1991 Mars	9,28	9,31	9,34	—	—	—
Avril	9,03	9,18	9,26	—	—	9,31
Mai	8,87	8,97	9,04	—	—	9,17
Juin	9,01	9,08	9,13	—	—	9,19
Juillet	8,96	9,07	9,18	9,33	—	9,39
Août	9,06	9,19	9,30	9,42	—	9,48
Septembre	9,12	9,16	9,21	9,30	—	9,33
Octobre	9,20	9,22	9,28	9,32	—	9,34
Novembre	9,24	9,39	9,44	9,44	—	9,41
Décembre	9,63	9,65	9,66	9,59	—	9,48
1992 Janvier	9,46	9,46	9,46	9,35	—	9,19
Février	9,55	9,55	9,55	9,43	—	9,28
Mars	9,61	9,61	9,61	9,52	—	9,43
Avril	9,49	9,53	9,56	9,52	—	9,46
Mai	9,49	9,53	9,56	9,51	—	9,41
Juin	9,52	9,54	9,56	9,52	—	9,43
Juillet	9,56	9,58	9,59	9,53	—	9,51
Août	9,71	9,73	9,76	9,70	—	9,65
Septembre	9,49	9,49	9,50	9,29	—	9,19
Octobre	8,82	8,79	8,75	8,32	—	8,16
Novembre	8,76	8,74	8,69	8,21	—	7,74
Décembre	8,81	8,76	8,69	8,15	—	7,65
1993 Janvier	8,37	8,31	8,23	7,68	—	7,25
Février	9,14	8,98	8,84	8,07	—	7,65

Référence bibliographique : *Bulletin de la BNB*, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 3. — TAUX D'INTERET SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE¹

Moyennes journalières	Overnight	1 semaine	2 semaines	3 semaines	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12 mois
1986	n.	8,17	8,20	n.	8,10	8,10	8,11	7,95	7,84
1987	n.	7,04	7,07	n.	7,02	7,04	7,10	7,23	7,38
1988	n.	6,65	6,69	n.	6,66	6,71	6,77	6,91	7,03
1989	n.	8,45	8,49	n.	8,56	8,66	8,73	8,72	8,73
1990	n.	9,68	9,70	n.	9,73	9,78	9,82	9,92	10,01
1991	n.	9,20	9,22	n.	9,27	9,34	9,39	9,44	9,46
1992	9,31	9,39	9,39	9,39	9,39	9,40	9,39	9,25	9,11
1991 Mars	9,00	9,21	9,23	9,26	9,28	9,31	9,33	9,35	9,36
Avril	8,86	8,96	9,00	9,02	9,04	9,17	9,24	9,31	9,31
Mai	8,79	8,86	8,86	8,87	8,89	8,98	9,05	9,11	9,17
Juin	8,80	8,95	8,96	8,99	9,01	9,09	9,15	9,20	9,24
Juillet	8,79	8,93	8,95	8,97	8,99	9,09	9,20	9,38	9,45
Août	8,87	9,00	9,03	9,07	9,10	9,22	9,33	9,48	9,54
Septembre	9,04	9,12	9,12	9,13	9,14	9,20	9,25	9,38	9,41
Octobre	9,17	9,22	9,23	9,23	9,23	9,26	9,32	9,39	9,41
Novembre	9,14	9,25	9,26	9,27	9,28	9,45	9,48	9,48	9,48
Décembre	9,34	9,57	9,60	9,66	9,71	9,71	9,70	9,65	9,60
1992 Janvier	9,41	9,48	9,48	9,48	9,49	9,48	9,48	9,40	9,29
Février	9,49	9,56	9,56	9,56	9,58	9,58	9,58	9,48	9,35
Mars	9,55	9,65	9,65	9,65	9,65	9,65	9,65	9,61	9,53
Avril	9,32	9,41	9,45	9,50	9,53	9,57	9,57	9,57	9,54
Mai	9,43	9,46	9,47	9,49	9,52	9,58	9,58	9,58	9,55
Juin	9,37	9,52	9,54	9,55	9,55	9,56	9,57	9,56	9,54
Juillet	9,47	9,56	9,57	9,58	9,59	9,61	9,61	9,62	9,61
Août	9,67	9,73	9,74	9,75	9,75	9,78	9,78	9,78	9,77
Septembre	9,47	9,58	9,57	9,56	9,53	9,53	9,53	9,38	9,29
Octobre	8,93	8,96	8,93	8,90	8,85	8,83	8,80	8,44	8,27
Novembre	8,79	8,89	8,85	8,82	8,79	8,79	8,73	8,30	7,88
Décembre	8,76	8,84	8,86	8,87	8,89	8,82	8,74	8,28	7,75
1993 Janvier	8,53	8,57	8,54	8,48	8,42	8,35	8,28	7,82	7,32
Février	8,86	9,17	9,17	9,15	9,20	9,02	8,92	8,35	7,79

¹ A partir de février 1991, il s'agit de la moyenne des taux emprunteurs et prêteurs communiqués entre 14 h et 14 h 30 par divers participants au marché. Généralement ces taux emprunteurs et prêteurs se situent environ 1/8 de point de pourcentage en dessous et au-dessus des taux moyens repris ici. Avant février 1991, il s'agit de la moyenne des taux minimum et maximum qui sont fixés chaque matin par la dite « collective » de quatre grandes banques. Cette moyenne présente systématiquement un léger écart par rapport au taux d'intérêt moyen du marché. Comme règle pratique, on peut admettre que le taux moyen du marché se situe environ 1/8 de point de pourcentage en dessous de la moyenne des taux indicatifs de la « collective ».

Référence bibliographique : *Bulletin de la BNB*, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 4. — TAUX D'INTERET DEBITEURS DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Moyennes journalières	Crédits à court terme				Crédits à long terme	
	Crédits d'escompte ordinaires ¹	Crédits d'acceptation ¹	Crédits de caisse ¹	Avances à terme fixe à 3 mois ²	Crédits d'investissements ³	Prêts hypothécaires ⁴
1986	9,07	9,07	10,47	8,21	8,92	8,79
1987	8,21	8,21	9,34	7,20	8,73	8,24
1988	8,11	8,11	8,86	6,87	8,53	8,05
1989	10,23	10,23	10,98	8,83	8,98	8,52
1990	12,24	12,24	12,99	9,92	10,98	10,99
1991	12,11	12,11	12,86	9,48	10,74	11,50
1992 .....	.	.	13,05	9,46	10,10	10,87
1991 Mars	12,21	12,21	12,96	9,47	10,70	11,50
Avril	12,00	12,00	12,75	9,40	10,70	11,50
Mai	12,00	12,00	12,75	9,21	10,70	11,50
Juin	12,00	12,00	12,75	9,21	10,70	11,50
Juillet	12,00	12,00	12,75	9,26	10,70	11,50
Août	12,00	12,00	12,75	9,39	10,70	11,50
Septembre	12,00	12,00	12,75	9,32	10,70	11,50
Octobre	12,00	12,00	12,75	9,37	10,70	11,50
Novembre	12,00	12,00	12,75	9,55	10,70	11,50
Décembre	12,08	12,08	12,83	9,77	10,70	11,50
1992 Janvier	12,50	12,50	13,25	9,55	10,45	11,26
Février	12,50	12,50	13,25	9,65	10,30	11,00
Mars	12,50	12,50	13,25	9,69	10,30	11,00
Avril	12,50	12,50	13,25	9,63	10,30	11,00
Mai	12,50	12,50	13,25	9,63	10,30	11,00
Juin	12,50	12,50	13,25	9,66	10,30	11,00
Juillet	12,50	12,50	13,25	9,69	10,30	11,00
Août	12,50	12,50	13,25	9,84	10,30	11,00
Septembre	12,50	12,50	13,25	9,63	10,41	11,00
Octobre .....	.	.	12,90	8,92	9,81	10,70
Novembre .....	.	.	12,25	8,78	9,20	10,25
Décembre .....	.	.	12,25	8,81	9,20	10,25
1993 Janvier .....	.	.	11,96	8,35	9,04	10,23
Février .....	.	.	11,75	9,02	8,90	10,15

¹ Taux d'affiche communiqués par l'Association Belge des Banques.

² Taux indicatifs calculés en rajoutant au taux moyen des opérations interbancaires une marge variable que l'on peut considérer comme représentative pour les crédits accordés aux débiteurs de premier rang.

³ Jusqu'au 30 avril 1991 : taux appliqués par la SNCI, indépendamment de la durée du crédit d'investissement. Depuis le 1^{er} mai 1991, taux pour les crédits d'une durée égale ou supérieure à 4 ans et assortis d'une révision quinquennale des taux.

⁴ Prêts hypothécaires ordinaires octroyés par la CGER, avec taux semi-variable, assurance du solde restant dû et échéance supérieure à 15 ans. Il s'agit du taux proposé aux « nouveaux clients », qui ne tient pas compte des réductions consenties aux « bons » ou « très bons » clients.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 5. — TAUX D'INTERET CREDITEURS DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Moyennes	Dépôts d'épargne			Dépôts à terme à 3 mois ³				Bons de caisse ⁴		
	Taux de base	Prime de fidélité ¹	Taux brut fictif ²	Ordinaires	De 1 à 3 millions	De 3 à 5 millions	De 5 à 20 millions	A 1 an	A 3 ans	A 5 ans
1986	4,29	0,69	6,64	5,36	6,31	6,86	7,48	7,11	7,47	7,72
1987	4,00	0,65	6,20	5,00	5,70	6,07	6,47	6,50	7,24	7,59
1988	3,78	0,74	6,03	4,56	5,29	5,66	6,14	6,23	7,03	7,33
1989	3,75	0,75	6,00	5,09	6,38	7,03	8,10	6,90	7,47	7,73
1990	3,94	1,25	5,94	6,10	7,45	8,16	9,19	8,30	8,76	8,97
1991	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,80	8,28	8,57	8,69
1992	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,80	8,09	8,10	8,09
1991 Mars	4,00	1,25	5,83	6,25	7,31	7,94	8,75	8,25	8,50	8,75
Avril	4,00	1,25	5,83	6,25	7,37	7,87	8,68	8,25	8,50	8,75
Mai	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,51	8,25	8,50	8,70
Juin	4,00	1,25	5,83	6,25	7,25	7,75	8,55	8,25	8,50	8,60
Juillet	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,60	8,25	8,50	8,60
Août	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,73	8,25	8,50	8,60
Septembre	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,65	8,25	8,50	8,60
Octobre	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,70	8,25	8,50	8,60
Novembre	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,89	8,25	8,55	8,60
Décembre	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	9,10	8,25	8,60	8,60
1992 Janvier	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,89	8,27	8,45	8,45
Février	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,98	8,30	8,30	8,30
Mars	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	9,03	8,30	8,30	8,30
Avril	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,97	8,30	8,30	8,30
Mai	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,97	8,30	8,30	8,30
Juin	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	9,00	8,30	8,30	8,30
Juillet	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	9,03	8,30	8,30	8,30
Août	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	9,18	8,30	8,30	8,30
Septembre	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,97	8,49	8,46	8,36
Octobre	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,27	7,83	7,83	7,83
Novembre	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,12	7,20	7,20	7,20
Décembre	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,15	7,20	7,14	7,14
1993 Janvier	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	7,68	7,09	7,00	7,00
Février	4,00	1,25	5,83	6,25	—	—	8,31	7,16	7,00	7,00

¹ Depuis le 16 janvier 1982, la prime de fidélité est octroyée sur la base du solde minimum maintenu en compte pendant 12 mois. Elle n'est toutefois capitalisée qu'à la fin de l'année calendrier considérée.

² La rémunération des dépôts d'épargne ordinaires n'est, dans certaines limites, pas soumise au précompte mobilier. Le taux brut fictif correspond au taux d'intérêt qui, après déduction d'un précompte mobilier fictif (20 p.c. jusqu'en 1983, 25 p.c. à partir de 1984 et 10 p.c. depuis mars 1990), aurait rapporté un taux net équivalent au taux d'intérêt effectif (taux de base + prime de fidélité). Ce taux d'intérêt brut fictif permet d'établir une comparaison avec les taux en vigueur pour les autres formes d'épargne, soumises au précompte mobilier.

³ Les modifications affectant le taux des dépôts à terme ordinaires font l'objet d'un accord concerté entre la BNB et l'Association Belge des Banques. Pour les autres dépôts à terme, il s'agit de taux d'intérêt indicatifs fixés par l'Association Belge des Banques.

⁴ Taux des bons de caisse émis par les institutions publiques de crédits.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME SUR LE MARCHE SECONDAIRE DES OBLIGATIONS DU SECTEUR PUBLIC¹

Source : Fonds des Rentes.

Moyennes journalières ²	Emprunts classiques						Taux moyen net ³	Obligations linéaires
	Taux moyen brut par échéance							Taux brut de l'emprunt de référence ⁴
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans et plus		
1988	7,00	7,46	7,75	7,80	7,94	8,01	5,91	n.
1989	8,76	8,77	8,73	8,67	8,63	8,59	6,57	n.
1990	10,12	10,14	10,17	10,14	10,10	10,06	8,70	10,01
1991	9,53	9,47	9,46	9,43	9,39	9,31	8,36	9,29
1992	9,28	9,02	8,89	8,78	8,73	8,66	7,85	8,65
1991 Mars	9,41	9,36	9,37	9,34	9,31	9,28	8,39	9,23
Avril	9,46	9,38	9,35	9,33	9,28	9,24	8,33	9,17
Mai	9,29	9,24	9,26	9,23	9,19	9,17	8,23	9,14
Juin	9,34	9,33	9,31	9,33	9,29	9,26	8,29	9,26
Juillet	9,57	9,56	9,54	9,59	9,51	9,46	8,38	9,47
Août	9,56	9,56	9,54	9,54	9,50	9,41	8,41	9,41
Septembre	9,43	9,39	9,43	9,41	9,33	9,24	8,27	9,22
Octobre	9,46	9,35	9,38	9,27	9,28	9,13	8,21	9,13
Novembre	9,56	9,43	9,43	9,33	9,32	9,15	8,22	9,15
Décembre	9,64	9,50	9,49	9,38	9,37	9,15	8,31	9,13
1992 Janvier	9,36	9,10	9,03	8,91	8,92	8,75	8,01	8,72
Février	9,49	9,13	9,06	8,90	8,89	8,73	7,92	8,72
Mars	9,65	9,31	9,18	9,04	8,99	8,81	7,96	8,81
Avril	9,73	9,33	9,20	9,06	9,04	8,84	8,01	8,86
Mai	9,75	9,32	9,20	9,02	8,97	8,84	8,05	8,83
Juin	9,83	9,41	9,32	9,10	9,06	8,92	8,13	8,92
Juillet	9,84	9,45	9,29	9,08	9,03	8,92	8,11	8,91
Août	9,87	9,55	9,41	9,22	9,20	9,07	8,27	9,03
Septembre	9,40	9,28	9,08	8,94	8,90	8,81	8,03	8,77
Octobre	8,42	8,36	8,20	8,24	8,18	8,28	7,41	8,28
Novembre	8,05	8,01	7,89	7,95	7,86	8,02	7,18	8,04
Décembre	7,95	7,93	7,79	7,84	7,72	7,91	7,07	7,95
1993 Janvier	7,53	7,54	7,38	7,50	7,28	7,52	6,68	7,57
Février	7,89	7,79	7,57	7,63	7,44	7,65	6,82	7,65

¹ Les emprunts pris en compte pour établir ces statistiques sont les émissions en franc belge à plus d'un an du secteur public ayant fait l'objet d'un arrêté au Moniteur belge.

² Les chiffres annuels sont la moyenne des chiffres mensuels.

³ Taux de rendement après précompte mobilier concernant les emprunts de 6 ans et plus.

⁴ Emprunt « benchmark » : du 1-6-89 au 5-8-90 — OLO 8,25 % 1989/99 à partir du 6-8-90 — OLO 10 % 1990/00. à partir du 27-7-92 — OLO 8,75 % 1992/02.

⁵ A partir de ce mois, seuls sont pris en compte les emprunts émis à l'attention des particuliers auxquels s'applique une retenue à titre de précompte mobilier de 10 p.c.
Référence bibliographique : Bulletin de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 7. — TAUX D'INTERET DES DEPOTS EN EURO-DEVISES A TROIS MOIS¹

Moyennes journalières	Franc belge	Mark allemand	Florin des Pays-Bas	Franc français	Couronne danoise	Punt irlandais	Lire italienne	Peseta espagnole	Livre sterling	ECU	Dollar des Etats-Unis	Yen japonais
1986	8,08	4,59	5,63	9,36	9,26	n.	n.	n.	10,95	8,05	6,78	5,10
1987	7,08	4,02	5,31	8,56	10,37	n.	n.	n.	9,72	7,20	7,14	4,22
1988	6,75	4,28	4,76	8,02	8,71	n.	n.	n.	10,34	6,98	7,92	4,47
1989	8,70	7,04	7,33	9,32	9,57	n.	n.	n.	13,89	9,39	9,22	5,42
1990	9,77	8,47	8,65	10,27	10,94	n.	n.	n.	14,77	10,43	8,22	7,74
1991	9,33	9,17	9,21	9,50	9,69	10,34	12,01	13,17	11,48	9,85	5,90	7,31
1992	9,32	9,38	9,28	10,23	10,78	11,85	13,80	13,30	9,56	10,53	3,72	4,37
1991 Mars	9,27	9,04	9,07	9,32	9,95	10,74	12,52	13,76	12,34	9,36	6,48	8,11
Avril	9,19	9,12	9,11	9,22	9,83	10,25	11,51	13,39	11,89	9,34	6,12	7,91
Mai	9,00	8,97	9,05	9,11	9,58	10,36	11,32	12,92	11,45	9,59	5,96	7,75
Juin	9,09	8,98	9,10	9,61	9,33	10,19	11,08	12,43	11,21	9,95	6,11	7,75
Juillet	9,14	9,09	9,11	9,50	9,31	9,99	11,46	12,77	11,03	9,91	6,05	7,48
Août	9,28	9,22	9,27	9,47	9,53	10,05	11,85	12,70	10,86	9,83	5,67	7,28
Septembre	9,20	9,15	9,23	9,29	9,65	9,87	11,66	12,36	10,24	9,75	5,52	6,68
Octobre	9,25	9,30	9,27	9,21	9,51	10,14	11,43	12,57	10,38	9,86	5,38	6,41
Novembre	9,42	9,36	9,36	9,44	9,30	10,13	11,64	12,70	10,45	9,92	4,97	6,17
Décembre	9,63	9,52	9,65	9,94	9,68	10,43	12,62	12,88	10,72	10,49	4,51	5,97
1992 Janvier	9,43	9,42	9,48	9,86	9,97	10,44	11,83	12,88	10,59	10,28	4,07	5,18
Février	9,52	9,51	9,56	9,94	10,01	10,42	12,17	12,75	10,34	10,17	4,08	5,17
Mars	9,58	9,61	9,55	9,99	10,04	10,52	12,23	12,56	10,56	10,10	4,29	4,93
Avril	9,51	9,64	9,44	9,93	10,03	10,48	12,38	12,54	10,55	10,02	4,06	4,67
Mai	9,51	9,69	9,46	9,84	10,01	10,08	12,37	12,48	9,99	10,07	3,84	4,68
Juin	9,50	9,65	9,46	9,98	10,32	9,97	13,33	12,60	9,93	10,38	3,89	4,54
Juillet	9,55	9,68	9,51	10,10	10,32	10,18	15,41	12,88	10,05	10,69	3,40	4,29
Août	9,72	9,77	9,74	10,27	10,81	10,58	15,24	13,44	10,32	10,96	3,35	3,88
Septembre	9,45	9,17	9,23	10,82	11,26	12,08	17,32	13,86	9,95	11,38	3,17	3,91
Octobre	8,78	8,77	8,66	10,97	11,65	15,29	15,40	14,29	8,24	11,01	3,30	3,81
Novembre	8,66	8,83	8,70	9,76	11,00	14,92	14,18	14,12	7,10	10,27	3,71	3,71
Décembre	8,69	8,85	8,60	11,05	13,67	17,28	13,79	15,09	7,10	10,82	3,54	3,69
1993 Janvier	8,22	8,37	7,98	11,84	12,41	18,88	12,46	14,49	6,86	10,00	3,24	3,61
Février	8,84	8,24	7,99	11,91	15,18	13,93	11,33	13,65	6,09	9,48	3,12	3,23

¹ Jusqu'en 1990, moyenne des taux emprunteurs et prêteurs; à partir de 1991, taux emprunteurs.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

**XIX - 8. — TAUX DE RENDEMENT BRUTS A LONG TERME SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE :
COMPARAISON INTERNATIONALE**

	Marchés nationaux ¹							Marché international ²	
	Belgique ³	France ⁴	Pays-Bas ⁵	Allemagne ⁶	Royaume-Uni ⁷	Etats-Unis ⁸	Japon ⁹	Dollar US ¹⁰	Ecu ¹¹
1988	8,01	9,05	6,10	6,51	9,67	8,85	4,28	9,39	8,17
1989	8,59	8,78	7,21	7,00	10,19	8,50	5,05	9,29	8,76
1990	10,06	9,93	8,99	8,79	11,81	8,55	7,36	9,36	10,37
1991	9,31	9,03	8,79	8,47	10,11	7,86	6,53	8,65	9,15
1992	8,66	8,57	8,12	7,91	9,06	7,01	4,94	7,50	9,03
1991 Mars	9,28	9,05	8,69	8,44	10,29	8,11	6,89	8,80	9,19
Avril	9,24	8,89	8,65	8,38	10,19	8,04	7,00	8,90	9,09
Mai	9,17	8,87	8,68	8,39	10,38	8,07	6,87	8,84	8,98
Juin	9,26	9,13	8,70	8,39	10,58	8,28	7,12	8,89	9,14
Juillet	9,46	9,16	8,88	8,63	10,28	8,27	6,80	9,07	9,21
Août	9,41	9,09	8,90	8,58	10,03	7,90	6,55	8,75	9,18
Septembre	9,24	8,86	8,81	8,46	9,64	7,65	6,11	8,53	8,97
Octobre	9,13	8,77	8,77	8,36	9,72	7,53	6,02	8,26	8,87
Novembre	9,15	8,82	8,79	8,36	9,77	7,42	5,93	8,18	8,95
Décembre	9,15	8,82	8,76	8,30	9,67	7,09	5,53	7,92	8,90
1992 Janvier	8,75	8,45	8,41	8,00	9,47	7,03	5,53	7,65	8,53
Février	8,73	8,51	8,30	7,96	9,30	7,32	5,41	7,83	8,50
Mars	8,81	8,67	8,34	8,02	9,68	7,54	5,33	7,93	8,59
Avril	8,84	8,71	8,39	8,06	9,43	7,48	5,48	8,02	8,78
Mai	8,84	8,58	8,39	8,11	9,02	7,39	5,41	7,91	8,78
Juin	8,92	8,72	8,40	8,11	9,12	7,26	5,14	7,79	9,04
Juillet	8,92	8,88	8,43	8,17	9,04	6,84	4,74	7,37	9,27
Août	9,07	9,04	8,48	8,19	9,35	6,59	4,62	6,98	9,66
Septembre	8,81	8,74	8,14	7,86	9,19	6,42	4,49	6,84	9,75
Octobre	8,28	8,36	7,55	7,52	8,65	6,59	4,41	7,02	9,45
Novembre	8,02	8,08	7,37	7,45	8,19	6,87	4,40	7,27	8,98
Décembre	7,91	8,14	7,27	7,41	8,32	6,77	4,37	7,34	8,97
1993 Janvier	7,52	7,84	6,98	7,15	8,29	6,60	4,31	7,38	8,62
Février	7,65	7,69	6,75	6,98	7,95	6,26	3,76	6,88	8,27

¹ Moyennes journalières, sauf le Japon : fin de mois ou moyennes de fin de mois.

² Moyennes hebdomadaires.

³ Source : Fonds des Rentes : Emprunts du secteur public de 6 ans et plus.

⁴ Source : Crédit Lyonnais : Emprunts d'Etat à taux fixe à plus de 7 ans.

⁵ Source : Centraal Bureau voor de Statistiek : Emprunts d'Etat de 5 à 8 ans.

⁶ Source : OCDE : Emprunts du secteur public de 7 à 15 ans.

⁷ Source : OCDE : Titres du gouvernement à 10 ans.

⁸ Source : OCDE : Treasury bills and bonds à 10 ans.

⁹ Source : OCDE : Emprunts du gouvernement central à 10 ans.

¹⁰ Source : OCDE : Obligations du secteur public de 7 à 15 ans.

¹¹ Source : OCDE : Emprunts de 7 à 15 ans.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		Allemagne ³		France		Italie		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1989 ...		7,00		6,00		10,00		13,50		7,75		6,00		4,25
1990 Mars													20	5,25
Avril					2	9,75								
Avril					26	9,50								
Mai							21	12,50						
Août													30	6,00
Octobre					31	9,25								
Novembre									2	8,00				
Décembre	19	6,50												
1991 Février	1	6,00	1	6,50					1	8,50				
Mars					18	9,00								
Avril	30	5,50												
Mai								13	11,50					
Juin													1	5,50
Août			16	7,50						16	8,75	16	7,00	
Septembre	13	5,00												
Octobre					17	8,75								
Novembre	6	4,50			19	9,25							15	5,00
Décembre	20	3,50	20	8,00	23	9,60	23	12,00	20	9,25			30	4,50
1992 Avril														1
Juillet	2	3,00						6	13,00					
Juillet			16	8,75				16	13,75					27
Août								4	13,25					
Septembre			15	8,25				4	15,00	15	9,00	15	6,50	
Septembre										17	8,75	25	6,00	
Octobre								23	14,00	22	8,50			
Novembre					2	9,35								
Novembre					13	9,10		13	13,00					
Décembre								23	12,00	11	8,25			
1993 Janvier									8	8,00	8	5,50		
Février			5	8,00				4	11,50				4	2,50

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention		Escompte			Taux d'intervention		Escompte	
1988	12,81		11,19		1992 Février	10,38		7,50	
1989	14,75		12,47		Mars	10,38		7,49	
1990	13,75		11,72		Avril	10,38		6,97	
1991	10,38		7,67		Mai	9,88		6,33	
1992	6,88		7,36		Juin	9,88		5,85	
1990 3 ^e trimestre	14,75		12,65		Juillet	9,88		5,42	
4 ^e trimestre	13,75		11,72		Août	9,88		5,07	
1991 1 ^{er} trimestre	12,25		9,92		Septembre	8,88		5,69	
2 ^e trimestre	11,31		8,90		Octobre	7,88		6,30	
3 ^e trimestre	10,38		8,59		Novembre	6,88		8,82	
4 ^e trimestre	10,38		7,67		Décembre	6,88		7,36	
1992 1 ^{er} trimestre	10,38		7,49		1993 Janvier	5,88		6,81	
2 ^e trimestre	9,88		5,85		Février	5,88		6,09	
3 ^e trimestre	8,88		5,69						
4 ^e trimestre	6,88		7,36						

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque*

Nationale de Belgique : LX^e année, tome II, n^o 5, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

LEGISLATION ECONOMIQUE

DECEMBRE 1992

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

- 1. Généralités;**
- 2. Réglementation économique et financière;**
- 3. Réglementation fiscale;**
- 4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics;**
 - 4.1. Communautés européennes;
 - 4.2. Etat belge;
 - 4.3. Communautés et Régions;
 - 4.4. Pouvoirs locaux;
- 5. Réglementation sociale;**
 - 5.1. Travail;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales;
- 6. Relations économiques et financières extérieures;**
- 7. Divers.**

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

ASSURANCES.

Contrôle des entreprises d'assurances.

Arrêté royal du 30 novembre 1992 fixant le taux de la contribution due par les entreprises autorisées à pratiquer l'assurance, les prêts hypothécaires et la capitalisation pour couvrir les frais de fonctionnement de l'Office de Contrôle des Assurances pour l'année 1991, *Moniteur*, 17 décembre 1992, p. 26837.

Arrêté royal du 30 novembre 1992 fixant les modalités de contribution aux frais de contrôle des entreprises soumises au contrôle de l'Office de Contrôle des Assurances, *Moniteur*, 17 décembre 1992, p. 26838.

BOURSE.

Bourse de valeurs.

Arrêté royal du 22 décembre 1992 modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 1991 fixant le règlement de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles, *Moniteur*, 30 décembre 1992, p. 27483.

Arrêté royal du 22 décembre 1992 modifiant l'arrêté royal du 14 octobre 1991 fixant le règlement de la Bourse de valeurs mobilières d'Anvers, *Moniteur*, 30 décembre 1992, p. 27484.

CREDIT A LA CONSOMMATION.

Centrale des crédits à la consommation.

Arrêté royal du 20 novembre 1992 relatif au traitement des données à caractère personnel en matière de crédit à la consommation, *Moniteur*, 11 décembre 1992, p. 25620.

Arrêté royal du 20 novembre 1992 relatif à l'enregistrement par la Banque Nationale de Belgique des défauts de paiement en matière de crédit à la consommation, *Moniteur*, 12 décembre 1992, p. 25622.

ETABLISSEMENTS DE CREDIT.

Fonds propres.

Arrêté ministériel du 23 décembre 1992 portant approbation de l'arrêté de la Commission bancaire et financière du 15 décembre 1992, modifiant l'arrêté du 19 mars 1991, relatif aux fonds propres des établissements de crédit, *Moniteur*, 30 décembre 1992, p. 27480.

TRANSPORT.

Transport de marchandises.

Arrêté royal du 25 novembre 1992 portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, *Moniteur*, 1^{er} décembre 1992, p. 24918.

Arrêté ministériel du 26 novembre 1992 relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, *Moniteur*, 1^{er} décembre 1992, p. 24931.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

GENERALITES.

Loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, *Moniteur*, 31 décembre 1992, p. 27830.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Avantages fiscaux.

Arrêté royal du 11 décembre 1992 fixant l'avantage minimum qui résulte de l'utilisation à des fins personnelles d'un véhicule mis à disposition du bénéficiaire gratuitement ou moyennant une intervention, *Moniteur*, 30 décembre 1992, p. 27482.

Administration des contributions directes. Commission des accords fiscaux préalables, *Moniteur*, 22 décembre 1992, p. 27197.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.

Loi du 28 décembre 1992 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, *Moniteur*, 31 décembre 1992, p. 27577.

Arrêté royal du 29 décembre 1992 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, *Moniteur*, 31 décembre 1992, p. 27959.

Résumé.

La quatrième édition du *Moniteur* du 31 décembre 1992 publie en outre 29 arrêtés d'exécution de la loi du 28 décembre 1992 et de l'arrêté royal précité du 29 décembre 1992, requis pour l'adaptation de la législation T.V.A. belge pour l'ouverture des frontières fiscales internes au 1^{er} janvier 1993.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

ASSURANCES.

Assurance sur la vie.

Directive 92/96/CEE du Conseil, du 10 novembre 1992, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe sur la vie, et modifiant les directives 79/267/CEE et 90/619/CEE (troisième directive assurance vie), *Journal officiel* n° L 360, du 9 décembre 1992, p. 1.

DETTE DE L'ETAT.

Renouvellement des obligations de la dette à 2 1/2 p.c. (Arrêtés royaux du 22 octobre et du 9 novembre 1992), *Moniteur*, 10 décembre 1992, p. 25567.

Certificats de trésorerie.

Arrêté ministériel du 21 décembre 1992 relatif au calendrier des émissions de certificats de trésorerie libellés en francs pour l'année 1993, *Moniteur*, 29 décembre 1992, p. 27387.

Obligations linéaires.

Arrêté ministériel du 4 décembre 1992 relatif à l'adjudication d'échange du 10 décembre 1992 d'emprunts classiques intérieurs contre des obligations linéaires, *Moniteur*, 8 décembre 1992, p. 25369.

Arrêté royal du 8 décembre 1992 relatif à l'émission par l'Etat belge d'un emprunt dénommé « Obligations linéaires 8 % - 24 décembre 2012 », *Moniteur*, 16 décembre 1992, p. 26747.

Arrêté ministériel du 9 décembre 1992 relatif à la sixième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 9 % - 30 juillet 1998 », *Moniteur*, 16 décembre 1992, p. 26748.

Arrêté ministériel du 9 décembre 1992 relatif à la septième tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,75 % - 25 juin 2002 », *Moniteur*, 16 décembre 1992, p. 26749.

Arrêté ministériel du 9 décembre 1992 relatif à la première tranche d'adjudication de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8 % - 24 décembre 2012 », *Moniteur*, 16 décembre 1992, p. 26749.

Arrêté royal du 9 novembre 1992 portant coordination de l'arrêté royal du 27 mars 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires, *Moniteur*, 15 décembre 1992, p. 26647.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL.

Institutions publiques de crédit.

Arrêté royal du 22 octobre 1992 rendant obligatoire la convention collective de travail du 26 juin 1991, conclue au sein de la Commission paritaire pour les institutions publiques de crédit, concernant l'application de l'accord interprofessionnel du 27 novembre 1990 et des articles 170 à 174 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales, *Moniteur*, 16 décembre 1992, p. 26759.

CHOMAGE.

Arrêté royal du 15 décembre 1992 modifiant les articles 114, 122 et 125 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, *Moniteur*, 29 décembre 1992, p. 27397.

Arrêté ministériel du 16 décembre 1992 modifiant les articles 56 et 57 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, *Moniteur*, 29 décembre 1992, p. 27398.

Arrêté royal du 21 décembre 1992 modifiant les articles 81, 82, §1^{er} et 83, §1^{er} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, *Moniteur*, 30 décembre 1992, p. 27499.

Arrêté royal du 21 décembre 1992 modifiant l'article 27, 6°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, *Moniteur*, 30 décembre 1992, p. 27501.

Arrêté ministériel du 22 décembre 1992 modifiant l'article 1^{er}, 13°, de l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage, *Moniteur*, 30 décembre 1992, p. 27502.

CONGES ET INTERRUPTIONS DE CARRIERE.

Allocation d'interruption de carrière.

Arrêté royal du 21 décembre 1992 modifiant l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocation d'interruption, *Moniteur*, 30 décembre 1992, p. 27496.

REMUNERATION.

Saisies sur traitements.

Arrêté royal du 11 décembre 1992 adaptant les montants fixés à l'article 1409 du Code judiciaire, *Moniteur*, 17 décembre 1992, p. 26840.

L'arrêté royal précité modifie les montants de l'art. 1409 C. Jud. concernant la partie de la rémunération qui peut être cédée ou saisie.

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL.

Arrêté royal du 27 novembre 1992 modifiant l'arrêté royal du 5 août 1992 portant exécution du Chapitre II — Instauration d'une cotisation capitative à charge des employeurs occupant des travailleurs à temps partiel involontaire — de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses, *Moniteur*, 5 décembre 1992, p. 25825.

Arrêté royal du 21 décembre 1992 déterminant les dérogations à la durée hebdomadaire minimale de travail des travailleurs à temps partiel fixée à l'article 11bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, *Moniteur*, 30 décembre 1992, p. 27495.

5.2. REGLEMENT GENERAL RELATIF A LA PENSION DE RETRAITE ET DE SURVIE.

Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 27 novembre 1992 modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, *Moniteur*, 12 décembre 1992, p. 25627.

5.2.1. PRINCIPES GENERAUX DE LA SECURITE SOCIALE.

Version consolidée du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, *Journal officiel* n° C 325, du 10 décembre 1992, p. 1.

Version consolidée du règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil, du 21 mars 1972, fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, *Journal officiel* n° C 325, du 10 décembre 1992, p. 96.

Avis sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, et le règlement (CEE) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71, *Journal officiel* n° C 332, du 16 décembre 1992, p. 1.

CHOMAGE.

Allocations.

Arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, *Moniteur*, 11 décembre 1992, p. 25627.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS DE COOPERATION.

Décision du Conseil, du 16 novembre 1992, concernant la conclusion du protocole relatif à la coopération financière et technique entre la Communauté économique européenne et le Royaume du Maroc, *Journal officiel* n° L 352, du 2 décembre 1992, p. 13.

Décision du Conseil, du 16 novembre 1992, concernant le conclusion du protocole relatif à la coopération financière et technique entre la Communauté économique européenne et la République arabe syrienne, *Journal officiel* n° L 352, du 2 décembre 1992, p. 21.

Loi du 22 avril 1991 portant approbation de l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République socialiste tchécoslovaque concernant la promotion et la protection réciproques des investissements, et protocole, signés à Bruxelles le 24 avril 1989, *Moniteur*, 12 décembre 1992, p. 25700.

C.E.E.

Adhésion de l'Espagne et du Portugal.

Règlement (CEE) n° 3876/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, modifiant le règlement (CEE) n° 4007/87 portant prolongation de la période prévue à l'article 90 paragraphe 1 et à l'article 257 paragraphe 1 de l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, *Journal officiel* n° L 391, du 31 décembre 1992, p. 2.

CONSEIL DE COOPERATION DOUANIERE.

Convention portant création d'un Conseil de Coopération douanière, et Annexe, faites à Bruxelles le 15 décembre 1950. Adhésion par la République d'Ukraine, *Moniteur*, 11 décembre 1992, p. 25626.

UNION EUROPEENNE.

Ordonnance de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune du 12 novembre 1992 portant approbation du Traité sur l'Union européenne, les 17 protocoles et l'acte final comportant 33 déclarations, fait à Maastricht le 7 février 1992, *Moniteur*, 3 décembre 1992, p. 25095.

Décret de l'Exécutif de la Communauté française du 9 novembre 1992 portant approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 protocoles et de l'acte final avec 33 Déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992, *Moniteur*, 10 décembre 1992, p. 25535.

7. — DIVERS

BILLETS ET PIÈCES.

Avis. Emission d'un billet de 10.000 F, type « Baudouin et Fabiola », *Moniteur*, 11 décembre 1992, p. 25676.

SANTÉ PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 7 janvier 1992 portant fixation du règlement flamand relatif aux conditions écologiques applicables aux établissements incommodes, *Moniteur*, 14 décembre 1992, p. 26192.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1992 modifiant l'arrêté de l'Exécutif flamand du 7 janvier 1992 portant fixation du règlement flamand relatif aux conditions écologiques applicables aux établissements incommodes, *Moniteur*, 14 décembre 1992, p. 26636.

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

Les *Cahiers* reprennent des études qui ne sont pas publiées dans le *Bulletin*. On peut en obtenir un exemplaire ou se faire inscrire sur la liste des destinataires, en s'adressant au Service de Documentation de la Banque Nationale de Belgique (boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles) et en précisant si l'on désire recevoir la version française ou néerlandaise.

- Cahier n° 1 :** Evaluation des incidences budgétaires d'une réduction du précompte mobilier de 25 à 10 p.c., par E. Jacobs et Th. Timmermans.
- Cahier n° 2 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 3 :** La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 4 :** L'effet « boule de neige » des charges d'intérêts de la dette publique, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 5 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1988, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 6 :** Volume et structure des marchés des changes en Belgique et à l'étranger, par P. Demarsin.
- Cahier n° 7 :** Parts de marché des producteurs de l'UEBL sur les marchés extérieurs et intérieur, par A. Nyssens et Gh. Poulet.
- Cahier n° 8 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1989, par Ph. Quintin et P. Tellier.
- Cahier n° 9 :** Incidence de la réduction du taux du précompte mobilier sur les marchés financiers et sur les finances publiques, par J. Claeys, M. Druant, D. Gosset, A. Mulkay, C. Rigo et Th. Timmermans.
- Cahier n° 10 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1991, par Ph. Quintin et P. Van Overwaelle.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. La présentation a été quelque peu modifiée. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique des vedettes principales. Dans la plupart des cas, les numéros ISBN pour les livres et ISSN pour les revues ont été ajoutés. Chaque livre porte une cote de rangement qui, dans sa partie numérique, correspond au plan abrégé de la classification décimale en usage à la Banque Nationale. Les articles portent l'indication de la cote de rangement du périodique qui les contient. Une version abrégée du plan de classification décimale a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

*
**

ALLAIS, Maurice

Erreurs et impasses de la construction européenne / ALLAIS, Maurice.

Paris : Clément Juglar, 1992. - 122 p.

ISBN 2-908735-04-0

BATIFOULIER, Philippe

L'emprunt de la théorie économique à la tradition sociologique : le cas du don contre-don / BATIFOULIER, Philippe; CORDONNIER, Laurent; ZENOU, Yves., 1992. - N° 5, septembre 1992, p. 917-946.

(REVUE ECONOMIQUE, ISSN 0033-2764; 43)

FR 51E

GB 20A

ARTUS, Patrick

Peut-on comprendre l'écart de taux d'intérêt entre la France et l'Allemagne? / ARTUS, Patrick., 1992. - N° 51, 3e trimestre 1992, p. 31-47.

(ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE - C.E.P.I.I., ISSN 0242-7818; 1992)

BRADY, Simon

How central banks play the markets / BRADY, Simon., 1992. - September 1992, p. 49-57.

(EUROMONEY, ISSN 0014-2433; 1992)

NL 15E

NL 16A

BALL, Laurence

Why does high inflation raise inflation uncertainty? / BALL, Laurence., 1992. - N° 3, June 1992, p. 371-388.

(JOURNAL OF MONETARY ECONOMICS, ISSN 0304-3923; 29)

BRISCOE, G.

Forecasting economic activity rates / BRISCOE, G.; WILSON, R., 1992. - N° 2, October 1992, p. 201-217.

(INTERNATIONAL JOURNAL OF FORECASTING, ISSN 0169-2070; 8)

NL 34

BE 33

BASU, Kaushik

Notes on bribery and the control of corruption / BASU, Kaushik; BHATTACHARYA, Sudipto; MISHRA, Ajit., 1992. - N° 3, August 1992, p. 349-359.

(JOURNAL OF PUBLIC ECONOMICS, ISSN 0047-2727; 48)

BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK

Epargne et investissement, 1992. - N° 29, 9 octobre 1992, p. 1-6.

(BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, ISSN 0772-330X; 47)

BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK

Les comptes nationaux sont-ils sclérosés?, 1992. - N° 26, 18 septembre 1992, p. 1-6.

(BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, ISSN 0772-330X; 47)

DIEHL, Charles

L'approche financière et l'approche industrielle dans la valorisation de PME : des différences fondamentales / DIEHL, Charles., 1992. - N° 87, septembre 1992, p. 8-9.

(BANQUE STRATEGIE, ISSN 0726-4077; 1992)

334 CENT

331.15 EICH

CENTRE FOR ECONOMIC POLICY RESEARCH

Is bigger better ? The economics of EC enlargement / CENTRE FOR ECONOMIC POLICY RESEARCH.

London : CEPR, 1992. - XV+115 p.

(Monitoring European Integration; 3)

EICHENGREEN, Barry

Golden fetters : the gold standard and the Great Depression, 1919-1939 / EICHENGREEN, Barry.

New York : Oxford University Press, 1992. - XIX+448 p.

(NBER Series on Long-Term Factors in Economic Development)

ISBN 0-19-506431-3

333.10 COMM

331.16 EURO

COMMITTEE OF GOVERNORS OF THE CENTRAL BANKS OF THE MEMBER STATES OF THE EEC

Payment systems in EC member states / COMMITTEE OF GOVERNORS OF THE CENTRAL BANKS.

Basle : Bank for International Settlements, 1992. - 337 p.

European

European industry and banking between the wars : a review of bank-industry relations / Edit. by P.L. COTTRELL, et al.

Leicester : Leicester University Press, 1992. - XV+240 p.

Papers of a conference held between 10 and 12 September 1989.

ISBN 0-7185-1368-1

DE 15

334 EURO

DENNIG, Ulrike

Global financial liberalisation. GATT, EC and OECD approaches / DENNIG, Ulrike., 1992. - N° 5, September/October 1992, p. 230-236.

(INTERECONOMICS, ISSN 0020-5346; 27)

European

The European challenge : industry's response to the 1992 programme / BOWEN, Harry P. et al.

New York : Harvester Wheatsheaf, 1991. - XI+440 p.

(The European Initiative)

ISBN 0-7450-1034-2

FIORITO, Riccardo

Stylized facts of business cycles in the G7 from a real business cycles perspective / FIORITO, Riccardo; KOLLINTZAS, Tryphon.

London : Centre for Economic Policy Research, 1992. - 51 p.

(*CEPR Discussion Paper*; 681)

GUTH, Eckart

Agriculture in Europe : new challenges ahead / GUTH, Eckart., 1992. - N° 5, September/October 1992, p. 215-222.

(*INTERECONOMICS*, ISSN 0020-5346; 27)

333.111 GOOD

334 HAAL

GOODMAN, John B.

Monetary sovereignty : the politics of central banking in Western Europe / GOODMAN, John B.

Ithaca : Cornell University Press, 1992. - XII+239 p.

(*Cornell Studies in Political Economy*)

ISBN 0-8014-2731-2

HAALAND, Jan I.

Global production effects of European integration / HAALAND, Jan I.; NORMAN, Victor D.

London : Centre for Economic Policy Research, 1992. - 23 p.

(*CEPR Discussion Paper*; 669)

BE 175B

333.7 HAIN

GROS, Daniel

Seigniorage and EMU : the fiscal implications of price stability and financial market integration / GROS, Daniel., 1992. - N° 69, 1992, p. 1-32.

(*CEPS WORKING DOCUMENTS*; 1992)

HAINDL, Andreas

The Euro money market : a strategic analysis of bank operations / HAINDL, Andreas.

Bern : Paul Haupt, 1991. - XX+306 p.

Thèse.

ISBN 3-258-04518-6

339.3 GUI

NL 15A

GUIISO, Luigi

Earnings uncertainty and precautionary saving / GUIISO, Luigi; JAPPELLI, Tullio; TERLIZZESE, Daniele.

London : Centre for Economic Policy Research, 1992. - 35 p.

(*CEPR Discussion Paper*; 699)

HEGGESTAD, Arnold A.

Factors influencing the decisions of bank managers : the evidence from investment portfolios / HEGGESTAD, Arnold A.; HOUSTON, Joel F., 1992. - N° 4, August 1992, p. 813-829.

(*JOURNAL OF BANKING & FINANCE*, ISSN 0378-4266; 16)

History

The history of economic thought / Edit. by Mark BLAUG.
Aldershot, Hants : Edward Elgar, 1990. - XIV+387 p.
(*The International Library of Critical Writings in Economics*; 6)
ISBN 1-85278-191-2

ITALIANER, Alexander

Systèmes budgétaires et amortissement des chocs régionaux : implications pour l'Union économique et monétaire / ITALIANER, Alexander; PISANI-FERRY, Jean., 1992. - N° 51, 3e trimestre 1992, p. 49-69.
(*ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE - C.E.P.I.I.*, ISSN 0242-7818; 1992)

338.78 HOEK

NL 10

HOEKMAN, Bernard

Conceptual and political economy issues in liberalizing international transactions in services / HOEKMAN, Bernard.
London : Centre for Economic Policy Research, 1992. - 39 p.
(*CEPR Discussion Paper*; 666)

KNOESTER, A.

Groeivertraging door Maastricht? / KNOESTER, A.; KOLODZIEJAK, A.M.M., 1992. - N° 3876, 9 september 1992, p. 864-867.
(*ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, ISSN 0013-0583; 77)

331.16 HOME

NL 34

HOMER, Sidney

A history of interest rates / HOMER, Sidney; SYLLA, Richard. - 3rd ed.
New Brunswick : Rutgers United Press, 1991. - XX+662 p.
ISBN 0-8135-1628-5

KRELOVE, R.

Competitive tax theory in open economies / KRELOVE, R., 1992. - N° 3, August 1992, p. 361-375.
(*JOURNAL OF PUBLIC ECONOMICS*, ISSN 0047-2727; 48)

IMF 2E

GB 68

IMF SURVEY

IMF moved toward universal membership during 1991/92, 1992. - N° 18, September 21, 1992, p. 273-282.
(*IMF SURVEY*, ISSN 0047-083X; 21)

LE BOURVA, Jacques

Money creation and credit multipliers / LE BOURVA, Jacques., 1992. - N° 4, 1992, p. 447-466.
(*REVIEW OF POLITICAL ECONOMY*, ISSN 0953-8259; 4)

LEEPER, Eric M.

In search of the liquidity effect / LEEPER, Eric M.; GORDON, David B., 1992. - N° 3, June 1992, p. 341-369.

(*JOURNAL OF MONETARY ECONOMICS*, ISSN 0304-3923; 29)

Macroeconomic

Macroeconomic adjustment : policy instruments and issues / Edit. by Jeffrey M. DAVIS.

Washington : International Monetary Fund, 1992. - 90 p.

ISBN 1-55775-303-2

GB 29A

331.3 MEUL

LEVY, Edmond

Pricing European average rate currency options / LEVY, Edmond., 1992. - N° 5, October 1992, p. 474-491.

(*JOURNAL OF INTERNATIONAL MONEY AND FINANCE*, ISSN 0261-5606; 11)

MEULENDIJKS, Pieter J.F.G.

De betekenis van reële en financiële internationalisatiegraden voor volkshuishoudingen / MEULENDIJKS, Pieter J.F.G.

Groningen : Wolters-Noordhoff, 1992. - 477 p.

ISBN 90-01-58290-7

GB 20A

NL 34

LEWIS, Julian

European domestic money markets / LEWIS, Julian., 1992. - SUP Sep. 1992, 39 p.

(*EUROMONEY*; 1992)

MIRER, Thad W.

Life-cycle valuation of Social Security and pension wealth / MIRER, Thad W., 1992. - N° 3, August 1992, p. 377-384.

(*JOURNAL OF PUBLIC ECONOMICS*, ISSN 0047-2727; 48)

GB 20A

BE 64B

LOWENSTEIN, Jack

How to rate a state / LOWENSTEIN, Jack., 1992. - September 1992, p. 61-64.

(*EUROMONEY*, ISSN 0014-2433; 1992)

ORGAER, Bart

Antwerpen en de Belgische diamantnijverheid : een industrieel-economische benadering / ORGAER, Bart., 1992. - Nr. 3, september 19 92, p. 455-475.

(*ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, ISSN 0013-0575; 46)

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

L'information des consommateurs sur les services financiers / ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Paris : OCDE, 1992. - 106 p.

ISBN 92-64-23736-4

PEER, H.

Nieuwe richtingen in het economisch werkloosheidsonderzoek / PEER, H., 1992. - N° 4, 1992, p. 273-290.

(MAANDSCHRIFT ECONOMIE, ISSN 0013-0486; 56)

NL 15A

BE 175B

OSBORNE, Dale K.

Reserve requirements, bank share prices, and the uniqueness of bank loans / OSBORNE, Dale K.; ZAHER, Tarek S., 1992. - N° 4, August 1992, p. 799-812.

(JOURNAL OF BANKING & FINANCE, ISSN 0378-4266; 16)

PELKMANS, Jacques

Applying « 1992 » to textiles and clothing / PELKMANS, Jacques., 1992. - N° 67, May 1992, 41 p.

(CEPS WORKING DOCUMENTS; 1992)

IT 4B

BE 175B

PARIGI, G.

Economie di scala e di diversificazione nell'industria bancaria : il ruolo dell' eterogeneità tra imprese / PARIGI, G.; SESTITO, P.; VIVIANI, U., 1992. - N° 174, Luglio 1992, 47 p.

(BANCA D'ITALIA - TEMI DI DISCUSSIONE; 1992)

PELKMANS, Jacques

Fixing European standards : moving beyond the green paper / PELKMANS, Jacques; EGAN, Michelle., 1992. - N° 65, May 1992, 29 p.

(CEPS WORKING DOCUMENTS, ISSN 92-9079-137-3; 1992)

GB 63

CA 2A

PEARCE, David

World economy, world environment / PEARCE, David; FANKHAUSER, Samuel; ADGER, Neil; SWANSON, Timothy., 1992. - N° 3, May 1992, p. 295-313.

(THE WORLD ECONOMY, ISSN 0378-5920; 15)

REVUE DE LA BANQUE DU CANADA - BANK OF CANADA REVIEW

L'inflation et le comportement des prix réglementés au Canada, 1992. - August 1992, p. 3-11.

(REVUE DE LA BANQUE DU CANADA - BANK OF CANADA REVIEW, ISSN 0045-1460; 1992)

ROZENDAAL, H.

De yieldcurve als conjunctuurindicator / ROZENDAAL, H.; ZEWUSTER, M.C.; HIMMELBAUER, M.F.O., 1992. - N° 3876, 9 september 1992, p. 876-879.

(ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN, ISSN 0013-0583; 77)

VANHOREBEEK, Filip

De markt van lineaire obligaties in België / VANHOREBEEK, Filip; MELYN, Wim., 1992. - N° 7, september 1992, p. 373-376.

(REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIËWEZEN; 56)

BE 114

BE 134

RUSSO, Daniela

The Ecu clearing and settlement system : some operational proposals / RUSSO, Daniela., 1992. - N° 21, 1992, p. 29-32.

(ECU, ISSN 0775-5082; 1992)

VERFAILLE, Guy

De Belgische markt van schatkistcertificaten na de hervorming / VERFAILLE, Guy; BAUTERS, Veerle., 1992. - N° 7, september 1992, p. 377-385.

(REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIËWEZEN; 56)

332.6 SAIN

NL 30B

SAINT-PAUL, Gilles

The high unemployment trap / SAINT-PAUL, Gilles. London : Centre for Economic Policy Research, 1992. - 33 p.

(CEPR Discussion Paper; 670)

WELLINK, A.H.E.M.

Nederland als financieel en reëel distributieland / WELLINK, A.H.E.M., 1992. - N° 2, September 1992, p. 1-5.

(DE NEDERLANDSCHE BANK - KWARTAALBERICHT; 1992)

NL 5

LU 5

VAN GEMERT, H.G.

Monetaire transmissie en de kredietmarkt : een aangepaste IS/LM-analyse / VAN GEMERT, H.G.; van VELDHUIZEN, L., 1992. - N° 4, 1992, p. 309-324.

(MAANDSCHRIFT ECONOMIE, ISSN 0013-0486; 56)

WINANDY, Jean-Pierre

Le pavillon maritime luxembourgeois : aspects fiscaux / WINANDY, Jean-Pierre., 1992. - N° 2, Septembre 1992, p. 3-23.

(CAHIERS ECONOMIQUES - BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG; 1992)

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique : BEF 500 (à majorer de 6 p.c. de TVA). Luxembourg : BEF 500*. Pays membres de la CEE : BEF 750* (frais d'expédition inclus). Autres pays : voie normale : BEF 750. voie aérienne : BEF 1.550.
Prix du numéro séparé	{ Belgique : BEF 50 (à majorer de 6 p.c. de TVA). Luxembourg : BEF 50*. Pays membres de la CEE : BEF 75* (frais d'expédition inclus). Autres pays : voie normale : BEF 75. voie aérienne : BEF 155.

* A majorer de 6 p.c. de TVA si le numéro de TVA n'est pas communiqué.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « VAP — Recettes à ventiler — Service Documentation », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
